

Origines du terrorisme djihadiste..., une « Histoire » américaine !

Préambule

Le début de ce texte m'a été imposé ! Ce fut ma seule manière de résister à la consternation où me plongeait l'assassinat de la rédaction de Charlie Hebdo. Mais cet impératif d'écrire sur le terrorisme me hantait depuis que j'avais acquis la certitude que, le 11 septembre 2001, le monde avait basculé dans l'impensable et dans le non-sens. Qu'en ce début janvier 2015 tous les « informateurs » accrédités s'empresstent de prôner une « évidente » filiation avec les attentats newyorkais (au point d'oser parler d'un « 11 septembre français ») ne pouvait que réactiver ma révolte et me forcer au contre-discours...Celui dont aucune « autorité médiatique » ne se risquait à être le héraut !

Cet indicible-là, il me fallait l'exprimer ! Et pour ce faire tenter de comprendre (dans les deux cas) comment ce qui était en principe inconcevable avait quand même pu être conçu et mis en œuvre, et qu'elles étaient les forces sociales (politiques, économiques, financières mais aussi ethnologiques, psychologiques, etc.) qui en avaient assuré la réussite et le prolongement.

Je n'ai jamais eu l'intention, ni la prétention, de produire un traité sur le terrorisme international avec à terme la volonté préméditée de convaincre un éventuel lecteur ! Ce texte n'est qu'un simple lent et laborieux effort de compréhension au cœur d'une Histoire humaine officielle systématiquement mythifiée et mensongère et la tentative, évidemment maladroite et imparfaite, d'en faire émerger les essentiels tenants et aboutissants.

Alors ou bien ses premières phrases susciteront un écho dans l'esprit de celui qui les lira et dans ce cas il sera peut-être « aspiré » par ce qui suit ou bien il n'y percevra qu'une phraséologie prétentieuse ouvrant très vite sur une vision paranoïaque du monde et, s'en écartera aussitôt.

De fait, pour me suivre il faut auparavant avoir fait un bon bout de chemin tout seul, comme c'est, il me semble, toujours le cas pour les textes dissidents... Ils ne touchent et mobilisent que ceux qui sont déjà en mouvement et leur apportent ainsi parfois matière à mieux penser ce qu'ils ne font qu'entrevoir. Aucun texte, aussi pertinent et brillamment écrit soit-il, n'est apte à modifier radicalement une conscience. C'est le lecteur qui fait sens et y trouve ce dont il a besoin sur l'instant. Il ne m'est bien entendu pas du tout indifférent que quelques rares personnes puissent conforter leur propre analyse critique à travers la mienne mais je sais trop bien que je ne convaincras personne d'à priori réticent. Déconstruire le récit historique amène progressivement mais inéluctablement à détruire les fondements même de notre quotidienneté. Et c'est un processus délétère qui sape, à la source, la vitalité de celui qui s'y risque... De fait la mienne en souffre encore, malgré le soulagement d'en avoir, à ce jour, fini !

Ecrire, pour moi, autant que j'en sois conscient, s'apparente à un processus de réflexion que chaque phrase produite génère. A contrario des règles académiques qui régissent l'élaboration d'un texte théorique, je ne me suis appuyé sur aucun plan préétabli¹. Ainsi je me sens plus proche du romancier qui tente de suivre les personnages qu'il a créés et se laisse porter par leurs

¹ Celui que je livre ici est postérieur à l'achèvement du texte et n'est que le reflet de mon cheminement...

intelligences propres. Sauf, qu'en l'occurrence, il n'existe d'autre entité que moi-même d'où il me faut extraire des mots et des phrases que je puisse juger suffisamment intéressants pour demeurer inchangés une fois relus. Bien qu'il existe, au sein du champ intellectuel, un consensus quasi infranchissable qui affirme que tout a déjà été dit et que seuls la forme et le style sont renouvelables je ne peux trouver d'intérêt à ce labeur d'écriture que dans la présomption de produire de l'hétérodoxie. Sinon à quoi bon !?

Il faut donc, d'abord, débusquer en soi-même le pré-pensé, déconstruire les idées reçues, prérequis indispensable à toute ambition de compréhension du réel tout en défiant l'orthodoxie doctrinale, consensuelle et dominante...Car, tenter de décrire le monde tel qu'il est, et non tel qu'il nous est dit, enserme immédiatement celui qui écrit dans une contrainte au premier abord insurmontable. Tous les écarts radicaux avec *l'Histoire officielle* (quel qu'en soit le domaine) ont, de tous temps, été considérés et stigmatisés comme des actes répréhensibles de dissidence, d'hétérodoxie ou même d'hérésie et ont exposé leur auteurs aux pires représailles. De nos jours, au moins dans la partie du monde dite « démocratique » qui se caractérise emblématiquement par l'inviolabilité de la liberté d'expression, ce carcan et les exactions qui en sanctionnent la transgression nous sont dits d'un passé révolu. Il est vrai que pour qu'un Etat, qui s'affiche démocratique, puisse organiser la censure, il lui faut en principe des prétextes tout à fait exceptionnels, à moins de basculer sans retour dans le totalitarisme. Mais son « penchant naturel » à le faire est manifeste ² car il est évident que de très nombreuses informations « non-conformes » **ne peuvent, et ne doivent pas**, être rendues publiques et sont une problématique constante pour tous les gouvernants. Du temps du pouvoir monarchique et/ou religieux, il suffisait, pour s'en assurer le contrôle, de réprimer brutalement tous les dissidents (menaces, incarcération, chantage, expulsion, etc. voire élimination physique si nécessaire). Or, de nos jours, s'il est facile de constater que tous les régimes politiques autocratiques présents sur cette planète qui s'estiment menacés (et ce quel que soit leur affichage idéologique...) perpétuent toujours ces pratiques avec plus ou moins de retenue, il va de soi que pour tous ceux qui font étalage de leur ambition démocratique il est nécessaire de mettre en place des stratégies de contrainte délestées d'un maximum de violences physiques.

Dans cette optique, le suprême objectif serait bien sûr d'amener l'ensemble des agents sociaux décisifs (médias, intellectuels, experts, politiciens, « personnalités », etc.) à produire eux-mêmes le cadre de leur assujettissement, à s'y soumettre en toute inconscience et ainsi à le promouvoir auprès des populations, au final, tout « naturellement ». Or, comme cet idéal de gouvernance, bien qu'en pleine expansion ne soit pas encore complètement achevé, il faut, pour le Pouvoir, se contenter des vieilles recettes, en les réactualisant. Et une des plus classiques a toujours consisté à orchestrer le discrédit de toute contestation susceptible de le déstabiliser sur un principe de

² ..., comme le prouve le débat qui a eu lieu au sein de la commission des lois, ce 18 novembre 2015, où les députés (**socialistes !**) ont discuté d'un amendement *déposé quelques heures plus tôt* par une dizaine d'entre-eux (dont la vice-présidente de l'Assemblée Nationale Sandrine Mazetier), **visant à rétablir une disposition de la loi de 1955, qui ouvre la possibilité de contrôler toute publication lorsque l'état d'urgence est déclaré**. Pour finir, et pour cette fois, l'amendement a finalement été retiré et l'exécutif a supprimé cette disposition...

base des plus simples: par un renversement de logique imparable, accuser de mensonge celui qui le dénonce afin d'assimiler la mise en doute de la « vérité officielle » d'un événement d'importance à une atteinte à la sûreté de l'Etat ...! Ainsi en 2017, être catalogué de *conspirationniste*, de *complotiste*, voire de *négationniste* s'avère un barrage rhétorique d'une redoutable efficacité et, en termes de liberté d'expression peut en être considéré comme sa plus puissante proscription.

Ce texte, lui-même expression d'une pensée foncièrement déviante, s'attache à analyser et comprendre comment cette insidieuse censure est en passe, en moins de deux décennies, d'être parfaitement normalisée. Il n'engage au demeurant que moi et se dissocie, à priori, de tout autre « courant de pensée » ! Et je n'ai, in fine, que la modeste satisfaction d'avoir mené à terme cette aventure intellectuelle et d'avoir pris ma part de résistance à l'irrépressible vague de stupidité et de mensonge qui nous ensevelit !

Avertissement

Ce texte a été commencé après les attentats de janvier 2015 mais n'était pas encore achevé le 13 novembre suivant. Alors que faire, tout reprendre ? Me relisant je me suis rendu compte d'un phénomène étrange : la discontinuité était patente ! Les deux événements en apparence similaires semblaient d'un autre ordre. D'évidence ils ne se superposaient pas et pourtant l'auraient dû puisque les agresseurs n'avaient pas changé et sont interchangeables (simplement plus nombreux !).

Au demeurant mon analyse des causes, finalement en rien altérée, s'en trouve bien au contraire renforcée. Par contre l'« effet de souffle » (médiatisation, émotion populaire, réactions et récupérations politiques, « décryptages » des « commentateurs », etc.) s'avère sensiblement modifié. Cela m'incite à proposer dans la première partie de cet essai de compréhension, un double récit : d'abord ce que j'ai écrit, entre crochets [...] *et en italique*, au lendemain de la manifestation du 11 janvier suivi, pour chaque paragraphe, de ce que m'inspira la situation de cette fin d'année 2015.

Aujourd'hui, début janvier 2017, je reprends le cours de cette écriture dont pour de multiples raisons (peut être en tout premier lieu un sentiment de grande lassitude et d'inutilité) je me suis éloigné pendant presque une année entière. Pourtant ayant, à ce jour, déjà « produit » une centaine de pages et intimement affecté par le fait de laisser un « travail » (quel qu'il soit) inachevé, il m'apparaît quasiment vital de m'y remettre et d'en terminer... Cette troisième et dernière révision me force donc parfois à commenter des parties trop datées que le cours de l'Histoire (ou plutôt l'Histoire qui court...) a rendues obsolètes et quelque peu chahutées... Ces incises seront donc précédées de : [2017]

Cet exercice aura au moins le mérite de démontrer à quel point la « pensée » journalistique ne peut être qu'éphémère. Ce qui rend totalement impossible pour une population abreuvée d'immédiateté d'accéder à une compréhension réelle des événements qu'elle subit.

[Ce dimanche 11 janvier 2015 ...

Des centaines de milliers de personnes dans les rues de Paris (ou d'ailleurs..), dont je devrais me sentir proche, solidaire et pourtant, étrangement cela m'afflige et finit par me plonger dans un état quasi dépressif...Autant la veille tous ces regroupements spontanés (enfin presque.. !), leur dignité silencieuse, leur incontestable importance, leur - l'oserais-je ?- beauté me sont apparues comme « La » véritable expression d'un chagrin révolté, d'une tentative éminemment estimable à sortir collectivement de la sidération, de la nécessité vitale de repousser la peur en se mêlant physiquement aux autres et puis peut être (mais là je m'avance !) envisager l'avenir, tenter de le penser...Je crains pourtant qu'il n'en soit rien et qu'au final, les banderoles repliées et les « Je suis Charlie » rentrés dans leur foyers, il ne demeure que la mémoire et satisfaction individuelle d'y avoir participé.

Alors cette journée, déjà « historique », cette « grand-messe républicaine», oxymore s'il en est, dont la « réussite » semble déjà avérée, m'écrase et me désespère pour tout ce qu'à mon sens, elle annihile de possibles à peine esquissés. Alors qu'il est apparu, l'espace d'un moment, qu'une tuerie issue, toutes causes confondues d'abord d'une insondable crétinerie, pouvait engendrer un sursaut d'intelligence populaire c'est, à présent, la pauvreté d'esprit institutionnelle, mâtinée de vulgaire opportunisme politicien qui aujourd'hui vient étouffer ce fragile début de respiration. Il est vrai qu'il fallait déjà une bonne dose de naïveté pour supposer qu'il n'en serait pas ainsi...

Ce soir il me faut donc tenter de reprendre le court interrompu de mes modestes tentatives, solitaires et probablement superflues, pour contourner la fiction et toucher au réel, s'il en est un ! En l'occurrence ce n'est peut-être pas si difficile et je ne serai certainement pas le seul à le faire... Mais comme toutes contributions, sincères et dénuées d'arrière-pensée, (là, il n'y en aura pas beaucoup) il est bon de se dire qu'elles puissent avoir quelque utilité. Et puis, afin de préserver, si faire se peut, mon équilibre mental, il me faut bien agir un minimum, ne serait-ce qu'en matérialisant quelques idées par des mots.]

Dimanche 15 novembre 2015

Paris, ville morte, quadrillée par les forces de police... L'Etat d'urgence a été décrété la veille et toutes les manifestations sont interdites. Cinq jours plus tard il sera prorogé pour trois mois et le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a déclaré aujourd'hui, le 27 novembre, que « si besoin est », il pourrait même être prolongé au-delà des trois mois prévus.

Cette fois-ci la population n'a plus droit à la parole...Plus question de grand rassemblement de solidarité, de défense collective de la liberté d'expression, encore moins de l'espoir d'un sursaut d'intelligence populaire. Car ce n'est pas une bande de dessinateurs iconoclastes qui a été décimée, mais « les gens », les anonymes, vous, moi, n'importe qui au hasard... En réalité la cible de prédilection du terrorisme : la foule! Mais que l'on ne s'y trompe pas, le dessein ne s'arrête pas à l'affolement des populations, d'ailleurs tout relatif et certainement épisodique, sans une répétition en cascade de ce type de violence aveugle (j'y reviendrai !). C'est la déstabilisation de l'Etat qui en apparence semble visée...en tout cas c'est bien ce que dernier s'efforce de nous faire croire ! Or il est facile de constater qu'à contrario, cela ne sert qu'à le renforcer (état d'urgence,

restriction des libertés individuelles, rassemblement patriotique face à « l'ennemi », renforcement législatif du pouvoir exécutif, etc.) !

Seule, une succession rapprochée d'attentats de cette ampleur pourrait créer un chaos politique suffisant, susceptible de générer un délitement institutionnel d'envergure. Mais même dans ce cas, dans un pays comme la France, le recours à *l'Etat de siège* permettrait certainement au gouvernement de perdurer en cédant la place « momentanément » à l'autorité militaire dans l'exercice des pouvoirs de police générale. Sans prendre en compte cette antinomie il est impossible de comprendre ce à quoi une population, dans ces circonstances, est soumise.

1) Les mass-médias et l'officielle communication.

[Quelle est donc l'histoire que l'on nous raconte (le fameux et si efficace « storytelling » !) en ce début janvier 2015, quelles sont les vérités dont elle prétend rendre compte ou bien qu'elle cherche à nous dissimuler et vers où tend-elle à nous entraîner ?

D'abord qui la raconte et comment nous est-elle racontée?

Il faut sans délai déplacer notre regard, s'interdire de tenter de comprendre l'événement à travers le déluge de commentaires « à chaud » sur les quelques rares images passées en boucle et s'éloigner, au moins momentanément, de toute empathie spontanée. Le filtre médiatique est corrompueur, c'est un fait, et pourtant, dans des circonstances aussi dramatiques, même le plus lucide des cerveaux n'est pas à l'abri d'une « surchauffe », non consciente, de son psychisme. La « télé-vision », technologie de plus en plus sophistiquée et ubiquitaire, a transformé radicalement, et d'une certaine manière à notre insu, notre perception du réel... Parce qu'elle abolit la distance physique qui nous sépare de la globalité tout en permettant d'établir artificiellement un lien psychique paradoxalement amplifié. Cette modification essentielle de notre rapport au monde permet d'effacer toute distance, physique et psychique, entre nous et ce qui nous concerne du reste du monde. De même, à contrario et paradoxalement, elle nous autorise à écarter de notre sensibilité, tout ce qui ne nous émeut pas et limite drastiquement le champ informatif à un périmètre psychique d'intime proximité. Ce phénomène (qui n'incrimine évidemment pas la technologie en elle-même) est indispensable à comprendre pour repérer ce qu'en font ceux qui le connaissent et savent l'utiliser, tout particulièrement dans de telles circonstances dramatiques.

Les émotions dites primaires³ (joie, désir, tristesse, dégoût, peur, colère..) sont en quelque sorte la matière première des fabricants de programmes ; et s'il en demeure encore quelques-uns qui s'adressent à l'intelligence et à la culture supposées de leur public, la soumission de tous les autres (sans aucune distinction thématique) à la compétition d'audience pour, en premier lieu, de triviales raisons d' « équilibres financiers » a extirpé de leur contenu la moindre trace de stimulation à une réflexion distancée. Bien au contraire, tout est fait (et ce ne peut être que sciemment !) pour submerger le télé-spectateur de charges émotionnelles primales....Avec, pour le coup, comme cela

³ Ce n'est ici que par simplification que j'utilise le concept d'émotion, notion bien trop floue pour servir de repère stable. Je renvoie ici, entre autres, à Henri Laborit et à sa théorie des trois cerveaux (le reptilien, le mnésique et le cortex associatif) ainsi qu'aux quatre types de comportement qu'ils engendrent (consommation, gratification, punition → fuite ou lutte et inhibition) ;

s'applique également à tous les « journaux d'informations », et tout particulièrement aux « chaînes d'infos » qui ne sont jamais autant consultées qu'en cas « d'actualité dramatique », une primauté évidente pour la peur et la colère. Confrontées à un événement d'une telle violence et d'une telle dimension symbolique le premier réflexe des rédactions est, immédiatement et tout autre affaire cessante, de « couvrir l'info » ! Le terme d'ailleurs révèle de manière fort ironique le processus à l'œuvre qui consiste bien plus à la dissimuler qu'à la dévoiler ; car il s'agit en fait, sous prétexte d'informer un public à priori présenté comme « avide de savoir », d'occuper la quasi-totalité de l'espace audiovisuel par des reportages sur le vif, journalistes et commentaires, « en direct », dont le seul objectif réel va être de propager et maintenir la tension dramatique, en prétendant nous « plonger au cœur de l'action ». Phénomène qu'Internet (incapable, dans l'urgence, de jouer un rôle modérateur puisque les résultats dans les moteurs de recherche sont monopolisés par les grands médias)⁴, contribue à emballer en y ajoutant de plus une dose considérable de confusion (rumeurs, commentaires subjectifs, partisans, etc.). Ainsi, la majorité de la population se retrouve captive et fascinée, engluée dans une toile émotionnelle bouleversante, qui lui est présentée et qu'elle perçoit pourtant comme une information digne de toute son attention.

Les trois jours de « communication » qui ont suivi l'assassinat de la rédaction de Charlie hebdo, prolongés par le braquage du Supermarché casher et les prises d'otages, peut être vu comme une magistrale démonstration de la perversion déontologique des médias dits d'informations qu'un seul mot suffit à qualifier parfaitement : **Le sensationnalisme**.

Il suffit d'ailleurs simplement d'en reproduire ici la définition, qu'en donne par exemple [Wikipédia](#) et de la comparer à ce que nous venons de subir... Je n'ai fait que souligner ce qui indéniablement y renvoie.

« Le sensationnalisme s'appuie généralement à la fois sur :

- **un effet-surprise**, des facteurs d'intérêt et d'admiration ; Le sensationnalisme est un rituel régulateur dans les sociétés modernes dépourvues des modèles de communication d'autrefois. La **rupture de la normalité** est la composante de base du sensationnalisme en tant que porte ouverte sur l'**extraordinaire**, le caché et l'anomique »⁵ ;
- des facteurs **d'angoisse (mort, souffrance, violence, meurtre, viol, sexualité, la peur de l'inconnu et de l'autre/ xénophobie, peur des jeunes)**, d'espoir et de compassion ; il est en cela parfois proche de la **démagogie** ;
- des **procédés issus de la publicité**, voire de la **propagande commerciale ou politique** ;
- une **amplification et une simplification outrancière de l'information**, associées à une **absence d'analyse critique** et à une **présentation incomplète des enjeux et des**

⁴ A contrario des responsables des médias dominants qui considèrent qu'Internet est le lieu primordial de l'emballage et de l'hystérie médiatique il est facile de constater, qu'une fois l'intensité dramatique retombée, c'est bien pourtant là que l'on pourra trouver les seules analyses pertinentes et non assujetties au discours officiel. C'est d'ailleurs un comble (mais en rien étonnant !) que ceux qui s'en disent les hérauts osent critiquer et tenter de discréditer un des rares espaces de vérité et de réelle « liberté d'expression »...

⁵ *Du sensationnalisme = On sensationalism* ; Humanisme et entreprise ; 1996, no218, pp. 1-16 ISSN:0018-7372 ([Lien Inist/CNRS \[archive\]](#))

conséquences possibles, des paroles d'experts ou supposés tels (souvent tronquées, simplifiées). »⁶]...

Le « traitement médiatique » des **meurtres de masse**⁷ de ce début novembre ne s'est pas aussi bien prêtés au schéma directeur des rédactions d'informations... Même si à postériori ces dernières s'honorent aujourd'hui d'une attitude plus digne et plus éthique il est aisé de se rendre compte que seuls la nature et le déroulement des opérations expliquent cette apparente réserve (plusieurs actions simultanées, quadrillage immédiat des zones concernées, confusion générale et profond sentiment d'incrédulité et de sidération au sein même des journalistes, effectifs réduits à la veille du weekend, ampleur effroyable du nombre de victimes, et, de plus, l'heure tardive diminuant considérablement la possibilité d'audience...). L'instauration de « l'état d'urgence » dès le lendemain va finir d'étouffer la probabilité d'un emballement médiatique similaire à celui de janvier d'autant que tout rassemblement, manifestation de tous ordres, vont être de fait interdits. En d'autres termes, cette fois ci, la « couverture de l'info » a été bien trop contrariée par les circonstances pour que « la machine médiatique » tourne, dans un premier temps, à plein régime. Par contre la ligne directrice du discours post-événement n'a, en rien, été réévaluée. Bien au contraire, la fuite en avant sur la thématique des valeurs menacées est venue s'enchaîner dans celle de « la Patrie en danger » et la sémantique guerrière et vengeresse peut à présent, librement s'épanouir.

[D'évidence, rien de ce qui nous a été dit et montré n'a échappé à ce formatage. En l'occurrence les images étant rares et, finalement, peu spectaculaires, c'est essentiellement les mots, leur utilisation sans aucune lucidité, ni même peut être conscience de leur sens réel, et leur expression frénétique (surenchère, emphase, débit, surexcitation, etc.) qui ont créé l'intensité et la charge émotionnelle fédératrice.

*Pour l'exemple et de manière non exhaustive je voudrais en citer trois abondamment utilisés, **attentat**, **barbare** et **terroriste**, et qui ont depuis été décryptés et contestés.*

- *Le premier par Gérard Mordillat dans un article remarquable publié sur sa page Facebook où il dit entre autre ceci :*

⁶ Cette dernière analyse est extraite d'un article de Myriame El Yamani intitulé « La mascarade médiatique / Media Mascarade » que je vous incite ardemment à consulter et qui fait suite à l'événement dramatique du 6 décembre 1989, à l'École Polytechnique de Montréal où un homme assassina 14 femmes, parce qu'elles étaient des femmes. Il déclara vouloir «envoyer ad patres les féministes» car elles lui auraient «toujours gâché la vie». La stupidité abominable de l'acte et de son auteur, les enjeux sociaux et politiques ainsi que le choc social collectif qui en résultèrent permettent aisément de considérer que l'analyse critique de Myriame El Yamani sur le traitement de cette information par les médias de son époque est remarquablement pertinente et tout à fait transposable à la nôtre, un quart de siècle plus tard...

Myriame El Yamani, « La mascarade médiatique / Media Mascarade », échos de la profession, Sociologie et sociétés, vol. 22, n° 1, 1990, p. 201-205

⁷ C'est bien là le seul terme digne d'être utilisé pour désigner, avec le plus de distance possible, ces actes autrement innommables.

« Les journalistes et les dessinateurs de Charlie n'ont pas été victimes d'un attentat mais exécutés nommément. C'est bien d'une exécution dont il s'agit et d'une exécution politique » et encore « ce sont des méthodes fascistes dont le discours religieux ou nationaliste n'est qu'un faux-nez. Il faut le dire haut et fort, les journalistes de Charlie ont été exécutés non par des musulmans, non par des islamistes mais par des fascistes ».

J'ajouterai que, même utilisé seul, le terme est aujourd'hui synonyme d'attentat terroriste, et qu'il qualifie donc ainsi n'importe quel acte violent de rébellion contre les institutions et nous projette immédiatement dans le cadre international balisé de « la guerre contre le terrorisme » ouvrant ainsi la porte à toutes les dérives sécuritaires.

- *Et puis le second, **barbare**, extrêmement connoté et, étymologiquement, assurément xénophobe. Il vient du grec Bárbaros pour désigner « non grec » : toute personne dont le langage ressemblait, pour les Grecs, à un charabia : « bar-bar ». Il est savoureux de noter que pour les Grecs comme pour les Romains, tout « barbare » peut, en adoptant leur langue, leurs dieux et leurs mœurs, devenir Grec ou Romain, et ce fut le cas non seulement de nombreux individus (dont certains parvinrent jusqu'à la fonction impériale), mais aussi de peuples entiers, acceptés dans l'Empire comme « foederati ». (Cf. Wikipédia. L'époque coloniale reprendra cette signification pour désigner de manière méprisante les peuples soumis : « le clivage du civilisé (forcément Européen) et du barbare (l'autre) justifie celui entre le colonisateur et le colonisé ».*

*Il apparait ainsi clairement qu'étiqueter l'acte et ses exécutants de « barbares » consiste en quelque sorte à les désoccidentaliser, voire à les déshumaniser. L'horreur qu'ils provoquent devient ainsi, par essence, exogène à notre réalité, à notre culture humaniste. Cette désignation, et ce n'est pas le moindre de ses effets, nous exempte, à priori, de toute responsabilité et donc, d'évidence, nous en interdit toute réelle compréhension ! Or il se trouve que ces tueurs, ces barbares sont bien français, nés et éduqués en France, **parlent** français et que ce n'est pas simplement quatre mois passés au Yémen, dans un camp de formation au maniement des armes, qui peuvent suffire à expliquer leur motivation, leur détermination suicidaire,... ainsi d'ailleurs que leurs affligeantes lacunes intellectuelles et morales. Bien au contraire il est impératif de s'interroger sur les carences de notre si admirable société incapable d'endiguer de telles déviances à ses **valeurs fondamentales** [celles là même que l'on dit aujourd'hui vouloir protéger (sic !)] et même, au final de s'interroger sur ce qui les a provoquées... Si ces corps et ces esprits ont pu être instrumentalisés au point de fouler au pied le socle même de notre « vivre ensemble » (comme ils disent !) et si nous les considérons comme une singularité monstrueuse à éradiquer (des aliens !?) il est peu probable que ce que nous prétendons aujourd'hui défendre, y survive longtemps.*

- *Enfin la dénomination « **terroriste** », instantanément attribuée aux tueurs, mérite une grande attention, puisqu'au-delà de qualifier les auteurs de l'acte elle insère ces derniers, à priori et sans aucun recul, dans un processus historique, actuellement en cours, à l'échelle mondiale, qui, depuis le 11 septembre 2001, a permis aux Etats Unis et à ses alliés, de s'auto désigner un ennemi d'Etat. Avant d'y revenir nécessairement plus loin, il me semble essentiel ici d'en faire une rapide analyse sémantique.*

Historiquement le terme « terrorisme » apparaît en novembre 1794 et désigne alors la « doctrine des partisans de la Terreur » pendant la Révolution française. Il s'agit alors **d'un mode d'exercice du pouvoir d'Etat**, non d'un moyen d'action contre lui. Le renversement de sens auquel nous assistons aujourd'hui et qui aura pris un peu plus de deux siècles démontre essentiellement l'impossibilité de s'accorder sur une définition consensuelle. Il suffit de se souvenir qu'au cours de la seconde guerre mondiale les résistants français furent combattus, arrêtés, torturés, exécutés par les autorités allemandes d'occupation du sol français et qu'elles le firent, aussi, au nom de la lutte contre le terrorisme. Pour couper court à cette ambigüité sans issue on tente aujourd'hui de dissocier la méthode de l'objectif et donc de qualifier ainsi l'acte en fonction de l'horreur qu'il peut susciter et non des objectifs politiques qu'il prétend servir. Mais il est facile de se rendre compte que si c'est son caractère odieux, monstrueux, inhumain donc « anormal » qui doit permettre de l'identifier on retombe immédiatement sur le terme de **barbarie**.

Les mots, **terroriste** et **terrorisme**, sont donc ici médiatiquement utilisés essentiellement pour leurs puissantes connotations, les images atroces qu'ils ont accumulées depuis la nuit des temps, parce que l'effroi qu'ils suscitent tous les deux, à leurs seuls énoncés, puise à leur racine commune : **La terreur**.

Peut-être un jour s'interrogera-t-on sur l'évidente contradiction de fond à prétendre combattre des agissements qui attentent férocement à la paix sociale en les nommant (en les claironnant...) par des termes qui renforcent finalement leurs impacts !?

Surtout lorsqu'on les utilise à chaud et donc en toute illégitimité... Tout se passe comme si tous les commentateurs amplifiaient inconsciemment (ou sciemment ?) l'intensité dramatique qui va générer le retentissement donc au final la propagande de l'événement et de l'idéologie qui le sous-tend. Ce qui, à moins d'être particulièrement candide, ne peut manquer de questionner sur l'existence d'intentions sous-jacentes.

Car cette désignation des coupables, qualification de l'acte et de leurs auteurs, relatée, sans répit, mise en scène de manière hystérique sur le mode d'un « thriller », s'agglomère au fil des heures et constitue progressivement **Le** récit dramatique et consensuel, en quelque sorte « naturellement » dominant ! Emaillé de déclarations politiques quasi immédiates, toutes soutenant sans aucun recul « l'hypothèse Djihadiste » et transformant ainsi, en un subtil tour de passe-passe, un abject assassinat en une agression caractérisée de notre nation, désignant de fait et sans le moindre début d'enquête officielle, un ennemi extérieur de la république et de ses valeurs. L'appel au rassemblement et à l'union nationale⁸ de François Hollande, **moins d'une heure** après la fusillade et l'assassinat des journalistes et des policiers, atteste bien plus de la précipitation d'un président (ne l'oublions pas, jusque-là parfaitement discrédité) à « profiter » de l'occasion et surtout à intervenir le premier (de peur d'être doublé par ses concurrents) plutôt que de son sang-froid, de sa

⁸ Si, dans son *allocution*, modèle de récupération politique à analyser à Sciences Po, il se garde bien d'identifier expressément les coupables il est pourtant clair qu'il les désigne déjà en creux : « ...ce journal, qui était menacé depuis des années par l'obscurantisme », « Aujourd'hui, c'est la République toute entière qui a été agressée. », « La liberté sera toujours plus forte que la barbarie. »

circonspection, de sa retenue, toutes qualités censées caractériser un homme élu à la tête de l'Etat ; et puis surtout, cette déclaration de monarche, prise sans aucune concertation, subvertit les fondements mêmes de toute démocratie digne de ce nom. Plutôt que de lancer un appel (une injonction) au rassemblement national à quelques mètres des « cadavres encore chauds » (et ce qui est choquant ce n'est pas que je le dise mais bien qu'il l'ait fait !) n'aurait-il pas été plus « républicain » de convoquer, en urgence, l'assemblée nationale pour qu'elle débattenne et délibère de la conduite unitaire à tenir, propose une résolution et la soumette au vote ?⁹

*Cette instrumentalisation politique et idéologique, d'un acte qui, quelles qu'en soit l'indéniable monstruosité, ne peut en aucune manière être assimilé à une déclaration de guerre, va pourtant, en quelques heures, permettre aux **nationalistes** de tous bords d'afficher une indéfectible unité face à une agression de **nos** valeurs, sur **notre** territoire. Et ils vont la légitimer, sans aucun état d'âmes, par la nauséuse récupération des rassemblements populaires que seule autorisera la collusion des journalistes et la soumission des intellectuels avec le discours officiel. Combien de voix pour constater et affirmer que l'impressionnante et spontanée première mobilisation citoyenne n'a strictement rien à voir avec la défense de la patrie menacée (refus de chanter la Marseillaise !) mais, bien au contraire, s'associait et se solidarisait avec l'anarchisme patent et iconoclaste de Charlie Hebdo et de son histoire ? Combien de commentateurs, politologues, philosophes, écrivains, etc. pour venir combattre la déferlante patriotique, le simplisme de l'explication des faits, la prédétermination des responsabilités et le manichéisme de notre vision et de notre analyse ethno-centrée du monde ?¹⁰*

Qui, pour dire, que dans de telles circonstances, l'unité nationale, n'a historiquement jamais servi les libertés individuelles, ni renforcé les droits de l'homme mais, bien à l'inverse, uniquement permis à ceux qui l'organisent de renforcer leur propres pouvoirs en étouffant et réduisant au silence l'ensemble des contestations. Et c'est bien ce terrifiant paradoxe, ce retournement stratégique de certaines valeurs contre elles-mêmes en leur propre nom, qu'il est aujourd'hui impérieux de décrypter et de tenter de mettre au jour, même si c'est pour ma part, je dois bien le reconnaître, en toute désespérance.]...

En cette fin d'année, le langage politique et journalistique (tous deux en totale collusion) s'est infléchi, presque « naturellement », vers une sémantique essentiellement guerrière.

Si les mots sont toujours les mêmes leur hiérarchie s'est sensiblement modifiée. Bien que le paragraphe qui précède soit encore de mise il ne suffit plus à rendre compte de la teneur objective du nouveau discours officiel.

La discordance irréductible entre le radicalisme subversif des auteurs de « Charlie Hebdo » (mais bien plus encore, en arrière fond historique, de ceux d'« Hara-kiri ») et les valeurs essentiellement

⁹ Au lieu de quoi nous avons eu : « Demain, **je** réunirai les présidents des deux assemblées ainsi que les forces représentées au Parlement pour montrer notre commune détermination. »

¹⁰ Il est vrai que la sélection à l'entrée des studios est des plus drastiques mais rien n'interdit au moindre intellectuel de renom de s'exprimer et de trouver un écho d'importance, via twitter ou Facebook, obligatoirement et immédiatement relayé par de plus officiels médias puisqu'ils s'en nourrissent en permanence et ne peuvent donc les ignorer.

bourgeoises qui fondent notre chère République n'a jamais pu être complètement effacée. Elle est à l'origine d'un immense malentendu sociologique qui a offert au pouvoir en place la possibilité d'une manipulation politique d'une exceptionnelle envergure, mais a permis, dans le même mouvement, de limiter d'autant l'adhésion sans réserve de la population, pour une grande part trop consciente de la duperie à l'œuvre.

Le terme **barbare**, s'il n'a pas disparu, sert surtout à qualifier les actes et ne désigne que plus rarement leurs auteurs. Ceux-ci sont devenus des **ennemis** de la France, les **guerriers** de l'**Etat Islamique**, à présent officielle appellation d'anciennement **Daesh** puisque le premier ministre Valls, comme son ministre des affaires étrangères qui leur avaient, dans un premier temps, récusé cette institutionnalisation en janvier l'utilisent aujourd'hui en priorité.¹¹ Bien que ce ne soit au final qu'une hypocrisie sémantique (en arabe, «*Daesh*» est l'acronyme de «*Dowlat al-Islamiyah f'al-Iraq wa Belaad al-sham*», c'est-à-dire «l'État islamique en Irak et au Levant») sa disparition, à elle seule, dévoile la nouvelle stratégie étatique à l'œuvre.

Elle est ouvertement une déclaration de guerre qui ne peut évidemment se légitimer que par l'existence d'un Etat agresseur. **Tant pis si pour ce faire (et en toute stupidité !) on offre ainsi à ceux que l'on prétend combattre le statut et la reconnaissance internationale que leurs agissements meurtriers avaient pour but d'obtenir.** Il est vrai que la « politique » ne s'embarrasse jamais d'un souci de cohérence...Quant aux vocables, **terroriste** et **terrorisme**, on peut facilement constater qu'ils convoquent et engendrent, comme il est déjà dit ci-dessus, toute la gamme émotionnelle dont ils sont historiquement porteurs.

Il est, à ce sujet, un élément crucial de compréhension, rouage essentiel de la « machinerie » à l'œuvre, pourtant totalement ignoré des médias et de tous ceux qui s'y expriment. Comment pourrait-il en être autrement puisque c'est bien de leur responsabilité qu'il s'agit !? **Ce qui fait que personne ne semble s'interroger sur le rôle déterminant de l'univers médiatique où nous baignons quotidiennement dans la production et la diffusion sans retenue d'une vague émotionnelle capable d'annihiler, en quelques heures et pour une longue durée, toute possibilité d'esprit critique.** Il est pourtant évident que sans ce phénomène de manipulation de masse la capacité de nuisance issue de ces meurtres abominables s'en trouverait considérablement amoindrie. Les assassins disposent ainsi d'un fantastique amplificateur de l'effet de leurs abominations dont bien entendu ils usent généralement en toute intelligence (peut-être pas totalement cette fois-ci du fait de l'heure et du début du weekend même si la date d'un vendredi 13 n'est certainement pas fortuite). Mais quel journaliste ou quel « intellectuel » de service, oserait ouvrir ce débat au sein même du champ dont il dépend ? Affronter cette question débouche inéluctablement sur la remise en question de notre structure économique, politique et sociale, **dans son entier**, dont la « télé-vision » (au sens le plus large) est le cardinal dispositif. La communication ayant définitivement remplacé l'information et les courbes d'audience rendu l'éthique journalistique obsolète (cf. ci-dessus : « le sensationnalisme ») le carnage du vendredi 13

¹¹ "Le groupe terroriste dont il s'agit n'est pas un État, il voudrait l'être, mais il ne l'est pas. Je vous demande de ne plus utiliser le terme d'État islamique, car cela occasionne une confusion entre islam, islamistes et musulmans. Il s'agit de ce que les Arabes appellent Daesh et que j'appellerai pour ma part les égorgeurs de Daesh." Laurent Fabius en septembre 2014.

novembre 2015 ne peut qu'être absorbé et instrumentalisé par le moloch médiatique. L'intoxication des esprits qui en résulte, ***la plupart du temps à l'insu et au corps défendant de ceux qui la produisent***, n'est au final qu'une forme très élaborée et démoniaque de propagande. Avec une grande dose de naïveté (ou de cynisme) il est bien sûr, possible d'affirmer que nous assistons là, simplement à une dérive non maîtrisée, d'un système emballé. Il est pourtant historiquement prouvé que depuis l'avènement des moyens de communication à distance, tous les pouvoirs, sans exception, qui en ont disposé s'en sont servi à des fins de désinformation, d'endoctrinement, de persuasion, de propagation, de prosélytisme, (etc.) séparément ou tous ensembles.

La grande nouveauté issue de la domination américaine dans l'ensemble du champ médiatique, pour le dire rapidement par la mainmise des diffuseurs de contenus (informations, œuvres culturelles) sur leurs producteurs (journalistes, artistes, créateurs) a permis d'enchâsser la propagande dans la culture et de nommer liberté ce qui n'est au final qu'aliénation !

Et même si une partie non négligeable de la population n'en est pas dupe (le discrédit de tous les supports d'information en atteste !) l'utilisation d'événements aussi dramatiques que ceux qui viennent de se produire à Paris dont il tellement aisé d'exacerber l'effet empathique d'identification est à même de dissoudre promptement le sens critique des esprits les plus réfractaires. Et ainsi créer en quelques heures un terreau malléable, propice à tous les endoctrinements.

Nous sommes donc, à ce jour, officiellement dans ***un pays en guerre***, qui, sous l'égide des Etats Unis, a renforcé ses frappes militaires « ciblées » contre « l'Etat Islamique ». En fait il s'agit de tenter d'éliminer physiquement des camps de combattants djihadistes ***en Syrie***.

En termes territoriaux orthodoxes, considérant que l'Etat et le territoire qu'il administre sont indissociables, il serait plus juste de dire que nous sommes donc en guerre contre la Syrie à moins d'estimer que cette dernière a été envahie et que nous volons à son secours.

Il serait bon que nos dirigeants prennent conscience qu'en tordant trop le sens des mots qui prétendent légitimer leur action, ils finissent par modifier le réel et s'enfoncent toujours un peu plus dans une absurdité funeste. La vérité est que la Syrie n'est plus qu'un immense champ de bataille, épice de conflits d'intérêts et des affrontements par procuration des grandes puissances internationales (plus précisément des consortiums industriels et financiers qui les régissent) ; on peut y voir le simple déplacement territorial des luttes d'influence abominablement meurtrières qui ensanglantent depuis de nombreuses décennies le « proche et/ou moyen orient »¹². Cette zone d'influence, convoitée depuis des siècles, est devenue avec la « révolution industrielle » un enjeu géostratégique majeur du fait de l'extrême richesse de ses sous-sols en produits pétrolifères. Sa position limitrophe suite au partage du monde en deux camps idéologiques adverses à l'aube du 20^{ème} siècle a assujéti les luttes de pouvoir internes de chaque nation qui la compose aux ingérences occultes de ces deux puissances et, bien sûr, de leurs respectifs alliés. (J'y reviendrai...)

¹² La confusion franco-étatsunienne autour de ces deux désignations peut être vue comme la première manifestation de l'enjeu impérialiste entre puissances rivales.

En se limitant au « décryptage » de la complexité des alliances, les journalistes politiques « spécialisés » et autres experts « autorisés » servent d'abord et avant tout à dissimuler cette froide objectivité. Ils commentent les bulles émergentes du chaudron en évitant soigneusement de s'interroger sur la nature du « potage » qu'il contient et, surtout, sur le feu qui le porte à ébullition.

2) Le grand rassemblement

[La défense de cette fameuse « liberté d'expression », soudainement en péril et objet de toutes les attentions va devenir en quelques heures le socle indéfectible de la République Française, se traduire médiatiquement par la glorification du peuple qui se soulève et... envahir tous les écrans !



Le tableau de Delacroix de la Liberté sur les barricades, (tant de fois rabâchée lorsqu'il s'agit de réactiver le mythe d'un peuple souverain), seins et drapeaux au vent, va irriguer, consciemment ou inconsciemment, toutes les descriptions et tous les commentaires des rassemblements populaires. Le journal « Le Monde » ira même jusqu'à titrer le 13 janvier, en toute innocence : « Mobilisation du 11 janvier à Paris : [la photo](#) que les internautes aimeraient voir dans les livres d'Histoire ! »

*Il va de soi que ce miroir déformant mais intensément flatteur, proposé sans réserve aux manifestants, joue comme un fantastique catalyseur de participation et de rassemblement. Alors que son incongruité, son anachronisme patent et son pouvoir manipulateur quasi indécélable demeurent, à chaud (mais peut être également encore aujourd'hui), pratiquement indicibles. A ce stade, il est nécessaire de rappeler que la captation de l'attention des masses par tous les médias n'a pas pour seul dessein de produire un maximum d'audience dans la concurrence féroce qu'ils se livrent en terme de « parts de marché » (c'est à dire de « temps de cerveau humain disponible »¹³ à vendre aux « annonceurs » soit leur essentielle source de revenus). Tous ceux qui se disent « d'information » (presse, télévision, radio) ont perdu leur indépendance économique et sont actuellement assujettis aux grands groupes industriels et financiers. Ainsi « leur » liberté d'expression, est donc, d'évidence, bornée par la protection de « leurs » intérêts matériels... **Ceci est un fait et non une opinion, qu'il ne faut jamais perdre de vue.***

Ainsi posée, leur belle unanimité à lui proclamer leur indéfectible attachement et leur déclaration solennelle, à en défendre sans faillir le principe se révèle subitement comme une simple et misérable tartufferie. Ils nous parlent comme s'il n'existait aucune pensée dominante, comme si le monde occidental et tout particulièrement la France étaient par essence un espace de liberté et de

¹³ « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible », [L'Expansion - L'Express, 9 juillet 2004.

tolérance du simple fait des valeurs qui, nous expliquent-ils, la fondent. Ils nous invitent à lutter contre tous les amalgames en ignorant, délibérément ou par inconscience, que notre système social, économique et politique, dans son entier, est arc-bouté sur peut-être le pire d'entre eux : **celui qui assimile sans relâche, depuis l'effondrement des régimes communistes, la démocratie au capitalisme et prétend, in fine, qu'ils sont indissociables.** Or il ne faut pas faire preuve d'une grande perspicacité pour se rendre compte qu'une société fondée sur la propriété privée et la privatisation des moyens de production implique incontestablement une classe de possédants dominatrice et donc, par essence, ne peut que générer qu'inégalités et oppression. Même en réduisant la démocratie au simple slogan de « gouvernement du peuple, pour le peuple, par le peuple » il est difficile d'admettre que ce dernier (le peuple) puisse décider, au nom de sa liberté, de se séparer **lui-même** « démocratiquement » en deux parties, **l'une riche et l'autre pauvre (en 2016, 1% de la population possèdera plus de 50% des richesses mondiales!)**. N'est ce pas pourtant ce que le « libéralisme » économique autant qu'idéologique prône depuis le début de la révolution industrielle, a fini par instaurer sur l'ensemble de la planète et qui nous est depuis, et toujours, vendu comme l'horizon indépassable, **mais démocratique**, de notre évolution sociale ? ¹⁴ Et c'est bien de cette imbrication antithétique que suinte l'ensemble des contradictions qui sont à même, si un jour nous ne finissons par l'admettre, de nous faire régresser vers un monde de pure violence voire à même de nous faire disparaître de la surface de cette planète. D'évidence, ce jour de prise de conscience semble toujours hors de portée ... et le sursaut salutaire d'un peuple désemparé n'y aura pas suffi.

3) Le peuple

C'est une étrange entité, le peuple ! Tout particulièrement, sur la place publique rassemblé. Agrégation de pures singularités il peut être perçu et se perçoit souvent lui-même comme un « je » en action. Et si cette sensation partagée lui confère une immense potentialité subversive elle est en même temps la faille par laquelle s'insinuent toutes les manipulations. **Car nommé et commenté de l'extérieur le « je » devient « il » et de sujet agissant le voilà soudain irrésistiblement converti, de par la simple conjugaison, en indivisible corps régi.** Il est ainsi possible de réduire la multiplicité et la diversité des émotions, des motivations et des analyses des personnes rassemblées à quelques éléments basiques et fédérateurs : Le chagrin, la colère, le besoin d'être ensemble, la peur, l'affirmation collective, d'ailleurs plus rêvée que réelle, de résistance... le tout saupoudré de quelques efficaces slogans.

L'invention avisée de « Je suis Charlie »¹⁵, son extraordinaire capacité à exprimer à la fois l'individu et sa solidarité au groupe, aura certainement été l'essentiel catalyseur de toute cette mobilisation,

¹⁴ « La démocratie est le pire des régimes à l'exception de tous les autres » Winston Churchill.

¹⁵ Pour la première fois, ce slogan a fait son apparition le 7 janvier 2015 à 11h57, soit à peine une heure après l'exécution des journalistes de Charlie Hebdo. C'est Joachim Roncin directeur artistique à l'hebdomadaire « *Stylist* », dirigé par le groupe Lagardère qui en est à l'origine ! Cette synchronie, susceptible de favoriser quelques interprétations paranoïaques absurdes, démontre en réalité l'hyper réactivité du système médiatique et sa capacité, via essentiellement Twitter, à produire du « *buzz marketing* » ou « marketing viral », ce dont Joachim Roncin est, de par sa profession, forcément un adepte. Au final s'il n'y a certainement pas de manipulation **préméditée** de masse il n'en reste pas moins légitime de s'interroger, à postériori, sur l'incidence d'une **stratégie de communication**

au point que sans elle il est permis de penser que son succès en aurait été considérablement limité. Enfin, la défense de la liberté d'expression comme principal mot d'ordre de ralliement et sa mythification par l'emballage (au double sens du terme) médiatique a permis à l'ensemble de la classe politique d'ensevelir, sans effort et en toute apparente bonne foi, le contenu politique et idéologique de ce journal hors norme.... Alors qu'il était en opposition frontale avec les institutions même de ce pays et que l'hommage officiel et médiatique qui leur a été rendu demeurera comme l'ultime et lamentable affront à leur paillardie insubordination. C'est d'autant plus révoltant que les toutes premières réactions populaires, le jour même et, pour une moindre part, également le lendemain de l'exécution ne furent pas dupes et se gardèrent avec grand soin, de toute ferveur nationaliste. Tous ces gens, alors réunis, ne l'étaient alors que dans la sidération, la révolte et la circonspection à l'officielle histoire, avec, d'évidence, la volonté de comprendre et de chercher les véritables responsabilités. Ils s'en sont bien moins revendiqués mais s'apparentaient pourtant bien plus aux journalistes massacrés. Et défendre la liberté d'expression n'était peut-être pas leur premier souci...]

Nous sommes donc passés de l'**organisation officielle** les 10 et 11 janvier 2015, sur tout le territoire français d'un ensemble de manifestations « monstres »¹⁶ à l'interdiction pure et simple de tout rassemblement au lendemain du 13 novembre et je n'ai entendu personne faire ce rapprochement. Les mêmes qui s'enthousiasmaient de cette **formidable** mobilisation citoyenne ont cautionné sans état d'âme la restriction d'un droit fondamental corrélatif à celui de la liberté de s'exprimer (en réalité bien plus restrictif qu'il n'y paraît¹⁷ et de fait, comme nous allons le voir, en parfaite cohésion avec la législation qui encadre le second).

Dans le premier cas il s'agissait pourtant bien de les protéger, non ! Pas de les interdire... !? Mais déjà, à ce moment, cet unanimité dans la défense de nos fondamentales valeurs républicaines dissimulait bien mal l'instrumentalisation qui en était faite et surtout s'accompagnait d'un débat fort équivoque sur les limites à leur imposer...

commerciale (il n'a pas simplement diffusé un message mais fabriqué le logo !) au cœur même d'un événement aussi dramatique. Il me semble indéniable qu'elle en a largement amplifié la charge émotionnelle par identification, et généré une propagation quasi instantanée (de type virale !) à travers tous les médias, phénomène impossible à ignorer lorsque l'on tente d'expliquer l'ampleur exceptionnelle, et somme toute plutôt surprenante, de cette mobilisation citoyenne...

¹⁶ .., aussi nommées « marches républicaines » et qui mobiliseront 4 millions sur les deux journées, dont plus de 1,5 million le dimanche 11 janvier à Paris, soit le plus important rassemblement de l'Histoire moderne du pays ; de plus quarante-quatre dirigeants de divers pays participeront au cortège parisien du 11 janvier.

¹⁷ En *France*, les manifestations sur la voie publique sont soumises à l'obligation d'une déclaration préalable indiquant le but de la manifestation, le lieu, la date et l'heure du rassemblement et l'itinéraire projeté. Les autorités peuvent demander aux organisateurs des modifications de parcours ou d'horaire. Elles peuvent interdire une manifestation si elles la jugent de nature à troubler l'ordre public ou si ses mots d'ordre sont contraires à la loi, mais ces interdictions sont rares. Toujours en France, en vertu de l'article 431-3 du *Code Pénal*, « tout rassemblement de personnes sur la voie publique ou dans un lieu public susceptible de porter atteinte à l'ordre public (...) peut être dissipé par la *force publique* » après les sommations d'usage. Appeler à une manifestation interdite est considéré comme un délit.

4) La liberté d'expression

[De fait penchons-nous un instant sur ce concept, conforté en quelques heures comme valeur fondamentale de notre République, brutalement renversée et foulée au pied par d'infâmes terroristes djihadistes en vue de nous déstabiliser, nous La France, Patrie des Droits de l'Homme, éternel et héroïque rempart contre l'obscurantisme et la barbarie !

Mais soyons sérieux un instant... Rattacher directement la liberté d'expression moderne à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 permet, essentiellement, de l'idéaliser.

Rappelons le texte :

– Article X.

*« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, **pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.** »*

– Article XI.

*« La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, **sauf à répondre de l'abus de cette liberté, dans les cas déterminés par la Loi.** »*

On remarque immédiatement que ce principe à peine exprimé, il s'agit d'en restreindre immédiatement l'usage. Et qu'à l'observer plus attentivement c'est la prédominance de l'Etat sur le citoyen qui s'affirme ici et non pas son droit inaliénable, à penser et à exprimer ce qu'il veut¹⁸.

Rassembler tout un peuple, en lui faisant croire qu'il lutte pour sa liberté absolue alors qu'en fait il se mobilise pour en entériner les limites, mérite certainement de figurer dans les annales des manuels de gouvernance, mais en tête du chapitre consacré aux grandes perversités.

*A l'objection qui ne manquera pas de m'être faite et qui viendra rappeler qu'il existe certains individus qui utilisent ce droit pour susciter, voire fomenter des actes qui portent atteinte à la liberté d'autrui je répondrai ceci : **Il n'y a, en termes de philosophie politique, aucune justification à remettre en question une liberté parce que quelqu'un peut en abuser. De la même manière que l'on ne peut rétablir la peine de mort à l'occasion d'un crime plus abominable que les autres** (cette demande a d'ailleurs abondamment « fleuri » à l'encontre des assassins des journalistes de Charlie Hebdo).*

En fait, sans devoir en limiter l'expression, il suffit de revenir à la notion même de liberté, et à l'encadrement, cette fois ci fondé, qui lui est nécessaire car sans lequel il n'y aurait tout simplement pas de société possible.

– Art. IV.

¹⁸ Depuis 1959, la France a été condamnée 33 fois pour violation de la liberté d'expression par la [Cour européenne des droits de l'homme](#) et est ainsi le troisième pays, ou le quatrième selon les sources, le plus condamné. Les deux pays ayant été davantage condamnés étant la Turquie (condamnée 215 fois) et l'Autriche (33 fois), en 2012 elle se place devant la Russie condamnée 23 fois

« La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi. »

Ainsi toute personne qui profère des paroles dont l'objectif est de porter atteinte à l'intégrité physique d'autrui doit être poursuivie et condamnée à la suite d'un procès équitable. Pour exemple, la propagande de Radio Mille Collines qui est, à raison, considérée comme un facteur déclenchant du génocide Rwandais n'est en aucune manière l'expression d'une quelconque liberté d'expression mais la volonté délibérée de fomenter un génocide. En l'espèce, ce ne sont donc pas les propos racistes des journalistes de cette radio qui sont condamnables en soi mais bien l'appel au meurtre qui les sous-tend, qui n'est en rien la formulation d'une opinion.

Pourtant afin de pousser le raisonnement à ses limites jusqu'au point de risquer d'arguer en ma défaveur il faut reconnaître que l'ambiguïté et la malveillance de certains personnages ou groupes constitués, offrent des exemples prompts à servir les tenants de la restriction. Et qu'il semble aller de soi de tenter par la loi d'anticiper les conséquences néfastes, voire dramatiques, que l'expression et la diffusion de certaines opinions « amORALES » peuvent engendrer, en les interdisant.

- Or, d'abord, il ne me semble pas nécessaire de démontrer qu'interdire une conviction ne permettra jamais de la faire disparaître mais contribuera bien au contraire à la renforcer. Et qu'étant fatalement sélectives, ces restrictions ne peuvent qu'instaurer le sentiment de « deux poids, deux mesures » et donc accréditer l'idée d'un Etat partial, au service de certains intérêts. L'« affaire » Dieudonné, personnage qui ne mérite certainement pas tant d'honneur, en est l'édifiante illustration. Sa « surface » médiatique, son audience et son influence, ont été décuplées, donc, par là même, les idées réactionnaires qu'il véhicule, depuis que Mr Valls tente, en vain, de juridiquement le faire taire. Alors si ce dernier n'est pas un parfait idiot on est en droit de penser que ses objectifs sont bien d'un autre ordre, par exemple afficher son image d'« homme fort » devant l'opinion publique.*
- D'autre part il serait bon de se souvenir que s'il peut paraître légitime d'interdire à quelqu'un d'exprimer certaines idées malsaines, il faut réaffirmer avec force qu'il est, pour l'instant, encore impossible, mais surtout serait incontestablement liberticide, d'envisager de lui interdire de les penser. Or, sans s'aventurer trop loin en pure philosophie et en faisant au plus*

court, nous savons depuis Hegel¹⁹ et Saussure²⁰ que, privés de mots, nos esprits sont incapables de formuler la moindre idée cohérente ; bien plus, la conscience même de nos pensées est assujettie à leur verbalisation... D'ailleurs, autrement dit, comment, en dehors des mots, pourrais-je savoir à quoi je pense et même, en effet, si je pense ?

*Nous pouvons donc affirmer sans grand risque que, comme il est évident que **parler c'est penser, alors penser c'est aussi parler** ! Ceci admis il devient clair **qu'interdire l'expression d'une idée revient à tenter d'en supprimer, à la source, l'existence même et que compartimenter l'idée de liberté, lorsqu'il s'agit de celle de notre esprit, n'a peut-être pas pour seul objectif de la garantir mais, bien au contraire, d'abord et avant tout, de lui imposer un implacable carcan.***

Ainsi, sans prétendre bien sûr en ces quelques lignes, avoir épuisé ce débat mais tout au plus cherché à en révéler les enjeux dissimulés, il me semble qu'il est plus facile, à présent, d'analyser et peut être de comprendre voire de déjouer la mystification dont nous sommes, en ce début d'année, en quelque sorte, les consentantes victimes.]

Il est aussi stupéfiant qu'aterrant de constater, neuf mois plus tard, à la suite d'un événement indéniablement similaire dans ses fondements, que de l'ensemble des réactions de la première heure et de leurs motivations, rien, je dis bien rien, ne subsiste. Nous vivons dans une société des plus commémoratives qu'il soit et pourtant moins d'une année suffit à effacer de l'Histoire collective, ce pour quoi 4 millions de personnes se furent ces jours-là déplacées. En toute logique c'est le double de population qui aurait dû descendre dans la rue pour venir continuer de défendre ce qui est à présent doublement mis en danger, et certainement au final, bien plus par nos propres gouvernants que par de lamentables décérébrés, tristes pantins désarticulés au service d'enjeux qu'ils n'ont eux-mêmes jamais soupçonnés.

¹⁹ " C'est dans les mots que nous pensons. Nous n'avons conscience de nos pensées déterminées et réelles que lorsque nous leur donnons la forme objective, que nous nous les différencions de notre intériorité, et par suite, nous les marquons d'une forme externe, mais d'une forme qui contient aussi de caractère de l'activité interne la plus haute. (...) Et, il est également absurde de considérer comme un désavantage et comme un défaut de la pensée cette nécessité qui lie celle-ci au mot. On croit ordinairement, il est vrai, que ce qu'il y a de plus haut, c'est l'ineffable. Mais c'est là une opinion superficielle et sans fondement ; car en réalité, l'ineffable, c'est la pensée obscure, la pensée à l'état de fermentation, et ce qui ne devient clair que lorsqu'elle trouve le mot. Ainsi le mot donne à la pensée son existence la plus haute et la plus vraie."

Hegel, Philosophie de l'esprit.

²⁰ " Psychologiquement, abstraction faite de son expression par les mots, notre pensée n'est qu'une masse amorphe et indistincte. Philosophes et linguistes se sont toujours accordés à reconnaître que, sans le secours des signes, nous serions incapables de distinguer deux idées d'une façon claire et constante. Prise en elle-même, la pensée est comme une nébuleuse où rien n'est nécessairement délimité. Il n'y a pas d'idées préétablies, et rien n'est distinct avant l'apparition de la langue." Saussure, Cours de linguistique générale.

5) La grande manipulation

[En fait, que recouvre l'idée de liberté d'expression dans un monde médiatique comme le nôtre et que prétend-t-on réellement défendre ainsi ? Nous sommes submergés, à domicile, d'images et de commentaires dont une part non négligeable peut facilement être considérée comme immorale, dangereuse, pernicieuse, malsaine, dégradante, toxique, abjecte, etc. donc éminemment outrageante. La limite du tolérable a été progressivement repoussée bien au-delà de ce qu'il était envisageable ne serait-ce qu'il y a une trentaine d'années. Par exemple la représentation de la violence physique et morale comme celle de l'acte sexuel ne semble plus connaître aucune restriction et ce libre accès ne fait même plus débat ! De même pour les idéologies nauséabondes que certains « dits » intellectuels ou femmes / hommes politiques peuvent venir prôner en toute officielle légitimité sur toutes les radios et les plateaux de télévision, même ceux d'Etat (A. Finkelkraut a été élu à l'Académie française en 2014 et n'a pas hésité à inviter Éric Zemmour sur France Culture en ce début d'année 2015) ! Comme si, devenus pur spectacle de divertissement et par le cantonnement de leur diffusion dans la sphère privée, ces images et ces propos, perdaient leur pouvoir offensant et n'apparaissent, au final, que comme la preuve irréfutable de l'existence de la liberté d'expression, donc de celle de notre démocratie.

*Pourtant, ce sont bien ces mêmes médias qui imprègnent des millions d'esprits d'un **prêt-à-penser**, truffé de contre-vérités, d'une invraisemblable commune partialité et, de plus, émaillé d'horreurs et de turpitudes parfois intolérables, sans provoquer évidemment la moindre condamnation officielle et protégés par l'irréfutable argument qu'ils ne font que rendre compte de « La Réalité ».*

- Il serait souhaitable, par exemple, d'expliquer pourquoi les reportages qui montrent, donc démontrent, l'horreur intolérable des « dégâts » occasionnés par les interventions successives de l'armée Israélienne, depuis des décennies, dans les « territoires occupés » de Palestine n'ont jamais été condamnés et interdits pour cause d'antisémitisme alors que je prends le risque, au moins d'en être suspecté, juste en l'écrivant ici ? Car, il est clair, que tout individu discourant sur ce thème de manière non orthodoxe, seul sur une scène ou rédigeant un livre à son bureau, et même s'il ne s'adresse qu'à quelques dizaines de personnes, ne peuvent prononcer ou écrire certaines phrases sans risquer les foudres de la justice... Et, que ce soit bien net, il n'y a pas que celles, loin de là, faisant référence de proche ou de loin à la judéité d'un peuple ou même d'un seul individu.*

Toute contestation de la version officielle des actes terroristes perpétrés en France (comme d'ailleurs dans l'ensemble du monde occidental qui se considère menacé) est en passe de provoquer les mêmes effets.²¹ Alors, si j'en parle ici pour faire écho à mon préliminaire, c'est dans le seul but d'établir qu'il existe des sujets totalement minés, dont le simple fait de les aborder fait courir le risque à l'imprudent d'être à jamais catalogué. Ce sera donc mon lot !

C'est donc dans ce contexte, suite à l'impensable et abominable assassinat de quelques malheureux caricaturistes, dont presque plus personne ne se souciait jusqu'à ce jour, que l'Etat,

²¹ J'ai même entendu récemment que deux enfants, un de huit ans et l'autre de neuf, avait été auditionnés au commissariat de police pour avoir tenu des propos (certainement dans la cours de récréation... ?!) relevant de l'apologie du terrorisme. Mais il s'agit certainement d'un canular, non ?

tous corps confondus, s'est porté en tête d'une réaction populaire spontanée et sincèrement indignée, pour en faire d'abord un immense plébiscite des valeurs indéfectibles de notre si belle République mais surtout, en profiter, sans aucun scrupule, pour tenter de re-légitimer son pouvoir représentatif totalement discrédité. Il n'y a là, me direz-vous, rien de bien nouveau... C'est vrai, mais en fait, l'étrange, c'est qu'encore une fois cela ait marché ! Et, au bout du compte, c'est certainement cela qui m'est le plus insupportable et qui m'astreint à remplir ces pages de mots.]

Le stratagème de l'amnésie apparaît comme le seul appui d'une oligarchie politique dont le seul souci serait de se perpétuer et dont elle fait la seule constance de son action. Il est vrai que le zapping médiatique perpétuel ne peut que l'encourager, voire la forcer dans cette voie. Mais quand même et je vais me répéter, comment l'éviter..! Appeler, dans un premier temps, la population à se rassembler (ce qui en définitive n'engage en rien...) pour défendre la liberté d'expression (la sienne, non !?) pour quelques mois plus tard décréter l'Etat d'urgence qui par principe la restreint (voire même proposer de limiter la « liberté de la presse »²²) relève, **en apparence**, d'une telle confusion mentale que l'on pourrait envisager un recours massif à l'enfermement psychiatrique.

Pourtant tout devient bien plus cohérent si l'on considère que « nos élus » n'ont pas pour fonction de nous représenter comme ils nous le laissent croire (et même parfois, du moins au début, le croient eux-mêmes) mais bien de garantir les intérêts prégnants mais surpuissants des pouvoirs qu'ils servent (sciemment ou à leur insu). Et l'une de leur essentielle mission est bien d'assurer « l'ordre public » (cf. note 15), notion suffisamment vague et discrétionnaire pour leur offrir toute latitude d'action dans le cadre législatif.

Alors soudainement tout s'éclaire et, de leur point de vue, il n'y a plus aucune contradiction à se porter en tête d'un mouvement social qui renforce le pouvoir symbolique de l'Etat et de ses institutions, donc le leur (souvenons-nous de la foule applaudissant les forces de l'ordre) et puis, toujours dans la même logique et forts de ce premier épisode, juguler gravement les libertés publiques au nom de la sécurité des populations. Imparable !

Certains pourraient penser que la concomitance avec les élections régionales, bien sûr non prévue, se révélerait comme le grain de sable dans cette belle ordonnance et que leurs premiers résultats (la rabâchée « poussée historique » du FN au premier tour) pourraient s'avérer à terme déstabilisants pour le pouvoir politique en place.

Je pense qu'il n'en est et ne sera rien ! Pire ce nouveau « danger » tombe à point nommé et va permettre à ce gouvernement cynique et indigne de franchir une échéance électorale redoutée sans trop de dégâts. La perte de quelques présidences de région n'est pas si importante comparée à l'enjeu présidentiel en perspective. D'ailleurs s'il en avait été autrement il eût été facile de les reporter de quelques semaines... De fait, le désistement des listes PS dans toutes les régions susceptibles d'être gagnées par celles du FN, décidé unilatéralement et dans l'urgence par les instances dirigeantes du parti, démontre à quel point ces dernières font peu de cas des principes démocratiques dont elles devraient pourtant être les premiers garants. Car de deux choses l'une : ou bien le FN est un parti politique « authentifié » (ce qui semble être le cas si l'on s'en tient à son

²² Là, on se demande bien pourquoi, tant elle s'auto censure parfaitement !

omniprésence dans les studios et sur les plateaux des médias) et alors quitter ainsi l'arène électorale, en plus d'une lâche capitulation, est un évident déni de démocratie, ou bien il ne l'est pas et dans ce cas il eût fallu depuis fort longtemps organiser sa dissolution.

Mais le calcul semble tout autre ! Ce renoncement nous est « vendu » comme la manifestation incontestable de la probité gouvernementale. Il lui permet de sauver la face dans un contexte local justement particulièrement concerné par sa duplicité en regard des promesses bafouées qui l'ont porté au pouvoir ; et ce, à peu de frais, puisque de toute évidence ces régions étaient perdues d'avance (sacrifier la valetaille pour protéger le roi !). Et l'épouvantail « peste brune » aura encore une fois joué son rôle...

Imaginons que le FN n'emporte qu'une ou deux régions, voire aucune ce qui n'est pas si improbable, Hollande apparaîtra alors comme celui qui nous a sauvés du pire (il serait d'ores et déjà à 50% d'opinions favorables!). De plus l'effet d'annonce du retrait des listes PS devrait être un important facteur de remobilisation des électeurs de gauche (principaux abstentionnistes), en particulier en Ile de France, ce qui devrait considérablement limiter la déroute socialiste annoncée. Avec un petit plus non négligeable (certainement essentiel dans la tête d'Hollande)... Enfermer ainsi le bouffon Sarkozy dans un piège inextricable !

Le « ni-ni » auquel il lui a bien fallu se raccrocher, emporté par la stupidité de ses stratégies antérieures (comment aurait-il pu appeler à un front commun alors qu'une grande partie de l'augmentation du vote FN provient de ses propres électeurs !?) l'a coincé dans une impasse dont il va avoir grand mal à s'extraire, tout particulièrement au sein de son propre parti et ce sera certainement le seul point réjouissant de cette ignoble tartuferie. Peut-être que le fantôme de Mitterrand a fini par s'emparer du fantoche Hollande !?

Il est possible que les résultats définitifs ne confirment pas mon analyse mais cela ne démentira pas que la stratégie a bien eu lieu... Tout au plus qu'elle n'a simplement pas fonctionné ; car à perpétuer de si vieilles recettes on pourrait penser que cela les a rendues obsolètes. Mais pourtant, force est de constater que toutes celles décrites précédemment demeurent d'une grande efficacité.

Ces petits épisodes nauséeux de l'actualité politique franco-française ne mériteraient certainement pas que l'on s'y attarde s'ils ne permettaient de mettre en lumière ce à quoi se réduit « La politique » en France (mais elle n'en est malheureusement qu'un exemple) à savoir un jeu stratégique circonscrit à la volonté de se maintenir en place pour ceux qui y sont déjà et à celle d'y accéder pour les autres. Et ce, grâce à (que l'on veuille ou non !) à la manipulation préméditée du vote des populations. Je ne vois donc pas ce qui pourrait interdire de qualifier ces agissements de **complots contre la République** si l'on s'en tient au principe constitutif de la démocratie représentative d'un vote individuel libre et éclairé.

[Janvier 2017]

Un an plus tard, ces commentaires sur une arène politique marécageuse m'inspirent deux réflexions :

- D'abord celle, légitime bien qu'orgueilleuse, d'avoir anticipé ce qu'il est réellement advenu. Le FN n'a obtenu aucune région, Hollande en a tiré avantage au détriment du PS (mais à ce moment-là il pensait toujours se représenter...) et Sarkozy a commencé à dévaler la pente de son discrédit qui l'a conduit à son humiliante mais savoureuse élimination au premier tour de « la primaire de la droite ».
- Mais ce petit satisfécit intime assouvi, je suis presque effaré par l'ampleur de la dégradation qu'il m'est forcé de constater. Et surtout, c'est bien là le plus terrible, de ce qu'elle s'opère en toute « normalité ». Pire encore, elle nous est même présentée et vendue comme la possibilité d'un renouveau.

Ces deux années politiques, circonscrites d'une part aux effets d'annonce censés nous protéger du terrorisme dont on a pu mesurer pleinement l'absolue inefficacité, et, d'autre part, à ceux supposés « inverser la courbe du chômage » qui n'ont au final permis que de masquer la désagrégation planifiée du droit du travail (soit la protection des exploités face à leurs exploités et le résultat de plus d'un siècle de luttes sociales tumultueuses, la plupart du temps dramatiquement réprimées !) et d'ainsi soutenir financièrement les ploutocrates en osant prétendre œuvrer dans l'intérêt des classes populaires, mériteraient d'être analysées et exposées comme un concentré de la turpitude politique moderne. Mais je ne prendrai pas la peine ici d'en détailler les différentes péripéties, plus ignominieuses les unes que les autres, seulement d'en commenter la résultante immédiate, qui, à elle seule, devrait être bien suffisante pour prendre conscience de l'état de faisandage avancé de nos institutions : La future élection présidentielle !

Il est proprement hallucinant que ce scrutin, après avoir porté successivement Sarkozy puis Hollande aux « plus hautes fonctions » de notre dite « République », sans oublier l'antériorité Chirac, puisse encore bénéficier de la moindre légitimité.

Eh bien pourtant, l'ensemble des acteurs médiatiques concernés (journalistes, politologues, experts de toutes sortes et autres « intellectuels » assujettis, etc.) ont d'ores et déjà, comme si de rien n'était, entamé l'insoutenable litanie de leurs commérages stériles autant qu'ineptes. La pesanteur d'une telle perspective est écrasante et ne devrait pas manquer de provoquer une sorte de dépression sociale généralisée à moins (puisque en janvier il est de coutume de formuler des vœux que l'on sait d'avance plus qu'improbables) qu'une révolte soudaine et prophylactique, ne vienne nous débarrasser, dans une ruée bienfaisante, de toute cette turpitude.

Mais bien malencontreusement, si l'on s'éloigne un peu de notre médiocrité hexagonale, les dernières péripéties qui viennent de clore l'homologie post-atlantique ne sont pas de nature à favoriser le retour des illusions. Je n'en dirai rien d'autre à ce stade puisque, de mon point de vue, la « désignation » (et non l'élection) de l'aberration « Trump » ne peut être analysée et comprise qu'en référence à l'Histoire des Etats Unis d'Amérique elle-même n'étant que le résultat des

conflits opposant les puissances coloniales européennes, tout particulièrement l'Angleterre et la France du XVIII^{ème} siècle.²³

Mais l'évoquer va servir de transition avec ce qui suit, essentiel sujet de ce texte, à savoir la recherche de l'origine réelle de ce « terrorisme » djihadiste mondialisé, ce qui nécessite bien évidemment de sortir de France, tant notre importance, autre que lointainement historique, est tout à fait subalterne et se focaliser sur le principal acteur de l'histoire humaine depuis presque deux siècles (tout particulièrement lors du dernier) et du début de celui où nous nous situons à présent.

6) Histoire et vérité.

6¹) Les acteurs de l'Histoire

Il fut un temps, pas si lointain, où les journalistes sincères, ceux qui pensaient qu'informer était une mission, qui s'enorgueillissaient de « porter la plume dans la plaie », étaient persuadés que révéler l'injustice, démasquer le mensonge, désigner la corruption suffirait pour améliorer le monde. Ceux qui le font encore (il y en a !), s'ils sont restés lucides, savent bien qu'il s'agit, pour l'instant, simplement de résister à son effondrement ! Et qu'une grande partie (l'essentielle !) de ce qu'ils devraient nous dire, s'il s'agissait réellement de nous informer, ne doit, dans leurs propres cerveaux, même pas être pensé. La liberté d'expression, lorsqu'il s'agit d'information, est, à présent, implacablement bornée par l'Histoire officielle, le « storytelling » dominant. Peut-être n'est-il pas inutile, pour s'en convaincre, de se remémorer la « saillie » de l'ex-conseiller de George Bush ([Karl Rove](#)) s'adressant à un journaliste :

"Nous sommes un empire, maintenant, et lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité. Et pendant que vous étudiez cette réalité, judicieusement, comme vous le souhaitez, nous agissons à nouveau et nous créons d'autres réalités nouvelles, que vous pouvez étudier également, et c'est ainsi que les choses se passent. Nous sommes les acteurs de l'histoire (...). Et vous, vous tous, il ne vous reste qu'à étudier ce que nous faisons."²⁴

Avec le recul, il est assez facile de constater la pertinence prophétique de cette déclaration lorsque l'on observe l'action du gouvernement américain ces 15 dernières années. Il est par ailleurs étonnant qu'aucun responsable politique, intellectuel ou média officiel n'ait, à ma connaissance, à l'époque et depuis lors, dénoncé la teneur manifestement fasciste, de tels propos. Que le principal conseiller et stratège politique du gouverneur du Texas, puis du président des États-Unis, devenu de 2001 à 2006, secrétaire général adjoint de la Maison-Blanche, puisse, sans aucune condamnation publique, afficher un tel mépris de la

²³ Pour ceux que cela intéresserait, suite à l'insupposé succès de Trump et pour continuer à pouvoir respirer, il m'a fallu, rédiger un début d'analyse qui est accessible ici : [La « post-vérité Trump » ou l'avènement de l'ère du non-sens !](#)

²⁴ Dans un article du *New York Times* publié quelques jours avant l'élection présidentielle de 2004, Ron Suskind, qui fut, de 1993 à 2000, éditorialiste au *Wall Street Journal* et auteur de plusieurs enquêtes sur la communication de la Maison Blanche depuis 2000, révéla les termes d'une conversation qu'il avait eue, au cours de l'été 2002, avec Karl Rove ([Le monde-diplomatique-Décembre 2007](#))

démocratie est tout simplement sidérant ... Mais c'est un fait et il serait bon, même à posteriori, d'en tirer quelques conséquences, voire quelques enseignements. Car la sous-structure du monde qu'il a exposé ce jour-là, en toute arrogance (et certainement un peu grisé par son propre pouvoir) est bien celle qui détermine la « réalité » dans laquelle nous « baignons » aujourd'hui ; il est ainsi totalement vain de tenter de décrypter le déferlement quotidien de l'histoire événementielle sans garder en permanence cet « aveu » à l'esprit. Il serait pourtant bien naïf d'en conclure que la manipulation des faits historiques a débuté avec l'administration Busch. Depuis leurs origines, tous les pouvoirs politiques d'envergure (royautés, états, empires, cartels économiques, etc.) ont émergé et se sont maintenus par une falsification permanente de leur histoire :

Propagande, idéalisation des chefs, hagiographies officielles, fabrication artificielle de légendes, dissimulation et destruction d'archives compromettantes, chantages, exactions et assassinats perpétrés contre tout opposant menaçant, etc. , etc. , la liste est sans fin ! Tout cela est constitutif d'une « Histoire officielle » dont les grandes lignes consensuelles se stabilisent progressivement avec le temps, qu'un enseignement partial et parcellaire se charge de perpétuer d'une génération à l'autre et qui devient ainsi de moins en moins contestable jusqu'à devenir une absolue et irrécusable vérité.

Mais la nouveauté, car il y en a une, réside dans le fait que peut être pour la première fois, en tout cas à cette échelle, une oligarchie à la tête d'un Empire (les Etats Unis d'Amérique) a osé, parce qu'elle en avait enfin les moyens, franchir une étape supérieure. Non pas en se contentant de falsifier, à posteriori, « L'Histoire » mais tout simplement en l'inventant, la créant de toutes pièces en fonction de ses objectifs et de ses intérêts exclusifs au nom, en toute ignominie, de ceux de la population qui l'a élue pour la représenter...

«..., lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité »

A ce stade, on pourrait penser que je me trouve bien loin de l'assassinat des journalistes d'un hebdo satirique parisien et de ses victimes collatérales... suivi quelques mois plus tard d'un meurtre de masse en plein Paris. Pourtant, c'est bien ce premier détour qui offre une chance de comprendre réellement d'où sont parties les balles, et il est même nécessaire de prolonger cette prise de distance en tentant de répondre maintenant à une question lancinante :

6²) D'où provient donc ce terrorisme islamiste et que dissimule-t-il ?

Cet attelage sémantique, propulsé par une médiatisation planétaire, a envahi nos consciences, à tel point que les deux termes semblent à présent proprement indissociables. Or le terrorisme (violence extrême infligée à quelques-uns dans le but de terrifier l'ensemble d'une population) est une activité que l'*Homme* (le H majuscule est certainement superflu) pratique depuis déjà fort longtemps **sans pour autant que l'on puisse affirmer qu'elle lui soit consubstantielle.**

- Sans s'attarder de trop, il est fort probable que l'on puisse lui attribuer une source tribale post sédentarisation soit au début du néolithique (environ 9000 ans av. J.-C). Car avant cette période, aucune fouille archéologique n'a pu mettre en évidence les

traces de meurtres collectifs alors qu'elles se multiplient dès la constitution des territoires et des biens privés²⁵.

Ceci exempterait d'abord les religions (l'islamiste comprise) de toute responsabilité ontologique en permettant de penser que **la violence est d'abord est avant tout une invention consécutive à l'appropriation du monde par quelques-uns au détriment des autres**. De fait, personne ne pourra nier que la stratégie des tribus, clans, seigneuries ou toutes autres mafias est d'une constance affligeante : Conquérir les territoires frontaliers en asservissant leurs populations, de préférence, par la terreur. Il est vrai que l'islam n'y a pas échappé ; il suffit de se pencher sur l'Histoire du Wahhabisme et de la constitution du clan Saoudien pour n'en pas douter une seconde²⁶ tout en se faisant ainsi une idée bien plus nette et précise de la « nature » du soit disant « Etat Islamique » nommé « Daesh » en occident²⁷. Mais, à l'aune des croisades, la chrétienté a-t-elle vraiment quelque chose à lui envier !? Sans oublier bien sûr la judéité et la constitution de l'état d'Israël en 1948 suite à l'implantation de colonies juives en Palestine pendant les premières décennies du XX^e siècle et sa constance depuis à perpétuer le crime originel. Et me voilà, à nouveau, antisémite... ! Ainsi (tiens donc ?) terrorisme et Etat ne seraient pas antinomiques... Il est peut-être même possible de considérer que la naissance du concept d'Etat soit indissociable du recours à cette « activité » et qu'elle lui soit même consubstantielle. Qui osera affirmer que l'appropriation d'un territoire et sa domination n'ont jamais pu se réaliser sans extrême violence ?

« Faire régner la terreur », voilà le mot d'ordre de tous les pouvoirs conquérants... Inquiéter, apeurer, épouvanter, terrifier les populations sont les tout premiers et essentiels leviers d'assujettissement pour tous les gouvernants, du tyran impérial au plus petit potentat local. Mais bien sûr, me dira-t-on, une telle affirmation ne peut s'appliquer à nos modernes régimes « démocratiques » ! A l'inverse ils ont pour fonction de nous protéger et de nous garantir une vie paisible, sécurisée... La preuve ? Tous nos dirigeants ne sont-ils pas en train de nous promettre de mettre tout en œuvre pour que ce qui vient de se passer ne puisse plus advenir ?

Alors pourquoi toute l'Histoire récente nous démontre-t-elle le contraire ?

La mémoire humaine est bien courte ! En se cantonnant à l'Histoire, du XX^e siècle à nos jours, on constate sans peine une succession ininterrompue d'acteurs terroristes de tous bords (anarchistes, résistants au nazisme²⁸, groupuscules d'extrême gauche ou droite, mais également services secrets, consortium économiques, en fait, on le voit, tous les pouvoirs,

²⁵ Pour ceux qui voudraient en savoir un peu plus vous pouvez consulter le livre de [Marylène Patou-Mathis "Préhistoire de la violence et de la guerre"](#)

²⁶ Lire l'article d'Alastair Crooke : « **Vous ne pouvez pas comprendre l'État islamique sans connaître l'histoire du Wahhabisme en Arabie saoudite** » http://www.huffingtonpost.fr/alastair-crooke/etat-islamique-arabie-saoudite_b_5761184.html

²⁷ Aux Etats-Unis, on parle désormais d'"Isil" (Islamic State of Iraq and the Levant). En France, on opte pour le terme Daesh, qui n'est autre que l'acronyme arabe de *Dowlat al-Islamiyah f'al-Iraq wa Belaad al-sham*, comprenez l'État islamique en Irak et au Levant (pays bordant la côte orientale de la mer Méditerranée).

²⁸ Dans le cas de la résistance française à l'occupant allemand, l'Etat français les a d'ailleurs glorifiés.

sans exception)²⁹. Et au final, il faut bien l'admettre, ce sont bien toujours les Etats³⁰ qui en sont sortis renforcés. D'une part il est clair qu'ils pratiquent tous eux-mêmes le terrorisme ce qui devrait leur enlever, à priori, toute légitimité à le condamner et surtout, d'autre part, qu'ils l'instrumentalisent **systematiquement** pour rassembler autour d'eux la nation en danger. Il n'est donc pas interdit de penser (du moins ne devrait-il-pas l'être...) que rien ne s'oppose à ce qu'ils associent ces deux pratiques et qu'ils laissent s'accomplir ou même parfois soient cyniquement à l'origine d'actes qui, en définitif, fortifient leur domination. Il est une évidence sans cesse dissimulée mais sans laquelle il est impossible de comprendre ce qui se passe sous nos yeux : **Les idées de territoire national, de république, de patrie ne peuvent se maintenir sans ennemis. Ce n'est que lorsqu'elles sont en danger qu'elles prennent leurs pleines valeurs et permettent de rassembler les populations autour de leur défense.**

Il sera difficile de contester que les « séquences » de ce début et de cette fin d'année en sont une parfaite illustration et qu'elles s'inscrivent parfaitement dans des manœuvres géostratégiques planétaires.

Car sans se référer à l'Histoire mondiale du siècle dernier rien de tout ceci n'est véritablement intelligible. L'ennemi, (celui qui n'est pas aimé), structure l'appartenance au groupe. Ce dernier n'existe réellement que lorsqu'il est capable de désigner ceux qui doivent en être exclus. Cette dialectique communautariste s'applique à tous les échelons de notre organisation sociale, en fait, la fonde et ceux qui gouvernent l'utilisent en permanence. Observer les « relations internationales » de ce point de vue, les rend soudainement bien plus limpides, les débarrasse d'une grande part de leur complexité factice.

6³⁾ Les zones d'influences

Pour saisir le monde actuel il est, entre autre, indispensable de revenir 70 ans en arrière, aux débuts de la « guerre froide », celle qui s'instaura immédiatement dès 1945... Celle qui nous a été vendue comme le choix entre démocratie ou communisme, liberté ou totalitarisme, individualisme ou collectivisme et qui a permis, par-delà la libre décision des peuples, de constituer deux blocs antagonistes se nourrissant mutuellement de leur artificielle rivalité. Je dis « artificielle » car la rivalité entre deux populations est, par essence, une pure construction fictive pour la seule et suffisante raison que « le peuple » n'est qu'un concept, en aucun cas une entité susceptible de sentiments uniformes, de raisonnements et de décisions univoques et donc d'être acteur en soi.

Le peuple n'agit pas, il ne peut qu'être agi !

Les épisodes révolutionnaires successifs ont produit le **mythe du progrès historique** directement issu du « soulèvement populaire » ou de son insurrection. Pourtant, il est bien

²⁹ A consulter : Article [Terrorisme](#) de [Wikipédia](#)

³⁰ Cette référence à la notion d'Etat n'est pas satisfaisante car trop ambivalente ! Il ne s'agit pas ici de l'idée mais de ceux qui s'en sont emparés et se confondent avec elle en la dévoyant... C'est bien eux, qu'en réalité, le « ils » qui suit désigne.

clair que toutes ces rébellions à l'ordre établi ont pu soit être dévoyées ou ont été brutalement réprimées, par des massacres abominables, si nécessaire ! Et les différents « printemps » de ce début de millénaire en sont la parfaite moderne illustration. Que l'on m'entende bien ! Je n'exprime pas ici l'inutilité de la révolte mais sa systématique instrumentalisation et tente de formuler l'idée qu'aucune ne pourra aboutir tant qu'elle s'adossera à ***l'idée de peuple en mouvement et se vivra ainsi***. Dès qu'un rassemblement d'individus se pense comme tel, ceux qui le composent perdent immédiatement la maîtrise de leur action. On touche certainement ici à l'incohérence originelle contenue dans la définition de la démocratie : « Le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Comment pourrait-elle advenir puisque de la même manière que l'opinion publique n'existe pas, le peuple, en tant qu'acteur social, n'existe pas, non plus ? Cette notion n'est en réalité que la manifestation de la hiérarchie sociale, et la définition clivante que donnent les dominants des dominés. ***Il s'agit en fait de massifier pour réduire, d'amalgamer pour dépersonnaliser, d'unifier pour contraindre et, au final, pouvoir manipuler***. Il n'est pas besoin de beaucoup de lucidité pour se rendre compte que cette phrase peut s'entendre comme une parfaite définition de « la politique », enfin plutôt de ce à quoi elle a été dérisoirement réduite. Car c'est bien ce principe que l'on décèle, modulé suivant le degré d'autoritarisme étatique, mais toujours à l'œuvre au sein de l'ensemble des administrations gouvernementales et surtout dans les esprits de leurs dirigeants.

Ne peut-on pas, par exemple, émettre la thèse que c'est cet ersatz de gouvernance qui a structuré (en le partageant à Yalta entre les « vainqueurs ») le monde de 1945 jusqu'en 1989, début du démantèlement de l'URSS ? L'épouvantable aliénation des ouvriers, consécutive à la « révolution industrielle » (en réalité la victoire décisive de la techno-science sur la philosophie au début du XIX^e siècle) ne pouvait manquer d'engendrer sporadiquement leur rébellion, leur organisation de défense et la production idéologique visant leur émancipation. La généralisation progressive, par un petit nombre d'agents sociaux privilégiés, de ***l'appropriation et de l'exploitation***, à la fois de la nature et du reste de l'humanité, dissimulées derrière les notions chimériques de progrès et de modernité, est, de fait, à l'origine du concept de « lutte des classes ». Ce dernier a permis, à terme, de propager et d'entériner l'idée qu'il existait sur terre deux populations aux idéologies diamétralement opposées (pour faire simple individualisme/communisme) et qu'elles étaient territorialement circonscrites (est/ouest). Il est quand même toujours un peu surprenant de constater que de telles imbécillités puissent être à la source de l'organisation de notre prétendue « civilisation » ! Pourtant force est de constater qu'il en fut bien ainsi et que nous en sommes, de nos jours, toujours pleinement tributaires. Ce qui a produit, en conséquence, ce que l'on a nommé, sans rire, la « guerre froide », générant la course à l'armement nucléaire et la politique dite de « dissuasion » ou « équilibre de la terreur »... Tiens nous y revoilà ! Mais pour ce qui nous occupe ici, il faut se souvenir qu'elle a créé une ligne de fracture géostratégique entre « l'Est » et « l'Ouest » et imputé (sans solliciter, bien évidemment, le consentement de leurs populations) toute une série de pays limitrophes, en Europe centrale et au proche et Moyen Orient, le statut de « zones ou sphères

d'influences »³¹. ***En fait, il n'est peut-être pas totalement absurde de penser et donc d'affirmer, que suite aux deux guerres dites mondiales (bien que circonscrites pour leurs plus grandes parts au continent européen et directement issues des conflits d'influences coloniales) l'ensemble des pays de la Terre a été pris en otage dans un antagonisme, cette fois ci, d'ordre idéologique qui a convulsé à jamais les esprits et les territoires.***

Or qu'en est-il aujourd'hui ? L'effondrement du « bloc soviétique » il y a, à peine, 25 ans a brutalement perturbé la géopolitique mondiale. Cette rupture d'équilibre dans les rapports de forces étatiques a contraint l'ensemble des politiques étrangères de toutes les nations du monde à redéfinir, dans l'urgence, la « nature » de leurs enjeux extra-territoriaux ainsi que le jeu subtil, officiel ou secret, de leurs alliances partisans. Et si la part idéologique de l'affrontement a subitement disparu, scellant en apparence le triomphe du libéralisme sur le communisme, les territoires, eux, ne se sont pas évaporés. Les Etats-Nations, un temps confédérés et dissimulés derrière leurs luttes pour des idées, sont soudain réapparus en pleine lumière avec, bien évidemment, la perpétuation des castes de tous ceux dont l'unique objectif est d'en être les chefs, et/ou de se ranger en ordre de marche derrière celui qui leur semble le plus apte à le rester ou le devenir. Si le sigle URSS a bien perdu sa puissance symbolique, les pays sous influence soviétique sont toujours là et la *ligne de fracture* évoquée ci-dessus garde bien de nos jours, il n'est pas besoin de s'attarder, toute sa pertinence. Le rattachement de l'Ukraine à l'Occident par révolution interposée et celui de la Crimée par un Poutine volant au secours de sa population menacée témoignent froidement de l'inchangé structurel comme de la détermination intacte des adversaires en présence.

Même si cette apparente digression semble nous éloigner de l'intitulé de ce paragraphe elle m'apparaît indispensable, pour tenter d'y répondre. Elle permet de recontextualiser les rapports de force aujourd'hui à l'œuvre et peut être d'en mieux cerner les enjeux sous-jacents et nécessite même d'en être prolongée par une autre.

6⁴) Impérialisme et idéologie

Si, ***théoriquement***, deux modèles d'organisation sociale se sont bien affrontés, depuis l'avènement de l'industrialisation capitaliste cette dernière n'a, en fait, jamais été contestée autrement que sur son adjectif. La ***productivité*** est demeurée dans les deux cas l'essentiel et prioritaire objectif. Et, considérer le conflit Est / Ouest comme un simple affrontement idéologique revient à se soumettre à la propagande dont les deux puissances (et leurs alliés) en présence ont submergé l'ensemble des populations de cette planète. Il est pourtant facile de se rendre compte que la compétition était d'abord géostratégique (conquête ou/et maintien des positions territoriales) en même temps qu'économique et militaire (le ***complexe militaro industriel*** désigné et dénoncé par Eisenhower à la fin de son mandat) et qu'elle a généré une lutte féroce pour l'approvisionnement en énergie et en matières premières, ainsi qu'une rivalité frénétique dans tous les secteurs technologiques, en priorité ceux concernant le militaire (en fait presque tous mais tout particulièrement celui de la

³¹ Sans oublier les pays « excentrés » comme la Corée, le Vietnam, Cuba, l'Amérique latine, etc.

course folle à la suprématie nucléaire) mais aussi symbolique et emblématique (l'absurde et ridicule compétition pour la « conquête » de la lune en demeure certainement le plus consternant, bien que plutôt plaisant, témoignage... !).

En fait deux « superpuissances » et leurs satellites, en réalité tout bêtement deux empires, se sont affrontés pendant la plus grande partie du XX^{ème} siècle, mais plus précisément leurs dirigeants officiels ou occultes, en priorité au service des intérêts des pouvoirs oligarchiques qu'ils représentaient et bien loin devant celui du bien commun, pourtant unique étendard des deux bords. Alors que par ailleurs une part non négligeable de l'humanité sacrifiait tout, de part et d'autre, à la promesse d'un monde meilleur, deux molochs institutionnels l'ont systématiquement jugulée. Car tous les deux, au nom de *la défense de leurs valeurs*, ont maté, avec une implacable brutalité, toutes les déviances qui les menaçaient.

Schématiquement³² l'enfer du goulag pour l'un et, pour l'autre, un soutien financier, stratégique et militaire, décisif à l'instauration (coups d'Etat) et au maintien des régimes fascistes en Europe (Allemagne, Espagne, Italie,...), puis en Amérique latine (Chili, Argentine, Uruguay, Paraguay, Bolivie et Brésil... Cf. *Opération Condor*). Il est à la fois troublant et édifiant de noter que ce sont finalement les mêmes personnalités (celles qui résistaient à l'ordre établi, l'ancien ou le nouveau !) qui ont été (et sont toujours) des deux côtés, pourchassées, exilées, emprisonnées, torturées, et la plupart du temps tout bonnement exécutées.

Avec le recul, il n'est pas si difficile de se rendre compte que l'idéologie, dans les deux cas, n'a été, au final, qu'un leurre et que les idées de Libéralisme ou de Communisme, comme moteurs de l'Histoire mais en réalité usurpés par les castes dominantes, n'ont engendré que des totalitarismes, magnifiés de part et d'autre, comme deux modèles ultimes bien qu'antagonistes de civilisation idéale .

Si c'est la première idée qui l'a emporté, cela ne tient, de mon point de vue qu'au fait qu'elle a su bien mieux être associée à celle de *liberté et de réalisation individuelle* essentiellement grâce à l'incontestable efficacité de sa propagande via des médias subitement devenus, par satellites interposés, transfrontaliers (séries télévisées, musique, cinéma, et bien sûr marketing commercial forcené). Ce raccourci péremptoire mérite certainement débat mais je le laisse volontiers aux *intellectuels* concernés...

Ce qui de toute manière reste peu contestable c'est que la « chute » du mur de Berlin a ouvert une nouvelle période de l'Histoire planétaire en même temps que s'effondrait le prétexte de l'affrontement idéologique, comme paradigme dominant. Cet événement, totalement imprévu par la classe politique mondiale, ainsi que par leurs experts et autres occultes conseillers, fut un séisme politique majeur, dont l'onde de choc est toujours perceptible,... enfin au moins pour tous ceux dont la mémoire historique ne s'efface pas tous les ans et il est vrai qu'ils sont, de nos jours, fort peu nombreux !

³² Les EU n'ont pas l'apanage de l'ingérence dans les pays sous influences et L'Urss est bien évidemment intervenue dans son pré-carré, militairement si nécessaire. Mais les premiers n'ont pas déportés massivement la partie dissidente de leur population (même si ils l'ont stigmatisée pendant la période du Maccarthysme) et les seconds n'ont pas su fomenter de conspirations à si grande échelle et aussi efficaces...

A ce stade, et à tous ceux qui peuvent considérer cette plongée dans l'Histoire comme inappropriée je dirai juste ceci : ***L'histoire événementielle (l'actualité) dont nous sommes quotidiennement abreuvés est un écran opaque à toute compréhension réelle de ce qui, aujourd'hui plus que jamais, nous assujettit. Il est totalement impossible de comprendre l'émergence des phénomènes politiques, religieux et sociaux du temps présent sans une conscience aigüe de leurs fondements historiques !***

6⁵) L'avant et l'après

Au cours de cette guerre qui ne dit pas son nom (car l'affubler de l'adjectif « froide », au-delà de l'ineptie sémantique, revient essentiellement à dissimuler sa pure réalité...Pourrait-on parler de « paix chaude » ?) il est un épisode, déjà si lointain qu'il semble « périmé » et qui pourtant devrait mériter toute notre attention. Celui-là fut sans conteste une *vraie* guerre qui débuta en décembre 1979 pour s'achever 10 ans plus tard en février 1989 et est connu sous le nom de « première » d'Afghanistan.³³ Elle peut être perçue comme l'ultime péripétie de l'affrontement entre l'Union Soviétique et les Etats Unis par territoires (sous influences) interposés et atteste, en toute objectivité, de ce que je viens, précédemment, d'exprimer. Pour faire court³⁴:

a) L'Afghanistan

Face aux États-Unis qui soutiennent le Pakistan et à l'Inde qui se considère le fer de lance des pays non-alignés, l'URSS appuie l'Afghanistan qui depuis 1919, cherche à annexer les régions à majorité *pachtoune* du Pakistan et ainsi se désenclaver en accédant à la *mer d'Arabie*.

Les dirigeants soviétiques de l'époque ([Leonid Brejnev](#) et [Alexei Kossyguine](#) en tête) favorisent (fomentent ?) en 1978 l'arrivée au pouvoir du Parti démocratique populaire d'Afghanistan d'obédience marxiste (PDPA) qui proclame le pays « République démocratique d'Afghanistan » (DRA). C'est un parti né en 1965 dans le sillage de la montée tiers-mondiste, émancipatrice et révolutionnaire des années 1960 (Le parallèle avec les mouvements d'émancipation d'Amérique Latine est tout à fait saisissant). Les dirigeants de ce parti, essentiellement des enseignants, des journalistes, la société urbaine cultivée mais aussi, à coup sûr, des agents infiltrés formés en URSS...

³³ La première phase de la guerre d'Afghanistan de l'histoire contemporaine a opposé, du 27 décembre 1979 au 15 février 1989, l'armée de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), aux moudjahidines « guerriers saints ». Durant dix ans, cette guerre a ravagé l'Afghanistan. Du fait de l'implication des États-Unis et de l'URSS, cette guerre est considérée comme une des dernières crises de la guerre froide.

Au cours de la guerre froide, les États-Unis, via entre autres l'opération Cyclone de la CIA, ont dépensé 3,3 milliards de dollars américains et l'Arabie saoudite presque autant durant les dix ans de la guerre d'Afghanistan, pour alimenter la résistance antisoviétique et anticommuniste incarnée par, entre autres, les moudjahidines de Hekmatyar et de Oussama ben Laden. Cf. [Wikipédia Guerre d'Afghanistan \(1979-1989\)](#)

³⁴ Il n'est pas question ici de rendre compte des enjeux, complexes et confus, qui sont à l'origine (continue d'alimenter) cet interminable conflit mais juste d'en extraire les grands axes...Il est facile de trouver sur Internet une abondante documentation pour celui qui cherche à en savoir plus...

Tous « militants de gauche » ! Peu se souviennent encore de ce que cette appellation recouvrait à l'époque d'engagement généreux, d'espérance utopiste et de certitude enthousiaste à œuvrer pour un monde plus juste et plus libre. Jugez-en !

Ils voulaient instaurer l'éducation pour tous (alphabétisation des garçons et des filles), la sécurité sociale, la semaine de 40 heures et endiguer l'intégrisme religieux. Et pour ce faire établir un Etat de droit républicain et laïc. Pas si mal pour un pays présenté comme particulièrement arriéré, essentiellement peuplé par des tribus de paysans incultes et en permanents conflits...

Ils voulaient une réforme agraire, rendre la terre à ceux qui la travaillaient par le biais de coopératives agricoles, créer des organismes de crédit public pour soutenir les artisans et la petite entreprise. Bref, ils s'attaquaient frontalement aux pouvoirs dominants et corrompus, depuis toujours ancestralement reconduits :

- aux *mollahs* et leur rôle traditionnel de prédicateurs porteurs de la parole d'Allah, les chefs de clans,
- aux grands propriétaires terriens, à la grande bourgeoisie prédatrice,
- en fait à l'ordre établi, aux structures féodales rurales.

Prérogatives, dont évidemment les titulaires, ne vont pas se laisser déposséder sans résistance.

Dès l'été 1978, des zones rurales s'insurgent ; le sud-est, région de forte implantation islamiste est en sécession.

C'est en juillet 1979 que les Etats Unis décident d'intervenir en deux temps :

- par une assistance financière et militaire aux moudjahidines, « guerriers saints »
- et en impliquant son allié Pakistanais (préparation d'un gouvernement fantôme à Peshawar, formation militaire, logistique...)

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour la sécurité de Jimmy Carter, a affirmé en janvier 1998 lors d'une interview donnée au Nouvel Observateur :

« C'est le 3 juillet 1979 que le président Carter a signé la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime prosoviétique de Kaboul »

...puis un peu plus loin :

« Le jour où les Soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président Carter, en substance : "Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam." De fait, Moscou a dû mener pendant presque dix ans une guerre insupportable pour le régime, un conflit qui a entraîné la démoralisation et finalement l'éclatement de l'empire soviétique » (sic !).

En fait, la CIA comme l'administration du Pentagone, misent sur le fait qu'en intervenant massivement, l'URSS va se trouver obligée de faire de même et de s'engluer dans le "piège afghan".

La décision américaine se traduit rapidement par une extension des guérillas. Elle représente un tel encouragement politique et militaire que la garnison de Kaboul elle-même se soulève et passe à l'opposition. En octobre, la moitié des 85000 soldats de l'armée ont quitté leur affectation, rejoignant généralement l'insurrection contre le

PDPA. Les dirigeants du PDPA sont à présent dépassés par les enjeux stratégiques mondiaux qui se jouent dans leur pays. De plus, leur division s'exacerbe au plus mauvais moment entre d'une part le Khalq (Peuple) majoritaire, radical et assez peu politisé), d'autre part le Parcham (Etendard) ».

Et effectivement, devant l'affaiblissement du PDPA les dirigeants du Kremlin vont finir par foncer dans le piège tendu par Washington et le 27 décembre 1979 l'armée soviétique va envahir l'Afghanistan.

Les Etats Unis déclenchent alors (et secrètement) via la CIA l' « Opération Cyclone » (1979-1989). Voici un résumé du rapport du CF2R³⁵ (Centre Français de recherche sur le renseignement) :

« Elle a été la plus importante et la plus longue opération secrète de l'Histoire de la CIA. Ce fut aussi l'une des plus coûteuses (3 à 4 milliards de dollars). Ses principaux objectifs étaient de :

- **transformer l'Afghanistan en un Vietnam pour les Soviétiques,**
- **recruter des réfugiés afghans et des volontaires arabes et les transformer en moudjahidines pour lutter contre l'Armée rouge,**
- **mettre en place des madrasas³⁶ pour l'endoctrinement des réfugiés**
- **armer les moudjahidines, des armes légères aux missiles antiaériens.**

*Il est généralement admis que les camps d'entraînement mis en place au cours de l'opération Cyclone ont formé plus de **100 000 combattants** pour lutter contre les Soviétiques. Or, il n'a pas été possible à la CIA de fournir des armes, d'assurer l'entraînement et de recruter des djihadistes venant de tout le monde arabo-musulman, sans le soutien des services de renseignement de pays alliés. Le sous-traitant principal de Washington fut l'agence de renseignement pakistanaise ISI, mais les États-Unis se sont également appuyés sur le MI6 et les SAS britanniques, ainsi que sur le service de renseignement saoudien (GID) ».*

Ici il est indispensable de souligner le rôle et l'implication de l'Arabie Saoudite, alliée historique des Etats Unis³⁷. Et tout particulièrement, pour l'époque qui nous occupe, l'impensable et ahurissante collusion d'intérêts entre le clan Bush (père et fils, etc.), la famille royale saoudienne, le *Bin Laden Construction group* (édifié par le père d'Oussama ben Laden et devenu par sa proximité avec le pouvoir saoudien une des premières entreprises de construction au monde), et, "last but not least", le groupe

³⁵ CF2R : Fondé en 2000, le Centre Français de recherche sur le renseignement est un *Think Tank* indépendant, régi par loi de 1901, spécialisé sur l'étude du renseignement et de la sécurité internationale. Les citations sont extraites du RAPPORTS DU CF2R N°12 OPERATION CYCLONE AND ITS CONSEQUENCES

³⁶ La **médersa**, ou **madrasa** (arabe : مدرسة, *madrasa pl. مدارس, madāris*), est le terme arabe désignant une école, qu'elle soit laïque ou religieuse, quelle que soit la confession Wikipédia .

³⁷ Le Pacte du Quincy a été scellé le 14 février 1945 sur le croiseur *USS Quincy (CA-71)* entre le roi *Ibn Séoud*, fondateur du royaume d'Arabie saoudite, et le président américain *Franklin Roosevelt*, de retour de la *conférence de Yalta*. La durée de cet accord était prévue pour être de 60 ans et ces accords ont été renouvelés pour une même période en 2005 par le président *George W. Bush*.

Carlyle , l'essentiel entremetteur. Le livre d'Éric Laurent, (La Guerre des Bush : les secrets inavouables d'un conflit, Éditions Plon. Février 2003) en relate, en détail, les impensables ramifications. J'y reviendrai plus loin...

Et il me semble essentiel (ce qui n'apparaît pas dans ce rapport) de mettre en évidence **la stratégie qui a consisté à instrumentaliser la religion pour servir des fins politiques, économiques et militaires.**

Durant la guerre contre les Soviétiques, ce sont des **millions** de jeunes Afghans qui ont été éduqués (endoctrinés) dans les Madrasas de la zone tribale pakistanaise, implantées par le parti religieux Jamiat Ulema-e-Islam (JUI). Ce sont eux les Talibans ! (Taleb désigne en pachto un étudiant en théologie dans une madrasa, l'université théologique musulmane). Ils y sont fortement influencés par une école de pensée, **l'école deobandi**, qui prône le retour à « un islam juste et respectant les principes islamiques ». En particulier le code tribal des Pachtounes. Les talibans sont des *néo-fundamentalistes*. Ils veulent d'abord ré-islamiser les mœurs, la justice, les êtres humains. La forme de l'État n'a pas d'importance pour eux à la condition de respecter la loi divine. Et seuls ceux qui l'ont étudiée sont à même de l'expliquer et d'en assurer le respect.». L'une des madrasas ouverte par une faction dissidente du JUI, la madrasa Dar ul-Ulum Haqqania, a formé une grande partie de la future direction talibane (le mollah Omar n'a cependant jamais étudié au Pakistan).

En février 1988, *Mikhaïl Gorbatchev*, empêtré dans les réformes structurelles de la Perestroïka , n'a plus d'autre choix que de retirer ses troupes...et de laisser derrière elles s'installer la guerre civile entre les différents groupes armés moudjahidines et l'armée du gouvernement communiste fidèle au président *Mohammed Nadjibullah*. Moins de deux ans plus tard, le « bloc soviétique » ne sera plus !

Alors qu'en furent les conséquences immédiates? Toujours en se référant au rapport du CF2R :

- « - la résurrection du wahhabisme et du salafisme pour mener la guerre contre les Soviétiques, et l'utilisation du djihad pour lutter contre les athées soviétiques.
- plus de **100 000** jeunes islamistes radicaux venus de 43 pays différents ont été transportés vers la région, entraînés et armés dans le cadre de l'Opération Cyclone. Ce qui devait être fait d'eux après la guerre ne fut jamais envisagée par les Américains.
- **de nombreuses organisations djihadistes ont été fondées puis abandonnées à leur sort. Elles ont évolué pour devenir les organisations terroristes d'aujourd'hui.**
- le Pakistan, bien qu'ayant conduit presque l'ensemble de la guerre pour le compte des États-Unis, a été abandonné par Washington dès la fin du conflit, peu après les accords de Genève et le retrait des forces soviétiques d'Afghanistan.
- Plus de 3 millions de réfugiés afghans ne sont jamais rentrés dans leur pays et sont devenus un fardeau énorme pour l'économie pakistanaise. De plus, les anciens combattants afghans se sont répandus dans la société pakistanaise, de

sorte que le pays s'est trouvé plongé dans une culture des armes, de la drogue et que cela a provoqué l'islamisation et radicalisation de la société pakistanaise. »

Il faut en ajouter deux cruciales :

- la mise en relation des organisations de résistance armée djihadiste avec les services secrets pakistanais et surtout saoudiens, l'Arabie Saoudite se servant de son argent pour appuyer ces mouvements par la suite.
- la mise en circulation massive d'armes à feu y compris certaines assez sophistiquées dans une région instable et aux mains de bandes armées criminelles.

b) La fiction décisive

Le dévoilement de la mystification patente, à l'origine du concept « Al Qaida », devrait suffire, à elle seule si nous étions véritablement informés, à mettre à bas la propagande qui veut nous faire croire que nous (les occidentaux) sommes menacés dans *les fondements même de notre civilisation* (en fait nos valeurs judéo-chrétiennes) par une organisation terroriste, secrète mais omnipotente, capable de nous atteindre en tous lieux et à tout moment.

Mais qui ose proférer de telles scandaleuses énormités conspirationnistes ?

D'abord, [Pierre-Henri Bunel](#), officier de renseignement passé par l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr en 1973, aide de camp du général Roquejoffre lors la guerre du Golfe de 1991, parlant couramment l'arabe, spécialiste du monde musulman, auteur de "*Proche-Orient, une guerre mondiale ?*" paru en octobre 2004 aux éditions Carnot, où il déclare notamment ceci :

« Dans les années 1980, la Banque Islamique de Développement, qui est à Jeddah en Arabie Saoudite, tout comme le secrétariat permanent de l'Organisation de la Conférence Islamique, a acheté un nouveau système informatique afin de gérer la demande accrue de comptabilité et de communication. A cette époque, le système était plus sophistiqué que nécessaire pour leurs réels besoins.

*Il fut décidé d'utiliser une partie de la mémoire de ce système pour héberger la base de données de la conférence islamique. Il était possible pour les pays membres d'accéder à la base de données par téléphone: **un intranet, en langage moderne**. Les gouvernements ainsi que les pays membres et quelques-unes de leurs ambassades dans le monde étaient connectés à ce réseau.*

Comme le rapportait un commandant pakistanais, la base de données était divisée en deux parties, le fichier information d'où les participants à une réunion pouvaient retirer et envoyer les informations dont ils avaient besoin et le fichier décisionnaire, celui où les décisions prises dans les réunions précédentes étaient enregistrées et archivées. En arabe, ces fichiers étaient appelés 'Q eidaat il – maaloomaat' et 'Q eidaat i-Taaleemaat'. Ces deux fichiers étaient contenus dans un grand fichier appelé en arabe 'Q eidaat ilmu'ti'aat' qui est la traduction exacte pour base de donnée; mais les Arabes de manière usuelle y réfèrent par le mot 'Al qaida' qui en arabe est le mot pour 'base'. La base aérienne de Riyadh en

Arabie Saoudite est appelée 'Q eïdat riyadh al askariya'. Q eïdat veut dire 'une base' et 'Al Qaida' veut dire 'la base'. »

Puis, [Robin Cook](#), député du parti travailliste du centre-ville d'Édimbourg, ministre des Affaires étrangères du cabinet de Tony Blair, puis ministre des relations avec le Parlement entre 2001 et 2003... Il s'opposa violemment à l'intervention en Irak et à la politique pro-américaine de Tony Blair. Il affirma le 8 juillet 2005 dans [le Guardian](#) (Il est mort le 6 août 2005 dans des circonstances étonnantes [cf. wikipédia](#)):

« Ben Laden fut le produit d'une erreur de calcul monumentale de la part des agences de renseignements occidentales. Il fut armé par la CIA pendant les années 1980 et financé par l'Arabie saoudite pour porter le jihad contre l'occupation russe en Afghanistan. Al-Qaïda, qui signifie littéralement la "base de données", était originellement les fichiers informatiques regroupant les milliers de moujahidines recrutés et formés par la CIA pour vaincre les Russes »

Enfin, [Alain Chouet](#), chef du bureau de coordination des recherches et opérations anti-terroristes (1980-1985) puis chef du service de renseignement de sécurité de la Direction générale de la sécurité extérieure en 2000-2002 (excusez du peu!), qui, lors d'une « table ronde » tenue au Sénat le 29 janvier 2010 sur le thème "Où en est Al-Qaida", aux dires même de la sénatrice Monique Ceriser-ben Guiga, « décoiffa » un tantinet l'assistance protocolaire. Je vous livre ici sa seule introduction qui suffit à elle seule à illustrer mon propos :

*« Ces questions ne m'apparaissent pas si byzantines qu'il y paraît: comme bon nombre de mes collègues professionnels à travers le monde, j'estime sur la base d'informations sérieuses et recoupées qu'al-Qaïda est morte sur le plan opérationnel dans les trous à rats de Tora-Bora en 2002. Les services pakistanais se sont ensuite contentés, de 2003 à 2008, de nous en revendre les restes contre quelques générosités et indulgences diverses. Sur les quelque **400 membres actifs de l'organisation qui existait en 2001**, moins d'une cinquantaine de seconds couteaux (à l'exception d'Oussama ben Laden et d'Ayman al-Zawahiri qui n'ont aucune aptitude sur le plan opérationnel) ont pu s'échapper et disparaître dans des zones reculées, vivant dans des conditions de vie précaires, et disposant de moyens de communication rustiques ou incertains. Ce n'est pas avec un tel dispositif que l'on peut animer à l'échelle planétaire, un réseau coordonné de violence politique. D'ailleurs il apparaît clairement qu'aucun des terroristes auteurs des attentats post 11-Septembre (Londres, Madrid, Charm-el-Sheikh, Bali, Casablanca, Djerba, Bombay, etc.) n'a eu de contact avec l'organisation. Quant aux revendications plus ou moins décalées qui sont formulées de temps en temps par ben Laden ou Zawahiri, à supposer d'ailleurs qu'on puisse réellement les authentifier, elles n'impliquent aucune liaison opérationnelle, organisationnelle, fonctionnelle entre ces terroristes et les vestiges de l'organisation. »*

La suite de son intervention est consultable sur son site personnel, <http://alain.chouet.free.fr/import/Senat10.pdf>, et la version filmée, est également disponible sur le site même du Sénat :

<http://videos.senat.fr/video/videos/2010/video3893.html>

Etonnamment (quoique !) il faut signaler qu'Alain Chouet tient à se démarquer avec force de toutes thèses conspirationnistes, ce qui, après l'avoir lu et écouté, laisse rêveur. Pour lui, il ne s'agit en fait que d'erreurs grossières de stratégie ! Pour le moins surprenant de la part d'un haut responsable toujours en poste à l'époque...

Toutes ces déclarations, quoique non superposables, ne font en réalité que confirmer à minima l'analyse qui les précède et ne sont finalement, pour ceux qui les profèrent, que l'exutoire d'une charge de mensonges officiels parfois moralement trop lourds à porter.

A l'intitulé interrogatif de ce chapitre, il semble donc possible de répondre que ces dix années de « **complots** », de « **conspirations** » (y aurait-il d'autres noms ?) à l'échelle internationale, dont les Etats Unis et la CIA sont les principaux instigateurs, ont eu, pour essentiel résultat, d'installer les conditions objectives (le terreau humain, la radicalisation théologique, les armes, la formation militaire, le financement sans limites et la corruption généralisée qui en résulte, etc.) nécessaires et suffisantes à l'éclosion du terrorisme islamiste international...

Et d'affirmer que sans ces retours historiques et la désignation des véritables responsabilités originelles il est impossible de comprendre ce qui « se joue » et se dissimule aujourd'hui derrière la globalisation de la lutte contre le terrorisme international.

Alors, poursuivons encore un peu...

c) L'Etat des lieux

c¹) L'Iran

Dès le début de la deuxième guerre mondiale l'Iran est au cœur des stratégies. Son rapprochement avec l'Allemagne force la Grande Bretagne et l'URSS (il faut souligner l'origine vicieuse d'une telle alliance !) à l'envahir dès août 1941. Elle signe finalement un accord tripartite qui garantit son intégrité territoriale et s'engage dans le conflit en septembre 43 et devient ainsi membre des Nations Unies, ce qui entraîne bien évidemment la présence de l'armée américaine sur son sol. Mais à la fin de la guerre, l'évacuation promise (et immédiatement exigée dès mai 1945) des troupes d'occupation anglaises, américaines et soviétiques n'est que partiellement respectées par les premiers et pas du tout par les deniers qui vont même renforcer leur présence, « profitant » de l'émergence bien opportune du parti procommuniste Tudeh dans le nord du pays.

Porté devant le conseil de sécurité par les dirigeants Iraniens le « problème » va trouver une solution dans un dénouement particulièrement révélateur de la véritable teneur des enjeux. En échange de son retrait, l'URSS obtint la création

d'une compagnie pétrolière irano-soviétique prévoyant 51 % du capital pour l'URSS et 49 % pour l'Iran les 25 premières années, 50/50 pour les 25 années suivantes. Ce statut devant être ratifié « 50 ans plus tard » par le parlement iranien. Dite première crise ouverte de la « guerre froide », elle n'est en fait que le premier épisode d'un rapport de force d'une brutalité souterraine inouïe comme on peut le constater sans peine, encore à l'œuvre aujourd'hui.

En effet les EU reprennent la main en signant dès 1947 « un accord portant sur de l'aide et du conseil militaire afin d'entraîner l'armée iranienne » sic !

Et puis l'Anqlo-Iranian Oil Company fondée dès 1909 (qui deviendra British Petroleum Company en 1954) leur assure la main mise sur ces gisements considérables. Les « alliés » seront pourtant contrés par l'arrivée au pouvoir de Mohammad Mossadegh à la tête du parti le « Front national » qui s'oppose à la domination par les Occidentaux des ressources naturelles de l'Iran. Alors, en 1953, les services secrets britanniques et américains déclenchent l' « Opération Ajax »³⁸, qui permettra d'éloigner Mossadegh du pouvoir et de mettre en place un régime autocratique et dictatorial fondé sur l'appui américain avec le retour au pouvoir de Mohammad Reza Shah Pahlavi, qui s'appropriera le nom générique de chah d'Iran et, à travers qui, ils vont pouvoir se débarrasser de Tudeh.

Cette première conspiration de la CIA à l'échelle internationale sera officiellement reconnu par les États-Unis en 2009, en la personne de Barack Obama, tant il est à présent prouvé que reconnaître à postériori ses propres forfaitures permet aux américains de s'en affranchir sans aucun dommage et même d'apparaître ainsi (c'est un comble !) comme un modèle de démocratie. Finalement ce « chah », ayant obtenu les pleins pouvoirs, va s'avérer bien trop libéral pour protéger efficacement les intérêts économiques de ceux qui l'ont

³⁸ Extraits de la page wikipédia qui lui ait dédié.

« L'opération Ajax (officiellement TP-AJAX) était une opération secrète menée par le Royaume-Uni et les États-Unis en 1953, exécutée par la CIA, pour mettre un terme à la politique nationaliste du Premier ministre d'Iran, Mohammad Mossadegh, et consolider le pouvoir du Chah, Mohammed Reza Pahlavi, ceci afin de préserver les intérêts occidentaux dans l'exploitation des gisements pétrolifères iraniens.

En planifiant l'opération, la CIA organise une guérilla afin d'empêcher le parti communiste Tudeh de prendre le pouvoir dans le cas d'un échec de l'opération Ajax. Selon des documents autrefois classés « top secret » de la National Security Archive, le sous-secrétaire d'État Walter Bedell Smith révèle que la CIA est parvenue à un accord avec des chefs de tribu Qashqai dans le sud de l'Iran, afin d'établir un refuge pour que les agents et guérillas financés par les États-Unis puissent opérer.

Le chef de l'opération Ajax était Kermit « Kim » Roosevelt, Jr. (en), un agent senior de la CIA et petit-fils de l'ancien président des États-Unis Theodore Roosevelt. Alors que la direction officielle lui était attribuée, le projet est conçu et exécuté par Donald Wilber, un agent de la CIA et auteur encensé de livres sur l'Iran, l'Afghanistan et Ceylan (Sri Lanka).

L'opération Ajax a été le premier complot orchestré par la CIA pour renverser un gouvernement démocratiquement élu. Le succès de l'opération Ajax avec une logistique modique et son coût relativement faible a encouragé la CIA à mettre en œuvre une opération similaire au Guatemala un an plus tard. »

placé sur le Trône du Paon. Il organise la Révolution blanche³⁹, se met à dos les grands propriétaires terriens, mais continue à appuyer son régime sur une police politique brutale (la SAVAK) et malgré une croissance économique remarquable va finir par être lâché par l'administration Carter, elle-même engluée par ses atermoiements moraux. Il est possible de penser que l'on assiste à ce moment-là en Iran à une situation insurrectionnelle qui préfigure celles dites du « Printemps Arabe » et qui va déjà se conclure par l'arrivée au pouvoir d'un nouveau despote chiite, mais cette fois ci fanatiquement religieux, Rouhollah Khomeini⁴⁰. Ce dernier va entraîner le pays dans une fantastique régression politique, économique et sociale, source immédiate d'une intense tension internationale, qui n'a jamais cessé depuis. Surtout parce qu'il perturbe la main mise occidentale sur les champs pétroliers et force les pouvoirs qui leur sont liés, en fait tous, à redéfinir dans l'urgence une nouvelle stratégie de contrôle des territoires (de l'ensemble de cette région) concernés. Et donc comme à chaque fois redéfinir les alliances avec les pouvoirs locaux.

³⁹Extraits de la page wikipédia qui lui ait dédiée.

« Le chah voulait que ces réformes soient une régénération non-violente de la société iranienne à travers des réformes économiques et sociales, avec pour objectif à long terme de transformer l'Iran en une puissance économique et industrielle mondiale. Le Shah introduisit des concepts économiques novateurs comme la redistribution des profits aux ouvriers et initia des projets d'industrie lourde financés par le gouvernement, ainsi que la nationalisation des forêts, des pâturages et des ressources en eau. Le plus important, cependant, était la réforme agraire qui fit perdre aux grands propriétaires terriens la plupart de leur influence et de leur pouvoir. Socialement, la Révolution Blanche accorda plus de droits aux femmes, permit le développement du corps médical, et injecta des fonds dans l'éducation, particulièrement dans les zones rurales. »

⁴⁰ Accueilli en France en 1978 avec un visa de touriste il s'installe à Neauphle-le-Château considérant, à juste titre, que Paris est idéal pour médiatiser ses opinions politiques. Il va d'ailleurs réussir à s'attirer la sympathie d'intellectuels comme Jean-Paul Sartre ou Michel Foucault. C'est là qu'il va fonder ce nouveau concept bâti sur un pur oxymore : La démocratie islamique. D'où l'idée d'une « république islamique » (sic !) qui après la révolution islamique, deviendra la clef de voûte du futur régime Iranien qui instaurera le pouvoir absolu du religieux...toujours en vigueur 35 ans plus tard.

c²) L'Irak et la guerre Iran-Irak Ce sont les USA et ses alliés qui ont formé ⁴¹ et placé Saddam Hussein au pouvoir⁴² et il faut être bien naïf pour accepter l'idée qu'il déclara seul et de son propre chef la guerre à l'Iran en septembre 1980 même si cette infamie servait bien entendu ses intérêts et sa volonté pathologique de pouvoir personnel. En fait, il s'agissait essentiellement d'abattre l'ordre islamique d'Iran et de s'emparer des richesses pétrolières du sud du pays⁴³.

La guerre, prévue au départ pour être rapide, va durer huit ans. Ce sera une manne extraordinaire pour le complexe militaro-industriel mondial même si les Américains en tirèrent le plus important profit

Il est assez facile de s'en convaincre à la lecture d'une enquête menée par le Congrès des Etats-Unis en 1992 qui a révélé que les U.S.A. ont vendu à l'Irak dans les années 80 des charges chimiques pour projectiles, des cultures de bactéries, champignons et protozoaires, et des gaz toxiques ! Avec le soutien de la C.I.A. et du Département d'Etat, ces armes ont ainsi été fournies à l'Irak pour une utilisation répétée contre l'armée iranienne et contre les opposants kurdes. De même, si l'on estime que son témoignage est digne d'intérêt, *Rick Francona*, un linguiste arabe expérimenté, qui a travaillé à cette époque pour la NSA et le renseignement militaire (DIA), affirme que les Américains optèrent pour le partage de l'information avec Bagdad, autorisant la DIA à fournir des données

⁴¹ Saddam Hussein n'a pas toujours été un dictateur sanguinaire infréquentable. Au terme d'une enquête menée auprès d'anciens membres de la CIA et de diplomates états-uniens, l'agence de presse *United Press International* affirme que "Saddam était considéré par les services de renseignements U.S. comme un rempart anti-communiste, et qu'il a été utilisé pendant plus de quarante ans pour cela."

Il est de notoriété publique que les Etats-Unis (mais aussi la France) avaient pris le parti de Saddam Hussein dans la guerre qui a opposé l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988. Il s'agissait alors de résister à l'expansion de la révolution islamiste iranienne. Il reste aujourd'hui une célèbre photographie de la poignée de main entre Saddam Hussein et Ronald Rumsfeld, le 20 décembre 1983 à Bagdad, alors que celui-ci remplissait une *mission spéciale* au nom de Ronald Reagan.

En réalité, les relations entre la CIA et Saddam Hussein remontent à 1959 lorsque les Etats-Unis cherchaient à renverser le général Kassem en raison du rapprochement de l'Irak et de l'Union soviétique. Saddam Hussein faisait partie du commando qui tenta d'assassiner le Général Kassem le 7 octobre 1959 et, blessé, dut prendre la fuite d'abord à Damas puis au Caire où il rendait régulièrement visite au chef de poste de la CIA à l'ambassade des Etats-Unis en Egypte. C'est en Egypte que Saddam Hussein se hissa à la tête des services de renseignement du parti Baas. Il regagna l'Irak en 1963 et s'emparera du pouvoir en 1968.

La CIA a refusé de commenter les informations d'*United Press International*.

⁴² Le Premier Ministre irakien de l'époque a même écrit : « Nous sommes arrivés au pouvoir dans un train américain ».

⁴³ Un document gouvernemental américain top secret, daté de 1984, révèle : « Le président Carter a fait passer à Saddam Hussein un feu vert pour déclencher la guerre contre l'Iran. » Ayant donné ce feu vert, les Etats-Unis ont-ils aussi participé au plan de bataille contre l'Iran ? C'est ce qu'affirme le président iranien d'alors, M. Abolhassan Bani Sadr. Ses services secrets avaient acheté une copie de ce plan, rédigé, selon ses sources, dans un hôtel parisien par des Irakiens et des Américains. « Ce qui me permet d'affirmer qu'il était authentique, c'est que la guerre irakienne a été menée exactement d'après ce plan de bataille ! C'est parce que nous avons ce plan que nous avons pu tenir tête aux attaques irakiennes. »

détaillées sur l'emplacement exact des unités de combat iraniennes, des mouvements de l'armée de l'air, des systèmes de défense anti-aérienne et des renseignements logistiques clef. Ils ont également, comme ils le font toujours en ces circonstances, offert un soutien financier à Saddam Hussein, sous la forme de plusieurs crédits dont le total s'est monté à 2,7 milliards de dollars... permettant ainsi aux Irakiens d'acquérir tout le matériel de guerre qu'ils souhaitaient. L'industrie militaire, dépourvue, par essence, de tout sens moral, a bien entendu vendu également des armes à l'Iran, puisqu'il va de soi qu'un champ de bataille d'une telle ampleur n'est, de son point de vue, qu'une fantastique opportunité de générer d'immenses profits et, cerise sur le gâteau, d'expérimenter in situ, l'« efficacité » de ses nouveaux « produits » !!! C'est au total 52 pays qui ont ainsi fourni des armes pour alimenter la guerre entre l'Iran et l'Irak (dont 29 pays aux deux simultanément).

Ce type de « bouclage » politico-militaro-financier, qui consiste à endetter des pays pour qu'ils se fassent la guerre, summum de perversité dans l'instrumentalisation d'Etats soumis aux intérêts de ceux qui les dominent, devrait, si l'« **humanité** » avait encore un minimum de sens critique sur elle-même, lui ôter à jamais les qualités intrinsèques associées au nom dont elle se définit.

– Estimations des pertes en vies humaines: de 300 000 à plus d'un million de morts Iraniens et de 200 000 Irakiens, ce que cyniquement ou stupidement Wikipédia commente en ces termes : « Ce qui est très élevé pour un conflit régional. » (Sic !).

Il m'arrive de penser que nous (les humains !) ainsi dégringolés à un tel niveau d'incapacité d'auto jugement et par conséquent d'amoralité pourrions considérer l'extinction **rapide** de notre engeance (en fait heureusement d'évidence programmée et inéluctable) comme, au final, la plus sage des options !

Et je crains que ce qui suit n'augmente cet accablement...

c³) La guerre d'Irak, la deuxième donc !

Nous voilà rendus en 1990. En août, Saddam Hussein accepte de revenir aux accords d'Alger de 1975 : il libère une partie des prisonniers de guerre et quitte les territoires occupés. Un simple retour au statu quo antérieur...

Alors dix ans de destruction et de massacres juste pour ça ! Pas totalement...

« Entre temps les dépenses militaires, pertes en *produit intérieur brut* et capitaux non investis auraient dépassé 500 milliards de dollars pour les deux pays. L'Iran estime officiellement à 300 milliards de dollars le prix de la reconstruction de son économie. L'Irak, pour sa part, l'évalue entre cinquante et soixante milliards de dollars. »

Somme toute, même répartie, une somme coquette, non !?

Mais l' « ami » Saddam, avec la guerre, a beaucoup perdu de ses attraits pour ses « alliés » occidentaux et tout particulièrement les USA. Autant sur le plan intérieur qu'extérieur son « prestige » est sérieusement écorné et les caisses de l'Etat sont vides. Seule la manne pétrolière lui donne l'espoir d'un rebond... Mais voilà que le Koweït, en 89, s'émancipe de L'OPEP, dépasse de 20% son quota de production, entraîne brutalement la chute du cours du « baril » sur les « marchés mondiaux » et réduit ainsi de plus de 30% les revenus pétroliers de l'Irak.

Alors que fait en général un dictateur acculé au repli ? Eh bien, l'Histoire abonde en exemples, il cherche l'issue en force car, au fond, c'est la seule stratégie qu'il connaisse. Et que font *ceux* qui veulent se débarrasser de lui ? Ils le laissent s'enfermer dans le piège qu'ils en profitent pour lui tendre... Hussein décide d'envahir le Koweït (et tiens pourquoi-pas !?) et Washington lui laisse croire qu'ils n'interviendront pas...

C'est vrai ! C'est un scénario que même la pire des « séries B » n'oserait peut être pas et pourtant le Pentagone l'a fait...et cela a marché ! Nous sommes le 2 août 1990.

Bush père dont le gouvernement, médusé par la disparition brutale des « forces du mal » si chères à son prédécesseur Ronald Reagan (rappelons-nous l'épisode ébouriffant de l'IDS (Initiative de défense stratégique, dite aussi « Guerre des étoiles »), va ouvrir quand même la voie vers une réorganisation géostratégique au Moyen Orient en déclenchant cette première guerre du Golf, dirigée officiellement contre un Saddam Hussein piégé bien que les objectifs soient avant tout pétroliers et financiers (cf. la famille Bush et l'Arabie Saoudite p.24) ; le « cessez-le-feu » unilatéral décrété à la surprise générale, après 43 jours de bombardement (**88 000 tonnes de bombes**), « accompagnés » par **500.000 soldats, des milliers de chars et 2.000 avions de combat** et à seulement quelques kms de Bagdad, afin de « sauver » Saddam Hussein et son régime, montre bien à quel point il n'était pas question d'autre chose.

Bilan humain ! Ce décompte macabre m'apparaît nécessaire tant il révèle le déséquilibre des forces en présence et l'ignominie à l'œuvre !

- Irak: entre **170 000 et 250 000 civils et militaires**.
- États-Unis : 148 morts, 458 blessés, Royaume-Uni : 6 morts, 6 blessés, Arabie saoudite : 18 morts, 20 blessés, Contingents Arabes : 13 morts, 43 blessés, France : 3 morts, 27 blessés soit en tout **188 morts et 554 blessés**

Le « tyran » d'Irak obtiendra même l'autorisation d'utiliser ses hélicoptères pour mieux massacrer l'insurrection chiite des populations séparatistes des marais du sud et de celles du Kurdistan sous le regard indifférent des forces de la coalition en présence.

En décrivant de telles monstruosité, perpétrées en toute bonne conscience par l'alliance démocratique occidentale, au nom de ses valeurs fondamentales dont

elle se prétend unique détentrice (il s'agissait bien de mettre fin à une abominable dictature, n'est-ce pas !?), comment ne pas se rendre compte à quel point les dirigeants à la manœuvre, les nôtres, sont scandaleusement indignes de nous représenter ?

Comment tolérer et surtout comprendre que l'ensemble des mass média ait unanimement accompagné et légitimé un tel dévoiement moral, une telle évidence de mensonges d'Etats, aux conséquences pour les Irakiens, en termes de « bilan humain », absolument effroyables (de 200 000 à 750 000 morts selon que l'on compte ou non les « effets induits » / Guerre civile, destruction des infrastructures civiles (installations électriques, services de distribution d'eau potable, etc.) provoquant épidémies, chaos social, une chaîne sans fin de dégâts dits « collatéraux » ?⁴⁴

L'accoutumance et la soumission à l'ordre établi, sans doute...?

Le fait que cette région du monde est une des plus importantes « zone d'influence » depuis la fin des années 50 (cf. p17). Que l'approvisionnement en « or noir » est « vital » pour l'ensemble des activités industrielles de l'occident et que comme l'aurait dit Kissinger (s'il ne l'a pas fait il a dû le penser trop fort !) : « Le pétrole est une chose trop importante pour être laissée aux arabes » !...

Que, donc, les « acteurs » en place ne sont depuis toujours que les marionnettes de ces « grandes puissances », seules dei ex machina de ce théâtre d'ombres, alimentant sans cesse le moindre début de conflit pour servir leurs intérêts du moment, bardées d'une immoralité à toute épreuve, traîtres à toutes leurs conjoncturelles alliances.

c⁴) L'intermède Clinton (1992-2000)

L'administration démocrate ne semble pas avoir profité pleinement de l'opportunité que leur a offert l'effondrement du bloc soviétique. La politique étrangère a été délaissée au profit d'un recentrage sur les affaires économiques internes « Let's make money ! » et Bill Clinton, élu sur un programme « social », (« le nouveau Kennedy ») a dû tenter de « réparer » les dégâts de l'ère Reagan, prolongés par l'intermède Bush père.

Cette « Guerre du Golfe », a eu des conséquences désastreuses :

La présence américaine sur les lieux saints de l'islam et l'évidente hégémonie économique et militaire des Etats-Unis révèlent leur volonté impérialiste voire celle d'imposer au monde entier leur système de valeurs, toutes deux, au final fort mal dissimulées derrière le rôle guignolesque de « gendarme du monde ». Les nouveaux dirigeants « lèvent le pied » et développent le Soft power (Pouvoir attractif) aux dépens du Hard power (pouvoir coercitif, notamment les moyens

⁴⁴ Le rapport d'une mission de l'ONU, dirigée par le sous-secrétaire [Martti Ahtisaari](#) et envoyée en mars 1991 pour évaluer les besoins *humanitaires* de l'Irak, décrivait l'état du pays comme « quasi-apocalyptique »

militaires).⁴⁵ Mais comme c'est souvent le cas aux EU l'influence du Congrès très conservateur va infléchir considérablement cette politique vers l'unilatéralisme. Et nous voilà rendus à l'improbable et imprévu dénouement du scrutin présidentiel américain, en cette fin de l'an 2000...

c⁵) Le coup d'Etat du clan Bush et des néoconservateurs : L'élection !

Qui se souvient encore de l'atmosphère nauséabonde qui accompagna la désignation du 43^e président des États-Unis ? Il est fascinant de constater que 15 petites années ont suffi pour gommer de l'Histoire officielle ce qui devrait être considéré comme une des plus importantes falsifications électorales au sein même d'un pays présumé emblématique de la démocratie représentative mondiale.

Il est vrai que le scrutin qui légitime l'accession au pouvoir des présidents américains n'a de démocratique que le nom et qu'il faut faire preuve d'une grande ingénuité pour s'indigner d'une victoire usurpée alors même que l'ensemble du processus électoral n'est qu'une vaste mascarade, où deux castes dominantes, pour l'essentiel finalement interchangeables, se disputent en alternance les leviers de commande à coup de centaines de millions de dollars, prodigués (bien sûr sans contrepartie...) par l'oligarchie financière et industrielle, servant à financer des campagnes publicitaires rudimentaires et des meetings politiques aussi superficiels que consternants. Pourtant, au regard des faits, que le plus puissant pays du monde puisse être dirigé par un faussaire, aurait peut-être dû susciter de la part des médias, des intellectuels et autres commentateurs de la vie politique, un peu plus d'effervescence révoltée ...

En effet le 9 décembre 2000 la Cour Suprême des Etats Unis, acquise aux Républicains, déclara Georges Bush, président des Etats unis mettant fin à l'interminable polémique (plus d'un mois) du décompte des voix de l'Etat de Floride où il avait été préalablement mais frauduleusement déclaré vainqueur. Bien qu'ayant obtenu 539 898 voix de plus que son adversaire, Al Gore perdant la Floride et donc les grands électeurs de cet état, aurait dû accepter sa défaite en déplorant *gentiment* la complexité quelque peu antidémocratique du système électoral américain. Or convaincu, à juste titre, d'une fraude organisée à

⁴⁵ « Ce concept de Soft power, qui est « la capacité d'arriver à ses fin par un pouvoir de séduction et d'attirance, plutôt que par la menace ou le marchandage. », a été défini par Joseph S. Nye, secrétaire adjoint à la Défense de 1994 à 1995. Il s'appuyait notamment sur la coopération internationale et donc le multilatéralisme. »

« *Notre stratégie de sécurité nationale est donc fondée sur l'objectif d'élargir la communauté des démocraties de marché tout en dissuadant et en limitant la gamme des menaces qui pèsent sur notre nation, nos alliés et nos intérêts. Plus la démocratie et la libéralisation politique et économique s'imposeront dans le monde, notamment dans les pays d'importance stratégique pour nous, plus notre nation sera en sécurité et plus notre peuple sera susceptible de prospérer* ». Extrait du document *Stratégie de sécurité nationale* présenté par le Conseil de sécurité Nationale de l'administration Clinton (1994 et 1996). Sc. [Thucydide](#)

grande échelle dans cet état par la famille Busch ⁴⁶ il en vint à contester les résultats devant la Cour suprême de Floride et en obtint un recomptage partiel ; il fallut un recours des avocats de Bush auprès de celle des États-Unis pour les stopper in-extremis, avant que la première ne les invalide définitivement sous prétexte d'éviter de plonger le pays dans un chaos politique sans précédent. Avec le recul, et au-delà de cet infâme « tripotage », ce qui est certainement le plus lamentable dans cet épisode c'est que ces conséquences aient pu être imperturbablement avalisées par des institutions censées, à contrario, en préserver les populations. Ce faisant, ces dernières en ont, bien sûr, été foncièrement discréditées puisque grâce à elles, un tricheur avéré et son clan ont pu accéder aux « fonctions ultimes » et il est permis de penser, vu la suite de l'histoire, qu'elles sont ainsi pleinement responsables du moment charnière qui a projeté l'humanité dans le chaos auquel elle est aujourd'hui confrontée !

[Janvier 2017]

Il faut bien avouer qu'au regard de l'épisode électoral Etasunien de l'année dernière et, surtout, de son épilogue insensé, l'aspect scandaleux de ce qui précède se trouve légèrement amoindri. Il me sera, bien évidemment, nécessaire d'y revenir par la suite mais il m'apparaît très important, dès à présent, de mettre ces deux moments historiques en perspective, ne serait-ce que pour souligner l'irrésistible progression de la dépravation du système politique américain...

⁴⁶ ***Le propre frère Jeb Busch en est alors le gouverneur et Katherine Harris, codirectrice de la campagne électorale de George Bush en organise les élections !*** Cette dernière, juge et partie dans l'élection, avait confié à une société privée, ChoicePoint Database Technologies, le soin de revoir les listes électorales de l'Etat de Floride avant les élections. Le résultat de ce travail fut l'élimination des listes électorales de plus de 50 000 personnes, au prétexte qu'elles n'avaient pas le droit de voter dans l'Etat de Floride en raison d'infractions diverses.

Il se trouve que 90 % des personnes radiées des listes, étaient inscrites en tant que Démocrates et, que pour l'essentiel, elles appartenaient à la communauté noire. Il s'est aussi avéré que les infractions qui leur étaient reprochées n'étaient pas fondées ou pas suffisantes pour les empêcher légalement de voter. Les personnes éliminées des listes n'ont pas été prévenues et l'ont appris le jour de l'élection. Aucun recours ne leur a été accordé. L'Etat de Floride n'a pas jugé utile de contrôler les méthodes utilisées par ChoicePoint Database Technologies et lui a conservé sa confiance pour les prochaines élections. Par ailleurs le système électoral vétuste et complexe (fiches cartonnées) a permis toutes les manipulations. Le décompte des voix, organisé par des médias et des associations après la proclamation des résultats officiels, a montré sans aucun doute possible que M. Gore avait obtenu le plus grand nombre de voix aussi bien en Floride qu'à l'échelle fédérale. Au regard des lois de la Floride, il aurait dû disposer des grands électeurs de cet État et donc être élu président des États-Unis. Au fait, Jeb Busch pourrait bien être le prochain candidat républicain en face d'Hillary Clinton... !

c⁶) De janvier au 11 septembre 2001

Bush Junior, en plus d'avoir été « mal élu », s'avère un pathétique pantin doublement discrédité. Alcoolique jusqu'à 40 ans (problème qu'il aurait soi-disant fini par résoudre en 1986 en puisant dans la foi chrétienne d'un « Born Again Christian »), inculte, rudimentaire, il continue d'accumuler les bourdes et autres lapsus révélateurs tels que celui-ci :

"Mon gouvernement a appelé tous les leaders dans le... dans le Moyen-Orient à faire tout ce qu'ils peuvent pour faire cesser la violence, pour dire aux différentes parties impliquées qu'il ne pourra jamais y avoir la paix." — Crawford, Texas, Août, 13, 2001 (Merci à Michael Shively.)

Le florilège rapporté en note de bas de page ⁴⁷ laisse rêveur... !

C'est donc cet homme-là qui serait à la tête du plus puissant pays du monde ? Mais qui peut croire cela ? Toute personne un tant soit peu « éveillée » sait pertinemment que les pouvoirs réels du Président des EU (quel qu'il soit !) sont à mille lieues de ceux que le storytelling médiatise et ainsi officialise. Ils sont, bien avant tout autre fonction, les porte-paroles des pouvoirs qui les ont fait élire et dont les représentants mandatés détiennent en général les postes clés du gouvernement qui les entoure ou plus justement devrais-je dire les « encercle ». L'« élection » de Ronald Reagan, acteur charismatique de seconde zone, aurait déjà dû faire voler en éclat cette façade mensongère. Elle n'aura, au final pourtant été que le franchissement d'un palier supplémentaire dans le processus de mystification électorale américain. Il est vrai que, somme toute, investir un comédien peut être vu comme un progrès crucial vers la vérité de la fonction...!

⁴⁷ **"Une dictature, ce serait quand même sacrément beaucoup plus simple, il n'y a pas à en douter."** —George W. Bush, Juillet 27, 2001

"Je sais ce que je crois. Je continuerai à exprimer ce que je crois, et ce que je crois... je crois que ce que je crois est bien."—Rome, Juillet, 22, 2001

"Hé bien, c'est un honneur inimaginable d'être le président pour le 4 Juillet [fête nationale US] de ce pays. Ça veut dire ce que ces mots disent, pour commencer. Les grands droits inaliénables de notre pays. Nous sommes bénis avec de telles valeurs en Amérique. Et je... C'est... je suis un homme fier d'être la nation fondée sur d'aussi merveilleuses valeurs." (Sic) lors de sa visite au Jefferson Mémorial, Washington, D.C., Juillet, 2, 2001

"Je suis très honoré de rencontrer M. *Anzar*."—Durant son voyage en Europe, s'adressant à José Maria Aznar, Premier Ministre espagnol.

"Je suis très heureux de parler avec *Andrei Ivanov*."—Durant son voyage en Europe, s'adressant à Serguei Ivanov, Ministre Russe de la Défense.

"En tout cas, je suis tellement reconnaissant et *gracieux*... -Je suis *gracieux* que mon frère Jeb [Jeb Bush, le gouverneur de Floride] se préoccupe aussi de l'*hémisphère*"—Miami, Fla., Juin 4, 2001. Il est assez probable que GWB ait voulu dire "*reconnaissant* que mon frère se préoccupe de l'*atmosphère*".

"Notre Nation doit se rassembler pour être réunie."—Tampa, Fla., Juin 4, 2001

"Pour une fusillade qui est mortelle, il y en a environ trois sans mort d'homme. Et, mes amis, cela est inacceptable en Amérique. C'est totalement inacceptable. Et nous devons agir."—Philadelphie, Mai 14, 2001 (Merci à John Brooks.)

"Ni en français, ni en anglais, —ni en mexicain"—Refusant de répondre aux questions des journalistes au sommet des Amériques, à Québec (Canada), Avril 21, 2001

Mais voilà, Bush Junior n'est pas du tout à la hauteur (sa courbe de popularité est la pire connue dans les premiers mois qui suivent l'élection) et commence à poser de graves problèmes à son « entourage » immédiat parce qu'avec lui, bien sûr, ce sont le prestige, la réputation, le crédit et, in fine, l'autorité et la puissance des Etats Unis qui sont affaiblies, voire menacées.

D'autant plus qu'elles viennent d'être sérieusement écornées sur la scène internationale par ce suffrage plus que douteux qui laisse présager une instabilité sur le plan de la politique intérieure fort peu propice au renforcement du statut de leadership mondial de cette super puissance.

De fait, dans un monde politique où l'incarnation du pouvoir est de plus en plus prédominante (en passe même de devenir primordiale comme on peut le constater aujourd'hui) cette situation, qui ne peut que s'aggraver, n'est à long terme, acceptable pour aucun des « agents » qui ont « investi » sur son nom. Pas plus les intérêts financiers, industriels et militaires que ceux des pouvoirs politiques ou/et idéologiques qui avancent derrière lui ne peuvent tolérer longtemps cette dépréciation en cours et irréductible de l'image planétaire des USA. Si pour eux il n'est qu'une marionnette facile à manipuler il n'en demeure pas moins, par sa visibilité, une pièce maitresse dans l'organisation de leurs pouvoirs. Le choix d'un candidat est toujours une opération délicate tant il est nécessaire d'éviter de mettre en place une personnalité qui pourrait tenter de s'affranchir de sa dépendance et se mettre en tête de contrecarrer les projets de ses instigateurs. Les frères Kennedy restent encore dans toutes leurs mémoires... Mais avec Bush ils ont visé trop bas ! Et il faut réagir avant qu'il ne soit trop tard ... Mais avant d'aborder les événements qui vont se succéder à partir de ce moment-là et pour avoir une chance de comprendre, il est indispensable de s'interroger en amont sur qui sont donc réellement ceux qui l'ont porté au pouvoir, qui l'entourent au plus près et quel est le corpus idéologique qui les anime ? Ils ont, d'une manière générale, été nommés *néoconservateurs* ce qui en soi n'a que peu de signification...En commençant mes recherches je me suis très vite rendu compte qu'elles allaient m'entraîner bien plus loin que je ne pouvais le prévoir. Il s'avère que j'ai été amené à écrire sur eux plus que tout ce qui précède. Soyez en donc avertis !

Intermède

Dès maintenant, il me semble possible et utile de dégager un tout premier bilan d'entendement. Et il n'est pas d'une grande nouveauté ; les deux citations (parmi bien d'autres) qui suivent en attestent :

- « Il y a deux Histoires : l'Histoire officielle, menteuse, puis l'Histoire secrète, où sont les véritables causes des événements. »
« Illusions perdues » H. de Balzac, éd. Garnier-Flammarion, 1966.
- « L'Histoire, c'est le discours du pouvoir, le discours des obligations par lesquelles le pouvoir soumet ; c'est aussi le discours de l'éclat par lequel le pouvoir fascine, terrorise, immobilise. Bref, liant et immobilisant, le pouvoir est fondateur et garant de l'ordre ; et l'Histoire est précisément le discours par lequel ces deux fonctions qui assurent l'ordre vont être intensifiées et rendues plus efficaces. D'une façon générale, on peut donc dire que l'Histoire, jusque tard encore dans notre société⁴⁸ a été une Histoire de la souveraineté, une Histoire qui se déploie dans la dimension et dans la fonction de la souveraineté. C'est une Histoire « jupitérienne ».
« *Il faut défendre la société* », *Michel Foucault*, éd. Gallimard Le Seuil, coll. « Hautes Études », 1997

Lorsque j'ai entrepris ce travail d'écriture et de recherche, très choqué et déconcerté par l'assassinat des journalistes de Charlie Hebdo, et qu'il m'est apparu indispensable, voire vital, de tenter d'analyser et de comprendre cet effondrement civilisationnel (bien qu'il ait été déjà en cours dans d'autres pays et qu'il aurait dû être évident qu'il allait inéluctablement nous atteindre) je ne suspectais que très confusément l'ampleur de la turpitude sous-jacente.

C'est une chose de ne plus avoir d'illusion, en général, sur les « affaires » du monde mais c'en est une toute autre de s'immerger dans le détail des perversités qui nous régissent à notre insu. A mi-parcours, je suppose aisément qu'une grande part des lecteurs qui se seront, par mégarde, aventurés dans ce nauséux dédale l'aura désertée depuis fort longtemps. Comment le leur reprocher ? En admettant qu'une part, même modeste, de vérité s'exprime à travers ce que j'écris, seul mon âge (ou plutôt la proximité de l'échéance) me permet de supporter l'ébranlement psychique que ne peut manquer de provoquer cette sorte de lucidité. Il y a certainement d'ailleurs là un des ressorts essentiels qui protègent tous ces secrets de leurs potentielles divulgations. ***Nous n'acceptons communément pour exactitudes que ce que notre esprit peut intégrer aisément au sein de notre intime perception du monde.*** Et le chapitre qui suit n'est pas de nature à modifier cette assertion...

⁴⁸ Dans ce texte, il me faut exprimer une divergence de vue importante avec Foucault. Il y fait référence exclusivement à l'Histoire du moyen-âge, d'où la phrase soulignée par mes soins ; Il semble ainsi considérer que l'Histoire moderne s'est émancipée de ce déterminisme. Je laisse le lecteur seul juge de ce que je considère, pour ma part, l'expression d'une étonnante naïveté...

7) Les Néoconservateurs ou bien l'Amérique, tout simplement... ?

Le mouvement idéologique dit « néoconservateur », au premier abord, semble complexe d'autant qu'il remonte à au moins une quarantaine d'années. La documentation qui concerne ce sujet est pléthorique mais la plupart du temps entachée d'arrières pensées plus ou moins dissimulées. Il n'y a là en fait rien d'étonnant puisque ce mouvement repose à l'origine sur une doctrine pervertie, qu'il est même possible d'affirmer qu'il est, en soi, une perversion...

A tel point que son étude un peu approfondie est à même de provoquer l'accablement de celui qui l'entreprend... Ce qui suit n'a pas prétention à rendre compte exhaustivement de son histoire et je laisse le soin à ceux qui en auront la curiosité et le courage tout loisir de se plonger eux-mêmes dans ce marécage par trop agrémenté de perfides sables mouvants. Pour en pénétrer le sens il m'aura fallu remonter bien au-delà de l'apparition du terme, en fait jusqu'aux origines mêmes des Etats Unis. Et seule la conviction, très vite acquise, d'être face à un élément crucial et décisif, à même de révéler la manipulation préméditée de la majorité des humains par l'infime partie restante, m'aura soutenu dans ce difficile cheminement.

7¹) Historique

Ce n'est qu'en 1976 que le terme apparaîtra publiquement, inventé par Michael Harrington, figure importante du *Socialist Party of America*, pour en désigner sarcastiquement l'aile droite qu'il juge réactionnaire⁴⁹, il faut remonter bien en arrière pour pleinement en saisir le sens. Car en fait et fort paradoxalement c'est bien de l'émergence d'une « gauche socialiste » inspirée de la révolution russe, que tout est parti ; et de l'effervescence politique de la jeunesse étudiante dans les années trente et quarante tout particulièrement au *City College of New York* haut lieu universitaire, à cette époque, le seul réellement égalitaire des EU et dont les excellents résultats lui valurent le titre de « Harvard du pauvre ».⁵⁰

Sur ce campus, plus qu'ailleurs, le clivage entre Stalinistes et Trotskystes bat son plein ! Ces derniers (où l'on trouve les futurs *néoconservateurs* originels, dont, en tête *Irving Kristol*), s'insurgent violemment contre l'inhumanité du régime soviétique qu'ils accusent de totalitarisme puis, à la signature du pacte germano-soviétique de 1939, concluent à la faillite totale et irréversible du socialisme. A partir d'une critique radicale mais somme toute légitime du dévoiement de l'idéal socialiste par l'Union Soviétique ils basculent en quelques semaines dans l'antitotalitarisme puis immédiatement dans un anticommunisme primaire. Cette radicalisation qui peut être perçue plus justement comme une (dé)radicalisation n'a bien sûr au même moment aucun équivalent sur le vieux continent voire même, à ma connaissance aucun écho. Avec le recul et en évaluant à posteriori les conséquences, ce schisme intellectuel apparaît comme décisif. Il peut être perçu comme un début de rupture

⁴⁹ « They are neoconservatives, people who are objectively conservative and allied to, if not part of, the conservative movement ; [they are] right-wing socialists »

⁵⁰ À l'époque où les universités les plus réputées ne recrutaient que des étudiants protestants issus de l'*Establishment*, des milliers d'étudiants brillants (essentiellement d'origine *juive*) rejoignirent les bancs du *City College of New York*, qui constituait alors pour eux le seul choix possible.

brutale et soudaine du rempart qui, à l'époque, sépare encore deux conceptions irréductibles du progrès de l'humanité. C'est une brèche sans grave conséquence sur l'instant mais qui va s'élargir graduellement au cours des décennies à venir pour, de nos jours, aboutir à une désagrégation quasi-totale de cette frontière intellectuelle. Mais ce basculement se comprend encore mieux si on le resitue dans le contexte planétaire du moment. La deuxième guerre mondiale est sur les rails et pour une partie de ces jeunes gens, qui ne peuvent manquer d'ambition et sont suffisamment lucides pour entrevoir l'évolution en cours, il est certainement temps de se replacer dans le courant de l'Histoire. L'anticommunisme est déjà une composante essentielle des gouvernants en place et l'influence des idées socialistes réduite à peau de chagrin. ***Il n'est ainsi pas interdit de penser que nous assistons autant à un ralliement à la pensée dominante qu'à une véritable prise de conscience éthique, ce qui explique alors plus facilement sa rapidité.***

D'ailleurs, sur le plan de la réussite sociale, l'Histoire contemporaine va leur donner entièrement raison ! De fait ils se retrouveront à la sortie du conflit mondial et à l'aube de la « Guerre froide » et du maccarthysme, dans une position des plus favorables, propre à satisfaire leur volonté de pouvoir.

Ils sont à l'origine de la revue *Commentary* de 1947 à 1952, puis de la revue britannique *Encounter* de 1953 à 1958, porte-voix officiels du *Congrès international pour la liberté de la culture (CILC)* lui-même financé secrètement par la CIA.⁵¹

- Ce dernier, sur lequel il faut s'arrêter un instant, est une sorte de cheval de Troie installé au cœur de l'Europe de l'après-guerre (antennes dans 35 pays) qui va « influencer » au cours des deux décennies à venir (la plupart du temps à leur insu, du moins l'affirmeront ils !?) un grand nombre d'écrivains d'artistes et d'éditeurs, obscurs ou renommés⁵², contribuant ainsi de manière décisive à la promotion de ce que l'on nomme alors la *démocratie libérale* et qui va devenir le système politique de la majorité des pays développés.

L'objectif affiché est de s'opposer à toute forme de totalitarisme (d'extrême gauche ou d'extrême droite), en soutenir les victimes en prétendant favoriser et promouvoir la liberté d'expression. En réalité il s'agit bien d'une propagande de haut niveau⁵³ qui vise

⁵¹ Aujourd'hui le *site officiel de la CIA* (lien actuellement verrouillé par Wikipédia !!!) affirme que « le Congrès pour la liberté de la culture est largement considéré comme une des opérations secrètes de la CIA les plus osées et efficaces de la *guerre froide* » (« [t]he Congress for Cultural Freedom is widely considered one of the CIA's more daring and effective Cold War covert operations »).

⁵² Parmi ceux-ci se trouvaient *Heinrich Böll*, *Siegfried Lenz* et les revues *Preuves* (*Raymond Aron*), *Der Monat* (*Melvin J. Lasky*), *Tempo presente* (*Ignazio Silone*) et *Encounter* (*Irving Kristol*).

⁵³ Ecoutez *Xavier Landrin* dans son remarquable article intitulé « Propagande »

« Par ailleurs, les activités propagandistes en démocratie sont toujours partielles : elles n'ont pas pour finalité de recouvrir ou d'englober l'ensemble des dimensions de la personnalité humaine et elles ne s'en donnent pas non plus les moyens matériels et cognitifs. Il faut enfin relever que, même dans des situations de tension politique en démocratie, les agences d'État spécialisées dans la manipulation des opinions et la facilitation des consentements prennent toujours en compte les demandes et les rationalisations produites par des agences concurrentes. Celles-ci sont le plus souvent neutralisées par des stratégies d'intégration plus ou moins élaborées : les discours de l'adversaire sont repris, transformés, redéployés, adaptés à l'idéologie dominante pour asseoir un consensus politique latent. »

- à endiguer l'influence grandissante du *mouvement communiste international* au sein de l'intelligentsia européenne et qui pour ce faire, joue sur plusieurs tableaux :
- D'une part réunir sous la même bannière tous les intellectuels antistaliniens (des conservateurs mais, en plus grand nombre, des membres de la gauche non communiste⁵⁴ et l'on voit bien ici la filiation directe avec la genèse des « néocons ») pour, en leur fournissant tous les moyens financiers nécessaires, infléchir et modeler insidieusement mais fermement la pensée dominante au sein de l'élite culturelle en l'orientant vers le libéralisme philosophique mais, en dernière instance, économique. Il est bon de rappeler que cette opération est partie prenante du *plan Marshall* qui, renforçant leur image de libérateur, finit d'idéaliser tout ce qui vient des EU...Après avoir stoppé l'avancée inexorable des idées communistes et anarchistes en Europe de l'ouest, d'abord par l'instauration de régimes fascistes en Allemagne (Hitler), en Italie (Mussolini) et en Espagne (Franco), puis s'être débarrassé du premier, devenu un monstre incontrôlable, par un conflit planétaire⁵⁵ il s'agit à présent d'installer un « pare feu » pour éradiquer la persistance de l'attirance socialiste dans les esprits de tous ceux qui continuent malgré tout à réfléchir.
 - Ensuite, exposer à la face du monde que l'Amérique et son « idéal démocratique » sont les seuls à même de garantir une réelle liberté d'expression intellectuelle et artistique individuelle à contrario de la propagande culturelle, monolithique et cadenassée, du bloc soviétique.

Et « La production diffuse d'un consensus démocratique latent par des agences spécialisées dans la manipulation de l'opinion, la collusion de pouvoirs politiques, économiques et médiatiques dans des périodes de crise des consentements (conflits intérieurs ou internationaux) et la rationalisation défiante de l'opinion publique comme corps sans tête à assujettir ou à encadrer définissent l'orientation du travail de propagande en démocratie. »

⁵⁴A Berlin lors de la fondation du Congrès le 26 juin 1950 sont présent : [Franz Borkenau](#), [Karl Jaspers](#), [John Dewey](#), [Ignazio Silone](#), [James Burnham](#), [Hugh Trevor-Roper](#), [Arthur Schlesinger](#), [Bertrand Russell](#), [Ernst Reuter](#), [Raymond Aron](#), [Benedetto Croce](#), [Jacques Maritain](#), [Arthur Koestler](#), [James T. Farrell](#), [Richard Löwenthal](#), [Robert Montgomery](#), [Tennessee Williams](#) et [Sidney Hook](#).

Au sein du comité américain, [l'American Committee for Cultural Freedom \(ACCF\)](#), ce sont les intellectuels ex-communistes qui affirmaient avec le plus de véhémence la nécessité d'une résistance au communisme : Franz Borkenau (membre du *Parti communiste d'Autriche* jusqu'en 1929), Sidney Hook (compagnon de route des communistes dans les années 1920) ; [Arthur Koestler](#) (membre du *Parti communiste d'Allemagne* de 1931 à 1938) et [James Burnham](#) (membre de la *Quatrième Internationale* de 1934 à 1940). Arthur Koestler et Franz Borkenau appuyaient « à fond l'idée de la constitution d'un mouvement d'opposition frontal au communisme international » James Burnham s'est même prononcé en faveur de la fabrication de *bombes atomiques* américaines. Il a ensuite démissionné de l'ACCF, estimant que celui-ci faisait preuve de trop de mollesse. ([Source Wikipédia](#))

⁵⁵ C'est un raccourci dont la démonstration nécessiterait une remise en question de l'ensemble de l'Histoire officielle du XXème siècle, ce qui bien que je m'y emploie partiellement, n'est pas à ma portée... Mais si je suis dans l'erreur, alors toute ressemblance avec des événements qui suivront dans d'autres régions du monde (par exemple l'Amérique latine) ou même récemment (par exemple l'Irak) ne peut bien évidemment n'être que pure affabulation ...

- Enfin soutenir activement la dissidence dans les pays de l'Est (exemple célèbre et avéré, l'édition par la CIA en Russe du *« Docteur Jivago » de Boris Pasternak* et sa diffusion secrète en URSS) et surtout lorsque c'est possible la médiatiser (recueilli à bras ouverts à l'ouest juste après son expulsion de l'Union Soviétique par le prix Nobel de littérature, Heinrich Böll membre illustre du CILC, Soljenitsyne. fut l'une des premières recrues de choix pour la CIA).

Il faudra attendre 1966, période où la presse avait encore un peu d'indépendance, pour que ce qui ne devait être bien évidemment jamais révélé, éclate au grand jour (enquêtes du New York Times et des magazines *Ramparts* et *Saturday Evening Post*) puis soit confirmé (au moins pour un temps publiquement !) par les aveux officiels de la CIA. Le documentaire *« Quand la CIA infiltre la culture »* - ARTE Allemagne de *Hans-Rüdiger Minow* – 2006 ⁵⁶ est un travail remarquable et particulièrement instructif sur cette lugubre période. De nombreux documents d'époque (archives et interviews) nous en donnent un compte rendu sans appel. Les propos de Tom Braden⁵⁷, agent patenté et influent de la CIA, qui servent de conclusion au film sont glaçants de cynisme assumé et de moralisme corrompu. Mais ils permettent de mettre en évidence un ressort psychologique déterminant qui a permis à tous ces acteurs de s'auto-légitimer et ainsi se soustraire à leur indubitable turpitude.

« Je pense même que seuls les EU étaient à même de faire une telle chose et je suis content que la CIA ait été immorale, pour autant qu'il soit immoral de financer secrètement des activités essentielles pour la liberté de l'humanité. Si cela est immoral alors j'en suis content ! » Braden dixit !

L'inébranlable conviction, qui règne en maître dans une grande majorité d'esprits des dirigeants américains de l'époque (mais est-ce différent aujourd'hui...?), qu'ils sont les uniques détenteurs et protecteurs du Bien contre le Mal semble les protéger du moindre scrupule ; elle leur a permis d'accomplir les pires abominations en toute bonne foi et s'il leur arrive, après coup, confrontés à leurs révélations, de faire mine de s'amender, cela ne débouche jamais sur des remises en question susceptibles d'éviter les prochaines à venir. En

⁵⁶ Il est consultable sur la page vidéo de ce site

⁵⁷ Braden intègre la CIA et, en 1950 prend la tête de l'*International Organizations Division* (IOD). Ses efforts visent la promotion de groupes anticommunistes comme l'*AFL-CIO*. De 1951 à 1954, la CIA fournit un million de dollars par an, grâce à Braden, à *Irving Brown*, un agent de la CIA chargé des relations internationales de l'*AFL-CIO*, et *Jay Lovestone* (1 600 000 de dollars en 1954)

Alors qu'il est à la tête de l'IOD, Braden joue un rôle important dans l'*Opération Mockingbird*. Bien des années plus tard, il a révélé son rôle dans ces événements : « Si le directeur de la CIA voulait offrir un présent, disons, à quelqu'un en *Europe* - un chef *travailliste* - supposons qu'il y a juste pensé. Cet homme peut utiliser 50 000 dollars, il travaille bien et fait un bon emploi - il pourrait le lui donner et ne jamais en rendre compte à personne... Il n'y avait simplement pas de limite à l'argent qu'il pouvait dépenser, pas de limite aux gens qu'il pouvait embaucher et pas de limite aux activités qu'il pouvait juger nécessaires à la conduite de la guerre - la guerre secrète... C'était une multinationale. Peut-être était-ce une des premières. Les journalistes étaient une cible, les syndicats une cible particulière - qui était l'une des activités dans lesquelles les communistes dépensaient le plus d'argent »

toute logique avec ce permanent renversement de valeur, cette pseudo-transparence, post forfait, leur permet tout simplement de renforcer leur image démocratique...

7²) L'idéologie

Mais revenons aux futurs « néoconservateurs » et à leur « corpus idéologique »...

Ils sont très difficiles à discerner politiquement puisqu'ils se placent à cheval sur le clivage gauche-droite... C'est une constante et certainement un des éléments essentiels de leur succès d'avoir ainsi déversé un tombereau de confusion sur des idéaux fondamentalement antagonistes et d'y avoir réussi. Mais nous verrons un peu plus loin que cet imbroglio est certainement consubstantiel à la philosophie politique américaine, voire à sa constitution en tant qu'Etat...

Le parcours d'Irving Kristol s'offre immédiatement comme un incontournable accès :

Fondateur officiel des revues *Commentary* et *Encounter* (il sera plus tard celui des revues *The Public Interest*, centrée sur les questions politiques et culturelles, et *The National Interest*, axée sur les affaires étrangères) il est considéré comme l'instaurateur du « mouvement ». Lors de ses études d'Histoire, il a été membre de la *Quatrième Internationale*, fondée par Léon Trotski. Après la Deuxième Guerre mondiale, au cours de laquelle il sert en Europe dans l'infanterie, il s'éloigne progressivement de la gauche et de l'idéologie progressiste. **Il définira plus tard le « néoconservateur » comme un homme de gauche qui s'est fait agresser par la réalité (sic !)**. Ce traumatisme psychologique converti en absurdité philosophique, schisme fondateur de sa pensée, semble bien l'origine de son incohérence idéologique. Etre à gauche, par définition (nous le verrons plus loin) est bien évidemment une hétérodoxie et implique, en la contestant, de s'affronter à la Droite en tant qu'« ordre établi », donc au réel. Cette proclamation originelle démontre donc (à son insu ?) en plus de sa pusillanimité, le manque patent de pertinence et de logique de ce prétendu « penseur » ! Par contre, à contrario, il faut reconnaître que son carriérisme demeurera, lui, d'une constante rigueur...

Mais ici, il faut s'arrêter un instant, car cette justification, « **la confrontation au Réel** », fonde et préfigure l'argumentaire ressassé depuis, à l'envi, par tous les thuriféraires du libéralisme économique et qui a finalement abouti aux inepties conceptuelles de « la pensée unique » et de la « la fin de l'Histoire⁵⁸ :

Il est toujours étonnant de constater que ce laïus, en dépit de son idiotie, d'abord, ait pu se perpétuer jusqu'à nos jours et que, pire encore, il puisse servir, en dernier ressort, d'irréfutable et arrogante démonstration de la supériorité de la démocratie capitaliste puisque seul système économique et politique à prendre en compte « le réel ». Or il n'est pas quand même nécessaire d'être un logicien de très haut niveau pour se rendre compte que cette « réalité » insurpassable n'est rien d'autre que celle que « **ce** » système produit lui-même (en l'occurrence et par exemple, pour Kristol, la

⁵⁸ [janvier 2017] Et depuis peu à la post-vérité ! Bien sûr, j'y reviendrai...

seconde guerre mondiale dont la « génération spontanée » n'a, à ma connaissance toujours pas été démontrée !

Ainsi, naïfs ou lucides, Kristol et ses amis ne pouvaient être qu'instrumentalisés par la stratégie anticommuniste des gouvernements américains d'après-guerre via le CILC et la CIA ce qui, de fait, les discrédite sans appel.

Si se pencher sur la biographie de Kristol et sa progression vers les hautes cimes du pouvoir (trajectoire que son fils William « Bill » Kristol va prolonger avec encore plus de succès !) n'a que très peu d'intérêt, à l'inverse, nous l'avons déjà vu, ses prises de position méritent toute notre attention ; et tout particulièrement celle concernant le rôle de l'Etat qui, à elle seule, permet de mettre à nu la rhétorique à l'œuvre. Pour lui :

« Les politiques d'aides sociales malgré leurs bienveillants objectifs primordiaux provoquent la dépendance et au final dépossèdent les pauvres de l'énergie nécessaire à la lutte pour se réinsérer. »

Dans cette « analyse critique » primale et primaire d'une des fonctions essentielles de l'Etat Républicain (la solidarité issue directement de l'Egalité associée à la Fraternité), où se révèle d'emblée toute la fausseté du raisonnement comme son évidente perversité, se profile également toutes les implications à venir...

Mais, en réalité Kristol n'invente rien ! Il reprend tout bonnement à son compte la critique de l'« Etat providence » argument de prédilection des « libéraux » de tous bords, dont la source remonte en réalité à la Révolution française. Car cette « dialectique » s'adosse à la notion bien connue sous le nom de :

« L'effet pervers ».

Elle est d'ailleurs, à priori, tout à fait respectable puisqu'elle nous interpelle sur le fait que **le bien n'engendre pas systématiquement le bien** même s'il n'est pas interdit, sans en nier la relative véracité, de la juger d'une grande platitude.

Pourtant, appliquée à celle de progrès social, elle va au cours des siècles devenir une redoutable rhétorique contre-révolutionnaire. Cette *thèse de la perversité* ou de *l'effet pervers* est, pour ce qui est du thème ici traité, particulièrement instructive car elle se rattache sémantiquement à l'origine des termes *réaction* et *réactionnaire* :

En effet le couple action/réaction, dérivé de la troisième loi de Newton, « à chaque action s'oppose toujours une réaction égale », se vulgarisa rapidement du fait de son prestige scientifique et fut aisément employé, comme il arrive souvent en sciences sociales, comme gage de rationalité.

Alors que le terme de *réaction* n'induisait, au départ, aucun sens péjoratif, son utilisation pendant la Révolution Française par Benjamin Constant dans un pamphlet de jeunesse intitulé (« Des réactions politiques » écrit en 1797) va lui en associer un qui ne le quittera plus. Il y soulevait l'hypothèse que les *réactions* contre les excès des jacobins avaient engendrée de bien plus terribles excès. Et que l'Esprit des Lumières ayant survécu à l'extrémisme de la Terreur, même au sein de ses plus farouches discriminateurs, la Révolution demeurerait, malgré « ses excès », un moment essentiel du mouvement progressiste de l'Histoire humaine ; une opinion, à l'époque, certainement prédominante...Ainsi il est permis de penser que tous ceux qui *réagissent*

de manière totalement négative furent, à partir de là, perçus et désignés comme des « réactionnaires ».

Et, c'est là que cela devient très intéressant, car cet effet de stigmatisation par la pensée dominante fut certainement à même de contenir leurs ardeurs contre-révolutionnaires en les assimilant à des antis progrès, des antimodernes. Mais, dans le même temps, les força, simulant une adhésion au moins partielle, à contourner l'obstacle en arguant qu'une action à visée progressiste, pouvait produire « par un concours de conséquences non voulues l'exact opposé de l'objectif poursuivi ».⁵⁹ Bien que ce raisonnement s'apparente à une chaîne de syllogismes pour le moins paradoxale (le bien ne produit pas forcément du bien... Or le progrès par essence est un bien... Donc le progrès ne débouche pas systématiquement sur du bien) il est facile d'en mesurer immédiatement la potentielle efficacité. Elle ne manquera pas de séduire tous ceux dont les privilèges et autres prérogatives se trouveront, par la suite, menacés par des processus historiques révolutionnaires.

D'un coup, sous la crudité de cet éclairage, les dits « néoconservateurs » apparaissent pour ce que, par essence, ils sont réellement, à savoir, de simples « réactionnaires ».

Les libéraux (économiques) américains se doivent d'endiguer la propagation d'un idéal socialiste prônant une société sans classe à même de balayer « le droit naturel à la propriété » et la mainmise des possédants sur les leviers de gouvernance. L'émergence d'un groupe d'intellectuels « en réaction » à cette menace et en marge du pouvoir exécutif n'est donc en rien une nouveauté historique mais bien plutôt l'expression la plus banale du bégaiement de l'« Histoire » et la limpide démonstration que la domination s'exerce et s'abrite toujours grâce aux mêmes vieilles bonnes recettes !

Prétendument issus de la « Gauche révolutionnaire internationale », donc porteurs des idées prédominantes vers le progrès social, ils ont su immédiatement, à l'instar de leurs homologues post-révolutionnaires français, louvoyer pour ne pas risquer l'affrontement direct avec leur milieu intellectuel d'origine et garder un semblant de crédibilité. Et ainsi, un pied dans chaque monde, ont pu commencer leur travail de sape en toute sécurité, en quelque sorte protégés et légitimés par « la liberté d'expression » et l'indéniable droit à la prospective intellectuelle universitaire.

Le parallèle est saisissant et cette rhétorique perverse, ayant, comme toujours, parfaitement réussi, son utilisation ne manquera pas de se systématiser, et peu d'ores et déjà être considérée comme leur marque de fabrique ! La suite va le prouver...

A cette époque, comme nous l'avons déjà vu plus haut, la récompense de leur duplicité aura été proportionnelle à la subtilité de leur trahison. Car une telle offensive contre le rôle régulateur de l'Etat ne pouvait qu'enchanter les tenants du Capitalisme de l'époque et les inciter à s'attacher au plus vite ces « idéologues » inespérés.

⁵⁹ Ce raisonnement, qui ne m'appartient pas, est tiré d'un livre essentiel sur ce sujet et intitulé « Deux cents ans de rhétorique réactionnaire : le cas de l'effet pervers » écrit par [Albert O. Hirschman](#) et édité aux éditions Fayard

De fait ce dévoilement initial de la conception de l'Etat, qui cherche à en extraire la composante sociale peut être vu comme la première et décisive porte ouverte vers l'idéologie qui, à présent, nous a ensevelis. Il assimile le principe égalitaire et constitutionnel de la République de répartition des richesses produites par l'ensemble de la nation à une simple action caritative dont il est alors très facile de démontrer les effets pervers. Et ainsi, en toute logique, assigne à l'individu la seule et entière responsabilité de son positionnement dans la hiérarchie économique et sociale. Au demeurant banale optique, **en soi**, pour les tenants d'un capitalisme cynique et assumé mais bien évidemment jamais promu par un corpus idéologique de gauche. Une aubaine, donc, qui méritait toutes les attentions...

Pour un temps, quelque peu embarrassé par une documentation excessive et souvent contradictoire sur ce « groupe » et la « doctrine » dont ils seraient à l'origine, qui va d'ailleurs sensiblement fluctuer jusqu'à nos jours, il m'apparaît ainsi, au final, que ce « corpus idéologique » n'a pour véritable cohésion que d'avoir servi dès l'origine (en plus des leurs, avec des hauts et des bas) les intérêts bien plus pragmatiques des pouvoirs économiques et financiers, seuls depuis le début réellement dominants. L'apparition, en ce début d'après-guerre, d'un petit groupe de jeunes universitaires directement issus du campus le plus contestataire (mais réputé) de l'époque sautant à pied joint de l'antifascisme à l'anticommunisme et, dans cet amalgame, absorbant le premier dans le second, ne peut être ignorée par la « machine de propagande » gouvernementale américaine en pleine expansion, phénomène qui mérite d'être observé attentivement.

7³) Guerre froide et propagande

Le « machiavélisme », en tant qu'application cynique des écrits de Machiavel⁶⁰, est bien évidemment au cœur de tels projets de manipulation des masses. Et le principe fondamental qui va grandir en importance avec l'apparition de moyens technologiques de communications à portée universelle est bien celui du paraître. Dans le chapitre XVIII du *Prince*, on peut lire :

« Il est nécessaire [au prince] de savoir bien farder cette nature [déloyale] et d'être un grand simulateur et dissimulateur : les hommes sont si simples et obéissent si bien aux nécessités présentes, que celui qui trompe trouvera toujours quelqu'un qui se laissera tromper. »

Et je voudrais ici émettre l'hypothèse que la sophistication américaine dans ce domaine (son haut degré de perfection stratégique et technique) constitue l'élément décisif du triomphe des tenants du Capitalisme sur ceux du Communisme.

⁶⁰ Les écrits de Machiavel bien qu'adressés à un Prince pour rentrer dans ses bonnes grâces (une sorte d'auto-application des thèses développées) sont d'abord et avant tout un décryptage quasi exhaustif des turpitudes exercées pour accéder et se maintenir au pouvoir. Ils peuvent (et à mon sens doivent) être vus et compris comme un dévoilement beaucoup plus que des conseils car au final il n'a rien inventé !

En comparaison, la propagande soviétique, emphatique et académique (*réalisme soviétique*), organisée essentiellement autour de la glorification des dirigeants ou du peuple idéalisé apparaît simpliste, grossière et surtout facilement décelable.

Le camp de l'Ouest s'est très vite auto-désigné comme celui de « La Liberté » et a très vite appris à dissimuler le message de propagande au sein des productions culturelles de tous ordres en même temps qu'il produisait une image idéalisée de la vie quotidienne occidentale par la publicité consumériste, l'***American way of life*** ! En termes d'attractivité, l'écart est considérable !

Mais, d'un côté comme de l'autre, tout ceci s'apparente encore à des campagnes publicitaires, plus ou moins bien camouflées, un endoctrinement certainement efficace mais « soft ». L'application à grande échelle du principe « machiavélique » précité sera l'étape suivante et les USA seront les seuls à la mettre en œuvre.

Ainsi, il est alors possible d'observer ce moment historique, en soi peu signifiant (le « retournement » idéologique de quelques dizaines d'étudiants), comme le point clé d'une évolution radicale dans la stratégie de gouvernance.

Cependant je n'oublie pas que la « démocratie » américaine n'a jamais été monolithique... Ce qui peut apparaître, avec le recul, comme la mise en œuvre d'un plan prémédité n'est à chaque fois, que la résultante de rapports de forces complexes et multiples, dont l'issue n'a jamais été certaine.

De fait l'importance incontestable des apprentis « *néoconservateurs* » dans l'immédiate après-guerre, directement consécutive à leur utilité dans le combat idéologique contre l'idée communiste, va sensiblement s'atténuer dans les décennies qui succéderont.

Ici il me semble nécessaire de préciser quelques points, bien que rarement évoqués, d'une très grande importance... Lorsque l'on parle du neoconservatisme ce n'est, la plupart du temps, qu'en tant que « corpus idéologique », plus ou moins bien théorisé par quelques figures emblématiques. Or, ce n'est que par son écho, d'abord auprès de la classe politique, puis de son retentissement dans les consciences individuelles, via la médiatisation électoraliste, qu'il est parvenu à s'imposer comme un incontournable paramètre de la vie politique américaine. Mais son influence, on l'a vu, n'est, bien évidemment, en rien proportionnelle à la justesse de ses thèses. Sinon ses prosélytes n'auraient certainement jamais émergé d'un prophylactique anonymat !

En fait, à bien y regarder, le ramassis de préceptes qui le compose n'est au final qu'un catalogue quasiment exhaustif des pires idées ***réactionnaires*** que la pensée conservatrice a été capable d'engendrer. Et on ne peut véritablement mesurer leur impact au sein de la société américaine sans s'interroger sur la « nature » profonde de cette dernière, en définitive de ce qui la fonde ! Alors pour comprendre un peu plus il s'avère indispensable (enfin de mon point de vue !) de s'interroger plus précisément sur un *champ politique* américain qui nous est finalement foncièrement étranger et de plonger dans ses origines. Et, en même temps, de tenter une analyse comparée des deux « révolutions » quasi simultanées et trop souvent assimilées (d'abord dans les colonies américaines sous tutelle britannique puis en France) qui introduisirent la civilisation

occidentale dans ce que l'on peut nommer, sans trop de risque d'être contredit, son *ère moderne*. Un nouveau long détour, sans doute, mais qui osera contester que seule l'Histoire donne les clés de compréhension du présent ? Et puis, compte tenu du sujet abordé, il est quand même plutôt logique de se pencher sur ses origines ne serait-ce que pour répondre à la question : Conservatisme, oui... mais de quoi !?

8) Indispensable détour

8¹) La « révolution » américaine

Il est immédiatement utile et instructif de prendre conscience que l'établissement de ce nouvel Etat fut essentiellement dicté par un principe de nécessité et non issu d'une stratégie préméditée. L'Histoire officielle rapporte que confrontées à l'autorité abusive (de leur point de vue) de la Couronne britannique ces treize colonies d'Amérique du Nord, finirent par s'insurger et en vinrent à signer une déclaration d'indépendance en 1776 et se séparèrent unilatéralement de la Grande-Bretagne. Ceci provoqua une « guerre d'indépendance » qui finira par donner naissance aux États-Unis d'Amérique.

Au-delà de cette image d'Épinal de la genèse et des causes du conflit il faut immédiatement noter que chacune de ces colonies, bien que toutes plus ou moins assujetties au pouvoir central britannique, possède un statut propre qui dépend de son Histoire et une autonomie, donc des intérêts spécifiques, d'emblée et radicalement, les différencient (pour en savoir plus cf. Wikipédia). Il en résulte qu'elles ne sont en rien prêtes à s'associer et encore moins à se dissoudre dans une institution fédérale dont elles ne peuvent, à priori, que redouter une nouvelle mainmise autoritaire.

Il nous est dit que ce n'est que soumis au despotisme de la couronne qu'elles auraient décidé de se réunir et de la défier... !? Il est vrai que financièrement ruinée par la Guerre coloniale de Sept Ans (1756-1763, cf. ci-dessous) entre la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne, Londres décida unilatéralement de faire supporter une partie des frais de guerre aux colons américains par l'instauration de nouvelles taxes, ce qu'ils refusèrent en masse. De plus le gouvernement britannique interdit aux colons des treize colonies d'étendre leurs territoires à l'ouest des monts Appalaches afin, disait-il, « d'éviter les conflits avec les Amérindiens » (sic !). Si l'on y ajoute l'instauration du monopole du trafic des marchandises (dont le thé) réservé à la marine marchande britannique bientôt suivi par l'interdiction de vendre à un autre pays que la Grande-Bretagne il apparaît clairement que cet ensemble de mesures ne devait pas être, du tout, du goût de la classe possédante marchande, dominante à l'époque, surtout en Nouvelle Angleterre, même si cela enlève, bien évidemment une grande part de sa dimension mythique à ce mouvement insurrectionnel.

De fait il est indispensable de re-contextualiser cet épisode pour s'extraire de la légende glorieuse d'une nation qui se soude face à l'adversité pour revendiquer et obtenir sa liberté.

Il faut le voir comme un épiphénomène des rapports conflictuels qu'entretennent depuis plus d'un siècle et demi (en fait depuis la découverte de l'Amérique) autour de la conquête et l'appropriation de tous ces territoires convoités pour leurs richesses réelles ou supposées, les grandes puissances maritimes de l'époque et pour ce qui est de l'Amérique du Nord tout particulièrement l'Espagne, l'Angleterre et la France.

Cette dernière, à partir XVI^e siècle, a acquis progressivement un immense territoire à l'ouest et au Nord des futures colonies britanniques ; espace côtier, qu'attirée uniquement par la pêche et les animaux à fourrure, elle avait tout simplement négligé... Nommée la Nouvelle-France, avec Québec pour Capitale, ce n'est qu'à la lecture d'une carte que l'on peut se rendre compte réellement de son importance et immédiatement mesurer les enjeux stratégiques entre la Couronne anglaise et la Royauté française.



La tête de pont britannique se révèle ainsi totalement bloquée dans son expansion vers l'Ouest,⁶¹ source inéluctable de tensions ne pouvant déboucher que sur un conflit majeur. Ce sera la *Guerre de Sept ans*, déjà citée plus haut, que beaucoup considèrent comme la première mondiale, qui amènera à la *reddition de la Nouvelle-France* en 1760, pour aboutir enfin au premier *traité de Paris de 1763* ; ce dernier mettant fin à la prédominance de la France en Europe et laissant le champ libre à l'influence anglo-saxonne, notamment en Amérique du Nord et ainsi sur le monde futur à venir... ! D'un coup, en cette fin de XVIII^eme, bien que le tableau se soit un peu complexifié, il devient plus évident d'y discerner les véritables et essentiels déterminants. Derrière la mutinerie, peu contestable, de colons se considérant injustement traités et profitant de l'éloignement physique de l'autorité souveraine pour tenter de s'affranchir de son joug, pointe l'importance du conflit sous-jacent entre une Angleterre triomphante et une France diminuée, qui va par ailleurs bientôt être entraînée dans une tourmente sociale d'une ampleur jusqu'alors inédite. Sur cette période, il est tout à fait instructif de consulter un ouvrage remarquable *« Les Français en Amérique pendant la Guerre de l'Indépendance des États-Unis 1777-1783. (1872) »* écrit par Thomas Balch, homme de loi et historien [1821-1877]. S'il relève, à mon

⁶¹ La population des colonies anglaises, en pleine expansion, se chiffre à environ 2 millions contre seulement quelques 60 000 habitants en Nouvelle-France

sens, d'une vision naïve, romantique et moralisante des enjeux politiques de l'époque⁶², il offre une mine d'informations de première main, aptes à appuyer un point de vue plus objectif sur ce qu'il s'est réellement passé...En voici deux extraits qui ont retenu toute mon attention :

« Cependant toutes les nations de l'Europe étaient épuisées par cette guerre, qui avait fait périr un million d'hommes. La France y avait dépensé pour sa part treize cent cinquante millions. Par le traité de Paris elle ne conserva que les petites îles de Saint-Pierre et Miquelon avec droit de pêche près de Terre-Neuve et dans le golfe Saint-Laurent. Elle recouvra la Guadeloupe, Marie-Galande, la Désirade, la Martinique ; mais céda la partie orientale de la Louisiane aux Espagnols. L'Angleterre avait atteint son but ; l'expulsion complète des Français du continent américain et la ruine de leur marine.» (p.64)

« Les officiers français, qui parcouraient pour la dernière fois le Canada et la vallée du Mississippi, en jetant un regard d'adieu sur ces fertiles contrées et en recevant les touchants témoignages d'attachement des Indiens, ne pouvaient s'empêcher de regretter le territoire qu'ils étaient obligés de céder. Le duc de Choiseul pensait tout autrement. Il lisait dans l'avenir. Il le faisait sans arrière-pensée, avec la conviction qu'il prenait une bonne mesure politique. Il pensait que le temps était proche où tout le système colonial devait être modifié. « Les idées sur l'Amérique, soit militaires, soit politiques, sont infiniment changées depuis trente ans, » écrivait-il à Durand, le 15 septembre 1766. Il était persuadé que la liberté commerciale et politique pouvait seule désormais faire vivre les États du nouveau monde. Ainsi, du jour où un acte du Parlement établit des taxes sur les Américains, la France commença à faire des démarches pour pousser ceux-ci à l'indépendance. »⁶³ (p.67). (C'est moi qui souligne...)

On rapporte que *Choiseul*, signant l'abandon du Canada aux Anglais, aurait dit :

« Enfin, nous les tenons !».

C'était, en effet, délivrer les colonies américaines d'un voisinage qui les forçait à s'appuyer sur la métropole. Cette clairvoyance est prémonitoire, si ce n'est que le royaume de France n'en récoltera pas les fruits. Elle peut par contre servir de fil d'analyse pour juger du champ de forces en présence à la suite de ce fameux traité.

La couronne britannique semble avoir atteint ses objectifs... mais elle se trouve considérablement endettée et, surtout, ses treize colonies n'ont plus besoin de son soutien militaire. Bien au contraire, elle représente à présent le seul frein véritable pour leur expansion vers l'ouest ; d'indispensable alliée elle est devenue la principale entrave d'autant plus qu'elle prétend leur faire payer une grande partie de la note.

Au sein de la bourgeoisie marchande, tout particulièrement concernée, la résistance va s'organiser pour s'opposer à la politique de taxes instaurées par les Britanniques. Des

⁶² cf. par exemple, le chapitre IV, « Les causes réelles de la guerre »...

⁶³ Choiseul, signant l'abandon du Canada aux Anglais, dit : Enfin, nous les tenons. C'était, en effet, délivrer les colonies américaines d'un voisinage qui les forçait à s'appuyer sur la métropole.

organisations plus ou moins secrètes vont apparaitre « spontanément », tout le long de là côte Est, opérant un lent mais efficace travail de propagande et de ralliement. La plus célèbre et certainement la plus active fut celle nommée « Sons of Liberty »⁶⁴ et qui acquit sa renommée lors de l'épisode mythique du 16 décembre 1773 au cours duquel une soixantaine de membres des « fils de la liberté » montèrent de nuit sur trois navires anglais appartenant à la Compagnie anglaise des Indes orientales (autorisée par le Tea Act votée en mai 1773 par le Parlement britannique, à vendre son thé aux colonies de l'Amérique du Nord sans s'acquitter de taxes) et jetèrent toute la cargaison par-dessus bord... !

Idée reçue, profondément enracinée dans la mémoire collective américaine, sous le nom de Boston Tea Party ce « haut fait » est devenu un des symboles majeurs de la révolution américaine, peut-être le plus emblématique, malgré sa relative modicité, comparé par exemple à son équivalent Français : La prise de la Bastille... On a les symboles que l'on peut !

[Il est frappant autant que cocasse de noter au passage qu'un des mouvements politiques les plus réactionnaires de ces dix dernières années aux USA s'en réclamera au point de se nommer lui-même « Tea party ». Loin d'y voir un dévoilement de sens il me semble qu'il s'agissait bien là, comme ses membres le revendiquaient haut et fort, d'une véritable restauration de l'esprit fondateur du pays ; ce que les élites conservatrices ont certainement eu grand tort de mépriser ou négliger, au regard de l'émergence, aujourd'hui, du phénomène « Donald Trump » et de son cortège d'immondices ainsi dévoilés.]

S'il est incontestable que ces associations dites des « fils de la liberté » et autres « patriots » servirent pleinement les desseins de leurs instigateurs,⁶⁵ leur quiddité⁶⁶ autant que les caractéristiques de leurs actions méritent certainement d'être regardés d'un peu plus près. De nombreuses colonies (surtout celles du centre) restées loyalistes leur étaient franchement hostiles, autant parmi les classes dominantes que dans la population (une part importante finira d'ailleurs par se ranger derrière l'armée britannique) et l'on peut donc supposer que leur implantation dans ces territoires ne furent certainement pas toujours des plus simples... Par contre, sans cette « organisation de terrain, il est fort probable que l'unification finale n'ait jamais abouti. Ce sont les « committees of correspondence »

⁶⁴ « Dans l'inconscient populaire américain, les Fils de la Liberté était une organisation secrète dont les leaders étaient pourtant connus. L'expression finit par désigner tout opposant à la politique fiscale et militaire de la métropole. Le profil sociologique des Fils de la Liberté n'était pas uniforme : on trouvait aussi bien des avocats que des ouvriers. Les représentants les plus importants de ce mouvement étaient Paul Revere, Thomas Young, Joseph Warren, Patrick Henry, John Hancock, James Otis, Thomas Crafts Jr, John Adams et son cousin, Samuel Adams, qui fut le meneur de la rébellion en Nouvelle-Angleterre.

Les actions des Fils de la Liberté allaient de la publication de pamphlet, à la plantation d'arbres de la liberté, de réunions à la violence urbaine. Les comités de correspondance permettaient d'établir un réseau entre les associations des différentes villes américaines. » Wikipédia

⁶⁵ Peut-être existe-t-il déjà et seule mon inculture m'en a privé, mais si ce n'est le cas Il serait d'un grand intérêt d'entreprendre un travail historique sérieux sur l'organisation sous-terraine (financement, leadership, etc.) de ces divers et multiples mouvements de rébellion...

⁶⁶ Essence d'une chose, ce qui fait qu'une chose est ce qu'elle est.

(comités de correspondances) qui en réalité jouèrent un rôle majeur d'information et de coordination à une époque où les nouvelles étaient généralement diffusées sous forme manuscrite et transportée par des courriers à cheval ou par bateau.

Dès la fin 1772 Samuel Adams et Joseph Warren (figures tutélaires des « fils de la liberté ») entreprirent d'implanter ces comités dans chaque colonie et à grande échelle ! (plus de cent comités de correspondance furent rapidement mis en place dans le Massachusetts !). Et ce sera celui de Boston, sous la direction de Samuel Adams lui-même, qui s'instaurera, « tout naturellement », comité central devenant du coup, un acteur essentiel de la « révolution américaine ». Je ne m'attarderais pas autant sur ce moment s'il ne m'apparaissait pas particulièrement révélateur de l'illusion qui brouille depuis les esprits. Ce « centralisme bureaucratique » (comment le nommer autrement ?) parce qu'il est finalement à la source de l'amplification du mouvement de révolte a, au final, bien plus à voir avec la manipulation planifiée des consciences qu'à l'indispensable nécessité de coordination entre de nombreux foyers dispersés de résistance **spontanée** à l'ordre établi.

Ce « soulèvement dit populaire » s'apparente de plus en plus, à mesure que l'on s'enfonce sous la surface de la légende, à l'orchestration préméditée (par un nombre relativement réduit de « notables bourgeois » de plus en plus réfractaires au joug de La Couronne) des conditions sociales donc politiques, puis enfin militaires, aptes et nécessaires à engendrer la possibilité d'une rupture institutionnelle radicale.

De fait, ces tensions sociales et politiques, vont perdurer de nombreuses années sans conséquences notables et il faudra « attendre » avril 1775 pour entendre les premiers coups de feu, considérés comme l'officielle déclaration de guerre contre la Grande-Bretagne et finalement surtout consécutifs aux surenchères maladroites de l'Etat tutélaire ne s'inquiétant que bien trop tard de l'ampleur de la rébellion.

Ce n'est donc que contraintes et ralliées, bien tardivement aussi, au bon vieil adage « l'union fait la force » que ces « futures-ex-colonies » vont tenter de s'associer.

Lors du « Premier Congrès continental », composé de 55 délégués directement issus des « Comités de correspondance », loyalistes et « patriots » s'affrontent violemment et les débats qui courent du 5 septembre 1774 au 26 octobre 1774 sont, pour le moins, sans grand effet sur le réel...Il n'est, de fait aucunement question de séparation avec la Couronne mais de réparation des torts qu'elle inflige aux colonies. Puis, étonnement brisés dans leur élan par le déclenchement des hostilités, les congressistes vont décider d'un ajournement et prévoir un Second Congrès pour le 10 mai 1775 (7 mois plus tard !?). Il est peut être ainsi permis d'y voir bien plus un avortement du processus d'unification enclenché que ses prémices véritablement favorables...Mais six mois plus tard, les Batailles de Lexington et Concord, considérées comme les premiers engagements militaires de la guerre d'indépendance des États-Unis, vont largement contribuer à le remettre sur les rails.

Le premier « affrontement » (Lexington) bien loin d'être une réelle bataille rangée entre les patriots et les forces britanniques n'est au final qu'une escarmouche dont le retentissement n'aurait jamais dû dépasser les limites de cette modeste bourgade et, d'ailleurs, dont la responsabilité demeure, pour le moins, fort sujette à caution. Mais l'enchaînement des événements qui en résulta allaient être de nature à bousculer l'ordre des choses. Je n'en

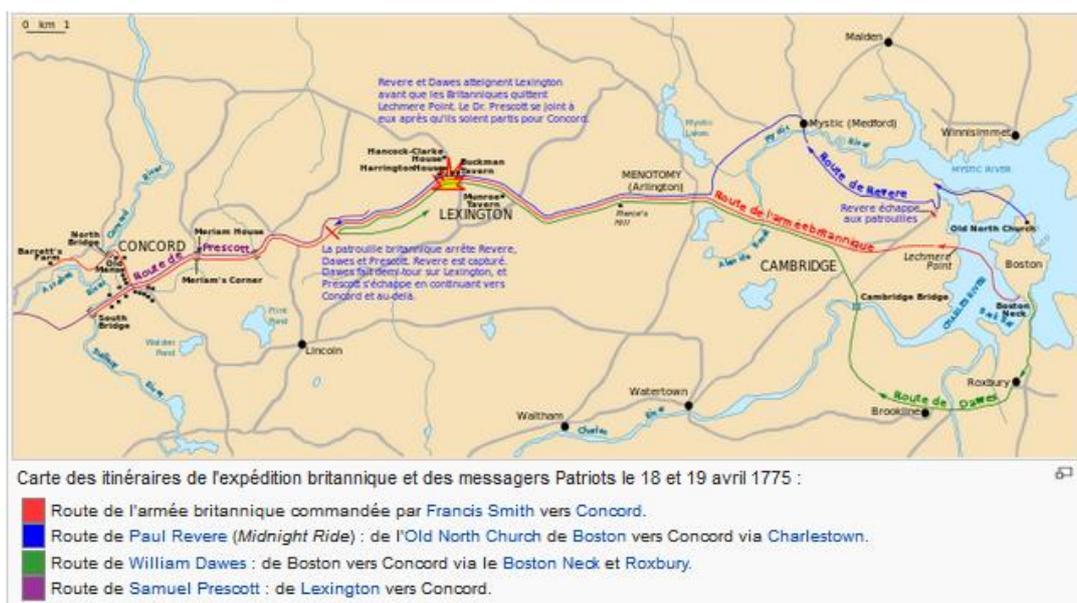
donne bien sûr ici que les grandes lignes et renvoie à l'article extrêmement circonstancié de [Wikipédia](#) sur ce sujet dont voici un aperçu des plus instructifs :

« Les batailles de Lexington et Concord sont symboliques pour les Américains car elles sont des éléments déclencheurs de la future indépendance des États-Unis et des preuves visibles de leur recherche de liberté. Les explications sur le déroulement de ce 19 avril 1775 ont fluctué au fil du temps et des témoignages, notamment concernant l'identité de l'agresseur et du camp à l'origine du premier tir, jusqu'à en avoir une version mythifiée correspondant à leur recherche d'identité nationale propre, même si elle est parfois éloignée de la vérité. »

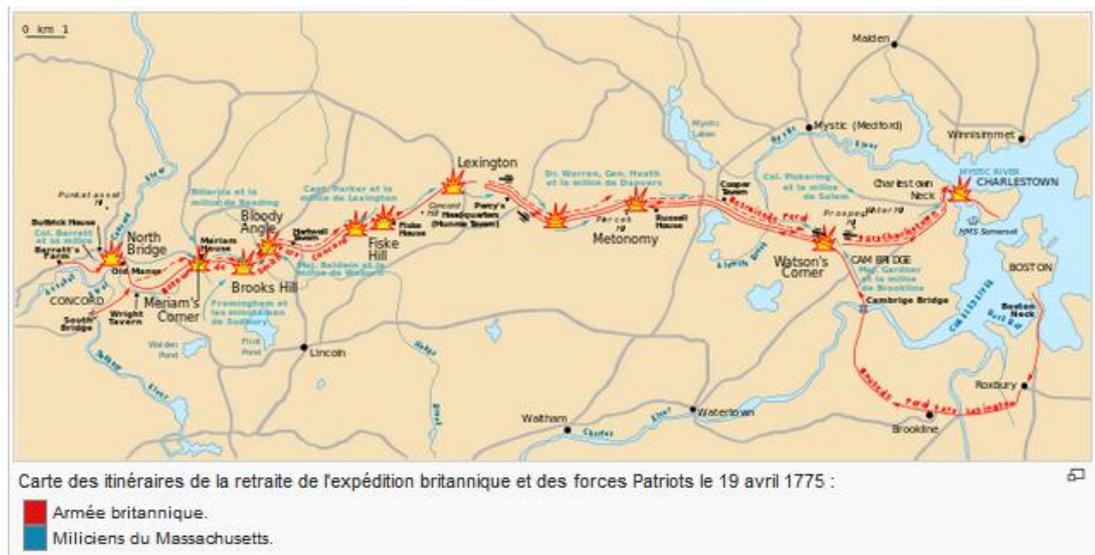
Alors, ayant pris connaissance des faits dans leurs détails connus et/ou suspectés, l'on est en droit de s'interroger sur la validité de la version officielle qui en a, immédiatement et fort à propos finalement émergé et qui valide et légitime la résistance des insurgés face à l'arbitraire et à l'iniquité du pouvoir royal !

En ce début d'avril 1775, les 700 militaires de l'armée régulière britannique « obéissant à des ordres secrets » qui débarquent à Boston pour capturer les dirigeants de la rébellion (en particulier [Samuel Adams](#) et [John Hancock](#)) et détruire les entrepôts d'armes que détiendrait la milice du Massachusetts établie à Concord, apparaissent dès le début bien plus comme les jouets d'un scénario qui les dépasse que comme le « commando » de professionnels surentraînés qu'ils sont censés être. Trahis depuis des semaines et attendus de pied ferme ils vont se jeter (comment ne pas le voir ainsi !?) dans le piège qui leur est tendu. L'expédition de nuit, désorganisée du début à la fin, ne profitant plus aucunement de l'effet de surprise et s'enfonçant, sans possibilité de secours, en territoire ennemi, offre aux « patriots » une opportunité qu'ils vont s'empresse de saisir et renverser ainsi la situation à leur avantage. Les deux cartes suivantes me semblent largement suffisantes pour se faire une idée assez précise de ce qui s'est réellement passé.

A l'aller...



Et au retour...



Il est peut être également possible de penser que Samuel Adams et John Hancock, les deux cibles présumées de cette opération (ce qui les entérine de fait comme essentiels et dangereux meneurs de la rébellion) puissent avoir été les instigateurs et brillants manipulateurs de cet épisode doublement catastrophique pour le pouvoir britannique : D'une part parce qu'il aboutira au siège de Boston par plus de 15 000 miliciens venus de toute la Nouvelle-Angleterre, qui durera près d'un an (19 avril 1775 – 17 mars 1776) et se soldera par l'évacuation des forces armées nécessitant 120 navires emmenant plus de 11 000 personnes à bord.

8²) Le Second Congrès Continental ou première ébauche de constitution

De fait ces deux personnages, figures centrales et mythiques de la légende révolutionnaire, et tout particulièrement le premier, dont les capacités organisationnelles ont été unanimement reconnues et saluées, mériteraient certainement un approfondissement un peu plus objectif de leur rôle sous-jacent, mais certainement déterminant, dans le déroulé de ce moment clé de l'Histoire américaine...Mais ce travail existe peut-être et je ne le connais pas ! En tout cas la suite arrive à point nommée...

En effet, sans faire preuve d'une grande perspicacité, on peut envisager que la tenue à la Pennsylvania State House (aujourd'hui *Independence Hall*, à peine un mois plus tard, du Second Congrès continental ne pouvait manquer d'en être grandement influencée et bien sûr à l'avantage évident des séparatistes. D'autant que ces derniers auront l'intelligence stratégique de jouer sur les deux tableaux : prôner la paix et la conciliation (*Pétition du rameau d'olivier*) tout en accusant le parlement britannique d'oppression en le désignant comme le principal agresseur et, dans le même temps, publier « The Declaration of the Causes and Necessities of Taking Up Arms » qui comme l'intitulé le déclare sans ambages est un appel à la militarisation des colons tout en stipulant et assurant, en toute bonne foi, que les armes seraient déposées, sitôt leurs droits respectés et garantis. Nous verrons un peu

plus loin que cet article resurgira lors de la Constitution définitive sous la forme du si controversé « [Deuxième amendement](#) ».

Cette assemblée de délégués des 13 colonies américaines va siéger du 10 mai 1775 au 1^{er} mars 1781... faire office de gouvernement et prendre des décisions concernant la politique étrangère, la guerre et la monnaie et finalement faire sécession le 4 juillet 1776 par une [proclamation d'indépendance](#), à posteriori une étape majeure, bien sûr, mais sur l'instant et en réalité, uniquement symbolique. De fait il s'agit d'abord d'un message interne aux colonies, certainement le coup de force décisif apte à endiguer l'incontestable résistance d'une grande part de la population des colonies et de ses élites particulièrement réticentes voire totalement hostiles à « couper le cordon » avec la mère patrie.⁶⁷ Ce schisme sociologique, systématiquement minimisé, souvent même enseveli sous l'image mythifiée d'une nation se soulevant et s'unifiant dans un même élan d'indignation et de révolte face à l'opresseur britannique, mériterait bien évidemment une enquête historique des plus sérieuses. Mais comment un tel axe de recherche, en parfaite opposition avec l'« Histoire officielle », pourrait-il d'abord trouver preneur et même si c'était le cas, quelle chance aurait véritablement l'imprudent de trouver le moindre écho auprès de ses pairs !?

Mais venons-en au fameux texte :

Cinq représentants ([Committee of Five](#) : John Adams, Roger Sherman, Benjamin Franklin, Robert Livingston et Thomas Jefferson) furent « nommés » par le congrès pour en formuler une première ébauche et s'empressèrent de « désigner » Thomas Jefferson pour remplir cette tâche⁶⁸.

Il est quand même tout à fait étonnant qu'un texte, ayant été rédigé par un jeune homme tout seul dans son bureau, (auteur magnifié mais ne parlant au final qu'en son nom) et qui va néanmoins sceller la destinée de millions de personnes, puisse être, à posteriori, considéré comme l'acte fondateur de « la plus démocratique des nations du monde actuel ». Mais, c'est vrai qu'il y a fort longtemps, que ce type de contradiction n'embarrasse plus vraiment les thuriféraires de notre indépassable et envié modèle politique. De toute manière, il est bien clair, et nous allons continuer à en découvrir les irréfutables preuves, que pour les Américains la démocratie vient du ciel..., et cela nécessite bien sûr la plupart du temps la présence d'un messenger !

Quant à la teneur philosophique et politique de ce discours de référence, à y regarder d'un peu plus près, elle laisse quand même un peu songeur....

⁶⁷ En 1776, l'on estime que 40 % de la population, les *Patriots* (« patriotes »), étaient favorables au conflit ; 20 %, les *Loyalists* (« loyalistes ») restaient fidèles à l'Angleterre ; le reste de la population préférant adopter une confortable neutralité (à noter que certains changèrent de camp au cours de la guerre.).

⁶⁸ « Il fallut trois semaines à Thomas Jefferson pour rédiger le premier texte. Même si à l'époque, on voulut faire penser que la Déclaration était une œuvre collective, les recherches des historiens et des juristes ont démontré que Jefferson en était bien le principal rédacteur. Jefferson était un Virginien âgé de 33 ans en 1776. Il fut formé comme avocat comme bien d'autres acteurs de la Révolution américaine. Homme des Lumières, il avait beaucoup lu et restait influencé par la pensée des philosophes Alfred F. Jones, John Locke et Henry Home. **Jefferson était également un planteur qui possédait des esclaves** ». [Wikipédia](#)

« Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par leur Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur »

C'est bien sûr moi qui souligne... et tout mériterait de l'être! Si l'égalité est d'origine divine on est alors en droit de se demander à quoi correspond la discrimination flagrante qui attend chaque individu dès sa naissance en fonction de la classe sociale de ses parents, de son sexe, de la couleur de peau, etc. etc. !?

Quant aux « droits naturels inaliénables, après avoir écarté l'évidence de « la vie » et la naïveté de « la recherche du bonheur » il reste donc « la liberté », qui en soi et dans ce contexte, manque un peu, disons... d'encadrement !

Ensuite, force est de constater que la simplicité conceptuelle de la gouvernance humaine et l'ingénuité du raisonnement qui autorise son renversement, confinent plus à la niaiserie qu'à une profonde sagesse.

Puis, lorsqu'on le lit jusqu'au bout, ce « manifeste » ressemble de plus en plus à un serment sur l'honneur entre des signataires à la légitimité auto proclamée :

« En conséquence, nous, les représentants des États-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès général, prenant à témoin le Juge suprême de l'univers de la droiture de nos intentions, publions et déclarons solennellement au nom et par l'autorité du bon peuple de ces Colonies, que ces Colonies unies sont et ont le droit d'être des États libres et indépendants ; qu'elles sont dégagées de toute obéissance envers la Couronne de la Grande-Bretagne ; que tout lien politique entre elles et l'État de la Grande-Bretagne est et doit être entièrement dissous ; que, comme les États libres et indépendants, elles ont pleine autorité de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances, de régler le commerce et de faire tous autres actes ou choses que les États indépendants ont droit de faire ; et pleins d'une ferme confiance dans la protection de la divine Providence, nous engageons mutuellement au soutien de cette Déclaration, nos vies, nos fortunes et notre bien le plus sacré, l'honneur. »

On constate alors, « qu'ils se déclarent », pour l'occasion, tout simplement représentants d'une nation virtuelle, dont l'existence future est, à l'époque, pour le moins improbable, pour parler ensuite au nom « du bon peuple de ces Colonies », démontrant après coup et à leur insu que ce texte s'apparente plus à un coup d'Etat, qu'à la manifestation réellement démocratique d'une volonté populaire. Et puis que la prégnance du divin, dans ce texte, pour le moins manifeste, entache sérieusement sa portée révolutionnaire...

En fait, sans en minimiser à l'époque l'importance, pour tous ceux qui se sont réunis autour de cette « profession de foi », elle n'est en rien déterminante du succès à venir et ne prendra pleinement sa charge symbolique qu'à l'issue d'une réussite qui, sur l'instant, demeure des plus incertaines. La désigner, comme il l'est fait sans aucune prise de distance dans l'Histoire officielle, comme acte fondateur de cette nation putative relève donc bien plus de la production du mythe que d'une analyse rigoureuse et objective. ***Mais je sais trop bien que je touche là aux fondements les plus contestables de la « science historique » qui rend compte du passé, dans un présent lui-même agencé à partir de légendes, dont ont été escamotées, benoîtement ou à dessein, toutes les anomalies et impuretés propres à en altérer la vraisemblance ; ainsi « naturalisé , le mythe s'objective et mute en orthodoxie... Mais ceci nécessiterait certainement d'être l'objet d'un ouvrage en soi...***

Le 15 novembre de l'année suivante ce second congrès va élaborer et rédiger les « Articles de la Confédération », dont il est utile de préciser qu'ils le furent essentiellement par John Dickinson et que ce dernier était un fervent partisan de la réconciliation avec le Royaume-Uni...et refusa, en son temps, de voter en faveur de la *Déclaration d'indépendance américaine*, qu'il jugeait prématurée (La séparation lui apparaissait comme "un saut dans l'obscurité » sic !).

Le second article ne laisse d'ailleurs aucun doute sur la teneur générale du texte,

« Les États conservent leur souveraineté dans tout domaine non expressément délégué au Congrès»,

...de même le septième, qui manifeste en creux toute la méfiance des Etats envers le pouvoir militaire fédéral,

« Lorsque un État fournit des troupes aux États-Unis, c'est à lui d'y nommer les officiers, jusqu'au grade de colonel »,

Et encore moins sa conclusion,

« ..., les articles ne sont modifiables que par vote du Congrès et ratification par tous les États »,

...tout bonnement un droit de véto pour chaque Etat, ce qui limite de fait, le pouvoir du congrès, à la portion congrue.

Ainsi, en cette fin année 1777, ce second congrès semble bien plus emblématique que réellement efficace et déterminant et ce n'est qu'après la réussite d'une stratégie pour lors des plus incertaines que son action pourra être surévaluée et, in fine, idéalisée.

Si l'assemblée parvient à créer l'embryon d'une armée continentale avec George Washington à sa tête et encore plus chaotiquement celui d'une marine militaire (la Continental Navy) dont le nom est en réalité le seul prestige, plus ceux d'un réseau postal et d'une monnaie fiduciaire (le Continental currency dollar), ses moyens financiers pour leurs développements restent des plus limités puisque les compromis, à minima, sur la politique monétaire, le privent du contrôle de ses ressources fiscales et le rendent ainsi dépendant du bon vouloir des États.

Par contre Londres va immédiatement considérer cette déclaration d'indépendance comme un acte définitif de rébellion et ainsi légitimer l'envoi massif de troupes pour la mâter... A ce moment-là, les chances de succès des cessionnistes sont d'évidence quasi nulle. D'ailleurs fort conscients de leur faiblesse, ils vont très vite chercher des alliances, d'abord vers le Canada (sans grand succès) mais surtout auprès de la France, dont le rôle va s'avérer déterminant.

8³) La France et Lafayette

Et c'est là qu'intervient la mythification/mystification, élaborée autour du personnage central de La Fayette, laissant accroire que la France va voler au secours des colons insurgés dans le seul but, noble et désintéressé, de défendre la Liberté et la Justice contre l'Oppression et qui demeure encore de nos jours le fondement légendaire et fallacieux de la relation franco-américaine.

Le marquis Gilbert de La Fayette, jeune volontaire romantique, parmi bien d'autres, en mal de gloire et de célébrité, ne doit au fond sa prééminence qu'à sa double instrumentalisation : D'abord celle de Washington qui l'adouble comme le fils qui lui manque (de fait lui-même orphelin de père) sans pour autant négliger de l'entrevoir comme un intermédiaire de choix auprès de Louis XVI et, de l'autre côté, pour les tenants d'une nouvelle intervention militaire revancharde contre l'Angleterre affaiblie, un magnifique symbole de générosité apte à dissimuler un pragmatisme bien moins glorieux. Je voudrais ici citer un article de Claude Moisy (journaliste et président de l'AFP de 1990 à 1992 paru en 2008 dans la revue « *Politique américaine* » et intitulé « *Le mythe de La Fayette ou les relations franco-américaines en trompe-l'œil* », à ma connaissance un des rares regards lucide et non-conformiste, sur cet épisode historique mythifié. Sa pertinence est telle qu'il serait bien absurde de tenter de faire mieux

« La première, et la plus évidente de ces vérités, c'est que ce n'est pas par amour de la liberté ou par amitié envers les colons américains insurgés que la France de Louis XVI a envoyé des milliers d'hommes, des dizaines de vaisseaux, des tonnes d'armes et de munitions et dépensé 600 millions de livres pour les soutenir dans leur lutte contre la monarchie britannique.

Bien avant la déclaration unilatérale d'indépendance des treize colonies anglaises en 1776, Louis XV et son ministre Choiseul avaient vu dans la montée de leur révolte une chance d'affaiblissement de l'ennemi héréditaire et une occasion de revanche sur la défaite de la guerre de Sept Ans qui avait, treize ans plus tôt, fait perdre à la France ses possessions d'Amérique du Nord. Il fallut pourtant à un Cabinet royal divisé deux ans d'hésitations et de demi-mesures clandestines pour conclure en 1778 une alliance en bonne et due forme avec les « Insurgents » et entrer ouvertement en guerre à leurs côtés. Un camp solide à Versailles tenait alors qu'un roi ne saurait sans danger encourager un mouvement républicain contre un autre roi, fût-il le roi d'Angleterre. Mais la volonté d'affaiblir le grand rival l'emporta finalement dans l'entourage de Louis XVI. Pas d'emballement idéaliste donc, mais un froid calcul de realpolitik dans lequel

entraîné encore une bonne dose de méfiance envers des « alliés » mal connus et qui étaient malgré tout encore un peu des Anglais.

Le même pragmatisme a présidé à la décision aussi réticente des insurgés américains de faire appel à l'aide de la France. Car les Français étaient loin d'être les alliés naturels des colons anglais d'Amérique du Nord. Ils en étaient au contraire les seuls ennemis, avec les tribus indiennes à leur service. Depuis les débuts de la colonisation du Nouveau Monde, la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne étaient en rivalité constante. Dans le nord-est du continent, les colons de Nouvelle-Angleterre étaient sans cesse confrontés aux raids de bandes armées de Français du Canada qui cherchaient à leur barrer la route de la vallée de l'Ohio et des Grands Lacs. C'est d'ailleurs contre ces Français que George Washington fit ses premières armes de commandant des milices de Virginie dans les batailles meurtrières de la guerre de Sept Ans appelée en Amérique the French and Indian war. Comme à Versailles, il y avait au Congrès de Philadelphie des opposants résolus à l'alliance avec le diable. Il est d'ailleurs manifeste que pendant toutes les négociations avec les Français avant et pendant la guerre d'Indépendance, Benjamin Franklin et les autres émissaires américains à Paris ont secrètement maintenu des contacts étroits avec des agents de Londres en se servant de leur alliance avec la France comme d'un épouvantail pour tenter d'obtenir des conditions plus avantageuses dans une paix séparée.

Il s'agissait donc, de part et d'autre, d'une alliance de circonstance, pour ne pas dire contre nature, pleine d'arrière-pensées, et non pas d'un profond accord entre amis de cœur comme le veut la légende.»

Et comme un mythe peut souvent en cacher un autre, en déconstruisant celui de La Fayette, cette analyse offre l'ultime argument apte à défaire définitivement celui d'un peuple insurgé se débarrassant du joug despotique grâce à son seul courage et son héroïque unification. En réalité, s'il n'est pas contestable qu'une rébellion de grande envergure s'est (et a été) organisée à l'encontre du pouvoir britannique son succès final ne doit pas grand-chose à la détermination et au courage d'un peuple se soulevant unanimement contre l'opresseur. De fait, de par leur position subalterne, comme toute colonie, les treize américaines ont été autant l'enjeu que l'instrument d'un rapport de force complexe et cynique entre les grandes puissances coloniales de l'époque, dont bien sûr en tout premier lieu la France et l'Angleterre.

A partir de la déclaration de guerre officielle contre l'Angleterre en février 1778, aux côtés des Provinces Unies d'Amérique, c'est bien à un conflit mondialisé (une belligérance de conquête et de défense des territoires déjà acquis) que l'on peut assister, étendu à l'Europe, à l'Inde et aux Caraïbes.

Et, ainsi recontextualisée, la prétendue « naissance d'une nation » se révèle finalement comme une sorte d'effet concomitant. Ce que viendra d'ailleurs confirmer le traité de Paris de 1783, présenté comme l'acte fondateur de *La nation américaine* et considéré également comme le premier acte solennel de décolonisation, mais au fond, et avant tout autre considération, devant être vu comme une redistribution des possessions territoriales et des zones d'influences commerciales entre ces deux grands prédateurs étatiques, elles-mêmes

déjà préalablement délimitées lors d'un premier traité, 20 ans plus tôt. Ce qui est difficilement contestable puisque cette mythique capitulation de l'Angleterre devant les « patriots » américains victorieux n'est en fait, sur le papier, qu'une sorte de codicille au *[traité de Versailles](#)*⁶⁹, signé le même jour, ce fameux 3 septembre 1783. Il est tout à fait instructif de remarquer l'étonnante dissociation de ces deux actes dans l'Histoire officielle malgré la concordance temporelle. Il arrive donc parfois dans la « science historique » que les dates soient minimisées devant les faits...

8⁴) La Constitution

Mais, finalement du point de vue strictement politique (voire idéologique) sur ce sol tant instrumentalisé et convoité, que s'est-il donc passé pendant ces treize années qui séparent « le premier congrès continental » réuni le 5 septembre 1774 de l'adoption de la constitution, le 17 septembre 1787 ?

a) Chronologie

La première réunion interrompue le 26 octobre 1774 et ajournée au 10 mai 1775 laisse la place au « second congrès continental » qui va siéger jusqu'en 1781 ; période au cours de laquelle il adopte la « Déclaration d'indépendance américaine » (4 juillet 1776) et élabore « les Articles de la Confédération » (15 novembre 1777) qu'il ne parviendra cependant à faire ratifier par la totalité des Etats (le dernier fut le Maryland) que le 1^{er} mars 1781. Date à laquelle il va se renommer « Congrès de la Confédération » (tous ses membres sont reconduits dans leurs fonctions !) et poursuivre cahin-caha sa marche vers l'unification de la nation américaine. Suite à l'humiliant échec (seulement 12 délégués de cinq États) de la convention d'Annapolis (11 au 14 septembre 1786) une seconde tentative est programmée le deuxième lundi de mai 1787 à Philadelphie qui aboutira, non sans grandes difficultés 4 mois plus tard, à la ratification le 17 septembre 1787 de « La constitution américaine », cependant précédée de l'attestation suivante :

« Fait en Convention par le consentement unanime des États représentés, le 17 septembre 1787, douzième année de l'indépendance des États-Unis d'Amérique. En témoignage de quoi nous avons ci-dessous signé. »

Ce qui ne manque pas de sel puisque le document ne porte que trente-huit signatures sur les cinquante-cinq délégués que comptait l'Assemblée !

⁶⁹ La guerre se termine par la capitulation des forces britanniques, à Yorktown, le 19 octobre 1781. Mais les négociations de paix sont longues, affectées par la chute du cabinet North et le changement de posture diplomatique des Anglais, prêts à faire des concessions aux Américains pour provoquer la rupture de l'alliance avec la France et l'Espagne. Tandis que les négociations entre Anglais et Américains aboutissent rapidement avec un traité préliminaire signé à Paris le 30 novembre 1781, les pourparlers entre la Grande-Bretagne et d'autre part la France et l'Espagne traînent en longueur. Le traité de Versailles est signé seulement le 3 septembre 1783, permettant la signature au même moment du *[traité de Paris](#)* entre la Grande-Bretagne et les treize colonies dont elle reconnaît l'indépendance.

Il aura donc fallu **treize ans** pour qu'aboutisse (enfin !) ce qui nous est solennellement raconté comme le processus historiquement quasi linéaire de l'avènement de l'Etat américain, homogène et uni dans sa courageuse rébellion...

Pourtant lorsqu'on « pose à plat » l'objectivité des faits, autant sur le plan militaire que politique, il pourrait et devrait être assez facile de se rendre compte de l'évident irréalisme historique censé étayer le mythe d'un peuple révolutionnaire luttant collectivement pour son émancipation. Ne serait-ce, d'abord et avant tout, que par le rapport des forces en présence :

- Au début de la guerre, l'armée britannique dispose de 30 000 soldats de métier (disciplinés, expérimentés, bien armés et bien payés), les meilleurs généraux d'Europe et, excusez du peu, 700 navires de guerre, 2000 navires de commerce pour le transport des troupes et des munitions, ainsi que 150 000 marins.
- Vers 1778, les insurgés n'ont qu'une petite armée de 5 000 hommes et l'essentiel des forces repose sur des milices. Bien que les chiffres soient, bien sûr, sujets à controverse il est peu probable que Washington en commanda directement jamais plus de 17 000. Mais surtout, cette armée américaine est moins bien organisée que l'armée britannique : elle est moins disciplinée, subit de nombreuses désertions et le paiement de la solde reste aléatoire. Par ailleurs ils n'avaient pas de marine de guerre et ne disposaient que de peu de généraux bien formés.

Sans l'intervention française d'abord économique et matérielle (la dette à la fin du conflit est bien là pour en attester) puis militaire, l'Angleterre, n'aurait eu aucun mal, même compte tenu de la distance, à mater rapidement une insubordination, somme toute, très mal engagée.

De plus, comme, on vient aussi de l'entrevoir, la cohésion idéologique et politique, obtenue « démocratiquement » et consacrée par le récit orthodoxe, s'apparente bien plus à une discordance irréductible qu'à des négociations entre parties, parfois adverses, mais en permanence pleinement solidaires et associées au même objectif, à savoir leur émancipation de la Couronne britannique .

b) Fédéralisme et antifédéralisme

On a déjà vu que, seule, une part minoritaire de la population était prête à s'insurger et il est historiquement facile de démontrer que, même parmi cette dernière, il est apparu, très tôt, une dissension fondamentale bien qu'à y regarder d'un peu plus près, d'une grande simplicité :

« Tous ceux qui souhaitaient⁷⁰ un « détachement » de la « Couronne » (et, je le rappelle, uniquement ceux-là) se divisent en deux camps irréductibles : ceux qui voulaient un gouvernement fort et central et ceux qui souhaitaient que chaque

⁷⁰ J'inclus ici, en plus de tous les agissants (patriots, sons of the liberty, etc.) une part de la population attentiste mais directement concernée, qui au fur et à mesure de l'évolution vers un dénouement de séparation va bien évidemment s'immiscer (ou être instrumentalisée) et, de ce fait jouer un rôle non négligeable.

Etat conserve son pouvoir et sa souveraineté. Pour eux l'objet de la Convention de Philadelphie est de maintenir l'ordre juridique d'un gouvernement confédéral et non de créer un Etat national » (GM)⁷¹.

Ce « schisme » se retrouve pratiquement dans toutes les strates de la société d'alors même si une géolocalisation autant qu'une répartition par classe sociale ne doivent pas être négligées et j'y reviendrai... On peut même le qualifier d'ontologique, tant il peut être considéré, d'une part comme le facteur déterminant du processus constitutionnel et au final du dualisme institutionnel et, d'autre part et en conséquence, des irréductibles tensions politiques et sociologiques qui convulsent périodiquement cette nation souvent présentée, sans ironie, comme la plus démocratique au monde. Si, il y a encore un an, j'avais souhaité en trouver une preuve contemporaine incontestable, je n'aurais certainement pas pu imaginer celle que l'avènement de Trump à la présidence des EU est en train de fournir.

Comme tout clivage politique ou idéologique important il va à l'époque s'exprimer à travers deux courants respectivement nommés « fédéralisme » et, sans surprise « antifédéralisme ». Ce dernier, comme on le voit, désigné dès l'origine (et donc dévalorisé !) comme un simple mouvement d'opposition (l'antifédéralisme est décrié comme soutenu par des hommes politiques « non éclairés » !), alors qu'à son étude il apparaît clairement qu'il représentait, une alternative tout à fait légitime et bien plus démocratique que le premier (et d'entrée de jeu dominant) au moins pour une part de ses partisans. Sans s'opposer de manière frontale à la consolidation d'un pouvoir central, dont la nécessité était alors peu contestable, ces derniers le voulaient, par principe, subordonné à la mise en place concomitante d'une démocratie plus directe et s'apparentait ainsi, en les anticipant, aux futures révoltes socialisantes qui allaient quelques années plus tard, balayer la royauté Française. Il est cependant (et à contrario), aussi nécessaire de noter qu'une part importante de ces dissidents à l'ordre fédéraliste n'a, elle, aucun cousinage socialiste et ne se porte au combat que motivé par la seule volonté de protection des droits individuels dans sa forme la plus épurée qu'il soit. Ceux qui le prônent sont les précurseurs des « libertariens », extrémistes du libéralisme que pour ma part je qualifierais aisément d'anarchistes réactionnaires. Il est alors facile de comprendre que ce mouvement, lui réellement (et le seul) à être issu directement de la « pensée des Lumières », n'a jamais eu la moindre chance de s'imposer. Par contre, ce qu'il représente en termes de légitimité philosophique et de politique progressiste ne manquera pas d'être instrumentalisé et va servir (et sert encore) de vernis libéral (au sens noble de ce terme, s'il lui en reste un...) à un modèle social essentiellement préoccupé de commerce, de finance et de lutte pour le pouvoir.

⁷¹ Je renvoie ici au DEA en science politique de Guillaume Massin : « La contribution des antifédéralistes des origines à la théorie constitutionnelle américaine » (200-2001) apport particulièrement éclairant sur la fondation constitutionnelle des Etats-Unis, rare contrepoint des canons historiques dominants. Les citations et emprunts sont suivis des initiales (GM)

On comprend dès lors la volonté immédiate et implacable d'étouffer cette espérance (celle en fait de ne pas voir remplacé un asservissement par un autre) par tous ceux (les plus nombreux et surtout les plus dominants) dont l'objectif inavoué mais primordial était bien d'asseoir leur suprématie sur ce « nouveau monde ». La suite permettra peut-être de mieux s'en rendre compte.

Un des facteurs importants qui a servi et sert encore de légitimité au mythe fut la concomitance avec la révolution Française.

c) Mise en perspective :

La « Constitution » américaine est antérieure de quatre ans à celle, qui, en France, après la révolution de 1789, ne verra finalement le jour qu'en 1791! L'épisode mythique de la convention américaine (celle dite des pères fondateurs) va ainsi s'inscrire dans l'Histoire contemporaine en symétrie de celui de l'Assemblée nationale constituante réunie à Paris du 3 septembre au 1^{er} octobre 1789.

Cette dernière accouche de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et d'une Assemblée nationale qui, suite au serment du Jeu de paume (20 juin 1789), s'autoproclame le 9 juillet 1789 Assemblée constituante. Ce n'est que deux ans plus tard que les députés aboutiront à l'instauration d'une monarchie constitutionnelle.

Rédigée au profit des citoyens les plus aisés, et prévue pour dix ans, elle sera défaits par l'insurrection du 10 août 1792 qui se prolonge par La Commune insurrectionnelle de Paris, point culminant (et certainement le seul à mériter d'en porter le nom !) de cet épisode dit révolutionnaire. Ce n'est que le 21 septembre 1792 que les députés de la Convention, poussés par la rébellion des « sans culottes » décrètent l'abolition de la monarchie constitutionnelle en France. Dès le lendemain les actes seront datés de « l'an I de la République » (même si elle ne fut jamais officiellement proclamée) et le 25 septembre elle est déclarée « une et indivisible ».

Mais cette concordance s'avère très vite uniquement de surface ... Car s'il existe une incontestable similitude dans ces deux processus « révolutionnaires » qui opposent bien moins le peuple que la bourgeoisie française ou anglaise à leurs monarchies respectives, le fait que la constitution de ce juvénile Etat soit directement et essentiellement dérivée d'une guerre « d'indépendance », les différencie considérablement.

Qualification du conflit lui-même sujet à caution puisque il ne s'agit pas d'un peuple colonisé (ce ne sont pas les Amérindiens qui se révoltent !) mais de simples colons⁷² secouant le joug de l'Empire britannique, initiateur de leur présence sur ce sol et jusque-là d'abord et avant tout leur protecteur. Nous sommes donc en réalité, au moins au tout début, face à un banal conflit d'intérêts entre les propriétaires et/ou commerçants fortunés de Nouvelle Angleterre et leur autorité royale de tutelle ce qui,

⁷² Les « treize colonies » sont situées sur la côte Est de l'Amérique du Nord, entre la Nouvelle-Écosse et la Floride et entre l'Atlantique et les Appalaches. Des colonies britanniques d'Amérique du Nord sont restées loyales à la Couronne (on parle de colonies loyalistes)

on pourrait l'admettre, semble le relier objectivement avec celui qui, en France, oppose la royauté, la noblesse de cour et la bourgeoisie financière et commerçante de l'époque pour la préservation ou la conquête d'anciens ou de nouveaux privilèges ; mais, à contrario, lui n'est, en réalité, relié à aucun mouvement d'ampleur de protestation sociale, directement issue des classes objectivement opprimées.

Car en Amérique il n'y pas de « sans culottes », il n'y a pas ce peuple de Paris qui instruit (conscientisé ?) par un bouleversement social sans précédent va s'immiscer dans un processus contestataire sans y être réellement convié et pousser les feux bien au-delà de ce que ces instigateurs avaient envisagé. En fait là-bas, il n'y a pas d'Histoire, pas de terreau sur lequel viennent pousser les utopies, mais uniquement la stérilité (déjà !) de corps et d'esprits focalisés par le gain et la conquête, en cours et à venir, d'un immense territoire qui s'offre à leurs inextinguibles appétits !

Ici la « classe populaire » est essentiellement une classe moyenne en devenir qui croit en ses chances ; ce sont tous des immigrants à la recherche d'une vie meilleure peu enclins aux états d'âmes et au questionnement philosophique.⁷³ Ils sont, par nécessité, âprement compétitifs et individualistes et, tous, au final, en train de forger le mythe du « self made man ».

En dessous il n'y a que les esclaves (ou assimilés) que l'on fait venir par bateaux entiers, d'abord d'Europe en leur promettant un affranchissement à plus ou moins long terme (l'*indenture* qui donnera les *indentured servants*)⁷⁴ puis progressivement remplacés par un esclavagisme racial en provenance d'Afrique.

Et puis il y a les possédants (gouverneurs, grands propriétaires terriens, grands négociants et armateurs) des envahisseurs, usurpateurs de territoires conquis par la ruse ou la violence, moralement légitimés par la croyance en leur rôle civilisateur et en collusion avec leur religion évangéliste⁷⁵.

Caricaturale !? Certainement car dans toute communauté humaine, même la pire, il y a toujours des contre-exemples pour venir contredire les comportements dominants.

Mais, a posteriori, il est toujours facile de recouvrir l'abomination d'une époque par la légende du vernis culturel qui ne pourra que se magnifier les siècles passants...

⁷³ En 1840 le premier et le plus perspicace observateur des Etats-Unis, TOCQUEVILLE, ("LA DEMOCRATIE EN AMERIQUE") parlant de l'Etat naissant : " Je ne connais pas de peuple où l'amour de l'argent tienne une plus grande place dans le cœur des hommes ".... » Un peuple [qui n'est] qu'une agglomération d'aventuriers et de spéculateurs. " Ces hommes, quelle que soit leur origine, sont venus, dans leur grande majorité, pour trouver du travail et gagner de l'argent. Le seul lien qui les rassemblait, Irlandais ou Italiens, Mexicains ou Chinois, était analogue à celui qui lie les membres du personnel à l'entreprise qui les embauche.

⁷⁴ L'indenture était utilisée aussi comme un contrat de *servitude* temporaire, par lequel une personne s'engage à travailler pour une durée limitée sur les terres d'un colon en échange de son voyage et de l'obtention d'une terre en pleine propriété au terme du contrat. Dans le monde anglo-saxon, ces personnes sont appelées des *indentured servants*. Pour ceux allant dans les colonies de l'*empire britannique*, (Australie et les *Treize colonies britanniques en Amérique du Nord* en particulier) la durée du contrat était en général de cinq ou sept ans.

⁷⁵ Les premiers colons étaient des *quakers* (des protestants radicaux, calvinistes puritains fuyant les persécutions) venus de Grande-Bretagne pour fonder une « nouvelle Jérusalem »

Il est fort possible, même probable, que parmi ces hommes certains aient lu Rousseau, Locke, ou quelque autre grand penseur des lumières mais il n'en est pas moins certain que pour la majorité d'entre eux l'intérêt privé passait bien au-dessus de toute considération de philosophie politique... Il devient ainsi difficile de penser que ce sont ces conquérants-là, obnubilés par leur volonté de pouvoir économique et statutaire, et n'ayant au fond qu'eux-mêmes comme contradicteurs du fait de leurs intérêts divergents, qui auraient enfanté d'un Etat, soucieux du bien commun et d'égalitarisme social. Même si, parmi eux, émerge une « élite » éduquée et éclairée qui par-delà la nécessité historique d'unification des colonies, condition « sine qua non » de toute possibilité d'émancipation, va réfléchir, débattre, produire les idées fondatrices et au final aboutir à un texte constitutionnel suffisamment solide (ou laxiste) pour s'imposer à tous, il est quand même un peu osé, sans contester la réalité de leur existence, de la considérer, comme l'indubitable certificat de probité et d'honnêteté pour l'ensemble du processus.

c) « Les pères fondateurs »

Les historiens et autres analystes ou commentateurs de l'émergence de ce nouvel Etat l'ont, à ma connaissance, tous interprété au travers du filtre de leurs modèles de pensées préconçues. Or, s'il va de soi que les premiers « architectes » qui procèdent à son élaboration constitutionnelle ne peuvent que s'inspirer (ou différer) de ceux déjà existants en Europe, dont ils sont de fait issus et donc, par eux, culturellement déterminés, ce serait une grossière erreur d'occulter la primauté de leur volonté d'indépendance dont atteste la guerre qu'ils sont en train de mener. Et ce n'est au final que sous cet éclairage que les textes fondateurs prennent tout leur sens alors qu'ils nous sont souvent présentés comme l'émanation d'un débat, certes rude et contradictoire, mais d'abord et avant tout idéologique et essentiellement soucieux de liberté individuelle.

Il est aussi difficile d'ignorer (ce qui ne semble pourtant pas poser problème aux historiens) que ces « pères fondateurs » sont bien plus représentatifs des classes sociales dominantes citées plus haut, que du peuple au nom duquel ils prétendent parler. La [page wikipédia](#) qui leur est consacrée est, à ce sujet, très instructive puisqu'elle informe (si ce n'est dans le détail au moins de manière statistique) l'histoire personnelle et les origines sociales et culturelles de ces cinquante-cinq « délégués » (je n'ai rien trouvé sur le mode de leur désignation...!?) et permet ainsi de se faire une idée précise de leur position dans la hiérarchie sociale du moment.

Pour la plupart, colons en pleine ascension économique sociale, il est permis de penser qu'ils cherchent d'abord et avant tout à protéger ou même renforcer la primauté de leurs intérêts et la maîtrise de leurs prérogatives ce qui, pour nombreux d'entre eux, revient effectivement à défendre celles de l'Etat qu'ils représentent.

S'ils ne sont pas tous opulents (même si un tiers, au moins, semble avoir été des plus prospères) ils font tous partie des classes plus ou moins aisées, soit de l'aristocratie ou soit de la bourgeoisie montante.

Il faut également signaler qu'ils avaient pratiquement tous des charges politiques, que 41 sur 55 ont été membres du Congrès continental, 35 furent avocats et que 29 avaient occupé des postes de commandement dans l'Armée continentale.

Il est donc possible d'affirmer que ce sont tous des notables (la galerie de portraits qui illustre la page wikipédia en atteste sans réserve !) considérés comme instruits (ce qui, au demeurant, ne fait que légitimer leur notabilité sans pour autant prouver objectivement le niveau de leurs qualifications). Alors bien qu'il faille toujours considérer qu'un individu est susceptible de s'émanciper de ses déterminismes de classe il est quand même peu probable qu'ils aient tous pu (voire même en leur majorité) y échapper. Tous formés à la domination et l'exerçant au quotidien (ici dans leur grandes plantations ou exploitations [d'esclaves], là dans leur tribunaux ou à la tête de leurs régiments, etc.) comment penser qu'ils n'aient pas œuvrés, en toute lucidité ou inconscience, à en perpétuer la reproduction bien plus qu'à instaurer un régime politique égalitaire qui ne pouvait, que mettre, à terme, leurs privilèges en péril...

Peut-être pour mieux s'en convaincre, écoutons Max Weber nous donner sa définition du « notable » :

« Il s'agit des porteurs d'une forme spécifique d'honneur social attaché à un certain type de conduite de vie. Nous observons ici une caractéristique supplémentaire des notables, un trait normal indispensable, mais tout à fait différent : le fait que, par leur situation économique, ils sont qualifiés pour percevoir l'administration sociale et la domination comme un « devoir d'honneur ». Par « notables » nous entendrons ici, provisoirement, dans un sens général, les détenteurs d'une fortune (relativement) indépendante du travail ou, en tous cas, constitué de telle sorte qu'elle leur permet d'endosser des fonctions administratives à côté de leur activité professionnelle (éventuelle), et qui, en même temps (comme la possession d'une fortune n'impliquant pas de travailler l'a en particulier de tout temps autorisé) possèdent en vertu de cette situation économique une conduite de vie qui leur confère le « prestige » social d'un « honneur de statut » et leur donne par-là vocation à la domination. »

Bien qu'une telle analyse sociologique structurelle ne s'applique pas spécifiquement à ce moment de l'Histoire, sa pertinence intemporelle (et peu contestable en l'occurrence) nous permet de mettre à jour les véritables enjeux sous-jacents.

Nous ne sommes pas simplement confrontés à l'organisation d'une révolte contre l'Empire britannique fomentée par une assemblée d'individus intègres, dévoués au bien commun et pétris de philosophie politique révolutionnaire mais bien face à deux groupes distincts de nantis, tous plus ou moins profiteurs du système colonial européen mais foncièrement antagonistes de par leurs intérêts spécifiques.

Le fait indéniable que certains d'entre eux furent (en partie) des idéalistes et luttèrent avec sincérité pour la mise en œuvre d'une société plus démocratique n'est d'évidence pas suffisant pour considérer que réaliser cet objectif fut le principal et déterminant

moteur de tous leurs efforts. Avec un certain recul et débarrassé de la propagande légendaire il est possible de penser qu'ils servirent de vernis idéologique libéral à la mise en place d'une structure étatique dominante, essentiellement conçue pour promouvoir une économie expansionniste florissante et préserver les intérêts et le statut de ses tenants. L'âpreté et la durée des débats témoignent assurément de la pluralité des points de vue et bannissent toute suspicion de connivence généralisée mais ne nous informent en rien sur leur contenu objectif et les rapports de pouvoirs qui les structuraient :

par exemple sur la prééminence d'une parole sur une autre, sur l'autorité respective des uns par rapport aux autres, sur les modalités de prises de décision, au final sur l'ensemble du processus démocratique en soi, prétendant instaurer, au moins pour un camp, une République Démocratique, etc..

Il devient ainsi plus judicieux de s'interroger sur qui (ou plutôt qu'est ce qui ?) l'a véritablement emporté plutôt que sur qui était présent et de ne jamais perdre de vue que derrière la controverse idéologique sur l'organisation sociale, ne pouvaient manquer de poindre des desseins égoïstes bien moins vertueux...

Ce qui précède ne prétend pas avoir valeur de démonstration scientifique (quelle production de connaissance historique oserait revendiquer ce qualificatif...?) mais s'avère parfaitement légitime en regard de la fable grandiloquente colportée depuis plus de deux siècles par des thuriféraires bien plus que des historiens

d) Quels furent donc les « gagnants » ?

Il est peu contestable que ce sont bien les notables du Nord, contrôlant les grandes villes portuaires naissantes qui furent les maîtres du jeu constitutionnel et qui finalement, du moins en apparence, obtinrent gain de cause ! Ce sont eux d'ailleurs qui fondèrent le « Parti Fédéraliste » alors que les antifédéralistes ne parvinrent jamais à s'unifier derrière une bannière commune. Malgré cela, et peut-être en réalité de ce fait, leur influence fut cependant considérable. La potentielle disparition des Etats contenue dans le projet constitutionnel des Fédéralistes (ils seront même accusés de « complotistes », si, si !), était bien évidemment inadmissible par leurs « représentants » (mais surtout leurs classes dominantes) et ne pouvait, à terme, que déboucher sur un compromis...

« La crainte de la dissolution des Etats a amené les Antifédéralistes à consolider leur base de défense dans le cadre précis de leurs Etats. La thèse du complot évoquée à maintes reprises a en effet favorisé un repli de la doctrine antifédéraliste vers le bastion que sont les Etats fédérés, en même temps que les Fédéralistes s'orientaient vers un Etat national » ;

« Les Fédéralistes ont réussi à transformer la théorie constitutionnelle américaine des origines en imposant une nouvelle donne en matière de répartition des pouvoirs, mais ils ont dû clairement biaiser leur ambition d'un Etat national complet et se contenter d'un compromis sous l'influence « de l'objection la plus puissante et la plus scientifiquement fondée » à

l'égard de leur doctrine, en considération de la souveraineté des Etats.. »
(GM)

A ce stade, et pour comprendre ce qui s'est réellement passé, il faut s'immerger dans le texte et faire remonter à la surface une simple phrase, au début de la section 3 de l'article 1er aujourd'hui supprimée qui dit ceci :

*« Le nombre de Représentants et le montant des impôts directs seront répartis entre les différents Etats susceptibles de faire partie de l'Union proportionnellement à leur population respective. Cette population sera déterminée en ajoutant au total des personnes libres - y compris celles assujetties à un contrat de louage à durée fixe - les trois cinquièmes de toutes les autres personnes ; **les Indiens non assujettis à l'impôt, n'entrant pas dans ce décompte** ».*

Relevons d'abord la désinvolture et le mépris qui scellent, en dix mots, l'éviction définitive de toute représentation pour la nation indienne, sous couvert d'un argument, il faut le reconnaître, d'une admirable perfidie. Comme la notion de propriété de la terre est totalement étrangère, voire sacrilège à la culture des indiens, il était tout bonnement impossible de les assujettir à un impôt foncier. Mais le caractère spécieux de la rhétorique à l'œuvre mérite vraiment d'être souligné, ne serait-ce que pour ce qu'il dénote de l'état d'esprit de ses rédacteurs. En effet, ce n'est pas du fait de leur infériorité raciale, ni de leur insignifiance civilisationnelle qu'ils seront ignorés, pensez-vous !? Mais en toute banale évidence, pour la seule et simple raison qu'ils ne payent pas d'impôts ! Lumineux, non ?

Pour autant c'est la phrase précédente qui exige toute notre attention et donc, je la répète :

« Cette population sera déterminée en ajoutant au total des personnes libres - y compris celles assujetties à un contrat de louage à durée fixe - les trois cinquièmes de toutes les autres personnes »

Lorsqu'il arrive (rarement !) que les historiens y fassent allusion, ils en parlent sous la désignation du « **compromis des trois-cinquièmes** », mais se gardent bien d'en révéler l'importance cruciale. Pourtant il est assez facile de se rendre compte qu'il s'agit certainement du point nodal de ce texte, en tout cas pour ce qui concerne la répartition des pouvoirs au sein du futur congrès.

En effet ces trois lignes sont déterminantes puisqu'elles règlent le quota de représentants que chaque état pourra désigner (par le vote des populations)⁷⁶ pour siéger à la chambre des représentants. En termes plus clairs voici ce qu'elles signifient et impliquent :

Le nombre de représentants dans chaque état sera donc proportionnel à la population recensée (d'abord trois ans après le premier congrès, puis tous les dix

⁷⁶ Les sénateurs ont été dans un premiers temps nommés par le pouvoir exécutif de chaque état puis suite au *XVIIe Amendement, alinéa 1* de 1913 également élus par la population.

ans) à laquelle on ajoutera tous les résidents sous contrat à durée déterminée (les ouvriers de toute nature issus des autres états) et puis, lâchement dissimulée derrière la formulation sibylline (« **les trois cinquièmes de toutes les autres personnes** ») et bien tout simplement qui ? **Les esclaves** !!! Ce qui, en bon français, implique que **chaque esclave augmente de trois cinquièmes de voix celle déjà recensée dans chaque état.**

Nul besoin d'être grand clerc pour en percevoir les conséquences directes et particulièrement favorables pour les états esclavagistes (les antifédéralistes) au détriment de ceux du Nord. Il faut quand même s'arrêter un instant sur la double *saloperie* (je ne trouve pas de mot plus approprié...) qui nous est ainsi révélée. D'une part les esclaves sont ainsi instrumentalisés sans, c'est un comble, être même nommés...Mais comment pourraient-ils l'être puisqu'il s'agit de leur donner une sorte de droit de vote fantôme, réduit de plus au trois cinquième, afin, finalement, de renforcer le pouvoir de leurs tortionnaires. Et on nous parle de « pères fondateurs » épris d'humanisme et soucieux des droits de l'homme (c'est vrai qu'en l'occurrence les esclaves n'étaient pas de véritables êtres humains !).

Et puis d'autre part, on découvre ainsi que cette admirable constitution repose sur un méprisable marchandage, de surcroît dissimulé, qui peut s'exprimer crûment ainsi :

Les Etats du sud (esclavagistes) ont accepté la constitution d'un Etat Fédéral en échange de la garantie qu'ils seraient pour de nombreuses mandatures les maitres du jeu au congrès.

Nous sommes en 1787...Six ans plus tard naissait le parti démocrate (enfin son ancêtre) sous le nom du « Parti républicain-démocrate » de Thomas Jefferson et James Madison qui allait s'opposer au « Parti fédéraliste » de George Washington et de John Adams. Il me semble donc qu'au terme *compromis* il est possible de substituer celui de *compromission*, tant des deux côtés il s'agit bien plus d'une triviale répartition des pouvoirs afin d'éviter une rupture catastrophique pour les deux, que d'élaborer de véritables institutions démocratiques. De fait la fragilité de cet « accord » laisse les deux camps symétriquement insatisfaits et prompts à réactiver la controverse initiale à la moindre occasion venue. La suite ne manquera pas de le prouver...

C'est bien sous cet éclairage qu'il faut écouter la parole constituante :

« Nous, le Peuple des États-Unis, en vue de former une Union plus parfaite, d'établir la justice, de faire régner la paix intérieure, de pourvoir à la défense commune, de développer le bien-être général et d'assurer les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à notre postérité, nous décrétons et établissons cette Constitution pour les États-Unis d'Amérique. »

Et comment auraient-ils pu ne pas le faire au nom du peuple, rhétorique constante et indispensable de tout usurpateur du pouvoir !?

D'autant que, ne l'oublions pas, même s'il s'agit en premier lieu de garantir leur autonomie législative, il faut de toute urgence et dans le même mouvement, sceller l'unification de treize territoires évidemment tentés, à leur échelle, par le même processus de sécession. Au vu des « péripiéties » à venir entre l'Etat fédéral et les Etats

fédérés c'est bien ce pan de la stratégie qui fut le plus difficile à mener et apparaît nettement comme le moins abouti...

La séparation des pouvoirs obéit aux mêmes impératifs :

En éviter, à tout prix, la concentration dans les mêmes mains, ce qui ne peut qu'à terme entraver « la bonne marche des affaires » voire en détourner les profits.

Elle permet également de rassurer les futurs Etats fédérés quant aux « bonnes intentions » de ceux qui s'installent à leur tête dont ils redoutent, bien entendu et à juste titre, la volonté dissimulée de leur assujettissement.

D'ailleurs les quatre articles suivants traitent exclusivement de leur répartition (droits et obligations) entre l'Etat central et ses satellites, ainsi également qu'entre ces derniers. Savant mélange de laxisme et d'autorité, réduit au strict minimum, dont l'interprétation future pourra être tranchée par une procédure d'amendement, en principe possible par les deux parties (congrès ou 2/3 des Etats), mais dans les faits ne sera réservée qu'à la seule première.

Arrivent ensuite les droits et les devoirs des citoyens ; mais cela ne se fera que par « amendements » et dans le seul dessein de limiter les pouvoirs de l'Etat et non de garantir ceux des individus...Il suffit de comparer ce « Bill of Rights » avec la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 pour bien prendre la mesure du fossé qui les sépare. Là, d'abord, il s'agit d'encadrer la disparité culturelle et religieuse de cette population d'immigrants de toutes nationalités mais, sans la brusquer.

Le premier amendement lui « promet » donc la non-ingérence dans ses diverses croyances ainsi que dans sa liberté d'expression mais les rassemblements **ne seront autorisés que paisibles** et elle pourra, en toute liberté, « adresser des pétitions au gouvernement pour le redressement de [leurs] griefs. »⁷⁷

Le second, étonnant à ce rang mais peut être le plus essentiel et qui reste d'une brûlante actualité, dit ceci :

« A well-regulated Militia, being necessary to the security of a free State, the right of the people to keep and bear Arms, shall not be infringed. »

...soit :

« Une milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit qu'a le peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé (ou violé). »

Etre armé est bien sûr antérieur et il ne s'agit pas d'un droit au sens juridique du terme mais de la reconnaissance d'un incontestable fait. Les colons chassent et sont en permanent danger. Posséder et savoir manier des armes est une nécessité vitale qu'il n'est bien entendu pas question de brider. En pragmatiques avérés, les bons « pères fondateurs » semblent avoir simplement tentés de limiter dans le temps ce qu'ils ne

⁷⁷ **1^{er} amendement** : Le Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdise le libre exercice d'une religion, ni qui restreigne la liberté de parole ou de la presse, ou le droit qu'a le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour le redressement de ses griefs.

pouvaient que considérer, à terme, comme redoutable (aucun pouvoir un peu sérieux ne permet à ses sujets de détenir des armes susceptibles à chaque instant de se retourner contre lui) ! D'où l'assujettissement de cette tolérance à la nécessité d'une armée de miliciens, à l'époque indispensable rempart d'un Etat naissant et fragilisé, mais dont l'évidente obsolescence à venir supprimerait à très court terme toute légitimité.

Ce qui est beaucoup moins intelligible c'est que, plus de deux siècles révolus, cet amendement soit toujours bien présent et qu'aucun gouvernement depuis lors ne l'ait abrogé (voire tenté de le faire...). Pourtant, en s'en tenant à la simple logique du texte et sans ergoter sur son interprétation (la présence ou non de lettres capitales et la différence de ponctuation entre le texte voté et celui distribué aux Etats, Cf.

[Wikipédia](#)), il y a, comme il était prévu, fort longtemps que la nécessité d'une milice bien organisée ne s'impose plus vraiment aux USA pour assurer sa sécurité d'Etat libre. Si cet article demeure immuable, bien qu'irréfutablement antilogique, c'est que son rôle et son importance surpassent de loin sa contemporaine ineptie. Il est, si ce n'est l'essentielle, la plus symbolique des concessions proposées aux Etats-colonies afin d'amadouer leur extrême défiance. En quelque sorte il colmate (en même temps que de nos jours il la révèle) la faille originelle de ce texte fondateur opportuniste, dont seul un pragmatisme audacieux semble guider la plume qui le rédige.

Et ce n'est que sous cet éclairage qu'il devient évident que tenter de le remettre en question reviendrait à prendre un énorme risque institutionnel susceptible d'affaiblir voire d'altérer irrémédiablement la cohésion nationale. Ce n'est pas le débat sur la liberté du port d'arme, en soi, qui crispe les esprits de la classe politique mais bien la réminiscence (plus ou moins consciente) d'un équilibre fragile dans la répartition des pouvoirs au sein de la Fédération, qu'il soit d'ailleurs de nos jours, rationnel ou non ! Comment ne pas considérer cet « arrangement » constitutionnel (au même titre que le **compromis des trois-cinquièmes**) déterminant pour toute l'Histoire politique des Etats Unis d'Amérique ? Je me risque même à émettre l'hypothèse que ce contexte inédit de treize colonies préalablement autonomes et des considérables difficultés qu'il pose à leur réunification est le paramètre fondateur du caractère démocratique (de son apparence ?) de l'organisation institutionnelle qui en a résulté. En d'autres termes cette « démocratie » est bien plus consécutive aux contraintes et contradictions en présence qu'à la volonté humaniste et réfléchie de quelques dizaines de notables à la recherche d'un modèle social plus libre et plus juste pour tous ceux qui le composent. La bicéphalité décisionnelle qui en résulta semblait en toute logique vouée rapidement à l'échec... Or paradoxalement elle va s'avérer d'une extrême efficacité dans l'accompagnement de l'expansion territoriale même si elle finira, quand même, par provoquer une guerre civile d'une épouvantable violence ; sans pour autant à cette occasion s'abolir, comme si cette ontologique scission demeurait à jamais l'essence même de cette hétérodoxe nation. Si les « politologues » contemporains considéraient que l'Histoire pouvait leur être utile dans la compréhension et l'analyse du présent, ils

auraient peut-être pu trouver là des éléments significatifs à la clarification du vote Trump !

Au demeurant c'est bien sous cet éclairage qu'il faut, pour la décoder, observer l'organisation politique qui en a procédé...

Mais avant de s'y intéresser de plus près, confrontons ce roman à la réalité historique du moment. Car, de fait il est peu contestable (bien que de nombreux « historiens » se soient employés avec constance à les atténuer) que deux souillures indélébiles flétrissent implacablement le noble affichage humaniste de ces hommes pétris de bonnes intentions et essentiellement soucieux de leurs prochains.

8⁵) Irréductibles turpitudes.

a) L'initiale, l'esclavagisme !

Déjà en cours à cette époque, bien évidemment essentiel moteur humain de leur économique prospérité. Sans présupposer qu'aucun d'entre eux n'a d'état d'âmes sur ce sujet au cours des débats étalés quand même sur quatre mois (du 25 mai au 17 septembre 1787) il n'en subsistera aucune trace dans la rédaction du texte définitif. Si avec le recul, il est facile de comprendre que ce sujet « sensible » risquait de compromettre gravement les chances d'un accord, cet ultime évitement, signe d'un pragmatisme endurci, assombrit considérablement le décor. Thomas Jefferson (lui-même « propriétaire » d'esclaves cf. note 21) utilisait l'euphémisme « l'institution particulière » pour désigner l'esclavage. Il aurait écrit :

« Maintenir l'esclavage c'est comme tenir un loup par les oreilles : on n'aime pas cela, mais on ne peut pas le lâcher ».

Les premières préoccupations de cette assemblée s'avèrent, de fait, bien éloignées de la représentation légendaire que nous en propose l'Histoire officielle.

L'âpreté des délibérations et leur focalisation sur les implications du fédéralisme et sur la répartition / limitation des pouvoirs institutionnels à créer, laissent peu de doutes quant aux véritables enjeux.

Pourtant il serait faux d'affirmer que l'esclavagisme n'y apparaît jamais...Lorsqu'il s'est agi d'évaluer le poids de chaque Etat en nombre de représentants à la chambre basse ceux du Sud (les plus esclavagistes) tentèrent d'obtenir que les esclaves soient comptabilisés !!!

L'asservissement de l'homme par l'homme ne trouve aucune justification si ce n'est celle que fournit le racisme, qui permet en quelque sorte de déshumaniser ceux que l'on veut soumettre. Et aucun processus révolutionnaire qui prétend au progrès social ne peut s'en accommoder. En accouchant d'un texte originel qui ignore superbement l'existence même de cette indignité, ses rédacteurs l'ont à jamais lézardé et en ont compromis pour toujours l'intégrité.

Ils s'évertueront d'ailleurs à en atténuer les effets dévastateurs (en particulier à travers la figure canonique de Jefferson) en prétendant avoir simplement été forcés à surseoir à une décision inapplicable dans le contexte...

Il ne s'agit pourtant pas ici de contester l'importance du mouvement abolitionniste (minoritaire mais particulièrement actif) au sein d'une partie importante de la société de l'époque. Bien antérieur à la constitution *L'ordonnance du Nord-Ouest* du 13 juillet 1787 qui entraîna la formation du premier Etat fédéré organisé par les États-Unis (*Territoire du Nord-Ouest*) et qui y interdit l'esclavage en atteste formellement. Mais force est de constater que Les Constituants (au moins leur partie dominante) vont demeurer dans une profonde ambigüité, entravés à la fois par leur pragmatisme mais également par leur conflits d'intérêts. Car même après l'interdiction, bon nombre de grosses fortunes du Nord continuèrent à en organiser le commerce vers le Sud. Et puis, méprisable instrumentalisation ce sera la supposée volonté d'abolition qui servira de prétexte à une guerre civile meurtrière, masquant⁷⁸ la divergence irréductible entre le capitalisme industriel et financier du Nord (déjà dominant et en mal d'extension) et l'économie agraire (tabac, coton) des grands propriétaires du Sud qui menacent sécession. La conquête de nouveaux territoires se passe difficilement de justifications morales et celle-ci fut en quelque sorte pour la volonté expansionniste du Nord et en regard du jugement de l'Histoire, une bénédiction. Nous allons voir qu'il n'en est pas exactement pareil pour celles qui accompagnèrent la « progression » vers l'Ouest.

Car, turpitude s'il en est, cette soit disant République, va promouvoir, planifier, organiser, subventionner le premier et peut être plus important ethnocide (ou génocide !?) de toute l'Histoire de l'humanité.

On est d'abord ici confronté à un ergotage historico-sémantique de grande ampleur. La qualification de génocide est évidemment contestée par de nombreux historiens...L'ethnocide un peu moins,... c'est plus difficile !

Au demeurant, bien qu'il n'y ait certainement pas eu préméditation systématique pour une action éradicatrice des populations indigènes, il semble difficile de trouver un autre vocable pour désigner le résultat au terme de cette période historique.

S'il est vrai qu'un grand nombre d'indiens moururent d'épidémies il faut une bonne dose de cynisme pour les comptabiliser comme des morts naturelles d'autant qu'il est fort probable que dans de nombreux cas, la présence et la propagation de ces maladies furent sinon orchestrées au moins délibérément amplifiées. Quant aux innombrables massacres locaux, leur caractère génocidaire est pour le coup incontestable. La *guerre des Pequots*, en 1637 en Nouvelle-Angleterre, qui anéantira cette **nation** (car Elle, en était une !) déjà victime d'une épidémie de variole qui emporta 50% de ces membres, peut difficilement être vue comme un acte de légitime défense.

⁷⁸ Sur 1,8 millions de familles blanches, le Sud ne compte que 380 000 familles propriétaires d'esclaves et bien que l'esclavage ait été aboli dans les États du Nord ils continuaient d'en organiser son commerce...

Pour tous ceux qui restent dubitatifs je les renvoie à la lecture de l'article [Actes de génocide en Amérique](#) de Wikipédia et leur laisse ensuite le soin, s'ils le jugent utile, de trouver les qualificatifs les mieux appropriés...

En à peine un siècle ces hordes de colons vont se répandre et « confisquer » l'immense territoire qui s'offre à leur appétits grossiers sous la protection administrative et militaire du pouvoir fédéral. Ce sera, d'ailleurs sans aucune ambiguïté, inscrit dans l'intitulé de ce moment de l'Histoire : [La conquête de l'Ouest](#).

C'est un raz de marée spoliateur et destructeur de tout ce qui se présente comme un frein, et, bien évidemment, tout particulièrement les populations autochtones : les Amérindiens dont les estimations de la population avant cette envahissement peuvent varier de 2 à 20 millions, en fonction certainement, on peut le craindre, des arrières pensées de ceux qui les font.

Si ce processus dévastateur demeure complexe, ne serait-ce que du fait qu'il s'étale sur presque un siècle, il est quand même assez facile d'en pointer quelques formes qui laissent peu de doutes sur la volonté délibérée d'« extirpation » progressive de toutes les ethnies ancestralement installées sur ces terres à conquérir, soit, dans un premier temps, par l'évangélisation puis en cas de résistance par la force la plus brutale (mise sous tutelle dans des réserves, tactique de la terre brûlée, guerres, massacres, répressions).

b) « La destinée manifeste » ou « [The Manifest Destiny](#) »

Peu connu en France (et c'est fort regrettable...), cet archétype de propagande idéologique est, à lui seul, une irréfutable démonstration des fondements moraux de l'impérialisme américain, encore pleinement à l'œuvre de nos jours. C'est un journaliste new-yorkais John O'Sullivan qui, à l'occasion de l'annexion du Texas, utilisa cette expression pour décrire le caractère « de droit divin » de l'irréversible colonisation du continent nord-américain par les Anglo-saxons de la côte Est :

*« C'est notre Destinée Manifeste de **nous étendre sur tout le continent que nous a alloué la Providence** pour le libre développement de nos millions d'habitants qui se multiplient chaque année ».*

Le tableau reproduit ci-dessous, mieux que tout discours, permet de se rendre compte du degré d'arrogance « civilisatrice » qui imprègne les esprits des autorités de l'époque. Il montre également à quel point le messianisme puritain et évangélique des premiers colons est au cœur des stratégies expansionnistes ou, pour le moins, sert de paravent moral aux atrocités en cours. De même que la conviction inébranlable de leur « exceptionnalisme » les protège de toute réelle remise en question comme elle anime et légitime la plupart de leurs relations au reste du monde...



Cette œuvre, peinte vers 1872 par John Gast intitulée American Progress est une représentation allégorique de la « Destinée manifeste ». Dans cette scène, une femme angélique (parfois identifiée comme Columbia, la personnification des États-Unis au XIXe siècle), porte la lumière de la « civilisation » à l'ouest avec les colons américains, câblant le télégraphe dans son sillon. Les Amérindiens et les animaux sauvages fuient vers les ténèbres de l'ouest sauvage. [Wikipédia](#)

C'est certainement « habité » par cette « naïve bonne foi » que Thomas Woodrow Wilson (vingt-huitième président des États-Unis pour deux mandats consécutifs de 1913 à 1921) n'hésitera pas à déclarer :

« Je crois que Dieu a présidé à la naissance de cette nation et que nous sommes choisis pour montrer la voie aux nations du monde dans leur marche sur les sentiers de la liberté. »

[Woodrow Wilson, cité par Ronald Steel, Mr Fix-it, in New York Reviewed of Books, 5 October 2000, pp.19-21], et puis...

« L'Amérique est la seule nation idéale dans le monde [...] L'Amérique a eu l'infini privilège de respecter sa destinée et de sauver le monde [...] Nous sommes venus pour racheter le monde en lui donnant liberté et justice. »

[Woodrow Wilson, cité par Bernard Vincent, La Destinée Manifeste, Messène, Paris, 1999]

Est-il vraiment nécessaire de s'attarder longuement sur le parallèle qui ne peut manquer d'être fait avec le cœur de la pensée « néoconservatrice » ? Cela prouve seulement que plus d'un siècle après les massacres la légitimité morale de leurs auteurs n'a fait que se renforcer !

c) La déportation : L'Indian Removal Act

Pourtant les faits restent les faits surtout lorsqu'ils sont consécutifs à l'édiction d'une loi. Alors la trace de l'ignominie ne peut plus être effacée !

L'Indian Removal Act (littéralement Acte de déplacement des Indiens) est une loi des États-Unis, proposée par le président Andrew Jackson et signée le 28 mai 1830, qui ordonne la déportation des Amérindiens vivant dans les territoires compris entre les treize États fondateurs et le Mississippi, vers un territoire situé au-delà de ce fleuve. Elle a concerné 60 000 Indiens répartis dans cinq tribus dites « civilisées » : Cherokees, Séminoles, Choctaws, Creeks et Chickasaws.

Devant leur refus à cette injonction c'est l'armée américaine qui organisa cette déportation (pour le coup seul mot qui puisse rendre compte de cette « opération »). Les indiens furent réunis dans des vastes camps de concentration

(idem) et « convoyés » à marche forcée ce qui entrainera la mort de milliers d'entre eux. Cet abject épisode est connu sous le nom de « [Piste des Larmes](#) ».

d) Et puis vint la Ruée vers l'or...

Là plus aucune équivoque possible ! Nous sommes au cœur de l'essentielle motivation qui a généré ce « nouveau monde ». Cupidité, avidité, convoitise enfièvrèrent les esprits, offrant ainsi au Pouvoir Fédéral de l'Est, un formidable « accélérateur » à sa volonté d'expansion vers l'Ouest puisque l'essentiel des filons se trouvent en Californie. Ce mouvement migratoire va entrainer la réalisation d'infrastructures considérables (routes, voies ferrées, télégraphe) et développer une économie du transport florissante (service postal, transport des passagers et des marchandises). Elles irriguent bien sûr le reste du territoire facilitant d'autant l'installation de nouveaux colons tout au long du parcours. Le système fédéral d'attribution des terres fera le reste.

Sans rentrer dans une description fastidieuse des dégâts causés en court de route il en est un qui mérite d'être cité pour ce qu'il révèle de la brutale rustrerie d'une population livrée à ces plus vils instincts, à laquelle le mythe du « cowboy » viril et courageux viendra progressivement se substituer. L'expansion de l'élevage du bétail, principale potentielle richesse des [Grandes Plaines](#) est dans un premier temps contrarié par la présence massive des bisons (estimés à 25 millions) auxquels il faut, là aussi, disputer le territoire.

Ressource vitale pour les [Indiens des Plaines](#) repoussés vers l'est ils vont, en toute logique, subir la même loi inique. Mais pour eux point de précaution !

Ils sont d'abord la proie de chasseurs professionnels pour leur viande, décimés par les épizooties provenant des bovins domestiques, puis pour parachever, ils vont être « industrialisés » grâce à l'avènement du chemin de fer transcontinental qui va permettre l'ouverture d'un immense marché aux produits « dérivés ».

*« L'industrie du tannage du cuir produit en masse des vêtements, et des courroies pour les machines. Les massacres outrepassent les besoins du marché, atteignant jusqu'à un **million** de bêtes tuées par an. Sur cinq bisons tués, un seul est réellement utilisé, et dans la plupart des cas, les chasseurs laissent la viande pourrir sur les carcasses abandonnées dans la prairie après le prélèvement des peaux.*

Les crânes et les os sont souvent récoltés plus tard pour servir, une fois broyés, de fertilisants. Suivi par une équipe d'écorcheurs, un chasseur expérimenté travaillant pour une compagnie peut tuer plus de 100 bisons en une journée »...

« Dans les années 1870, le grand massacre des bisons a un impact majeur sur la vie des Indiens des Plaines, qui dépendent de l'animal à la fois économiquement et spirituellement. L'armée américaine encourage délibérément l'abattage de bisons dans le cadre de la campagne contre les Sioux et les Pawnees, afin de les priver de cette ressource et de les démoraliser » [\(Wikipédia\)](#) (Richard White, It's

your misfortune and none of my own : A new history of the American West, Norman, University of Oklahoma Press 1991).



Cette extermination-là, qui précède et annonce celles (innombrables !) que le capitalisme débridé va provoquer et provoque toujours à notre époque sans aucun remords, ne souffre aucune autre justification que l'inepte et insatiable rapacité des exécuteurs et surtout condamne sans appel l'abominable engeance à la tête de ce nouvel Etat en devenir qui en est, de fait, la principale responsable.

A la lumière de ces constats est-il si déraisonnable de penser que nous sommes là, face aux plus extrêmes et aux plus crues mais également aux plus objectives manifestations emblématiques des fondements mêmes de ce nouvel Etat !? Comment ne pas supposer que la mentalité⁷⁹ de ces populations ne va pas être structurante de cette société en devenir et comment, à postériori, ne pas en percevoir l'évidente récurrence au sein de ses agissements hégémoniques futurs à l'encontre du reste du monde !?

Il me semble, en tous cas, difficilement contestable que c'est bien cette conquête et appropriation du (nouveau) monde vécues comme prérogatives de droit divin couplées à la transcendante certitude d'être la pointe avancée de la « civilisation » moderne et du « progrès » de l'humanité qui exemptent cette artificielle⁸⁰ « nation », depuis son origine et en toute sainte naïveté, de la moindre aptitude à toute autocritique.

Est-il si incongru de percevoir dans les tous récents agissements de cet impérialisme décomplexé la récurrence de cette arrogance quasi extatique ?

Et d'émettre quelques doutes sur la valeur du mythe toujours en cours, légende symboliquement et ostentatoirement affichée aux deux extrémités du territoire à travers deux monuments aussi colossaux l'un que l'autre :

⁷⁹ Ensemble des manières habituelles de penser et de croire et des dispositions psychiques et morales caractéristiques d'une collectivité et communes à chacun de ses membres.

⁸⁰ Est-ce que la colonisation massive d'un territoire, éradiquant les nations préexistantes, peut moralement en être constitutive d'une nouvelle !?

La statue de la Liberté à l'ouest (1886) et, à l'est, le *mémorial national* du Mont Rushmore, sculpture monumentale des têtes des quatre des présidents les plus marquants de l'Histoire américaine (1941).⁸¹

Il est assez cocasse de constater (si l'on s'en tient au mouvement de conquête d'Est en Ouest) que si le pays s'ouvre sur un symbole féminin de liberté (mais tourné vers l'extérieur donc le dos au pays qu'il est censé annoncer) il se clôt sur quatre figures masculines patriarcales, cette fois ci en parfaite conformité avec l'intrinsèque « nature » contre-révolutionnaire sub-structurant cette société.

Mais qu'elle est donc la structure politique qui, dès la constitution paraphée, sert de lien entre l'idéaliste texte sanctifié et la vilénie morale de l'Histoire à venir ?

8^e) Le bipartisme

Son étude va permettre très vite de comprendre pourquoi nos notions de Droite et de Gauche sont totalement inopérantes appliquées aux partis Républicain et/ou Démocrate contemporains. En cette fin du XVIII^e siècle, leurs précurseurs (sans être du tout leurs équivalents) vont se partager le pouvoir :

Le Parti Républicain démocrate (Republican Party) et le Parti Fédéraliste.

Ce sont d'abord et avant tout des coalitions d'intérêts comprenant tous deux, une aile droite, une aile gauche et un centre ! Elles sont la première conséquence des oppositions que je viens d'exposer et ont prolongé immédiatement la « convention constitutionnelle » réunie à Philadelphie en Pennsylvanie, le 25 mai 1787 et la nomination du premier gouvernement présidé par le héros militaire *George Washington*. Leurs divergences essentielles ne portent, bien évidemment, que sur l'importance du rôle de l'Etat national (fédéral) face aux Etats fédérés et sur la primauté de la défense des libertés individuelles à l'échelle locale.

Deux hommes incarnent ce schisme originel dans la constitution des *Etats-Unis* (dont le nom même exprime l'évidente schizophrénie) et sont à l'origine des deux courants idéologiques qui rythment la vie politique des USA jusqu'à nos jours. Mais pour bien appréhender cette époque il est indispensable de s'abstraire de toutes les connotations contemporaines liées aux termes Démocrates et Républicains.

De fait, le premier initié par Thomas Jefferson (il représente la Virginie au *Congrès continental* et donc les intérêts des colonies du sud)⁸² réunit les deux termes dans son

⁸¹ Il s'agit de gauche à droite de *George Washington* (1732-1799), de *Thomas Jefferson* (1743-1826), de *Theodore Roosevelt* (1858-1919) et d'*Abraham Lincoln* (1809-1865)

⁸² Thomas Jefferson, né le 13 avril 1743 à Shadwell, et mort le 4 juillet 1826 à Monticello, a été le troisième président des États-Unis, de 1801 à 1809. Cet homme d'État était également philosophe, agronome, inventeur, architecte, et il ne cachait pas ses sympathies francophiles. Son *hagiographie*, déjà peaufinée de son vivant et maintenue intacte jusqu'au XX^e siècle, le décrit comme un homme profondément attaché aux Droits de l'homme, pour lesquels il lutta au sein de son État et du pays. Faisant partie de l'élite des Lumières, et ayant connu « les plus grands esprits de

appellation (Parti Républicain démocrate) veut bien d'une République mais sous la forme d'une fédération d'Etats autonomes (une confédération). C'est-à-dire à la condition expresse que dans la hiérarchie des pouvoirs, l'échelon local garde toujours plus de pouvoir que le niveau supérieur.

Et, à l'inverse du « Republican Party » ses membres s'affirment « démocrates » (ils respectent et accordent de la valeur à l'opinion individuelle citoyenne)

Le second s'attache à la figure d'Alexander Hamilton⁸³ **qui considère la propriété comme un droit naturel et légitime ainsi les inégalités sociales**. L'élite est nécessaire car l'opinion du peuple est changeante et non fondée :

« Le peuple est turbulent et changeant, rarement il juge ou décide raisonnablement »

Pour lui l'État est **garant de l'intérêt général et l'entrepreneuriat est la base de toute économie**. Il veut limiter le pouvoir des Etats fédérés (mais, dit-il, c'est pour mieux protéger le droit des citoyens) et confier les rênes du gouvernement national à une **élite éclairée**.

En d'autres termes les « Républicains démocrates » peuvent être considérés, à l'origine, comme des anarchisants de droite (à l'origine du courant Libertarien dont la proximité sémantique avec « libertaire » est une source évidente de confusion). Pour eux c'est la liberté individuelle qui est le droit naturel prioritaire (sans pour autant contester en quoi que ce soit, le droit à la propriété!) ; ils ne tolèrent l'Etat Nation que dans la mesure où ses prérogatives sont limitées et revendique, en dernière instance décisionnelle, la souveraineté populaire.

Alors que le second apparaît d'évidence comme la matrice de la droite libérale (capitaliste) contemporaine. Il prône un « autoritarisme bienveillant » contrôlé par une « élite humaniste ». Il est important de souligner que ce parti reste profondément lié à la Monarchie Britannique, (enfin, pour être plus précis, surtout aux milieux financiers anglais) et que son appellation « fédéraliste » est une grande source de confusion, puisqu'il s'agit de « fédérer » dans le sens de « rassembler » des Etats alors que pour nous un Etat fédéral (comme l'Allemagne) est un Etat décentralisé.

Pour résumer et tenter d'y voir un peu plus clair nous avons face à face deux forces politiques, toutes deux en accord pour fonder un Etat Nation, mais dont la composante « fédéraliste » lutte pour un Etat souverain et centralisé et la partie « démocrate et républicaine » pour la plus grande autonomie possible (législative, politique, économique) pour chaque futur Etat-colonie. Difficile d'être plus équivoque !

son temps ». Rédacteur d'une partie de la Déclaration d'indépendance, il doubla la superficie des États-Unis par l'achat de la Louisiane. (Source [Wikipédia](#))

⁸³ Alexander Hamilton, né le 11 janvier 1757 à New York (des suites d'un duel dit [Duel Hamilton-Burr](#) avec le colonel [Aaron Burr](#)) était un homme politique, financier, intellectuel et officier militaire américain. Il fonda le parti fédéraliste. Juriste constitutionnaliste des plus brillants, il fut un délégué influent de la convention constitutionnelle américaine en 1787 et était l'auteur le plus éminent du Fédéraliste ([The Federalist Papers](#)), recueil d'articles publié entre 1787-1788 et l'interprétation la plus importante jamais écrite sur la Constitution.

Et à mon sens, cette antinomie ne se limite pas aux étiquettes...Elle peut être vue comme une tentative de détournement sémantique visant à s'appropriier (ou au moins affaiblir) les composants essentiels du système idéologique de la partie adverse. Comme cette pratique est, de nos jours, devenue d'une obscène banalité dans le combat politique, il est facile de comprendre de quoi je parle.

L'évolution de ces deux parties va finir d'entremêler les références idéologiques....En effet le Parti républicain-démocrate, à l'occasion de la désignation du candidat à la présidence en 1824 entre [John Quincy Adams](#) et [Andrew Jackson](#) se scinde autour de ces deux figures pour donner respectivement le [Parti national-républicain](#) (qui disparaîtra dès 1832 au profit du « [Parti whig](#) » qui finira lui-même par s'effondrer vers 1856)⁸⁴et les « Jackson Men » qui formeront un peu plus tard le [Parti démocrate](#). (cf. ci-dessous)

Ces trente années (tout particulièrement les 20 dernières) révèlent à quel point la confusion idéologique règne au sein des enjeux politiques. La « pêche » aux électeurs pour la « conquête de la Maison Blanche » structure déjà les discours et les alliances et amplifie d'autant l'embrouillamini conceptuel qui progresse dans les esprits. Je n'en expose, ci-dessous, qu'un succinct aperçu peu enclin à m'immerger plus qu'il est nécessaire dans ce ténébreux imbroglio...

Mais, on y revient toujours, c'est bien le schisme originel entre fédéralistes et antifédéralistes qui est toujours à l'œuvre et détermine les grands axes stratégiques derrière le subalterne débat idéologique. En l'occurrence et à ce moment charnière, ce sera celui qui oppose esclavagistes et anti-esclavagistes et qui va être à l'origine de la fondation du « Parti Républicain » à Pittsburgh en 1856 ([The Grand Old Party](#), dont l'influence est incontestablement prééminente depuis lors). Il a, à l'époque, pour principal objectif de,

« ...s'opposer à la loi Kansas-Nebraska, autorisant la pratique de l'esclavage au Kansas. Les activistes républicains y voyaient la preuve du pouvoir des propriétaires d'esclaves, conspirant pour s'emparer du pouvoir fédéral et étendre l'esclavage à tout le pays. Son moralisme et son puritanisme lui acquièrent rapidement le soutien des Yankees de Nouvelle-Angleterre, de New York et du Mid-Ouest, et plus précisément des presbytériens, des méthodistes, des quakers et des luthériens d'origine scandinaves. »
([Wikipédia](#))

Si ces « nouveaux » républicains perdront les élections de 1856, les suivantes, quatre ans plus tard, vont être celles de leur avènement ; bien que tout relatif, puisqu'ils vont simplement profiter de l'éclatement de l'unité « démocrate » (d'ailleurs toujours sur la même originelle controverse) pour porter [Abraham Lincoln](#) au pouvoir (élu avec seulement un peu moins de 40 % des voix alors que les démocrates, divisés, totalisaient ensemble 48 % des suffrages !). Seizième président des États-Unis il sera élu à deux reprises (en novembre 1860 et en novembre 1864) et demeure dans la légende celui qui « a dirigé les États-Unis lors de la pire crise constitutionnelle, militaire et morale de son Histoire — la *Guerre de*

⁸⁴ Une partie des partisans whigs rejoindront les Républicains et une autre fondera le [Constitutional Union Party](#), qui ne disposera que d'un « ticket » national ; il aura cependant un poids considérable dans les États frontières qui craignent l'éclatement d'une guerre civile.

Sécession —, et réussit à préserver l'*Union*. ». Pour ma part, je dirais plutôt celui, qui s'est servi de l'antagonisme entre esclavagistes et anti-esclavagistes pour rassembler tous les partisans de l'intégrité de l'Union face au danger représenté par la sécession de sept États esclavagistes du sud (puis onze après le déclenchement des hostilités), rassemblés en confédération (*les Etats confédérés d'Amérique*) afin de légitimer moralement une guerre civile prédéterminée et inéluctable, en quelque sorte en germe depuis l'équivoque succès constitutionnel du camp fédéraliste. Car sa priorité, comme celle de son camp, n'est en rien l'établissement d'une société égalitariste et non raciale. Ses propres déclarations ne laissent que peu de doutes sur ses convictions intimes :

« Je dirai donc que je ne suis pas et que n'ai jamais été en faveur de l'égalité politique et sociale de la race noire et de la race blanche, que je ne veux pas et que je n'ai jamais voulu que les noirs deviennent jurés ou électeurs ou qu'ils soient autorisés à détenir des charges politiques ou qu'il leur soit permis de se marier avec des blanches. [...] Dans la mesure où les deux races ne peuvent vivre ainsi, il doit y avoir, tant qu'elles resteront ensemble, une position inférieure et une position supérieure. Je désire, tout autant qu'un autre, que la race blanche occupe la position supérieure. »

André Kaspi, Les Américains : Naissance et essor des États-Unis 1607-1945, t. 1, Paris, Seuil, octobre 1986, p. 171-172

Cette « guerre de sécession » n'est en rien un conflit idéologique, celui qui opposerait les racistes du sud aux humanistes égalitaristes du Nord (si l'esclavage y est aboli on continue tranquillement à y organiser son commerce ! Et puis, ils profitent, via l'immigration, d'une main-d'œuvre mobile, disponible et bon marché)... C'est bien les conflits d'intérêt économiques et la prédominance sur la stratégie territoriale expansionniste en plein essor qui sont les véritables enjeux à l'œuvre. Ce sont deux modèles d'organisation politique et économique qui s'opposent frontalement, en réalité deux classes sociales :

L'industrielle et financière d'une part (l'hors-sol) face à celle des grands, moyens et même tout petits propriétaires terriens, l'urbanisation contre la ruralité, le centralisme bureaucratique contre le libertarisme anarchisant, l'élitisme bourgeois confronté à la rusticité naturaliste... En fait les deux spécimens de colons originels, à la fois si différents dans leur mode de vie et pourtant si semblables dans leurs motivations existentielles :

La soif inextinguible d'enrichissement et de pouvoir personnel, l'individualisme forcené et compétitif comme unique horizon moral et l'idéalisation de la structure familiale (même mafieuse) comme lien social primordial.

D'ailleurs, pour un observateur extérieur c'est bien plus leur complémentarité que leur antagonisme qui saute aux yeux. Et, c'est bien ce dernier qui, à leur corps défendant (c'est le mot !) est l'essentiel paramètre de leur succès. Il est même permis de penser qu'avec un peu plus d'intelligence politique ils auraient pu s'éviter un conflit fratricide qui généra entre 600 000 à 750 000 morts (selon les estimations) et plus de 500 000 blessés, et a laissé derrière lui un immense traumatisme au sein de la mémoire collective dont les séquelles n'en finissent pas d'empoisonner le climat social de cette pitoyable nation.

Il est par ailleurs aussi calamiteux que démystifiant de constater qu'à peine 70 ans après avoir conquis leur « indépendance » dans un prétendu même élan communautaire, ce peuple « uni » et « soudé » par sa « volonté de liberté » en vient à s'automutiler dans une si belle ardeur symétrique. Au moins faut-il reconnaître aux Etats du sud et à leur population une indéniable cohérence à refuser et combattre une souveraineté à nouveau externe à leurs territoires alors qu'à contrario, ceux du Nord n'ont que peu d'états d'âmes à bafouer sans vergogne les principes dont ils se prétendaient les garants.

Au cours de cet épisode, un des moins sensés de l'Histoire américaine, c'est bien la compromission originelle, fragile verrou du consensus si difficile et si long à obtenir qui a finalement explosé, faisant voler en éclat le mythe fondateur. Enfin l'aurait-il dû ! Car les historiens thuriféraires n'ont pas manqué de l'interpréter et de le rapporter comme l'ultime péripétie unificatrice et tant pis pour le carnage...

Mais si la victoire des nordistes est, de fait et institutionnellement, le second essentiel moment fondateur des Etats Unis d'Amérique et de sa puissance impérialiste à venir⁸⁵ il est également celui qui instaure un irréductible contentieux autant qu'une irréconciliable césure sociologique au sein de la population américaine. Le traumatisme humain autant que l'humiliation subis par les états du sud sont une plaie toujours purulente et leur résistance endémique, voire leur désobéissance répétée à la loi fédérale, une (des) constante sans faille. Quant à ceux du Nord (particulièrement ceux de la côte Est, localisation, oh combien symbolique du pouvoir fédéral administratif !) leur mépris affiché pour les « *redneck's* » n'a d'égal que la rancune et la crainte que leur inspire cette partie de la population américaine, qu'ils perçoivent comme historiquement responsable (certainement à raison...) de l'assassinat de Lincoln, prélude à la dislocation de l'Union (de surcroît celui de Kennedy aura lieu à Dallas...). De plus ils la considèrent le plus souvent comme ignare, raciste, voire même, arriérée ; ce que vient renforcer le fait (avéré !) qu'elle constitue l'immense réservoir de partisans du port d'arme dont la *National Rifle Association (NRA)* est considérée comme l'un des plus influents *lobbies* politiques des États-Unis.

[Ne peut-on en déduire également, sans trop de risques, les effets récurrents lors de la toute récente campagne présidentielle et surtout sur son démentiel dénouement : l'« élection » de l'infâme Trump !]

Est-il encore douteux que c'est bien cette césure originelle qui oppose deux visions pour ***l'exploitation*** et ***l'appropriation*** de ces nouveaux espaces déjà conquis ou encore à conquérir ? Même s'il est bon de répéter que ces deux projets, bien plus concurrents que réellement antagonistes, se fondent sur la même détestable motivation individualiste : "Let's make money" !

Et c'est là, certainement, le point clé nécessaire à la compréhension du champ politique américain. Notre grille de lecture européenne est totalement inopérante lorsqu'il s'agit d'analyser l'imbroglio idéologique de façade du bipartisme dominant car elle nous incite à

⁸⁵ Car sans lui cette nation, réduite à une simple confédération, n'aurait pu que stagner ou s'enliser dans l'étroitesse des intérêts plus ou moins antagonistes de chaque Etat, sans qu'aucune ambition et perspective « supérieure » ne puissent leur permettre de jouer le moindre rôle dans le champ de forces géostratégiques mondial...

plaquer les concepts de Droite et de Gauche sur une réalité qui en est, intrinsèquement dépourvue. Il est vrai que, de nos jours, notre propension à le faire est d'autant plus difficile à neutraliser qu'au sein même de la classe politique et de ses commentateurs, ce sont des termes couramment utilisés et qui servent manifestement à définir des lignes de clivages et de controverses. Tout récemment, Sanders, comme encore plus effrontément Obama, ont été catalogués d'hommes de gauche, de « socialistes », ce qui explique, sans doute, leur popularité parmi les « progressistes » européens, tout particulièrement en France... Mais peu sont ceux qui se rendent compte qu'il s'agit, au premier chef, pour leurs opposants d'une stratégie de dévalorisation, d'une accusation, d'une stigmatisation alors qu'aucun des deux, à ma connaissance, ne s'est jamais revendiqué d'une quelconque appartenance au mouvement collectiviste, marxiste ou encore moins communiste, et que le parti démocrate au pouvoir, nous allons le voir, n'a jamais réellement mis en œuvre une politique sociale, digne de ce nom...

Ce n'est qu'un dévoiement de sens particulièrement retors qui autorise d'associer le « libéralisme » économique des Démocrates américains à la Gauche, ce qui permet, en symétrie, de mieux appréhender et « savourer » les dérives idéologiques des partis politiques européens, dits « socialistes »... Somme toute, il suffit d'accepter que le « libéralisme social » ou le « social-libéralisme » ne sont pas d'irréductibles oxymores ! Afin de bien prendre la mesure des contradictions et de l'incohérence patente qui sillonnent le corpus idéologique de ces deux « grands partis », il faut parfois s'affranchir d'une chronologie qui tend à gommer sans cesse leurs errances, et quittant la progression historique, observer, de nos jours, la teneur de leur corpus idéologique, en regard de celui des origines. C'est même indispensable pour le « Grand Old Party » dont la prédominance a rarement été remise en question depuis 1865, autant au congrès, au sénat qu'à la tête de l'Etat et dont on peut mesurer à posteriori, l'incohérence doctrinaire endémique.

8⁷) Le Parti républicain

Les Républicains ont, très tôt, pressenti et intégré les répercussions à venir de la révolution technico-industrielle qui s'amorçait en cette fin de siècle tout spécialement en Angleterre (industrie textile et métallurgie (Cf. [article Larousse](#) sur ce sujet). Ils vont être la tête de pont de l'irrésistible propagation et expansion du capitalisme industriel sur ce nouveau continent. Ils défendent en priorité le principe de la moindre fiscalité possible (baisse d'impôts) et d'une intervention réduite au minimum de l'État dans l'économie. *Ronald Reagan* dans son discours inaugural en 1981 le résumera en une formule, aussi inepte qu'adéquate et qui ne pouvait donc manquer de rester fameuse :

« ...dans les temps de crise, le gouvernement n'est pas la solution à vos problèmes, le gouvernement est le problème. »

Je rappelle, sans rire, qu'il s'agit de l'homme qui représente un parti qui émane directement du **parti fédéraliste**, celui-là même qui a conduit une guerre civile (pendant laquelle 2 % de la population de l'époque a perdu la vie) pour instituer un Etat prédominant sur tous les autres. Mais d'évidence ce chapeau institutionnel ne doit plus aujourd'hui s'occuper

d'économie, doit collecter le moins d'impôts possible et réduire, autant que faire ce peut, les dépenses publiques.

Il est tout particulièrement hostile à tout système de sécurité sociale universel (cf.

L'obamacare). Tous courants confondus (et cf. ci-dessous il n'en manque pas..) tous les membres de ce parti se posent en garants de l'individualisme contre le collectivisme et le communautarisme (Ils étaient prêts à détruire la planète pour lutter contre l'empire soviétique !) et, toujours dans la plus parfaite cohérence (la leur !), ils sont les indéfectibles gardiens de la liberté du port d'armes ; mais bien évidemment, dans le même mouvement, celui aussi de la répression maximum en matière de criminalité !

Il s'agit donc d'un Etat qui prône la destruction de l'Etat, et qui au nom de la défense de « l'individualisme » refuse de se préoccuper de l'individu,... mais peut-être n'ai-je pas tout bien compris!?

Car s'ils considèrent unanimement, qu'en tant que gouvernants, il n'est pas de leur ressort de prendre soin matériellement des populations laissées pour compte du système économique qu'ils canonisent par ailleurs, il en va tout autrement pour ce qui est de leur moralité. Si chacun(e) ne doit compter que sur lui (elle)-même pour assurer sa survie et celle de sa famille, il (ou elle) doit se conformer aux « valeurs morales » (famille, patrie, vie, mérite, ordre, autorité, etc.) qui fondent cette merveilleuse nation.

[Les propos tenus par John Fitzgerald Kennedy, le 20 janvier 1961 et considéré comme l'un des meilleurs discours inauguraux (certainement un des plus révélateurs et pourtant jamais analysé !) de l'Histoire américaine montrent à quel point ce renversement de charge est normalisé ...

« Vous qui, comme moi, êtes Américains, ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays. Vous qui, comme moi, êtes citoyens du monde, ne vous demandez pas ce que les États-Unis peuvent faire pour le monde, mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour le monde ».

C'est donc un « Démocrate » (mais quel président américain n'aurait pu et ne pourrait le faire ?) qui exhorte chaque citoyen à ne rien attendre de l'Etat (aucune protection, aucune régulation, en fait, aucune justice sociale) et qui dans le même temps requiert son absolue soumission aux intérêts supérieurs de la Nation...

Et la seconde phrase est un modèle d'ambiguïté⁸⁶ du fait que son apparente symétrie avec la première dissimule en réalité une perversité rhétorique tout à fait remarquable et pourtant, à ma connaissance, jamais mise à jour. En deux petites lignes, et en creux, sont entérinés et légitimés, à la fois le rôle des Etats Unis comme « gendarme du monde » et l'appel subliminal à le soutenir ! En tant que citoyen du monde, pourquoi devrais-je attendre quoique ce soit des EU, à moins, bien sûr, d'être convaincu autant qu'eux-mêmes, qu'« Ils » sont le monde !? Et c'est bien cet *allant de soi* qui émerge, peut-être même à leur insu, de ce merveilleux lapsus... et que, c'est à peine croyable, le monde entier plébiscita...]

⁸⁶ Il est possible que ce qui est dit ici n'ait pas été sciemment voulu ce qui, à mon sens, serait encore pire... !

Bien que ce ne soit pas toujours aisé, il ne faut jamais perdre de vue, que cette population est ontologiquement croyante et religieuse et que les notions de bien et de mal y sont intrinsèquement prégnantes. L'apparente « laïcité » ne sert que de paravent à une intrication permanente entre valeurs politiques et valeurs morales religieuses. Et s'il est parfois également difficile de discerner qui, du politique ou du religieux, instrumentalise l'autre, je m'en tiendrai pour ma part, à considérer que c'est bien le premier, comme partout dans le monde d'ailleurs, qui en est le principal instigateur et profiteur.⁸⁷

Par exemple, pour ce qui est du « *Grand Old Party* » il est clair qu'il a su, à partir de la fin des années soixante, grâce à une stratégie (particulièrement élaborée) d'accointance avec le mouvement évangéliste, conquérir l'électorat conservateur des « états clés » (ou *Swings States*) du sud jusque-là pré carré intouchable des démocrates⁸⁸. Les républicains seront donc ouvertement (mais ne l'étaient-ils pas déjà dans leur grande majorité ?) contre toute libéralisation des mœurs ce qui les amènera à lutter et légiférer dès que possible contre les droits des homosexuels, contre l'avortement, contre la *discrimination positive* et les quotas raciaux, de privilégier l'école privée (dite libre !) contre l'école publique et bien évidemment d'être en grande majorité adeptes convaincus de la peine de mort. Et ce n'est pas l'avènement de l'ère Trump qui devrait améliorer cette affligeante profession de « foi »... Et, comme si cela ne suffisait pas :

« Bien **qu'il paraisse plus homogène** que le Parti démocrate il est également traversé par de nombreux courants internes souvent contradictoires »

« On discerne ainsi deux grands courants, l'un conservateur et l'autre modéré, tous deux divisés entre plusieurs factions **qui ne sont pas exclusives les unes des autres** (tiens pardi !) dont notamment :

Les conservateurs :

Les conservateurs fiscaux, adeptes de la maîtrise des dépenses publiques ;

Les conservateurs sociaux, adeptes de valeurs morales conservatrices ;

La droite religieuse dans laquelle se classent les évangéliques du sud du pays, les mormons, les juifs orthodoxes ou les catholiques traditionalistes ;

Les « patriotes », les nationalistes et les Security Oriented ;

Les républicains libertariens, partisans d'un État fédéral réduit au minimum, parmi lesquels se recrutent de nombreux membres du mouvement des Tea Party tels *Rand Paul*. S'ils sont divisés sur les questions sociales (mariage homosexuel, avortement, etc.), ils estiment le plus souvent que l'État fédéral n'a cependant pas le droit d'interférer dans des domaines qui relèvent de la vie privée ;

Les « States' Rights Oriented », partisans du transfert maximum des compétences de l'État fédéral aux États fédérés ;

⁸⁷ Pour ceux qui souhaitent se plonger dans le marasme des différentes croyances qui sévissent aux EU je renvoie à l'article de wikipédia : https://fr.wikipedia.org/wiki/Religion_aux_%C3%89tats-Unis

⁸⁸ (cf. « *Évangélistes et Moral Majority* » Pierre Jeremie, Lara Deger, 18/03/2016 pour *Le Club du Millénaire*)

Les néoconservateurs, souvent des universitaires et des intellectuels, partisans d'un nouvel unilatéralisme américain sur le plan international (doctrine Bush) ;

Les paléo-conservateurs, traditionnellement isolationnistes, protectionnistes et socialement conservateurs.

Les modérés et les libéraux :

Les centristes, souvent fiscalement conservateurs et progressistes sur les sujets de société. Parfois affublés du sobriquet de « Republican In Name Only » par leurs détracteurs conservateurs, on y trouve notamment les républicains de Nouvelle-Angleterre ou les anciens partisans de Nelson Rockefeller et les Log Cabin Republicans (les républicains gays).

Depuis les années 1980, on distingue un antagonisme assez prononcé, bien que non exclusif, entre les républicains de l'ouest, libertariens et individualistes, et ceux du Sud, chrétiens fondamentalistes, concentrés sur les valeurs morales et religieuses. » (cf. wikipédia)

Dans ce cheminement improbable et certainement inutile vers une vérité enfouie, je dois avouer qu'il m'est souvent arrivé d'être autant surpris que consterné, en prenant conscience de l'ampleur des mystifications qui nous régissent mais l'extravagance de cette confusion et de ces incohérences (froidement affichées) me semble mériter une palme. D'un parti antiesclavagiste, frôlant parfois la frontière égalitariste et prétendument « inspiré » par l'idéal démocratique des « Lumières », les voici vaillamment rassemblés autour d'un ramassis de valeurs, bien que parfois divergentes, toutes, en réalité, éminemment réactionnaires... Un bel exemple de constance et d'opiniâtreté. Je ne m'y attarderai donc pas !

8⁸) Le Parti démocrate :

Dissimulé, de nos jours, derrière une attractive vitrine progressiste, son analyse critique s'en trouve un peu plus délicate et sera donc beaucoup plus longue ; pourtant, encore une fois l'Histoire, **son** Histoire, si l'on ne se contente pas de sa simple surface, permet, assez facilement, d'en effacer les apparences.

Les « Démocrates » des origines s'inscrivent dans la droite ligne de la "Destinée manifeste" et défendent l'idée d'une société agraire qui se développe horizontalement, en accumulant de nouvelles terres en tant qu'acteurs fébriles de la conquête de l'Ouest ! Bien qu'ils prônent un idéal de vie simple et traditionnel, les grands propriétaires, à l'instar des nobles européens, vivent dans une indécente opulence sur d'immenses domaines, choyés par une armada de serviteurs-esclaves. Ils redoutent la modernisation industrielle et financière qui ne peut que rapidement les soumettre à la puissance économique (et donc politique) de l'oligarchie qu'elle forcément génère. Qui pourrait leur donner tort puisque c'est bien, de fait, ce que les Whigs s'emploient ouvertement à mettre en œuvre (promotion d'un système bancaire national, développement intensif des réseaux de transport et du tissu industriel, etc.)!? Mais c'est surtout à l'instauration des droits de douanes qu'ils s'opposent farouchement car ils y voient, à juste titre, une grave entrave à leurs transactions avec les marchés européens. Mais suite aux tractations constitutionnelles (compromis des trois

cinquième), ils maîtrisent sans partage le congrès pendant une trentaine d'année (1795-1825) sous l'accapareur label de *Parti républicain-démocrate*... Dénomination, il faut bien le reconnaître, d'un audacieux cynisme pour une communauté de « propriétaires », indéniables spoliateurs de territoires qu'ils contrôlent par une répression de tous les instants et dont ils tirent d'immenses profits en asservissant, exploitant et pressurant d'autres êtres humains qu'ils ne considèrent même pas comme tels et traitent souvent bien plus mal que leurs animaux domestiques... Tout ceci bien abrité dans le confort mental que leur offre leur conviction de la supériorité « surnaturalisée » de la race blanche sur toutes les autres... Ce sont donc ces gens-là qui vont dominer la chambre des représentants et légiférer au sénat. Est-il possible d'envisager sérieusement un instant, qu'il n'y ont fait autre chose que préserver leurs privilèges ?

Reste à comprendre, comment, à partir de fondations aussi notoirement conservatrices et réactionnaires, ils ont pu se construire un frontispice progressiste et graduellement s'attacher le vote des toutes les minorités opprimées, au point d'apparaître aujourd'hui comme un « parti de Gauche », essentiellement concerné par le sort des victimes d'un système économique capitaliste qu'ils ont contribué activement à bâtir depuis leurs origines...

Eh bien c'est assez simple ! En toute intelligence souterraine avec son antagoniste-partenaire, grâce à l'instauration et la maîtrise parfaite d'un régime politique « alternatif », qui depuis deux cent trente ans leur garantit, sans la moindre interruption, la prorogation de leur toute-puissance partagée. Et, il a pour nom, enfin plus justement, l'ont-ils éhontément nommé : « Démocratie ».

Ce qu'ils désignent ainsi et qui nous est exhibé comme la gouvernance du peuple, par le peuple et pour les intérêts du peuple n'est en réalité qu'un misérable leurre, circonscrit au seul acte citoyen qui lui est concédé : le droit de vote.

Ils ne l'ont bien sûr pas inventé... Toutes les révolutions bourgeoises qui ont ébranlé les régimes monarchiques sur l'ancien continent ont très rapidement forcé les nouveaux locataires du pouvoir à trouver des formes moins autoritaires de domination et le vote s'est avéré très vite une solution pragmatique des plus efficaces. D'abord le « censitaire »⁸⁹ bien sûr c'est-à-dire celui qui exclut d'office les non-possédants. La justification vient en toute logique par une rhétorique de classe bien connue, que quelqu'un comme Emmanuel Sieyès contradicteur émérite de *Jean-Jacques Rousseau* et de la démocratie directe (la seule irrécusable!) formulait en ces termes :

« Le vote est une fonction et donc par conséquent seuls les individus ayant les capacités (intelligence, niveau économique) d'exercer cette fonction doivent y participer. »

Ce qu'un Tocqueville a également corroboré ainsi :

« On aura beau faciliter les abords des connaissances humaines, améliorer les méthodes d'enseignement et mettre la science à bon marché, on ne fera jamais que les hommes s'instruisent et développent leur intelligence sans y consacrer du temps [...] il faudrait que

⁸⁹ Le **suffrage censitaire** est le mode de suffrage dans lequel seuls les citoyens dont le total des *impôts directs* dépasse un seuil, appelé *cens*, sont *électeurs*. Parfois, le cens pour être éligible est fixé à un seuil plus élevé.

le peuple n'eût point à s'occuper des soins matériels de la vie, c'est-à-dire qu'il ne fût plus le peuple. »

Magnifique ! Pour que le peuple s'émacie il faudrait tout bêtement qu'il ne soit plus le peuple (à rapprocher de la « définition du notable », de Max Weber /page 30)... Cet élitisme pleinement assumé pourrait déconcerter s'il n'était pas observé pour ce qu'il est réellement : à savoir la manifestation la plus banale d'une volonté fiévreuse de justifier moralement leur inique statut de dominants. Et dire que ces gens sont considérés comme des humanistes !

Nouveau paradoxe saisissant, ce sont donc les antifédéralistes/esclavagistes qui ont « obtenu » contre toute attente la direction politique de l'Etat Fédéral (mais pas son administration, toujours aux mains des industriels et de la bourgeoisie de *Nouvelle-Angleterre*) en majorant leur potentiel de représentants grâce à leur immense réserve d'esclaves (cf. compromis des trois-cinquièmes). ***Plus ils en possédaient mieux ils étaient représentés au congrès !***

Si le vote censitaire a bien pour avantage de limiter les prises de décisions à l'entre soi des possédants elle n'en crée pas moins un champ de bataille pour le pouvoir d'une âpreté et d'une violence indéniables, dont l'essentiel objectif sera d'obtenir la majorité lors des diverses élections.

« Les réseaux des deux partis dans les États se mirent en action en 1794 et 1795, établissant ainsi dans tous les États ce qu'on appelle le premier système de partis. Le *scrutin uninominal majoritaire à un tour* crée une bipolarisation dans la politique de chaque État, les gagnants s'emparant des postes administratifs prestigieux et lucratifs, les perdants essayant de reprendre l'avantage en se plaçant sur l'échiquier politique fédéral. » ([Wikipédia](#))

Le clientélisme (ou « patronage ») institutionnalisé grâce au [système des dépouilles](#)⁹⁰ instauré par [Andrew Jackson](#) va être un formidable enjeu dans chaque état. Bien au-delà (ou au-dessous, comme on préfère) du débat d'idées c'est la rapacité des intérêts et la compétition pour le plus grand profit possible qui exacerbent les passions. Ce système qui amalgame rôle politique de représentation et statut de hauts fonctionnaires de l'Etat est d'évidence une source inaltérable de corruption et devrait (aurait dû) disqualifier, sans appel, la nature soit disant démocratique de ce régime en réalité purement oligarchique et ploutocratique.

[Il faudra attendre 1939 la [loi Hatch](#) pour qu'il soit interdit aux fonctionnaires fédéraux de mener simultanément une activité politique.

Ce qui n'empêchera pas Trump, huit décennies plus tard, de nommer quatre mille cent nouveaux membres de l'administration dont douze cents d'entre eux vont occuper

⁹⁰ Le système des dépouilles (spoils system) est un principe selon lequel un nouveau gouvernement, devant pouvoir compter sur la loyauté partisane des fonctionnaires, substitue ceux qui sont en place par des fidèles. Il est mis en place aux États-Unis sous la présidence d'Andrew Jackson qui, après son élection, remplace la quasi-totalité des membres de l'administration fédérale. Il considère en effet que le peuple donne mandat au gagnant pour choisir les fonctionnaires dans ses rangs. Qui plus est, pour lui, le service public ne doit pas être réservé à une élite mais accessible à tous. L'apogée du système se situe des années 1850 jusqu'au milieu des années 1880, date à laquelle le Pendleton Civil Service Act (1883) rationalise la fonction publique fédérale.

des postes à haute responsabilité (les ministres, leurs adjoints, les dirigeants des principales agences gouvernementales et les ambassadeurs). Il est bien connu que la population de Washington est partiellement modifiée à chaque alternance.]

Dans cette économie capitaliste naissante, mais déjà en plein essor, la cartographie clientéliste est instable et le combat électoral va s'avérer de plus en plus problématique. En 1825, le *Parti républicain-démocrate* va en faire les frais...

Deux courants s'y affrontent (Les fermiers de l'Ouest contre les élites virginiennes et puritaines), ce qui va entraîner une scission (ces derniers vont fonder le *parti national-républicain*) avec *John Quincy Adams* et les autres conduits par *Andrew Jackson*, le parti démocrate. (C'est un peu comme si le schisme originel s'était déplacé au sein du parti dominant consécutivement à l'affaiblissement du parti fédéraliste).

« Adams étant connu pour son *antiesclavagisme*, Jackson reçoit le soutien du Sud grâce au sénateur *Calhoun*, important porte-parole des états esclavagistes, théoricien du droit de « *nullification* » des lois fédérales par les états locaux. Jackson en outre, par son opposition populiste à l'élite Wasp, attire les fermiers de l'ouest et les nouveaux arrivants, en particulier catholiques (Irlandais puis Italiens). Le parti démocrate les fédère autour de la machine politique Newyorkaise que domine *Martin Van Buren*, un descendant de Néerlandais qui a le soutien des *locofocos* (démocrates qui défendent les classes populaires). Cette coalition permet la victoire de Jackson à la présidentielle de 1829. La fonction publique est alors contrôlée par les démocrates (*système des dépouilles*). » Wipédia (*Parti Démocrate*)

Andrew Jackson, qui jouit encore aujourd'hui, en toute bonne propagande, d'une réputation incongrue de « protecteur de la démocratie populaire et de la liberté individuelle » fut celui qui, le 28 mai 1830, après le vote du congrès, signa la loi d'expulsion des Indiens de tous les États de la côte Est et leur implantation dans les territoires à l'ouest de la plaine du Mississippi.

« C'est l'application de cette loi en 1838 qui amena la déportation de 16 000 indiens de la nation *Cherokee* de *Géorgie* dont plus de 4 000 moururent sur le Sentier des larmes avant d'être arrivés en Oklahoma. Cet acte est le plus spectaculaire du *génocide qui a touché les Amérindiens*. » (*Indian Removal Act*).

Démagogue s'il en fut, il abhorre les politiciens professionnels et les institutions. Il me semble indispensable de reproduire ci-dessous la critique acerbe qu'en fit *Tocqueville*, tant elle apparaît aujourd'hui d'une brûlante pertinence, au regard du comportement du « nouveau locataire » de la Maison Blanche et permet surtout d'en relativiser la prétendue extrême nouveauté :

« (...) loin de se présenter comme le champion de la centralisation, le général Jackson est l'agent des jalousies provinciales ; ce sont les passions décentralisantes (si je puis m'exprimer ainsi) qui l'ont porté au souverain pouvoir. C'est en flattant chaque jour ces passions qu'il s'y maintient et y prospère. Le général Jackson est l'esclave de la majorité : il la suit dans ses volontés, dans ses désirs, dans ses instincts à moitié découverts, ou plutôt il la devine et court se placer à sa tête. (...)

Après s'être ainsi abaissé devant la majorité pour gagner sa faveur, le général Jackson se relève ; il marche alors vers les objets qu'elle poursuit elle-même, ou ceux

qu'elle ne voit pas d'un œil jaloux, en renversant devant lui tous les obstacles. Fort d'un appui que n'avaient point ses prédécesseurs, il foule aux pieds ses ennemis personnels partout où il les trouve, avec une facilité qu'aucun président n'a rencontrée ; il prend sous sa responsabilité des mesures que nul n'aurait jamais avant lui osé prendre ; il lui arrive même de traiter la représentation nationale avec une sorte de dédain presque insultant ; il refuse de sanctionner les lois du Congrès, et souvent omet de répondre à ce grand corps. C'est un favori qui parfois rudoie son maître. »

— *De la démocratie en Amérique* Tome 2 (1840)

J'invite à méditer, de surcroît, sur le fait que son alter égo de 2017 est, lui, soutenu par les Républicains... !!!

Ce parti en plus d'être celui des esclavagistes et des antifédéralistes va donc devenir celui des expansionnistes conquérants et génocidaires et assurer sa pérennité par un système corrompu de largesses électoralistes.

Voilà donc des fonts baptismaux que les « démocrates progressistes » contemporains ne sont certainement pas impatients de voir révéler au grand jour...

Comme on l'a vu plus haut c'est certainement cette brutalité et surtout son efficacité, qui va provoquer la réaction des fédéralistes, rassemblés derrière Lincoln et déboucher sur la guerre civile...

Si les Nordistes finirent par s'imposer sur le terrain militaire (après de nombreux et cuisants revers), ce ne fut qu'en instrumentalisant les esclaves noirs à qui ils firent croire que **leur** victoire engendrait **leur** liberté. Il est bon de rappeler que la proclamation d'émancipation signée par Lincoln en 1864 ne déclarait pas que tous les esclaves seraient libres, mais seulement ceux des États sécessionnistes. Il s'agissait d'abord de tenter de paralyser l'économie des États du Sud et d'endiguer ainsi leur expansionnisme vers l'Ouest. Les Républicains, comme Lincoln et dans leur grande majorité, n'étaient pas abolitionnistes et tenaient à laisser subsister l'esclavage dans certains états du Nord. Une nouvelle preuve, s'il en faut encore, que les buts de guerre n'étaient pas totalement inspirés par un noble idéalisme humaniste.

De fait, Lincoln, dans sa stratégie conciliatrice, avait choisi *Andrew Johnson* comme vice-président (un sudiste-unioniste, symbole de modération), mais n'avait certainement pas envisagé qu'il lui succéderait suite à son propre assassinat. Or il est à posteriori permis de penser que sa désignation fut, dans ce contexte, le pire choix possible. L'homme est buté, raciste grossier, illettré jusqu'à 18 ans et n'apprend l'écriture que très tardivement (il ne la maîtrisera jamais réellement) et n'aura jamais qu'une compréhension très basique de la Constitution ("Andrew Johnson" by Annette Gordon-Reed (Times/Henry Holt).

Le 4 mars 1865, il prête serment en état d'ébriété avancée et on ne le reverra quasiment plus au sein du *Cabinet* jusqu'au meurtre de Lincoln.

Si ce n'était l'actualité récente il semble inimaginable qu'une telle personnalité puisse avoir été pressentie même pour le poste subalterne de vice-président.

Bornés par leur conception de l'Histoire réduite à ses incarnations, les historiens en ont fait un des pires présidents de la liste ; je pense, pour ma part, qu'il fut juste assez médiocre pour ne pas savoir, ni pouvoir, interférer dans un « grand jeu » qui lui échappait totalement. Seuls, son orgueil et ses intérêts carriéristes, conduisaient son action ; tout particulièrement sa volonté quasi obsessionnelle d'être (ré) élu (pour effacer une désignation pour le moins équivoque) a certainement été à la source de ses prises de décisions (ou de ses atermoiements) sans qu'il n'en perçoive les cruciales conséquences pour la nation qu'il était censé guider...

Pourtant ce moment a peut-être été de ceux où, le chaos régnant, un basculement radical est soudainement de l'ordre du possible. ***La complexité des contradictions et des antagonismes qui enfièvent les pouvoirs dominants ouvrent parfois des espaces, des failles dans la structure normative, dans lesquels peuvent s'immiscer des courants progressistes jusque-là inespérés.***

Suite à l'assassinat de Lincoln, Johnson (en réalité les « conciliateurs » qui le soutiennent, une alliance de républicains et de démocrates modérés), va tenter une politique de réintégration rapide des Etats dissidents. Lincoln avait lui-même défendu un plan selon lequel des élections seraient organisées dans un État si 10 % des électeurs prêtaient allégeance à l'Union ; ce fut refusé par le Congrès (Le parti républicain s'était divisé en deux factions pendant la guerre de Sécession entre les modérés et les radicaux...et ces derniers en voulaient 50 %), mais Lincoln y apposa son veto.

Pourtant ce sont eux qui vont finir par s'imposer; ils veulent se venger et vont profiter de « l'opportunité » qu'offre le meurtre de Lincoln pour tenter de soumettre définitivement le Sud... Mais dans l'entre temps (le Congrès ne doit pas se réunir avant décembre 1865) ce sont les « Johnsoniens » qui ont la main.

Et c'est autour de la question des droits civique à accorder ou non aux esclaves noirs (deux problèmes en un : le racisme et l'esclavagisme) que vont s'affronter et s'exacerber les tensions. Il serait bien naïf de croire, comme le récit historique mythifié a tendance à nous le rapporter, qu'il s'agit là d'un conflit idéologique fondamental, ... Si les radicaux défendaient l'égalité des droits pour les afro-américains ce n'est que parce qu'ils considéraient que les esclaves affranchis seraient certainement plus disposés à voter Républicain en reconnaissance de leur émancipation et ainsi renforceraient leur pouvoir en affaiblissant celui des Démocrates ; quant aux modérés, associés à leurs pendants démocrates, le vote des « noirs » leur semblait bien moins productif pour d'abord des raisons évidentes de politiques locales et surtout parce qu'ils pensaient, du haut de leur morgue élitiste, qu'ils ne voteraient pas correctement.

Les Johnsoniens vont laisser de côté cette dissension par trop risquée et, profitant de leur relative marge de manœuvre, se tourner délibérément vers leurs appuis sudistes avec deux décisions hautement symboliques...

D'abord une proclamation qui reconnaissait la légitimité du gouvernement de Virginie et puis une amnistie de tous les anciens rebelles à l'exception de ceux dont la valeur des propriétés dépassait 20 000 \$ (285 000 \$ de 2011) mais rien concernant le droit de vote des afro-américains et les droits des esclaves affranchis.

Cela leur valu immédiatement un important soutien populaire qui les encouragea à poursuivre dans cette voie mais les rendit aveugles à l'exaspération des Nordistes qui sentaient le vent tourner en leur défaveur. Poussés par une opinion publique (une pression électoraliste !) qui voulait que le Sud reconnaisse sa défaite, que l'esclavage soit aboli et que la vie des afro-américains soit améliorée, les Radicaux ne pouvaient plus tolérer un « glissement » de cette nature apte à redonner très rapidement le pouvoir aux Démocrates, situation dont ils sortaient à peine et qui les amenait à penser qu'ils avaient fait une guerre pour rien...

Et ils n'avaient bien évidemment pas tort car sur le terrain la reconquête battait son plein ce que l'instauration dans de nombreux Etats des *Black Codes* qui limitaient fortement les droits fondamentaux et civiques des afro-américains ne manque pas de prouver⁹¹. Le conflit ouvert avec le Congrès devint inévitable et mena directement au conflit constitutionnel lié au *Civil Rights Act* ; Johnson y opposa son veto que le Congrès outrepassa trois semaines plus tard, une première dans l'Histoire américaine. Puis il enfonça le clou en proposant un *14^e amendement* à la Constitution⁹² ce qui déboucha sur une crise institutionnelle majeure. Les élections de mi-mandat (novembre 1866) furent un fiasco pour Johnson... Les républicains après une victoire triomphale disposaient à présent de majorités écrasantes à la Chambre et au Sénat et n'étaient plus du tout enclins au moindre compromis avec les Etats du Sud.

Pourtant les Johnsoniens s'entêtèrent en s'appuyant sur l'impasse législative provoquée par le *14^e amendement* (il devait être ratifié par les trois quarts des États pour être intégré à la Constitution et aucun de ceux du Sud, à l'exception du Tennessee, ou même frontaliers (le haut Sud) n'étaient disposés à le faire). Et le bras de fer repris de plus belle...⁹³, empira et, en

⁹¹ Au Texas, par exemple, la 11^e législature introduisit les *Black Codes* en 1866. Cela d'une part pour confirmer le statut d'infériorité que les Noirs et les esclaves émancipés avaient avant la *guerre du Texas* et d'autre part, pour contrôler le travail des Noirs dans la société. Les *Black Codes* entrés en application juste après la guerre de Sécession, même s'ils variaient d'un État à un autre, visaient l'objectif de s'assurer en permanence une main-d'œuvre à bon marché et ont donc contribué à pérenniser le statut d'infériorité des esclaves affranchis. Les *Black Codes* trouvaient leurs fondements dans les anciennes lois sur les esclaves.

⁹² L'amendement ajoutait les dispositions les plus importantes du *Civil Rights Act* dans la Constitution mais allait également plus loin. Il étendait l'octroi de la citoyenneté à toute personne née aux États-Unis (**à l'exception des Amérindiens dans les réserves indiennes, il ne fallait quand même pas exagérer !**), pénalisait les États qui ne donnaient pas le droit de vote aux esclaves affranchis et créait de nouveaux droits civiques qui seraient protégés par les tribunaux fédéraux. Il garantissait également que la dette publique fédérale serait remboursée mais interdisait tout paiement des dettes contractées par la Confédération pendant le conflit. Pour finir, il excluait les anciens confédérés des fonctions officielles même si cela pouvait être annulé par le Congrès

⁹³ En janvier 1867, Thaddeus Stevens présenta une loi visant à dissoudre les gouvernements des États du Sud et à créer cinq districts militaires sous la *loi martiale*. Les États devraient à nouveau organiser des conventions constitutionnelles et les afro-américains pourraient voter ou devenir délégués à la différence des anciens confédérés qui n'avaient pas ces droits. Le Congrès ajouta à la loi que la réintégration de l'Union ne se ferait qu'après la ratification du 14^e amendement par l'État. Johnson et les Sudistes essayèrent de trouver un compromis par lequel le Sud accepterait une version modifiée de l'amendement n'accordant que des droits limités aux afro-américains et n'excluant pas les anciens confédérés. Les républicains insistèrent sur le maintien complet de l'amendement et aucun

réponse aux déclarations de Johnson selon lesquelles il limogerait les membres de son Cabinet qui n'étaient pas d'accord avec lui, le Congrès adopta le *Tenure of Office Act* qui enlève au président son pouvoir traditionnel de révoquer librement les titulaires des plus hautes fonctions de l'exécutif, notamment ministres et généraux malgré le veto présidentiel. Johnson passa outre et la procédure d'*impeachment* fut lancée... Une seule voix manqua au Sénat pour valider sa destitution. Considérablement affaibli, il dut renoncer à un second mandat et laisser la présidence à un républicain-radical, le général [Ulysses S. Grant](#), chef victorieux de l'*armée de l'Union*.

Le récit national officiel tend à présenter ce moment particulièrement chaotique et « foireux » comme l'épisode charnière qui aurait pu (si, comme il tend à l'affirmer, Johnson n'avait pas été Johnson !) faire basculer la nation américaine du côté de la probité et de la vertu abolitionniste, comme si l'intelligence conciliatrice et stratégique (ou son absence) d'un homme providentiel (ou désastreux) était suffisante pour résorber le conflit endémique qui fermentait au sein de cette nation bicéphale depuis ses origines... ***Les forces occultes qui régissent le monde prédominent de loin la marge de manœuvre d'un seul homme, quelles que soient les prérogatives de son apparent pouvoir.***

En l'occurrence et pour mémoire, Johnson était, avec le secrétaire d'État [William H. Seward](#), [le général Grant](#) (futur Président après Johnson)) et Lincoln, une des quatre cibles de la conspiration mais fut bizarrement épargné⁹⁴... Il n'est peut-être pas absurde de penser que son insignifiance lui ait sauvé la vie !

Cette guerre, il faut le répéter, ne fut en rien motivée par des valeurs morales ou philosophiques ; elle n'a été que l'expression ultime d'un antagonisme irréductible, d'une compétition féroce entre deux stratégies d'appropriation et d'exploitation des immenses richesses offertes et promises par ce territoire livré à une insatiable rapacité débridée. La ploutocratie du Nord a su très tôt dissimuler ses véritables intérêts derrière une belle façade humaniste et sa volonté de conquête et de domination des puissances économiques du Sud légitimée par celle d'abolir l'esclavage et d'établir constitutionnellement des droits civiques pour **tous** les citoyens américains (exceptés, d'évidence, les amérindiens !) ; c'est certainement une de ses plus belles « réussites ». Ce sera d'ailleurs, si l'on veut bien le voir, la « méthode originelle » que ce conglomérat de pouvoirs additionnels (financier, industriel,

accord ne fut trouvé. Johnson apposa son veto au premier de ces *Reconstruction Acts* le 2 mars 1867 mais le Congrès l'annula le même jour.

⁹⁴ Les circonstances de l'assassinat ont donné lieu à des spéculations sur Johnson et sur l'avenir que lui attribuaient les conspirateurs. Le potentiel assassin de Johnson, Atzerodt, s'était enivré au lieu d'assassiner le vice-président. Dans le vain espoir de sauver sa vie après sa capture, il donna de nombreux détails concernant la conspiration mais ne dit rien pour corroborer l'idée que la tentative prévue contre Johnson n'était qu'une ruse. Les théoriciens du complot indiquent que le jour de l'assassinat, Booth se rendit à Kirkwood House et y laissa un mot à l'intention de Johnson portant l'inscription « Je ne veux pas vous déranger. Êtes-vous chez vous ? [Signé] J. Wilkes Booth ». Il est ainsi possible que Booth, craignant qu'Atzerodt ne réussisse pas à tuer Johnson, ou inquiet qu'il n'ait tout simplement pas le courage de l'assassiner, ait voulu par ce message tenter d'impliquer le vice-président dans la conspiration. *Sénat des États-Unis*, « [Andrew Johnson, 16th Vice-Président \(1865\)](#) » [archive]

militaire, politique et bureaucratique) utilisera à l'avenir et continue, hardiment, d'employer de nos jours.

Ce n'est bien sûr,

...**que** pour nous libérer du joug du fascisme qu'ils ont débarqué en Europe,
 ...**que** pour préserver **La Liberté** qu'ils ont combattu avec le plus grand acharnement contre Le Communisme (le Péril Rouge),
 ...**que** pour nous préserver de l'obscurantisme religieux Coranique et des monstres terroristes qu'il a indiscutablement engendré (« l'axe du mal ») qu'ils ont envahi l'Irak et tué des millions de personnes (mais, il est vrai, en profitant, au passage, de l'opportunité d'offrir la démocratie au peuple tyrannisé) et ce n'est finalement
 ...**que** pour assurer notre sécurité quotidienne qu'ils mettent en place un système de contrôle et de surveillance généralisée à l'échelle de la planète, qu'ils réduisent drastiquement nos libertés fondamentales, celles-là même dont ils se prétendent et sont censés être les garants !

Mais retournons à ce singulier moment, si déterminant pour la suite.

Au début de cette courte période connue sous le nom de « Reconstruction » une partie des populations, jusque-là opprimées, du Sud, vont vivre une des expériences démocratiques les plus importantes dans l'Histoire des États-Unis. Occuper militairement un territoire est une chose, mais en changer les structures profondes, en opposition frontale avec les anciens dominants, en est une autre, bien plus délicate... La stratégie Nordiste, aussi retorse qu'habile, avait consisté, dans un premier temps (sous la présidence de Johnson), à déléguer une partie du pouvoir administratif aux ouvriers blancs les plus pauvres. Elus aux gouvernements d'États ils coopéraient car ils avaient d'évidence les mêmes intérêts et effectivement ils légiférèrent afin d'améliorer leurs conditions de vie. Furent édifiés ainsi les premières écoles publiques (comme en Caroline du Sud) et d'importants travaux d'infrastructures (routes, ponts, etc.).

Cette évolution gagna même le niveau fédéral. Le 9 avril 1866 le Congrès vote une Loi des Droits Civils ("Civil Rights Act") accordant aux Noirs les mêmes droits civiques qu'aux Blancs (en 1869 et il y eut même deux sénateurs et vingt députés noirs au Congrès)⁹⁵. Il fut même envisagé d'accorder des titres de propriété aux quatre millions de Noirs émancipés en leur donnant à chacun 40 acres et un mulet ("Forty acres and a mule"). Sans suite, est-il nécessaire de le préciser... ?

S'il est de même incontestable que cette époque « post guerre civile » fut l'occasion pour les réelles forces progressistes, abolitionnistes et anti esclavagistes, (essentiellement du Nord et regroupées en associations non gouvernementales et la plupart du temps d'origines religieuses) de gagner en influence, au point de pouvoir peser sur les élections, l'efficacité sur le terrain resta toute relative.

Car dans le Sud, bien que les pouvoirs économiques et politiques aient été militairement défaits, la classe dominante n'a, bien sûr, pas disparu et les mesures administratives qui

⁹⁵ Pour plus de détails je renvoie à un article très complet sur cette époque troublée :

(http://medarus.org/NM/NMTextes/nm_04_01_reconstruction.htm)

tendent de les écarter des leviers de commande sont plus symboliques que réellement opérantes. On sait bien qu'un conflit ouvert suivi d'une occupation militaire ne permet pas de changer les mentalités et pour ce qui est de ces dernières, la guerre n'a strictement rien changé, bien au contraire ! Une grande part des dominants sudistes ne sont pas dupes et savent bien que l'argument anti-esclavagiste est un leurre, que le véritable objectif du Nord est bien de les assujettir à leur ordre fédéral, de contrôler leurs économies, leur expansion, leurs flux financiers et commerciaux et de les soumettre à l'impôt. Et, bien entendu, après avoir enfin supplanté leur hégémonie au Congrès, s'assurer qu'elle ne puisse, à long terme, renaître de ses cendres. Ce n'est que la « modération » de Lincoln et de son entourage qui a créé un « entre-deux », un moment d'hésitation, une fluctuation décisionnelle, comme si cette cruelle victoire, en quelque sorte contre soi-même, ne pouvait être confortablement assumée. Aveuglés par le fronton moral des buts de guerre, les historiens, semblent dans leur ensemble, avoir perdu de vue le caractère essentiel de ce conflit, à savoir qu'il n'y a pas d'ennemi extérieur et que la haine sanguinaire, un temps débridée, doit être canalisée vers un « autre soi-même ». Ce fut un affrontement autophage et les traumatismes sociaux qu'il engendra se gravèrent très profondément et à jamais dans la conscience et l'histoire collectives. Comment les Sudistes pouvaient-ils accepter la victoire de leurs « frères » Nordistes, de leur point de vue (et à raison !) usurpée grâce à la stigmatisation de leur « statut » d'esclavagistes ? En s'affichant « abolitionniste » alors qu'il était dominé sur le champ militaire et en passe de perdre la guerre, le clan Nordiste a fracassé les enceintes concentrationnaires, physiques et morales, nécessaires à l'assujettissement des esclaves, eux-mêmes structurellement indispensables et irremplaçables pour l'économie Sudiste. Mais il est demeuré pour l'essentiel de ses dirigeants, structurellement raciste, tout autant convaincu que son homologue Sudiste, de la suprématie blanche sur toute autre couleur de peau. Comment aurait-il pu en être autrement pour une caste de dominants en train de planifier et d'organiser l'effacement de la nation indienne, primordial obstacle moral à leur expansion territoriale !? Ce n'est qu'en la considérant comme une sous-humanité (voire une non-humanité) que cette engeance pétrie de préceptes religieux pouvait se disculper de son extirpation programmée d'un territoire, pourtant naturellement leur. L'instauration d'un véritable égalitarisme entre les noirs et les blancs n'aurait pu que provoquer son équivalent avec les « peaux rouges », inenvisageable perspective apte, de ce fait, à annihiler toute véritable politique émancipatrice. Ce que la réalité historique ne manque pas de venir confirmer...

Avec Grant, les Radicaux ont enfin trouvé l'homme qu'il leur faut !

L'objectif est d'implanter un parti Républicain fort au Sud afin d'endiguer durablement son influence sur le congrès. Les verrous ont sauté et le calcul est simple... L'administration républicaine va laisser les *carpetbaggers*⁹⁶ se répandre en masse sur ces territoires dévastés (ils rachètent les propriétés dévaluées, s'installent aux commandes politiques et spolient

⁹⁶ Littéralement « celui avec un sac en tapis ») est un terme péjoratif désignant un individu originaire du Nord des États-Unis (ex-Union) venu s'installer dans le Sud (ex-Confédération) lors de la Reconstruction qui suivit la guerre de Sécession, avec l'intention de profiter de la situation confuse du pays.

l'argent public). La mince embellie démocratique, intermède qu'il n'a jamais été question de proroger, va, en quelques mois, s'en trouver balayée...

D'autant que ces turpitudes ne vont faire qu'aggraver la situation en provoquant une redoutable réaction, aux considérables et lugubres conséquences :

L'éclosion du Ku-Klux-Klan, organisation suprématiste blanche, initiée par de jeunes ex-officiers confédérés qui va proliférer comme un immonde virus et dont les abominables méfaits vont marquer « au fer rouge » aussi bien les consciences que les corps de ce « nouveau » peuple américain. Son rôle, dans la reprise du contrôle des rênes du pouvoir par l'oligarchie sudiste, un instant, écartée, fut capital.

« Il va influencer par toutes sortes de moyens : intimidation, chantage et corruption pour imposer ses candidats au sein du parti démocrate, puis pour faire triompher ceux-ci aux élections pour les institutions des États sécessionnistes. En 1867 son chef et organisateur, Nathan Bedford Forrest, va sillonner le pays pour y tenir des réunions. Chacune de ses apparitions sera suivie d'une vague de violence contre les Noirs. Les membres du KKK font irruption dans leurs maisons pour les fouetter ou même les tuer en les pendant aux arbres. Certaines femmes enceintes sont éventrées et des hommes castrés. Les Blancs qui côtoient ou instruisent les Noirs sont également visés par le Ku Klux Klan ainsi que les carpetbaggers » Extrait de l'article Wikipédia dédié

Cette émergence soudaine et brutale des pires inclinations de ces populations blanches, fossilisées sur leur certitude de la suprématie de la race blanche sur tout le reste de l'humanité, légitimées par leur croyance d'être les envoyées de Dieu et imprégnées par tous les pores de l'idéologie la plus conservatrice et réactionnaire que l'avènement de cette nation colonisatrice avait jusque là pu engendrer, n'est certainement pas un épisode à minimiser. Je pense, bien au contraire qu'il doit être observé, comme une sorte de creuset culturel des préceptes, des dogmes fondateurs, en radicale opposition avec la façade révolutionnaire mythifiée.

Sa première résurgence de 1915 à 1944 (moment facilement passé sous silence, on le comprend aisément) va en apporter une éclatante confirmation.

C'est le succès d'un livre « *The Clansman* » (L'Homme du Clan) de Thomas Dixon paru en 1906, et surtout celui de son adaptation au cinéma par David Wark Griffith dans son film *The Birth of a Nation* (Naissance d'une nation) sortie en 1915, qui va permettre à William Joseph Simmons de relancer le Klan.

Et c'est bien la nature de ce succès qui est à interroger car ce n'est pas son contenu qui transforme la mentalité des américains qui le plébiscitent mais bien son adéquation avec leur socle culturel, trop souvent, à leur gré, étouffé.

« Ce second Ku Klux Klan sera donc très différent du premier, bien qu'il combatte également aussi pour la « suprématie de la race blanche. Mais comme, à l'époque, les blancs ne se sentent plus réellement menacés sur ce thème, il « enrichit » cette problématique avec, d'une part le rejet de la nouvelle immigration non nord-européenne et non protestante et, d'autre part, par la préservation des valeurs qu'il considère comme celles que les Pères fondateurs ont incarnées.

Le nouveau Ku Klux Klan n'est plus uniquement une organisation née de la défaite

sudiste : il est désormais parfaitement légal, ouvert à tous les américains blancs, protestants et conservateurs ; il parvient à transcender les anciens clivages partisans et régionalistes et cherche à rassembler tous les Américains « authentiques » qui voient comme des influences permissives endogènes ou venues de l'étranger les nouvelles tendances de la société (communisme, syndicalisme révolutionnaire, socialisme, féminisme, athéisme, catholicisme, crime organisé, libéralisation des mœurs...).

Discrètement patronné par le président Wilson, puis par ses successeurs, le mouvement prend une ampleur considérable en quelques années et ne concerne plus uniquement le Vieux Sud. Il apparaît comme une fraternité de masse, et en être membre est considéré comme une marque de patriotisme. Au milieu des années 1920, les membres du second Ku Klux Klan sont estimés à cinq millions. Rapidement, il devient une force politique influente avec laquelle les hommes politiques doivent compter. Le quartier général du second Ku Klux Klan s'installe à Washington. Plusieurs parades gigantesques sont même organisées dans la capitale. Ses membres continuent de pourchasser les Noirs, les immigrants, les catholiques, les juifs et tous ceux qui les côtoient et qui les aident. Certains sont marqués au fer des trois lettres du Ku Klux Klan, d'autres sont badigeonnés de goudron bouillant puis couverts de plumes tels des poulets et les campagnes de lynchage aux branches des arbres se poursuivent ». Extrait de [l'article Wikipédia dédié](#)

Rien d'étonnant, alors, que le « récit national », lorsqu'il lui arrive de faire allusion à cet épisode, s'en tienne à une représentation caricaturale, voire folklorique, certes exécrationnelle et scandaleuse, mais dont la malfeasance est circonscrite à une partie limitée du territoire autant qu'à celle des populations impliquées.

Le KKK fut engendré pour contrer la menace que représentait, pour les anciens dominants Sudistes, le processus de démocratisation artificiellement introduit par ceux du Nord. C'est, à ce moment-là, une « simple » milice terroriste, financée par la caste des grands propriétaires et politiquement protégée par le pouvoir administratif et judiciaire du Parti Démocrate qui garantit son impunité. Mais l'adhésion progressive d'une part de plus en plus large de la population (même au-delà des frontières des Etats Sudistes) ne peut s'expliquer que par l'adéquation de son « idéologie » avec les fondamentaux culturels des mentalités racistes et réactionnaires de la ruralité américaine.

Ses racines plongent au cœur de la spiritualité de cette nation et de son Histoire fondatrice.

Et c'est bien ce qu'avaient déjà parfaitement assimilé les dirigeants Démocrates locaux (Southern Democrats ou [Dixiecrats](#)⁹⁷) de l'époque qui, parallèlement à leur soutien discret

⁹⁷Le terme de Dixie désigne les États du Sud qui pratiquaient l'esclavage. Il fait plus directement référence au nom de l'hymne confédéré durant la Guerre de Sécession.

Populistes, anciens partisans de l'esclavage, les Southern Democrats appelés aussi Dixiecrats ont ainsi assuré pendant

mais constant au terrorisme raciste et contre révolutionnaire, vont fédérer les couches populaires dominées (nouveaux habitants de l'ouest, blancs du sud et migrants catholiques et juifs des villes côtières) et ainsi devenir une sérieuse menace, à l'échelle nationale, pour l' « establishment » Républicain.

La situation de ce dernier s'en trouvait, à court terme, de plus en plus politiquement intenable. Toutes les stratégies à même de contenir la nuisance politique liée au rétablissement des élites du Sud dans leurs prérogatives de possédants et d'administrateurs ayant échoué, il faut, encore une fois, transiger...Le dilemme ne pouvait se résoudre que par le pragmatisme coutumier.

Le caractère éminemment frauduleux de l'élection présidentielle de 1876⁹⁸ va entraîner des tractations aussi décisives qu'ignobles... En échange de la validation du Républicain Hayes, les « démocrates sudistes » vont obtenir la fin officielle de la Reconstruction (donc de la mise sous tutelle des Etats du Sud). Ce nouveau glorieux épisode de l'Histoire Américaine est connu (enfin pour ceux qui le cherchent !) sous le nom de compromis de 1877 mais aussi, peut être encore plus justement, sous celui de « La grande trahison »⁹⁹. L'illusion d'une guerre morale abolitionniste va s'effacer en quelques semaines sans soulever de grandes résistances éthiques !

Les *Dixiecrats* vont ainsi reprendre la main sur le pouvoir politique local et, surtout, réintroduire, avec l'aval du congrès, une politique de discrimination raciale, connue sous le nom de lois Jim Crow ; elles contournent les XIIIe, XIVe et XVe amendements à la Constitution abolissant l'esclavage et qui accordaient le statut de citoyen aux Noirs américains ; elles vont écarter, pour près d'un siècle, ceux du sud de tout rôle public. C'est le début de la ségrégation raciale, officiellement abolie en 1967, mais dont il est difficile de ne pas observer la sous-jacence endémique, et les effets dévastateurs en termes de justice et de cohésion sociale dans l'Amérique contemporaine.

Il est bien sûr facile, suite à ce qui précède, de discréditer définitivement le Parti Démocrate en tant qu'institution politique porte-parole et représentante des opprimés et des exploités de tous bord...Mais en réalité, et cela m'apparaît bien plus grave, ce qui se dégage de toutes ces turpitudes, c'est l'évidence de la disjonction entre le fronton idéologique et la pratique politicienne. Dès l'origine, les mots « démocrates » et « républicains » ont été totalement vidés de leur sens. ***Ce ne furent (et sont encore) que des bannières qui rassemblent deux classes de possédants aux intérêts concurrents et ne leurs servent essentiellement qu'à dissimuler et travestir leurs stratégies antagonistes mais communes de domination et d'exploitation illimitées.***

une centaine d'années la domination des démocrates dans les anciens États confédérés d'Amérique. Ils ont constitué une sorte d'État dans l'État au sein du Parti démocrate.

⁹⁸, qui donnât la victoire, à une voix de grand électeur près, au républicain Rutherford B. Hayes contre le démocrate Samuel Jones Tilden, qui avait pourtant obtenu la majorité absolue des voix des citoyens Toute analogie avec celle de Bush Junior et récemment celle de Trump est bien entendu fortuite !

⁹⁹ « [Key Events in the Presidency of Rutherford B. Hayes](#) » [archive] millercenter.org (consulté le 8 janvier 2013)

La suite est du même tonneau et je ne vais pas m'y attarder... Libre aux curieux, comme à ceux qui doutent, de s'aventurer plus profond dans ces marécages mais pour ma part je m'en tiendrai aux grandes phases de reconversion.

L'expansion du capitalisme industriel du Nord générant en toute logique une classe sociale surexploitée, les « démocrates », avant tout, représentants de l'Aristocratie Sudiste, elle-même indissociable du capitalisme local (import-export, banques, chemin de fer, etc.) y virent très vite l'opportunité d'un immense vivier électoral en s'« attachant » le vote des opprimés d'une manière qui s'apparente plus à des méthodes mafieuses qu'à une représentativité philanthropique¹⁰⁰. Une sorte d'effet boomerang en regard de l'instrumentalisation des noirs par les Nordistes.

Mais cette fois ci, il s'agissait, en plus, d'une alliance au sommet pour se prémunir et endiguer l'émergence d'une classe prolétarienne révoltée (ouvriers et agriculteurs associés), en passe de s'organiser à l'échelle nationale et s'affirmant ainsi, comme une grave menace à l'ordre établi.

« L'année 1873 marqua le début d'une profonde dépression économique. Dès 1877, travailleurs et fermiers du Nord se révoltaient. Les patrons des chemins de fer avaient essayé de se servir de la dépression pour réduire les salaires des cheminots. Cela provoqua une formidable grève, qui fut la plus grande action coordonnée jamais menée par des travailleurs américains jusque-là et qu'on appelle le grand soulèvement de 1877. Elle se propagea à travers le pays de la côte Est à la côte Ouest, à la « vitesse d'une locomotive », entraînant dans la bataille d'autres fractions de la classe ouvrière. De plus en plus de travailleurs s'engagèrent dans la grève et paralysèrent des villes entières. Les industriels du Nord exigèrent que les Républicains répriment la révolte des travailleurs. La répression de la grève par l'État fut brutale. Elle fut menée par des troupes fédérales spécialement amenées du Sud, pour rétablir l'autorité des patrons. Les villes occupées par les travailleurs furent assiégées par les troupes gouvernementales. Une centaine de personnes furent tuées lors des confrontations avec la police et l'armée, et un millier de travailleurs jetés en prison. »¹⁰¹

C'est une stratégie bien connue et utilisée par tous les pouvoirs de domination... Lorsque la révolte gronde la meilleure méthode pour l'étouffer consiste à en prendre la tête et prétendre la représenter... Et c'est encore une fois l'illustration de cette perversion

¹⁰⁰ De 1860 à 1914 la population de New York s'accrut de 150 000 à 4 millions d'habitants. Chicago, de 110 000 à 2 millions, et Philadelphie de 650 000 à un million et demi. Les Démocrates contrôlaient ces nouvelles communautés de travailleurs industriels en développant des « structures politiques ». Ces structures politiques échangeaient des votes contre des services. Pour avoir ses poubelles ramassées et sa rue balayée, il fallait voter bien. Pour avoir un travail ou un logement dans un quartier particulier il fallait passer un accord avec le chef politique local. Les machines démocrates dans des villes comme Chicago, Boston et New York garantissaient le vote des travailleurs au Parti démocrate. Sans elles, il était difficile d'avoir un logement et des services municipaux essentiels.

¹⁰¹ En septembre 2008, le [Revolutionary Workers Group](#) a publié une brochure portant sur le Parti démocrate américain : « [The Democratic Party. From Slavery to Obama : Loyal Defenders of Capitalism](#) ». C'est une référence rare qui m'a été d'une grande utilité...

endémique qui a sans cesse prévalu (et l'a toujours emporté) dans la résolution des conflits majeurs opposant les exploités à leurs exploités. Rien là de bien nouveau dans la perpétuation des pouvoirs si ce n'est une spécificité toute américaine : son extrême habilité à la dissimuler.

En l'occurrence, pour le parti démocrate, elle est tout à fait remarquable puisque en quelques années il va se forger une figure de défenseur des opprimés de tous bords en totale discordance avec ses valeurs constitutives. Allant même jusqu'à accuser les Républicains d'être les « valets du Grand Capital » (sic !).

Ce qui ne gênait que très peu ces derniers puisqu'ils étaient majoritaires au congrès, détenaient la présidence et étaient assurés de leur pérennité. Ce n'était, il est vrai, que peu concéder pour assurer la paix sociale, canaliser les mécontentements et se préserver de ce vent révolutionnaire qui s'était levé encore une fois en tempête sur le vieux continent (La commune de Paris eu lieu en 1871) et menaçait soudain de balayer tout le pays.

Fait nouveau et extrêmement perturbant pour les élites dirigeantes, une force politique d'une toute autre nature que les deux seules jusque-là en présence, était en train d'émerger... Regroupant des syndicats radicaux, surtout parmi les immigrants non qualifiés et les couches les plus pauvres de la classe ouvrière, le Parti socialiste américain fut constitué en 1901. En 1912 il regroupait environ 50 000 ouvriers dans ses rangs, dont un grand nombre sur la côte du Pacifique. La même année il présenta un candidat à la présidence (Eugene Debs), obtint plus de 900 000 voix, et fit même élire deux de ses membres à la Chambre des représentants. Avec le recul, et au regard de ce qui allait suivre, il semble admissible que la résistance à cette menace émergente, ce « péril rouge » en gestation, ait été, en plus de leur collusion d'intérêts congénitale, un point d'articulation et de connivence prioritaire pour les deux camps finalement si peu opposés. Comment pouvaient-ils laisser se développer, sans réagir, un pluralisme politique à même d'ébranler leur hégémonie et un partage du pouvoir, certes chèrement acquis, mais à présent éminemment « profitable » de part et d'autre.

Opportunément, la guerre inévitable qui allait ravager le continent européen allait leur donner les moyens d'étouffer dans l'œuf et quasi définitivement cet « intermède » préoccupant.

Face au conflit imminent, les capitalistes américains, tous bords confondus, se gardent bien de s'en mêler et vont dans un premier temps se contenter d'approvisionner les deux principaux belligérants. Mais des dissensions au sein de la classe politique sont palpables. Encore une fois pour les démocrates, l'élection présidentielle va être, dans ce contexte, l'occasion d'une redistribution des cartes qu'ils ne laisseront pas échapper. Isolationnistes par principe, mais surtout de ce fait en accord avec une majorité de la population, ils vont en faire un argument décisif de leur campagne et ainsi pouvoir s'opposer à une partie des capitalistes républicains.

Ceux-ci sont bien trop conscients qu'ils ne pourront pas, à terme, rester « neutres » vis-à-vis de cette guerre européenne qui n'est pas la simple manifestation d'une haine héréditaire entre deux nations mais bien un combat acharné entre puissances coloniales pour d'une part le contrôle futur des ressources à l'échelle mondiale et d'autre part la primauté

d'influence sur les territoires colonisés. De plus la production industrielle est entrée dans une nouvelle crise économique : trop de production pour un marché saturé !

Mais voilà, ils sont divisés et vont offrir, « sur un plateau », la présidence au candidat démocrate, Woodrow Wilson, qui s'est fait le chantre et le porte-parole de tous les antis guerre. Victorieux avec à peine 42 % des suffrages dans une triangulaire qui l'oppose au président sortant et candidat du Parti républicain (William H. Taft) et enfin à Theodore Roosevelt (à ne pas confondre avec Franklin Delano Roosevelt) qui a fondé son propre Parti progressiste n'ayant pu obtenir la nomination du sien.

Ce qui suit démontre une fois de plus et avec une belle constance, la forfaiture chronique, siégeant au cœur même de ce système dit démocratique, qui, le pouvoir acquis, légitime et normalise sans aucun état d'âme le reniement à la parole donnée. Elue en mars 1913 et largement soutenu par une base électorale non interventionniste cette nouvelle administration va, sans grande résistance se laisser progressivement convaincre par l'analyse de la partie « va-t-en guerre » de la précédente. Elle y sera d'autant plus encline que ceux qui fédéraient le mouvement populaire pacifiste se recrutaient très souvent au sein du mouvement syndicaliste et socialiste naissant ; prenant très vite conscience du revirement en gestation ce dernier organisa des manifestations massives dans les grandes villes, impressionnante rébellion populaire que l'on n'hésiterait pas, de nos jours, à qualifier de « convergence des luttes » tant elle coalisait de multiples revendications, mais toutes confluant vers une volonté commune de renverser la ploutocratie au pouvoir. Si l'on y ajoute les répercussions du séisme politique qu'engendre forcément la révolution Russe de 1917 (bourrasque d'oxygène sur un brasier déjà en pleine expansion) il devient urgent d'agir... D'un côté les intérêts économiques menacés et de l'autre l'ordre social, la solution, comme à chaque fois dans ce cas de figure, s'imposait : La guerre !

Il est bon de souligner que cette logique n'est en rien propre aux dirigeants américains qui ne font en réalité que s'aligner sur les motivations profondes et dissimulées qui sont à la source du déclenchement de la guerre sur le vieux continent.

Afin de s'écarter de la fable officielle et se rapprocher au plus près de la vérité j'invite à consulter l'ouvrage de Jacques Pauwels « Les causes de la Première Guerre mondiale ? Le partage du monde et la peur du mouvement social » ou pour le moins, une interview du bonhomme particulièrement instructive...ici !

Tellement simple et pourtant tellement efficace... Une fois déclarée et moralement légitimée (les États-Unis devraient entrer en guerre pour « rendre le monde plus sûr pour la démocratie ») tout redevient « fluide » ; Les opposants (tout particulièrement les plus virulents) peuvent être tranquillement réprimés, voire même, si nécessaire, persécutés et, en décrétant illégale toute critique de la guerre, la population, dans son ensemble, muselée. Et puis il y a la défense de la nation et de ses valeurs fondatrices...

Qui ne sait que l'injonction au patriotisme est le primordial exutoire à tout abcès révolutionnaire d'importance ?

Quant à l'effet tonifiant (en cas de victoire bien sûr) d'un conflit militaire d'envergure sur une économie capitaliste industrielle et surtout financière, il n'est peut-être pas nécessaire de s'y attarder trop longtemps. Si ce n'est que dans ce cas, son caractère hors sol relié à une

intervention tardive mais décisive permirent aux EU d'y gagner un avantage décisif sur l'Europe, leur firent entrevoir les « bienfaits » d'un interventionnisme assumé et certainement prendre conscience que leur puissance conquérante en bout de course vers l'Ouest pouvait (devait !?) se tourner à présent vers l'Est. Puisque les nations colonisatrices et impérialistes « historiques » étaient assez stupides pour s'entre déchirer jusqu'à l'os pourquoi ne pas « sauter sur l'occasion » et avec la fougue qu'autorise la jeunesse, tenter sa chance et venir prendre une place prépondérante et incontestable au sein de ce si vieux « concert des nations »... !

Le coût humain non négligeable (50 000 morts) n'en reste pas moins une broutille comparée au 10 millions de morts et environ 8 millions d'invalides recensés dans l'ensemble des autres nations impliquées et démontre, à posteriori, la validité du calcul en regard du traumatisme psychologique et des dégâts démographiques générés au cœur des nations européennes et de leurs conséquences délétères pour leur dynamisme économique. Si l'on considère l'émergence de la nation américaine comme une conséquence indirecte et non véritablement désirée du premier conflit mondial opposant les puissances coloniales de l'époque (toujours les mêmes) il est possible et assez savoureux de considérer cet épisode comme un « juste » effet boomerang où le bâtard illégitime surgit à brûle pourpoint pour réclamer son dû...

Incontestable succès, donc, autant sur le plan intérieur qu'extérieur, mais la menace socialo-communiste est bien loin d'être annihilée...

Il nous faut revenir à l'insolente duplicité de Wilson et de ses affidés, essentiels instruments de l'entrée en guerre des Etats Unis en 1917, qui n'hésitèrent pas un instant à présenter leur candidat aux élections de 1916 sous le slogan : « il nous a maintenu hors de la guerre ! » (Sic !) Même en y ajoutant « jusque-là ! » rien n'est plus éloigné de la vérité car depuis le début du conflit la perspective d'une intervention a toujours été « dans les tuyaux ». Comment en aurait-il pu être autrement puisque une guerre aussi lointaine et d'une telle importance ne s'improvise pas et nécessite en amont un énorme effort de préparation (conscription, armements terrestre et naval, alliances¹⁰² et surtout financement). Et ce dernier sujet, rarement analysé jusqu'à ses racines ne peut être passé sous silence, bien qu'il nous entraîne encore plus loin dans des bas-fonds particulièrement obscurs et accablants de la perfidie qui nous régite.

8⁹) La FED ou la mainmise de la finance anglo-saxonne sur l'économie américaine

Nous voici rendus en un point nodal, zone historique imperceptible, soigneusement dissimulée au regard du public et dont la technicité stratégique décourage le non initié. Pourtant, rien de notre monde actuel ne peut être compris, sans s'y être un minimum aventuré à condition d'en posséder la clé d'entrée. Elle a pour nom Fed (officiellement *Federal Reserve System*, souvent raccourci en *Federal Reserve* ou *Fed*)...

¹⁰² *Dix mois avant l'élection de Wilson en 1916, Le colonel House négocia en son nom un accord secret avec l'Angleterre et la France par lequel il promettait que les Etats Unis interviendraient pour le compte des alliés !!!*

En 1907, après une crise financière marquante qui a failli entraîner un effondrement complet du système, plusieurs pays ont commencé à penser la finance avant tout comme un instrument du pouvoir brut qui peut et doit être mis au service de l'intérêt national. ***Je souligne « plusieurs pays » car à contrario de la version édulcorée, ce ne sont pas les instances dirigeantes américaines seules qui ont fini par imposer une banque centrale mais un conglomérat de banquiers anglo-saxons (dont au centre Rockefeller et Rothschild) qui ont su voir dans cette instabilité financière structurelle Etatsunienne la fabuleuse opportunité de s'approprier la production de la monnaie américaine et, même au-delà, de contrôler le système monétaire mondial.***

Le système bancaire comme tout autre secteur d'importance (nous y revoilà encore une fois) a été, dès l'origine, une source d'affrontement (certainement un des plus important) entre les fédéralistes et les antifédéralistes. A la fin du XVIII^{ème} siècle face aux craintes d'un pouvoir centralisé trop important, de nombreux représentants de fermiers et d'autres groupes ont milité pour l'attribution des chartes bancaires par les Etats fédérés. Ainsi jusqu'en 1863, les banques commerciales étaient surveillées par la commission bancaire de l'Etat dans lequel elles exerçaient. Les fédéralistes n'ont bien entendu pas manqué d'assigner la responsabilité de la Panique bancaire américaine de 1907 à ce manque de centralisme, même si des soupçons légitimes devraient plutôt nous orienter vers les institutions bancaires de la côte Est qui cherchaient ardemment à « améliorer » ce système. Le fait est qu'à peine six ans plus tard (date de la fondation de la Fed) la « chose » était en place. Le génie des instigateurs du projet c'est d'avoir su contourner l'essentiel obstacle en proposant une banque centrale... et fédérale ! Garder en quelque sorte la façade tout en transformant de fond en comble le bâtiment ; l'idée générale consistait à créer cinq banques décentralisées (douze à présent) autour d'une banque centrale dont les décisions seraient « contrôlées démocratiquement » en réunissant périodiquement les dirigeants de chaque unité, d'autant plus que le Congrès serait censé avoir la main sur la nomination des administrateurs du consortium.

Tout débuta lors d'une réunion secrète, taxée ultérieurement de « conjuration de Jekyll Island », Paul Warburg, représentant de Kuhn Loeb et d'autres banques ainsi que deux banquiers de J.P. Morgan, représentant aussi les intérêts du groupe Rothschild, et deux du groupe Rockefeller ont décidé d'aider le sénateur Aldrich à rédiger en neuf jours un projet de loi. Il ne s'agissait pas encore d'instaurer une banque centrale, mais seulement une société privée nationale de réserve dont plusieurs comptoirs devaient être disséminés aux Etats-Unis et dans lesquels des banques affiliées volontairement devaient déposer des réserves monétaires de crise que le Républicain devait présenter au Congrès en son nom... Mais ses accointances avérées avec le centre financier et boursier de Wall Street, trop visibles, ne manquèrent pas de susciter méfiance et opposition radicale, et le projet fut rejeté. Pour contourner l'obstacle, les conspirateurs déboutés (les Schiff, Warburg, Kahn, Rockefeller et Morgan) vont tout simplement viser un peu plus haut dans la hiérarchie politique. Si un sénateur ne suffit pas il faut donc soumettre le degré supérieur. Les élections présidentielles de 1912 vont leur offrir un inespéré champ d'action. Et Woodrow Wilson s'avère le candidat idéal. Il est peu connu, idéaliste, démocrate donc en apparence du côté des intérêts du peuple et surtout particulièrement influençable.

[Sa fragilité psychologique est telle qu'elle suscita l'intérêt de Sigmund Freud au point de lui consacrer un livre (Le Président T.W. Wilson, Portrait psychologique / Petite Bibliothèque Payot) en collaboration avec William Bullitt, qui avait assisté comme très jeune secrétaire de la délégation américaine, aux négociations du Traité de Versailles et qu'il introduit ainsi :

" Je dois commencer ma contribution à cette étude psychologique de Woodrow Wilson par l'aveu que la personne du président américain, telle qu'elle s'est élevée à l'horizon de l'Europe, m'a été, dès le début, antipathique, et que cette aversion a augmenté avec les années à mesure que j'en savais davantage sur lui".

Pendant la plus grande partie de sa vie, le président Wilson se sentit en communication directe avec Dieu, « guidé, comme il le disait, par une puissance douée d'intelligence qui se trouvait en dehors de lui ». Il n'eut jamais le moindre doute religieux. Lorsqu'il prenait la parole, rapporte Ray Stannard Baker, qui fut son biographe,

« ...il avait l'air possédé, [mettant] dans un seul discours une passion intense qui aurait suffi pour une demi-douzaine d'allocutions ordinaires. »

Plus d'une fois, il s'identifia au Christ et parla « à sa place ».

Enfin, élu pour éviter l'entrée en guerre des EU il sera celui qui officiellement les y entrainera et sera également utilisé pour avaliser, en toute machiavélique dissimulation législative, le décret à l'origine de la FED.

« L'opération de vote au Congrès se déroula d'une manière extra-ordinaire dans ce genre d'enceinte. En effet, le Federal Reserve Act fut présenté en catimini et dans une discrétion absolue, le 23 décembre 1913, dans la nuit, entre 1h30 et 4h30, au moment où les membres du Congrès étaient soit endormis, soit en vacances pour les fêtes de Noël. Les députés démocrates présents, soutenus par le Président Wilson, affirmaient d'ailleurs, la main sur le cœur, qu'ils votaient contre le projet des banquiers et "en faveur de la réduction des privilèges" des banquiers.

Dans la foulée, le projet passait le jour même et immédiatement au Sénat, si bien que le 23 Décembre 1913, à 6h02, toute l'affaire était bouclée et le projet était définitivement adopté. »]

Cette citation est extraite d'un texte particulièrement bien documenté d'Aline de Diéguez auquel je renvoie bien volontiers « [Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale -Le machiavélisme des hécatonchires* de la finance internationale](#) » * Du grec hekaton, cent et cheir, la main. Hécatonchire : qui a cent mains

Il est clair que pour me suivre il faut au préalable admettre que l'organisation du monde n'est pas une simple succession d'événements historiques dont le hasard autant que les hommes providentiels, seraient, en concomitance, les principaux et seuls instigateurs ; mais, au-delà des apparences, être conscient qu'elle est bien planifiée et exécutée par des castes de possédants de tous ordres (par essence en féroce compétition autant qu'en mutuelle inter dépendance) pour d'une part perpétuer et intensifier leurs enrichissements

et leurs pouvoirs mais aussi, toujours finalement solidaires, pour repousser l'inexorable et légitime aspiration à la révolte au sein des populations exploitées et asservies à leur domination.

Si de nos jours une offensive sans précédent se développe, tous azimuts, pour s'opposer à toutes théories impliquant l'idée d'une conspiration sous-jacente aux principaux événements de l'Histoire mondiale, il faut bien être d'une stupide naïveté ou parfaitement complice pour nier au présent ce que la connaissance historique (même l'officielle !) n'a cessé et ne cesse de dévoiler dans le passé (même récent).

La ligne de démarcation est pourtant simple et bien visible... Ne peut être remis en question aucune des « vérités institutionnelles » dont la déconstruction risquerait de déstabiliser les fondements de l'ordre établi.

Si le complot à l'origine de l'avènement de la banque fédérale mondiale a pu franchir les barrières de la censure cela ne provient que du fait que son extrême complexité et le caractère particulièrement obscur de ses enjeux, en réservent la compréhension à une part infime de la population. Et de plus que son énormité la rend, de fait, peu crédible.

Un dernier argument (celui-ci, de mon point de vue, certainement fondé) se trouve dans la propension de tous ceux qui ont contribué à son dévoilement, à en faire « Le Complot » d'où tout génère. Cette unicité de responsabilité qui prétend, à elle seule expliquer la dépravation de nos sociétés dites modernes, se heurte de plein fouet à la complexité endémique de la réalité humaine et perd ainsi une grande part de sa pertinence.

Et même si la « Haute finance », directement concernée, a initié et grandement profité de ce dévoiement constitutionnel du financement de l'Etat Américain (puis par contagion, de la totalité de ceux dits « démocratiques ») elle n'a pu évidemment y parvenir qu'avec l'aval et l'appui des autres grands acteurs économiques du système capitaliste (l'industrie civile et militaire et la majorité de l'oligarchie politique). Cette folie qui a germé dans les esprits malades d'une poignée de richissimes banquiers, suivie de leurs manœuvres mégalomaniaques pour satisfaire leur volonté inextensible de profits et de pouvoir et plier la réalité à leurs seuls égocentriques intérêts n'aurait jamais pu aboutir si elle n'avait été en parfaite collusion avec celle des autres dominants de ce triste monde.

Enfin pour clore cet interstice et comme, de toute manière, nous touchons là à une remise en question globale de ce qui nous est dit « être la réalité », il est inutile et vain de chercher à convaincre tous ceux qui ne s'interrogent pas sur la véracité du monde où ils vivent, d'autant plus bien sûr s'ils le perçoivent comme un espace de libertés (même relatives).

Quant aux autres je ne peux ici que les renvoyer d'abord et surtout à la lecture d'un livre indispensable [*Les secrets de la Réserve Fédérale*](#)¹⁰³ d'Eustace Mullins traduit par [*Jean-*](#)

¹⁰³ La quatrième de couverture :

La plupart des gens, aux Etats-Unis, en Europe et dans le reste du monde, pensent que les dollars en circulation sont créés par le gouvernement américain. Que le nom de Réserve Fédérale, mentionné sur chaque billet, désigne une administration gouvernementale. Or, il n'en est rien : la Réserve Fédérale est une institution privée, possédée par des banques commerciales.

Ce livre, traduit pour la première fois en français, a représenté quarante années de travail pour son auteur. C'est probablement un des ouvrages les plus importants du XX^e siècle. C'est le seul livre brûlé en autodafé, par décision de

François Goulon et au visionnage d'un documentaire¹⁰⁴ qui en reprend les grandes lignes à travers des témoignages suffisamment accrédités.

[Eustace Mullins est un personnage pour le moins controversé... Il fut un ami d'Ezra Pound lui-même égaré par une attirance mussolinienne...et qui finira même pendant la guerre, par animer, en anglais, plusieurs émissions sur la radio italienne, accusant la finance internationale et les Anglo-américains d'être à l'origine du conflit mais promouvant sur sa lancée le fascisme et des idées antisémites ; ce qui lui valu d'être inculpé pour trahison, arrêté en 1945 puis interné pendant treize ans avant d'être renvoyé en Italie. C'est lui qui au cours de son internement, demanda à Mullins d'enquêter sur la genèse de la Réserve Fédérale américaine (FED), en particulier sur le rôle des banques Anglaises.

Celui-ci entreprit alors un énorme travail de compilation de documents, tous incontestables car issus d'archives officielles, et qui démontrent, que la « *Réserve fédérale américaine* » n'est ni une réserve, ni fédérale, ni peut-être même américaine mais bien un coup d'Etat monétaire organisé par les plus grosses fortunes bancaires anglo-saxonnes (surtout anglaises) pour mettre la main sur la production de la monnaie, faisant ainsi de l'Etat Américain son débiteur. Ce modèle est de nos jours généralisé par la mise en place de « Banques Centrales » dans l'ensemble du monde capitaliste. C'est lui qui est à l'origine des dettes dites « souveraines » qui à présent, détruisent chaque jour un peu plus nos droits sociaux et nos libertés et asphyxient toutes tentatives et même velléités de résistance. (cf. l'épisode Grec).

Mais fâcheusement Mullins ne va pas se contenter de ce remarquable travail d'historien. En se superposant à son idéologie notoirement contre-révolutionnaire et viscéralement anti-communiste ce dévoilement va l'entraîner dans des marécages nauséabonds. ***Il est vrai que lorsque l'on rencontre un acteur aussi essentiel de notre aliénation il devient alors difficile de ne pas lui en attribuer l'entière et l'unique responsabilité et d'en faire ainsi l'exclusif ennemi. Mais ce faisant, intellectuellement bloqué dans une perception simpliste et hiérarchisée de l'organisation et de la distribution du pouvoir dans le champ social et politique de notre monde, le***

justice, en Europe après 1945. C'est une enquête minutieuse, servie par l'honnêteté et la compétence. C'est, aussi et surtout, une révélation sur la manière dont fonctionne réellement le monde depuis un siècle.

Dans ce livre, vous apprendrez entre autres choses que : le système de la Réserve Fédérale n'est pas fédéral. En outre, il ne possède pas les moindres réserves. C'est un syndicat d'émission monétaire, dont les membres se sont octroyé le privilège exorbitant de fabriquer l'argent que vous gagnez durement. Sans ce système, il est probable que les deux guerres mondiales n'auraient pu être ni déclenchées, ni financées.

Et surtout vous apprendrez que, pour citer Henri Ford, un grand capitaine d'industrie et un « vrai » Américain : "l'unique objectif de ces financiers est le contrôle du monde par la création de dettes inextinguibles." Des mots qui, aujourd'hui, sonnent de manière prophétique...

¹⁰⁴ Il faut passer outre la dramatisation artificielle et sensationnaliste de ce documentaire (générique et bande son) qui en discrédite d'entrée la portée subversive.

<https://www.youtube.com/watch?v=aQqu5Xwpclo> et <https://www.youtube.com/watch?v=xUa2GRosGzk>

chercheur se transforme immédiatement en prédicateur et discrédite en un instant l'authenticité et le pouvoir subversif de son enquête.

Pour ma part, afin d'éviter de sombrer dans ce travers, il m'apparaît indispensable de relativiser, quelle qu'en soit l'incontestable véracité et l'ampleur, ces gigantesques secrets révélés. Désigner les richissimes familles bancaires anglaises comme uniques manipulatrices déterminantes de l'Histoire récente fait basculer les tenants d'une telle hypothèse dans une conception manichéenne et fallacieuse des structures sociales. D'autant plus redoutable que ces financiers étant pratiquement tous de religion juive, le dérapage antisémite des esprits faibles s'en trouve inévitablement motivé.

Il peut apparaître étonnant, voire paradoxal, qu'au sein d'un chapitre consacré aux néoconservateurs, j'ai été amené à m'attarder aussi longuement sur l'Histoire du parti démocrate... Il n'y a là rien d'intentionnel ni de prémédité !

Il devrait être clair à présent, pour un lecteur éventuel, que depuis le début de ce texte je ne fais que suivre le parcours que, d'une certaine manière, il m'impose lui-même. Et, des présidences d'Andrew Jackson à celle de Woodrow Wilson en passant par celle d'Andrew Johnson, je n'ai fait que découvrir et mettre au jour la chronologie d'une imposture parfaitement linéaire. Tous trois, simples marionnettes d'un jeu de pouvoir qui les a toujours de loin dépassés, jouissent aujourd'hui d'une renommée élogieuse, sont unanimement présentés par l'Histoire officielle comme des humanistes progressistes, des « gens de bien » et représentent le socle historique des « valeurs » portées par les Démocrates. Cette usurpation idéologique et cette propagande huilée et policée qui, depuis les bas-fonds des esclavagistes sudistes, a permis au parti démocrate de se forger une image de défenseur des faibles et des opprimés ont, sous mes yeux, fini par voler en éclat. Mais qui se soucie encore de l'Histoire, même aussi récente. Et puis sont arrivés Roosevelt (Franklin), Kennedy, Johnson, Carter, Clinton et Obama dont deux (après l'autre Roosevelt (Théodore) et Woodrow Johnson, l'illuminé de dieu, incontestable pourvoyeur de la boucherie de 14/18) ont même à nouveau obtenus le prix Nobel de la paix (Carter et Obama). Il faut bien reconnaître que ce sont, d'évidence et de loin, les deux plus « gentils »...

Mais, au-delà de la breloque norvégienne, qui, de ces six-là pourrait bien mériter d'être considéré comme « socialiste », à savoir quelqu'un dont l'objectif avéré et l'action publique auraient eu pour objectif d'instaurer une société « sans classe » et de remettre en question la propriété privée ? Il suffit d'ailleurs de l'écrire pour prendre immédiatement conscience du comique absurde d'une telle hypothèse... Je laisse la question ouverte... Qui sait, quelqu'un viendra peut-être me parler encore de Bernie Sanders... !? En son temps (avril 2016), et sur lui, j'avais écrit ceci :

« Et pourtant, étonnamment, il suffit de voir apparaître sur la « scène politique américaine » (et nous parlons bien de théâtre), un vieux routard du Parti Démocrate, encore parfaitement inconnu du « grand public » avant le début des « primaires », comme Obama d'ailleurs mais dont simplement l'âge (75 ans ! c'est dire sa longévité au sein des institutions politiques...) devrait jeter immédiatement une ombre sur la fraîcheur et la sincérité de son positionnement révolutionnaire..., mais auréolé de son opposition à la guerre du Vietnam (il y a 50 ans !), de son statut de sénateur du

Vermont, « politiquement indépendant » (pourtant « administrativement rattaché » au Parti Démocrate¹⁰⁵), et, il est vrai, d'une certaine constance politique social-démocrate (relooké socialiste à tendance gauchiste pour l'occasion), pour assister à un emballage totalement irrationnel en sa faveur, au point de le faire apparaître en quelques semaines comme l'homme susceptible de changer radicalement le cours de l'Histoire humaine . »

Et de cette confondante mascarade c'est finalement Trump qui est sorti du chapeau ! Je ne vois pas grand-chose à ajouter...

Si ce n'est que, depuis ses origines, ce « bipartisme », bien loin d'opposer réellement deux philosophies politiques n'est que l'expression de la compétition entre deux formes de colonisation du même territoire qui, au final, s'avère d'une efficace complémentarité et le débat d'idées, une simple façade éthique propre à dissimuler l'effrénée soif de conquête des classes dominantes des deux bords mais certainement pas à la modérer... Son exacerbation irréductible les conduira même à déclencher une guerre civile bien sanglante et bien meurtrière,...enfin surtout pour les populations sous influence et domination!

8¹⁰) Divergences

Nul « socialiste » pour diriger ce « nouveau monde » ! Eventualité tout simplement inconcevable... En fait uniquement une hydre à deux têtes qui s'agitent et feignent épisodiquement l'affrontement afin de dissimuler au mieux leur corps commun.

Au regard de ce qui précède, comment ne pas percevoir tout ce qui s'écarte ici, radicalement, des valeurs qui fonderont « l'Idéal de Gauche » à la même époque en Europe. Seule « La Liberté » (et sa statue) font illusion et d'ailleurs continue de le faire. Mais, dans la France de 1790, cet « étendard » ne s'avance pas seul. Il ne s'entend et ne fait sens que suivi par « Egalité » et « Fraternité ». Cette mise en perspective est indispensable ! Et comme je n'en suis plus à une digression près...

a) Au fait, qu'est-ce que « La Gauche » ?

En écrivant ces lignes je prends soudain conscience combien il est déconcertant, pour celui qui le tente, de se référer aujourd'hui à une Ethique de Gauche et de l'utiliser comme point de comparaison. Mais je me rends également compte que je touche peut être ici à l'épicentre de tout ce que depuis plusieurs mois je tente d'écrire et d'atteindre. Nous vivons à présent dans un univers social où ces mots accolés paraissent ne plus adhérer au réel... Ils sont encore là, en tant qu'idées, fantasmes ou nostalgie, mais deviennent des repères de plus en plus brumeux, aux contours un peu flous, que l'on ne parvient plus à pleinement saisir et sur lesquels il n'est plus possible de s'appuyer sereinement comme il l'était encore, il n'y a pas si longtemps.

¹⁰⁵ Dont [Howard Dean](#), ancien président du comité national du Parti démocrate, dit de lui: « c'est simplement un démocrate progressiste. La réalité, c'est que Bernie Sanders vote 98 % du temps avec les démocrates

Pourtant, derrière l'usure et les souillures, les dévoiements de sens et les accaparements, la clarté perce encore sous les décombres et pour celui qui veut s'en donner la peine il est certainement encore possible d'en déblayer l'accès.

L'idée de Gauche en politique a, par définition valeur à désigner la partie gauche de l'hémicycle d'une assemblée parlementaire par extension à l'épisode révolutionnaire du 28 août 1789, qui vit, lors du débat sur le veto royal à la Constituante, les députés qui étaient opposés à cette mesure se regrouper « à gauche » du président du Bureau. Refuser d'y voir un contenu idéologique et en réduire le sens à un simple positionnement spatial relève soit de la malhonnêteté intellectuelle, soit de la pure crétinerie. Puisque cet acte est fondateur, et donc par essence symbolique il faut bien en admettre toute la portée et surtout reconnaître les frontières conceptuelles qu'il à en ce jour, créées.

Et ce n'est pas peu signifiant puisqu' il s'agit par ce regroupement physique (« à gauche ») de tous ces députés de manifester leur opposition à la prolongation du pouvoir monarchique face à celui du peuple qu'ils représentent (combat qu'ils perdront d'ailleurs à cette occasion par 625 « pour » le droit de véto suspensif et 325 « contre »). Mais il est certainement possible d'affirmer sans crainte que c'est bien ce jour-là qu'« être à gauche » a pris son sens « primal », puisque y fut ainsi exprimé pour la toute première fois le principe liminaire (et pourtant sans cesse depuis bafoué) de tout projet socialiste révolutionnaire à venir, à savoir que

« L'autorité de l'Un ne peut prévaloir celle de Tous. »

Il faut lire à ce sujet le discours de Robespierre [« Discours contre le veto royal soit absolu, soit suspensif »]¹⁰⁶ où il l'exprime avec la plus grande clarté:

« Celui qui dit qu'un homme a le droit de s'opposer à la loi, dit que la volonté d'un seul est au-dessus de la volonté de tous. Il dit que la nation n'est rien, et qu'un seul homme est tout. S'il ajoute que ce droit appartient à celui qui est revêtu du pouvoir exécutif, il dit que l'homme établi par la nation, pour faire exécuter les volontés de la nation, a le droit de contrarier et d'enchaîner les volontés de la nation ; il a créé un monstre inconcevable en morale et en politique, et ce monstre n'est autre que le veto royal. »

Qui viendra contester que cette limpidité ne puisse s'appliquer à notre époque ? Et qu'elle met à nu l'immense imposture qui aujourd'hui nous régit ?

Depuis ce moment-là et pour toute l'Histoire humaine à venir « être à gauche » n'est pas un simple positionnement politique c'est une extraordinaire fracture avec l'ancien monde, une, jusque-là, inconcevable insubordination à l'Autorité millénaire, l'apparition de l'idée, ô combien iconoclaste, que le peuple (ou plutôt l'hétérogénéité dont il est fait), ne peut acquérir la qualité de « Nation » que s'il s'interdit toute possibilité d'assujettissement à un quelconque guide suprême !

« Etre à gauche » ne préfigurait pas simplement la genèse d'un nouveau courant politique (ce à quoi tous ont tenté immédiatement de le réduire) mais c'est un

¹⁰⁶ Consultable ici (dossier pdf). Il fut publié fin septembre 1789, faute d'avoir pu le lire à l'Assemblée

changement radical de paradigme (ou pour le moins, son possible) en regard d'un conservatisme obscurantiste et dominant, depuis l'avènement du patriarcat... Ce « grand chambardement » de ce qui était considéré jusque-là comme l'« ordre naturel du monde » s'objectivera par la décapitation du monarque, acte dont la fonction et le pouvoir symboliques transcendent largement la simple exécution d'un homme. C'est le principe de la Royauté, de l'Autorité absolue incarnée dans une seule personne investi de (et par) la grâce de Dieu qu'il s'agit d'éradiquer du champ politique et social. Il faut donc le « détacher » du corpus idéologique de gouvernance...

Alors, bien plus que la manifestation d'un nouveau projet politique, ce « pas de côté », effectué par quelques centaines de révolutionnaires, exhibe, en cet instant et pour la postérité, le caractère foncièrement réactionnaire de tous les gouvernements qui l'ont précédé. ***S'il ne spécifie pas encore précisément ce qu'est « La Gauche » il désigne par contre en toute clarté ce qu'est « La Droite ». En quelque sorte il la fait émerger du « Naturel », de l'« allant de soi » qui jusqu'alors lui assurait une irrécusable autorité sur le peuple ainsi soumis.***

Pas étonnant, alors, que ce qui essentiellement la caractérise depuis, toutes tendances confondues, ait pour nom « conservatisme » ! (on y arrive...)

Comme le mot l'exprime sans ambages, il n'a au fond pour seul et unique objectif que celui de préserver les privilèges de ceux qui s'en réclament et tout particulièrement la hiérarchie sociale dont ils sont, à chaque niveau, les bénéficiaires. Et c'est bien à cela que s'attaquent frontalement ces présomptueux « Gauchistes » tout frais émoulus. Ils veulent l'« Egalité », la « Liberté » et puis quoi encore !? Ah oui, la « Fraternité ».

Et ce fronton perdure... C'est vrai, ce n'est plus qu'un slogan, un hochet frénétiquement agité en direction des foules pour leur faire croire encore un peu, que leur indignation et leur révolte peuvent trouver appui dans ce qu'ils croient encore constituer « Leur Etat ». Un exécrable leurre d'autant plus répugnant que ceux qui l'utilisent osent, de plus, s'en prétendre,... de Gauche!

Il est possible (probable !) que « ces gens » l'emportent (et nous emportent également avec eux). Ils semblent capables de tout, sauf peut-être d'une seule chose : Détruire les Idées !

Réaffirmons-les ! Explicitons-les ! Elles sont belles et lumineuses... Et, à mon sens, certainement, notre seule chance de préserver notre humanité.

Pour ne pas être entraîné trop loin, je ne le ferai ici que succinctement, à charge de m'y intéresser une autre fois ou dans une autre vie...

- L'« Egalité » procède évidemment du refus d'une incarnation institutionnelle de l'Autorité. ***Elle n'est pas un simple principe d'égalité devant la loi elle est La Loi !*** Elle implique et ordonne, par exemple, que toute personne investie d'une charge administrative ou politique ne puisse en acquérir un quelconque pouvoir sur ceux qu'elle doit servir. Car sa fonction nécessite qu'elle les considère comme des égaux à qui elle se doit d'être utile. Ce qui n'a rien d'utopique puisque chacune d'entre elle ne peut manquer d'envisager qu'elle puisse se trouver dans

une situation inversée et ainsi imaginer la manière dont elle souhaiterait, à cette occasion, être elle-même considérée...

- Et ceci ouvre visiblement sur la « Fraternité ». Si, excluant l'artificiel pouvoir de certains sur d'autres, « égaux » enfin nous sommes, rien ne s'oppose objectivement à reconnaître l'autre en soi (ou l'inverse). En d'autres temps et d'autres termes nous nommerons ceci, « le lien (ou le liant) social ». Sans lui nous ne sommes rien, notre pseudo « individualité » s'épanouit dans le vide et notre esprit s'assèche au seul contact de notre propre égo. Pourtant à l'idée de fraternité, à mon sens beaucoup trop connotée à celle de famille, il serait préférable de lui substituer celle de « solidarité ». Notre appartenance commune à la même espèce animale l'impose autant que la survie de cette dernière en dépend. De plus c'est une notion politique, qui débouche nécessairement sur celle de citoyenneté. Indispensable et préalable condition, nous venons de le voir, à la possibilité de notre émancipation.
- La « liberté », donc ! Car c'est bien là l'objectif. Une humanité désaliénée, dans laquelle aucun de ses membres ne peut être soumis à l'autorité d'un autre puisque son égal et donc exclut tout rapport d'assujettissement. C'est en observant notre société à l'aune de ce principe que nous pouvons prendre conscience de l'ampleur de sa faillite car aucune partie de son champ relationnel ne le respecte dans ces termes. En fait le moindre secteur de notre structure sociale, de la base jusqu'au sommet de la pyramide, est sous le joug du principe hiérarchique et chacun d'entre nous est enchaîné à une double et permanente contrainte de subordination et de domination au sein de notre espace relationnel le plus intime (amoureux, amical, familial) et de celui, bien plus vaste et distant, dans lequel s'inscrit l'ensemble de nos activités économiques, citoyennes ou même récréatives. Et dans un univers aujourd'hui totalement asservi au modèle capitaliste entrepreneurial, (soit l'exploitation de la majorité par une minorité qui a engendré sur cette planète une iniquité insane : 99% des richesses détenues par 1% de la population) c'est le mirage de la « liberté individuelle » qui s'est substitué progressivement à l'idée originelle, et qui, en définitif, n'est que celle d'accéder aux « biens de consommation », de fait toute relative puisque conditionnée à la place occupée dans la hiérarchie des revenus... et n'ayant au final, comme but essentiel que celui d'extérioriser son rang dans celle des statuts sociaux. Ainsi son nom le plus approprié n'est autre que « servitude consentie » ou « soumission volontaire »...

Alors qu'à contrario, dans cette France de la fin du XVIII^{ème} siècle, cette aspiration à l'émancipation, qui ne peut être réduite à une simple abstraction théorisée par de

beaux esprits humanistes, est la toute première exigence d'une population révoltée et insurrectionnelle, prompte à renverser tous les pouvoirs de domination qui l'opprime. Eh bien évidemment, derrière et autour du roi, il y a « Dieu », surtout tous ceux qui s'en réclament, tous ceux dont la vénalité et la corruption s'affichent au grand jour ainsi que leur patente complicité avec l'aristocratie et l'administration régaliennne. Alors, lorsque ces gens-là prendront réellement le pouvoir aux soirs des 9 et 10 août 1792 (révolution au sein même de la révolution bourgeoise qui transforme la « Commune de Paris » en « Commune insurrectionnelle de Paris ») l'éradication des « hommes en noir » s'imposera comme une nécessité prioritaire. Cette mutinerie massive contre l'ordre religieux est, depuis toujours, minimisée voire réduite à quelques péripéties révoltantes (massacre des prêtres, pillage des églises, etc.) perpétrés par une population déchainée et sanguinaire, finalement l'expression avérée de « l'incivilisation », de la barbarie inhérente à ce « méprisable » mouvement révolutionnaire. Et c'est bien pourtant de l'inverse qu'il s'agit ! ***Dans ce pays atypique et insolite, pour la toute première fois dans l'Histoire humaine postérieure à la naissance supposée du Christ, une imposante part de la population va se dresser contre l'absolutisme religieux et va même oser projeter et tenter de « déchristianiser » l'ensemble de la société.*** Et ce phénoménal sursaut d'émancipation n'est pas orchestré par le haut... Loin s'en faut ! Bien que bon nombre de philosophes des lumières aient manifesté leur hostilité au joug religieux aucun n'en avait imaginé ou peut-être même véritablement souhaité l'éradication. Quant à la bourgeoise « révolutionnaire », si elle se méfiait comme de la peste de la puissance cléricale, inconditionnel soutien de la royauté, elle lui était cependant pleinement reconnaissante, comme l'exprime remarquablement *Daniel Guérin*,

« ...de maintenir le peuple dans l'obéissance, de lui apprendre à révéler la propriété bourgeoise, de le faire renoncer à une amélioration de son sort terrestre en lui promettant le bonheur dans l'au-delà. »¹⁰⁷

Tout pouvoir de domination, et la bourgeoisie de l'époque en était un en pleine ascension, ne peut qu'hésiter à priver sa férule administrative de celle du goupillon. Ce n'est donc qu'à pas comptés et prudents que la république naissante s'engagea sur la voie de la séparation de l'église et de l'Etat... Même Robespierre et Danton (surtout lui) n'ont jamais souhaité la déchristianisation du pays et ce n'est que pris en tenaille entre la contre révolution Girondine et le danger aux frontières qu'ils finirent par céder à la pression des « bras nus », force vive de la révolution sur le front civil et militaire, soutien dont ils ne pouvaient se passer mais dont ils craignaient le débordement. Il est bon de rappeler que la Convention n'est que la représentation du Peuple et qu'à ce moment particulier de l'histoire cela prenait tout son sens. *La première Commune*

¹⁰⁷ Daniel Guérin, *Bourgeois et bras-nus* (Guerre sociale durant la révolution française, 1793-1795), préface de Claude Guillon, Libertalia, 2013... Livre indispensable pour tous les désabusés de « l'Histoire officielle » !

insurrectionnelle de Paris¹⁰⁸ est le foyer incandescent de cette révolution ; sans son « coup de force » il est fort probable que la Royauté ne serait pas tombée et que nous ne serions pas dans une République dite « laïque ».

S'il est clair que le ressentiment de cette « classe populaire » (si elle ne l'est pas encore, indéniablement elle la préfigure) fut instrumentalisé par les « Hébertistes » qui cherchèrent à l'attiser pour mieux le discréditer en suivant et qu'il ne faut surtout pas confondre avec les « Enragés ».

[Ces derniers étaient un groupe de révolutionnaires radicaux qui luttèrent pour l'égalité civique et politique mais aussi sociale, préconisant la taxation des denrées, la réquisition des grains et qui ultime sacrilège, voulaient taxer les riches. Ils sont à l'époque « la gauche de la gauche » et les seuls à pousser la logique révolutionnaire jusqu'à son extrême limite, à savoir la remise en question de la propriété privée, préfigurant le collectivisme. Marx ne s'y trompa pas en les désignant comme « *les représentants principaux du mouvement révolutionnaire* ».109]

A l'exact opposé les premiers, petite partie du mouvement des Exagérés ou ultra-démagogues, dont les meneurs étaient impliqués dans des affaires troubles de spéculation, en étroite relation avec un puissant réseau de banques européennes (Suisse, Anglaises, Basques, Belges et Autrichiennes) sont très facilement identifiables comme des spoliateurs, profitant d'une époque troublée, qui cherchent à discréditer le mouvement révolutionnaire en le radicalisant tout en restant, bien entendu, son ennemi premier.

En soufflant sur les braises pour déclencher une campagne nationale de « déchristianisation » leur premier objectif était de détourner les « sans-culottes » de leur lutte contre les possédants. Mais le succès considérable de leur entreprise les prit de court, comme s'ils avaient ainsi soulevé le couvercle de plomb religieux, ce que le peuple, seul, n'aurait peut-être pas eu l'audace de faire. Écoutons ce qu'en dit Daniel Guérin :

« La vague de fond populaire entraîna les déchristianisateurs au-delà de leurs intentions. On ne pouvait, en effet, s'arrêter en chemin. La logique populaire se refusait aux demi-mesures : si les prêtres étaient des charlatans, comme on venait d'aider le peuple à en prendre conscience, pourquoi bannir seulement les manifestations extérieures du culte ? Pourquoi priver seulement les hommes noirs

¹⁰⁸ Extrait de 1792 : La première Commune insurrectionnelle de Paris : « Ces militantes et ces militants se définissent comme faisant partie d'un même groupe social, « la sans-culotterie ». Ce groupe social est difficile à définir car il a à la fois des connotations sociologiques, politiques, économiques et culturelles. Il se définit en premier lieu par le port du pantalon, par opposition à la culotte aristocratique ou bourgeoise. Être sans-culotte implique de partager des normes et des valeurs opposées à ceux de la bourgeoisie et de l'aristocratie. Cela veut dire s'opposer à la réaction, à l'aristocratie et s'engager pour la révolution et les valeurs d'égalité et liberté qui sont censées en être le corollaire. C'est enfin, pour finir, ne pas posséder de richesses et n'avoir que ses bras pour travailler. Gracchus Babeuf définira la sans-culotterie comme le groupe de celles et ceux qui n'ont rien, les « impropriétaires ».

¹⁰⁹ Je renvoie ici au Manifeste des Enragés. (Lien PDF) du 25 juin 1793, implacable brulot anticapitaliste d'anticipation, à lire de toute urgence!

*de leur salaire et les laisser exercer librement leur fonction nocive ? On avait mis le doigt dans l'engrenage. (...) Bientôt, on s'attaqua aux églises elles-mêmes. (...) La décision d'abolir le culte ne vint pas d'en haut, mais d'en bas, des sections, des sans-culottes eux-mêmes. L'une après l'autre, les sections de Paris fermèrent les églises ou les désaffectèrent. Le Conseil général de la Commune n'eut plus qu'à entériner cette unanimité. Le 23 novembre, après le réquisitoire de Chaumette, il arrêta que toutes les églises ou temples de toutes religions et de tous cultes qui ont existé à Paris seraient sur le champ fermés, et que quiconque demanderait l'ouverture soit d'un temple soit d'une église serait arrêté comme suspect. (...) En de nombreuses régions, la rupture entre les paysans et leurs prêtres fut tout à fait sérieuse et profonde. (...) Il y eut certes des régions où la déchristianisation suscita d'assez fortes résistances, régions arriérées, depuis toujours réfractaires à la révolution, et qui virent dans la suppression du culte catholique une occasion nouvelle de témoigner leur hostilité au régime. La Bretagne se plaça en tête des récalcitrants. (...) **Ce qui frappe, par contre, c'est l'aisance avec laquelle les masses, aussi bien urbaines que rurales, acceptèrent la suppression du culte catholique.** »*

Daniel Guérin, *Bourgeois et bras-nus* (Guerre sociale durant la révolution française, 1793-1795), préface de Claude Guillon, Libertalia, 2013...

Et ce fait là, extra-ordinaire en son sens initial, ne peut manquer, si on lui accorde l'importance qu'il mérite, de saper en les réfutant les fondements même du « prêt à penser » de l'histoire des peuples. L'imprégnation irréversible des esprits par le pouvoir et la violence symbolique religieux et sa résurgence sporadique est un postulat sans contradicteurs. C'est, par exemple, pour encore le citer et le contredire, le socle implicite et non débattu, de la démonstration de Todd dans son opus pseudo-scientifique : « Qui est Charlie ? ». Cet apriori lui permet, ainsi qu'aux autres sociologues et ethnologues d'arrière-cour, de légitimer le conservatisme le plus réactionnaire par sa préexistence irrémédiable au sein même de la conscience collective. Ce raisonnement circulaire permet d'affirmer l'existence d'une inexorable prédétermination subconsciente ne laissant d'autre choix que la soumission à l'ordre établi et la croyance en l'au-delà pour supporter un monde, par essence, inamovible. Même si cet enthousiasmant assaut contre une aliénation millénaire, épice imprévu mais indispensable à tout réel renversement de valeur, ne pouvait qu'être entravé puis au final endigué par une bourgeoisie effarée, se sentant soudainement elle-même menacée, il demeure, pour ceux, peu nombreux, qui le connaissent, le momentané mais incontestable dépassement d'une accablante impossibilité. Car c'est bien cet « allant de soi » que cette intelligence collective désinhibée a fait, l'espace d'un instant, voler en éclat !

Voilà donc en quelques mots ce qu'est « La Gauche » ! Son essence, ce que l'idée en soi signifie, en dehors de toutes interprétations et d'affublements de circonstance.

Confrontés aux agissements de la « classe politique » qui ose aujourd'hui s'y référer on ne sait si c'est l'exécration ou la nausée qui l'emporte ! Ce qu'elle bafoue, foule aux pieds du haut de sa morgue de caste inculte, c'est au final bien plus qu'une Idée, ce sont les humains qui la portent encore et dont ils ont décrété l'inutilité, l'irréparable obsolescence !

La France n'a qu'une seule gloire et ce n'est pas celle d'être « la Patrie des droits de l'Homme ». Ces derniers ont d'ailleurs besoin de tout si ce n'est d'une Patrie ! Mais c'est bien, sur ce sol et parmi les êtres vivants qui y ont un temps vécu, que s'est constituée une conscience collective rebelle à la servitude, qu'elle a fait « corps social » par la solidarité et l'égalité qu'engendre l'adversité, s'est redressée et soulevée assez haut pour réussir à « décapiter » la Royauté et a même eu l'audace de défier l'ultime absolutisme dont elle procédait : L'idée de Dieu et sa religion.

Ce sont eux, les premiers, qui portent le nom de gens¹¹⁰ de Gauche ! Et depuis plus de deux siècles, ce « gauchisme » resurgit épisodiquement partout dans le monde et ébranle à chaque fois l'« Ordre Etabli ».

Il est, par exemple, possible de penser, encore une fois en opposition frontale avec Todd, que les manifestations de Janvier 2015 en furent l'incontestable expression. Mais, dans le même mouvement, la compétence cynique des instances gouvernementales n'hésitant pas un seul instant à oser s'en réclamer, est parvenue à l'ensevelir sous un tombeau de « mots d'ordres » récupérateurs et à en dévoyer éhontément la puissance symbolique pour, in fine, en neutraliser sèchement toute l'énergie.

Je ne sais pas (comment le pourrais-je ?) si cette force vitale, unique facteur de *négentropie* susceptible de s'opposer à l'effondrement moral de notre humanité, voire à sa simple disparition, finira par s'imposer ! Mais ce que je sais et affirme sans crainte c'est que seuls ceux qui la perçoivent palpiter encore en eux et la laisse guider leurs pas, sont réellement vivants et dignes de marcher debout.

b) Oui mais alors aux Etats Unis ?

Eh bien il est flagrant qu'il n'existe rien de comparable dans leur constitution (le processus autant que le texte). Et l'indéniable proximité intellectuelle de quelques « fondateurs » avec le corpus idéologique d'une élite éclairée européenne de l'époque n'est certainement pas suffisante pour réunir ces deux périodes historiques sous la même identité. Comme je l'ai déjà évoqué au début de ce chapitre digressif et l'affirme à présent sans détour, il n'existe pas de « Peuple de Gauche » aux moments de l'élaboration de cette nouvelle entité institutionnelle : Les Etats Unis d'Amérique. Et si l'on s'en réfère à la définition qui précède il n'existe même pas le moindre début du souffle révolutionnaire qui en France, qu'on le reconnaisse ou non, a fissuré

¹¹⁰ La notion de « peuple » est stérile. Le peuple en tant qu'acteur social n'existe pas...Seuls les humains qui lui donnent forme méritent notre attention !

l'absolutisme royal et son pendant religieux et entrouvert un accès vers une société humaine affranchie de toute forme de domination.

Ce prétendu « Nouveau Monde » ne l'est que par l'espace à conquérir qu'il offre aux nouveaux arrivants. Et il ne s'est jamais réellement agi d'y construire une société différente (égalitaire, fraternelle et libre) mais bien plutôt, pour parvenir à s'émanciper du joug Britannique impérial, d'organiser en toute première urgence les conditions de création et d'unification d'une force militaire susceptible de lui résister puis, par la suite, celles nécessaires à la formidable expansion colonisatrice s'offrant à leurs immenses appétits ; en somme un implacable pragmatisme conquérant!

Sans oublier la dimension religieuse qui la fonde dont il faut, encore et toujours, marteler la considérable importance. Le premier groupe d'émigrants anglais qui accosta à bord du Mayflower en 1620 était essentiellement composé de dissidents religieux anglais, calvinistes d'ailleurs plus séparatistes que puritains (les Pilgrim Fathers) fuyant les persécutions et en quête d'une terre vierge **où fonder une « nouvelle Jérusalem »**. Le fait que cet exode biblique, **visant à instaurer le royaume de Dieu en Terre promise**, soit devenu un des mythes fondateurs, **jamais contesté**, des USA révèle à lui seul le poids de l'imprégnation religieuse dans le subconscient collectif de cette société, qui aujourd'hui domine le monde.

Car si d'évidence le débarquement de quelques dizaines de colons pénétrés d'une morale religieuse obscurantiste et imbus de leur supériorité d'ordre divin ne peut être, en soi, considéré comme l'unique déterminant des fondements moraux du système social à venir, son instrumentalisation politique systématique dans le processus de constitution de ce nouvel Etat permet de révéler l'étendue de son influence.

L'inébranlable et providentielle croyance à se considérer guidés et protégés par la volonté divine dans leur projet de conquête a été renforcée et perpétuée en toute « bonne foi », et ce jusqu'à nos jours. Elle sous-tend de manière plus ou moins consciente ou cynique, l'ensemble des discours fondateurs de cette surpuissance en devenir. Celui de Georges Washington, lors de son investiture comme premier Président de ce nouvel Etat, enfin indépendant du joug Anglais, en atteste en pleine lumière et préfigure, sans aucune ambiguïté, des principes directeurs de la politique américaine en devenir :

« Aucun peuple, plus que celui des Etats-Unis, n'est tenu de remercier et d'adorer la « main invisible »¹¹¹ qui conduit les affaires des hommes. Chaque pas qui les a fait avancer dans la voie de l'indépendance nationale semble porter la marque de

¹¹¹ Bien que ce concept soit sujet à de multiples interprétations et controverses, et que l'on puisse même penser à juste titre qu'Adam Smith lui ait donné un sens opposé à celui que le néolibéralisme lui a depuis attribué, il n'en demeure pas moins que c'est ce dernier qui s'est imposé et qu'il légitime la grande majorité des thèses économiques dominantes, à savoir « l'idée que des actions guidées uniquement par l'intérêt personnel de chacun peuvent contribuer à la richesse et au bien-être de tous ». Ce que chacun d'entre nous peut facilement vérifier à l'observation de la répartition des richesses, directement autour de lui ou dans l'ensemble du monde...N'est-ce pas !?

l'intervention providentielle. » (Elise Marientras, *Les Mythes fondateurs de la nation américaine*, Paris, Ed. Maspero, 1976, p. 95).

Son successeur John Adams ne sera pas en reste :

« *L'Amérique a été désignée par la Providence pour être le théâtre où l'homme doit atteindre sa véritable stature, où la science, la vertu, la liberté, le bonheur et la gloire doivent s'épanouir dans la paix.* » (Autobiographie. Tome I. p. 282)

Par ailleurs la conviction entretenue d'une « **destinée manifeste** », déjà citée et analysée plus haut, ne peut que renforcer la démonstration. Il y a, bien sûr, aussi l'évidence de la devise « **In God we trust** » sur chaque billet de banque, le serment, **sur la bible**, de chaque nouveau président le jour de son investiture clôt par « **So help me God.** », et les dernières paroles de l'hymne national :

« ***Then conquer we must, when our cause is just
and this be our motto: "In God is our trust"
And the star-spangled banner in triumph shall wave
O'er the land of the free and the home of the brave!*** »
(« *Et confiant dans la justice de notre cause
Répétons notre devise "En Dieu est notre espoir".
Et la bannière étoilée en triomphe flottera
Sur le pays de la liberté au pays des braves !* »)

L'intrication des valeurs religieuses dans le champ politique des Etats Unis est telle, qu'il est tout à fait étonnant qu'elle n'ait fait et ne fasse toujours pas l'objet d'une critique plus radicale au sein de l'intelligentsia progressiste européenne. Dès l'origine, à l'inverse de l'hémisphère sud des Amériques où la colonisation espagnole fut, sévèrement et à juste titre, perçue et condamnée par bon nombre de philosophes des lumières comme une infâme barbarie destructrice ainsi que le rôle pervers de la religion comme soutien explicite,¹¹² celle de l'Amérique du nord a joui d'une étonnante

¹¹² Diderot par exemple n'hésitera pas, dès 1770, à dénoncer les "cruautés des Espagnols" : « Que les nations européennes se jugent et se donnent à elles-mêmes le nom qu'elles méritent. Leurs navigateurs arrivent-ils dans une région du Nouveau Monde qui n'est occupée par aucun peuple de l'ancien, aussitôt ils enfouissent une petite lame de métal, sur laquelle ils ont gravé ces mots : CETTE CONTRÉE NOUS APPARTIENT. Et pourquoi vous appartient-elle ? N'êtes-vous pas aussi injustes, aussi insensés que des sauvages portés par hasard sur vos côtes, s'ils écrivaient sur le sable de votre rivage ou sur l'écorce de vos arbres ; CE PAYS EST A NOUS ? Vous n'avez aucun droit sur les productions insensibles et brutes de la terre où vous abordez, et vous vous en arrogez un sur l'homme votre semblable. Au lieu de reconnaître dans cet homme un frère, vous n'y voyez qu'un esclave, une bête de somme. Ô mes concitoyens ! Vous pensez ainsi, vous en usez de cette manière ; et vous avez des notions de justice ; une morale, une religion sainte, une mère commune avec ceux que vous traitez si tyranniquement » *Histoire des deux Indes*, 1770, "Des colonies en général" dans chapitre VI "Du commerce".

Et Montesquieu : « On ne peut penser sans indignation aux cruautés que les Espagnols exercèrent sur les Indiens [...]. Des peuples aussi nombreux que ceux de l'Europe disparaissent de la Terre. Les Espagnols, en découvrant les Indes, ont montré en même temps quel était le dernier période de la cruauté [ou le plus haut degré de la cruauté]. [...] Il est vrai qu'on juge toujours par le succès ; mais ce jugement des hommes est lui-même un abus déplorable dans la Morale. Si la Politique a été le motif, la Religion a été le prétexte. [...] Quel abus de faire servir Dieu à ses passions et à

mansuétude. S'il demeure beaucoup de zones d'ombres sur les positions multiples et contradictoires des révolutionnaires de 1789 il n'y a quand même peu de doute sur le fait qu'une partie non négligeable d'entre eux, dont Robespierre, furent, au moins momentanément, anti-esclavagistes et même anticolonialistes (le contexte de Guerre entre l'Angleterre et la France se disputant les colonies complexifiant, il est vrai, considérablement les débats...). Mais une fois la révolution bourgeoise achevée, ou bien, dit autrement, que la rébellion du peuple fut matée, les nouveaux dominants français ne pouvaient au fond que se reconnaître dans leurs homologues américains et laisser leurs intérêts colonialistes et commerciaux supplanter les quelques réticences idéologiques encore susceptibles de les tourmenter. La déchristianisation à fait long feu, la fracture entre l'Etat et l'Eglise est en passe de se ressouder et la Constitution civile du clergé de 1790 ne sera au final qu'une concession mineure face à la menace, un instant bien réelle, d'un assainissement bien plus radical des esprits. Il faudra même attendre 125 ans et la loi concernant la séparation des Églises et de l'État votée en 1905 pour voir instaurer la laïcité actuelle, dont, il est facile de le constater, l'ambiguïté générique laisse toujours la porte ouverte à des débats d'interprétation, sans fin... !

Ainsi l'imbrication ontologique du religieux et du politique, dans le processus d'émancipation des colonies américaines envers leur « maison mère » ne fut certainement jamais perçue comme une discordance digne d'être relevée. D'autant qu'elle était, **et demeure**, masquée par la proclamation solennelle et triomphante de la liberté et des droits individuels, et tout particulièrement celui du « droit naturel à la propriété », socle fondateur de toute révolution bourgeoise. La « classe » marchande, industrielle et financière européenne, encore bien trop contrainte par les pouvoirs régaliens ne pouvait que saluer et envier leurs homologues américains, obtenant, en à peine quelques années, une indépendance et liberté d'action, pour eux, encore très loin de portée. Et même la bourgeoisie la plus « éclairée » ne pouvait s'empêcher d'y voir une formidable opportunité ainsi qu'un magnifique exemple et donc d'en modérer d'autant ses états d'âmes.

Avec le recul, l'émergence de ce nouvel Etat semble, il faut l'admettre, bénéficier d'un ensemble de facteurs « providentiels » même si la « main divine » n'y est certainement pour pas grand-chose. Le contexte économique et politique de l'époque l'explique d'ailleurs bien plus aisément. Que pouvait rêver de mieux, une bourgeoisie européenne empêtrée dans des conflits inter-étatiques issus de leurs concurrences impérialistes et dont l'indispensable modernisation administrative se trouvait bridée par des autocraties obsolètes mais toujours extrêmement puissantes, alors qu'elle était de plus en plus consciente de se trouver à l'aube d'une immense « révolution »

ses crimes ? Y a-t-il de plus mortelle injure que celle que l'on fait sous prétexte d'honorer ? » (*Pensées et Fragments* n°1573, chap. « Histoire [Espagne] »).

technologique, donc industrielle ? Et, celle-ci, pour le coup, sans aucune réserve, vivement désirée !

Comme les puissances coloniales espagnoles et portugaises ont largement décliné depuis le milieu du XVII^{ème} siècle au profit de la France et du Royaume-Uni, ce sont essentiellement ces deux dernières qui vont s'affronter pour déployer leur hégémonie sur ces terres considérées comme « vierges ». Nous venons de voir d'ailleurs comment les colons Nord-Américains déjà implantés ont su utiliser cet affrontement pour asseoir leur indépendance politique... Ils n'en resteront pas moins évidemment subordonnés financièrement et économiquement au vieux continent, puisque il reste la principale source d'immigration et d'investissements et leur essentiel « partenaire » commercial.

Cette collusion manifeste d'intérêts de part et d'autre de l'Atlantique est largement suffisante pour expliquer l'indifférence, complice ou irréfléchie des moralistes de l'époque, face aux turpitudes en cours et nécessairement à venir, pourtant si mal dissimulées derrière la légende révolutionnaire en marche. En France une population insurrectionnelle a contraint cette bourgeoisie en mal d'émancipation à rédiger la « déclaration des droits de l'homme », à décapiter le régent et renverser la Royauté et même à s'en prendre à la religion jusqu'à organiser son début d'abolition. Il aura fallu toute l'intelligence tactique d'un Robespierre pour réussir à duper les sans-culottes en prétendant éviter une guerre civile meurtrière, alors qu'il redoutait sa propre éviction (avec celle de la convention) par la toute première expérience aboutie d'un régime politique de démocratie directe issue de la commune insurrectionnelle de Paris ! Mais rien de tel ne s'est jamais produit pendant les « travaux » de la Convention constitutionnelle réunie à Philadelphie du 25 mai au 17 septembre 1787. Elle n'est d'abord en rien une émanation de la volonté populaire. Aucune force subversive face à l'ordre établi n'y est représentée pour la simple et bonne raison qu'il n'en existe aucune dans ces paradis pour la bourgeoisie coloniale. C'est elle, et elle seule, qui mène la danse et son seul objectif est d'unifier treize colonies aux intérêts spécifiques, peu enclines à lâcher la moindre parcelle de leurs respectives souverainetés. Il n'est même pas prévu d'attribuer un bâtiment officiel pour accueillir cette « assemblée » supposée élaborer les textes fondateurs de cette « future République ». C'est à peine croyable mais les débats ne pourront avoir lieu qu'au moment où le Parlement de Pennsylvanie ne siégeait pas. C'est la raison pour laquelle elle ne s'est réunie que pendant trois mois, entre deux sessions parlementaires.

Prenant quelques distances avec la légende il est alors possible de décrire ce « moment historique » comme la simple réunion d'une cinquantaine de délégués de chaque colonie, venu défendre leurs prérogatives de classes possédantes confrontés à la nécessité d'une alliance, seul moyen pour s'affranchir de la tutelle Britannique. Et cette assemblée va tranquillement débattre bien à l'abri des regards et en toute opacité, sans aucune pression extérieure susceptible d'interférer dans ses décisions finales. Que l'on puisse comparer cet épisode à ce qui se passa en France de mai 1789

à juillet 1794 ¹¹³ soit pendant cinq longues années relève de la pure falsification et manipulation historiques.

A moins bien sûr, que l'on ne prenne en compte uniquement le résultat, à savoir l'avènement d'une bourgeoisie de propriétaires, de commerçants, de banquiers et, en suivant, d'industriels, tous finalement repus, en lieu et place d'une aristocratie seigneuriale fossilisée par l'évolution technologique et le développement extraordinaire du commerce mondial issu des empires coloniaux. ***Ce qui peut s'énoncer simplement et en toute limpidité, comme le triomphe de la propriété individuelle face au monopole autocratique régalien et à ses dérivés seigneuriaux !***

Ce qui est effectivement une révolution, mais au sens propre :

« *Mouvement en courbe fermée autour d'un axe ou d'un point, réel ou fictif, dont le point de retour coïncide avec le point de départ.* »

Seuls les dominants auront finalement changé. ***Et ce ne sera pas la dernière fois que cette ambiguïté sémantique permettra de mystifier l'Histoire en maquillant la stagnation dans le pire conservatisme par l'illusion du progrès.*** Il est d'ailleurs possible d'y voir, toujours en cours, le sempiternel artifice stratégique qui sert à légitimer, il est vrai en l'usant jusqu'à la corde, la démocratie représentative. Le bilan accablant des toutes dernières révoltes populaires visant à l'instaurer (Egypte, Tunisie,...) ou même de celles tentant juste de la rendre conforme à ses principes fondateurs (Ukraine, Grèce,...) et en excluant bien évidemment, les infâmes invasions territoriales sous prétexte de l'installer (Irak, Lybie,...) suffit largement à le démontrer... J'aimerais penser, au terme de cette parenthèse à la fois trop longue et trop courte, que les pages qui précèdent (en supposant qu'elles soient lues) puissent offrir quelques éléments de réflexions aptes à intensifier la nécessaire (vitale...) déconstruction du mythe américain, à présent essentielle substructure de l'aliénation de l'humanité. Mais je serais déjà comblé si j'avais l'assurance d'avoir participé à la prise de conscience de quelques-uns, qu'il ne s'agit pas là d'une simple hypothèse iconoclaste mais bien de l'affirmation d'une incontestable vérité.

Et puis poursuivant mon cheminement incertain il me faut à présent persister à corréliser encore plus étroitement cette incise avec ce qui la précédait même s'il me semble assez évident que le fil qui relie les néoconservateurs aux origines des Etats Unis d'Amérique s'est, depuis quelques pages, considérablement épaissi...

¹¹³ *Date de l'exécution de Robespierre qui peut être considérée comme l'ultime coup de grâce au processus révolutionnaire, même si lui-même en avait depuis longtemps initié la « normalisation » !*

9) Néo, vraiment !?

Depuis le début de cette enquête, ce préfixe me pose problème... Accolé à conservateurs comme à libéraux il m'est intuitivement toujours apparu comme un trompe-l'œil cherchant, d'ailleurs assez grossièrement, à dissimuler le délabrement poussiéreux de l'édifice.

Il a ainsi servi de prétexte à redonner une rutilante jeunesse à de vieux concepts affadis, en permettant d'en débattre encore et sans fin sous les auspices de l'innovation tout en en dissimulant les archaïsmes sous-jacents.

Comme la plupart des gens de ma génération (nés dans les dix années après la « deuxième guerre mondiale » et affublé du sobriquet de « baby-boomers ») j'ai été endoctriné, dès l'adolescence et donc en « toute innocence », par la mythologie américaine... D'abord par les biens de consommations chatoyants (voiture, électroménager, etc.) associés à la mode comportementale et vestimentaire, le tout diffusé par le cinéma, la musique, les bandes dessinées et la littérature (policrière, science-fiction, etc.). Tous ces « objets de désirs » recouverts des plus séduisants lustres qu'il soit : « liberté individuelle » et « modernité » ! Et même lorsque cet idéal récit de progrès est venu se fracasser sur les abominations commises au Vietnam, puis en Amérique latine, « pimentés » des assassinats successifs des frères Kennedy, de Martin Luther King, de Malcom X, etc..., la révolte étudiante concomitante, prolongée par la parenthèse enchantée du mouvement « Hippie », ont préservé l'illusion d'un pays en pleine mutation, dont la part obscure allait finir par être éradiquée. Soudain l'arrière-cour de l' « Amérique » libératrice et sublimée se révélait nauséabonde et répugnante, mais dans le même temps elle semblait en capacité de s'amender à travers une nouvelle génération qui semblait à même de renverser la table tout en en réactivant et de ce fait préservant la mythologie des origines. En prenant ce « soubresaut » conjoncturel pour une réhabilitation de l'Histoire, oh combien nous sommes nous trompés ! Hypnotisés par l'illusion libertaire des « sixties » nous avons redonné du crédit au mythe d'une Amérique issue d'un mouvement révolutionnaire toujours vivant alors que de mon point de vue (celui que j'ai escaladé pas à pas depuis plus de deux ans...) la gouvernance de cet Etat est ontologiquement de « Droite » et, jusqu'à nos jours, l'est indéniablement restée.

L' « alternance » existe bel et bien, mais elle ne concerne que les modalités d'application d'un régime politique d'une grande constance. ***Le « libéralisme économique » en est la matrice et la volonté impérialiste de conquête et de suprématie à l'échelle planétaire (dissimulée derrière le prétexte de la « défense du monde libre ») l'essentiel moteur !***

Le capitalisme, en tant que processus d'accumulation, n'a de ce fait et d'évidence, aucune limite. Et les Etats Unis d'Amérique, depuis leur constitution, en ont été le primordial acteur de développement ! Nous en avons sous les yeux, autant de nos jours qu'historiquement, les preuves empilées sans qu'elles n'infléchissent en rien le consensus autour du récit de progrès apte à valider le « Sens de l'Histoire ». L'Amérique, demeure (au moins pour toute la sphère dite occidentale), à contre-pied de sa réalité objective, le « pays de la Liberté » et de démocratie, la plus aboutie au monde.

Au regard, on l'a vu, de la plus grande confusion idéologique qui règne au sein du bipartisme il devrait être pourtant facile d'en prendre conscience et ainsi, pour au moins une partie

(ceux qui réfléchissent !) des intellectuels et autres analystes politologues français, d'arrêter d'entériner, voire même parfois de célébrer un système politique qui, depuis son avènement, est comptable, pour la plus grande part, du chaos qui est en passe de mener l'humanité entière à sa perte.

Que représentent donc alors, ces néoconservateurs, dont le nom est avant tout un magnifique exemple d'oxymore ? Ils ne sont, à mon sens et en parfaite opposition avec la légende, que la réactivation et la modernisation des véritables « idéaux fondateurs » qui ont cimenté la création de ce nouvel Etat et son déploiement impérialiste.

En écartant le préfixe, le « conservatisme » étatsunien, ce qui ne nous éloigne guère du sens sémantique commun, n'est en fait que le dévoiement d'une esquisse de « révolution » qui n'a jamais remis en question l'ordre social antérieur et qui a juste permis à une nouvelle classe de dominants de s'autonomiser du joug royaliste afin de pouvoir ainsi, en toute « liberté », assouvir ses appétits de profits et de conquêtes. Et elle le fit sous l'égide d'une morale puritaine et évangéliste (« La destinée manifeste ») s'offrant ainsi, en toute apparente probité, une justification divine à toutes ses exactions à venir. ***En naturalisant le droit à la propriété rendu ainsi indissociable de la liberté et, dans le même mouvement, l'inégalitarisme comme déterminisme biologique indépassable, cette prétendue « révolution » n'est au fond que l'élaboration particulièrement réussie d'une société bourgeoise, traditionaliste et intégriste, en un mot fondamentalement contre-révolutionnaire.***

Ce n'est que par son caractère « individualiste » (la liberté du « self made man » seul maître de son destin dans l'immensité du territoire à coloniser et à « civiliser ») qu'elle a pu se doter d'une vitrine subversive alors que ce terme, depuis belle lurette, devrait être remplacé par celui d'« antisocial ». Recouvert par le conflit institutionnel entre fédéralistes et antifédéralistes il n'en demeure pourtant pas moins le lieu cardinal de toute tentative de compréhension passée, présente et future de cette structure sociale américaine, foncièrement droitiste et réactionnaire.

Un autre aspect déterminant de la « pensée » néoconservatrice réside dans sa propension récurrente à amalgamer politique et morale dans un cocktail savamment dosé et variable, en fonction des circonstances et des objectifs à atteindre.

Il est par exemple remarquable (et devrait être remarqué !) de constater que ceux qui s'en réclament n'ont jamais tenté de créer leur propre parti politique, bien plus à l'aise dans le rôle d'idéologues influents en sous-main que dans celui de « leaders d'opinion ». Ce sont tous des sorniois, des insidieux, des factieux ! Et ce travail dans l'ombre, on le comprend parfaitement, provient directement de l'impossibilité où ils se trouvent, depuis leur origine, d'avancer à visage découvert. ***Ils se déplacent en crabe, toujours prêt au recul ou à l'offensive, hypocrites et casuistes, foncièrement opportunistes et pragmatiques. Ils prônent bien entendu une morale bien loin de leur propre comportement et bien que revêtus des atours de la démocratie et de la liberté ils n'ont de cesse d'en pervertir les principes élémentaires en prétendant les garantir et même les améliorer.***

Ce sont, et cela les caractérise jusqu'à l'os, de furieux anti égalitaristes car l'Egalité entre citoyens est pour eux synonyme de communisme, un chiffon rouge...

L'égalitarisme est présenté comme un « appel perfide et démagogique » auquel une « ...population de propriétaires et de payeurs d'impôts deviendra de moins en moins vulnérable » (I. Kristol, « *The Neoconservative Persuasion* »).

Le « droit naturel » à la propriété est leur principal crédo au même titre que, pour eux, « la compétition » est l'essentiel moteur de l'ascension sociale. Pour qu'il y ait des « gagnants » il s'avère nécessaire qu'il en résulte des « perdants » qui n'ont à se plaindre que de leur manque de compétence ou d'énergie entrepreneuriale. Il va ainsi de soi que les premiers soient parfaitement légitimés à préserver leur richesse durement acquise et à protéger tous ceux qui leur sont proches, donc en priorité, bien entendu, **leur** famille. Et par extension et reconnaissance, se doivent de glorifier la magnifique nation qui leur offre la possibilité de cette accession au « bonheur », la, si enviée, « American way of life ». Aussi ridicules et simplistes qu'elles se révèlent ce sont bien là les valeurs centrales secrétées par ces « idéologues » de basses-fosses. Pour ces gens, la « Richesse » est synonyme de « Grandeur », de « Noblesse », renouant ainsi, sans même peut être s'en rendre compte, avec les valeurs de l'Aristocratie la plus rétrograde, celle qui méprisait les pauvres du simple fait qu'ils l'étaient... Mais, qu'importe et poussant le « raisonnement » encore plus loin ils n'hésitent pas à dénoncer toute hostilité à l'égard des riches comme antipatriotique et à affirmer que la classe laborieuse sous payée mais trop nourrie ne peut que se satisfaire d'être considérée par le « parti des riches » comme l'« Amérique véritable » !¹¹⁴

Ce qui, somme toute, n'est que la version moderne d'une perversité séculaire qui a permis, de tous temps et à toutes les classes dominantes, de s'affranchir de toutes responsabilités quant à la servitude générée par leurs tyrannies ! Et même la plupart du temps, comble de perfidie, de parvenir à convaincre leurs victimes d'être, elles-mêmes, seules responsables de leur assujettissement...

La plupart des politologues considèrent néolibéralisme et neoconservatisme comme deux entités séparées, voire souvent en opposition ce qui me semble une erreur patente à moins que ce ne soit une simple volonté de dissimulation.

Il est vrai que la polysémie du terme *libéral* a, depuis son origine, permis et induit une perpétuelle confusion entre les multiples courants qui s'en réclament. Mais, avec un minimum de discernement et quelques connaissances historiques, il est assez facile de clarifier cet apparent embrouillamini. Le *libéralisme* peut être scindé en trois grands principes suivant les domaines sociaux auxquels il s'applique.

C'est le *libéralisme moral* qui semble fondateur, par sa capacité à s'étendre aux autres champs ; il regroupe et caractérise les partisans du respect de la liberté individuelle et de l'indépendance de chaque individu. De là, en concordance des temps avec les « révolutions

¹¹⁴ Pour une part, ce que j'écris ici a été nourri de la lecture d'un texte tout à fait remarquable de [Wendy Brown](https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2007-4-page-67.htm#no1) intitulé « Le cauchemar américain : le Neoconservatisme, le néolibéralisme et la « dédémocratisation » des Etats-Unis » (*Raisons politiques* 2007) dont une partie est consultable ici : <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2007-4-page-67.htm#no1> . Bien que pour l'essentiel, en accord avec sa description comparée du néolibéralisme et du neoconservatisme je m'éloigne sensiblement de son analyse concernant leurs divergences et la difficulté de fond à leur symbiose considérant, beaucoup plus qu'elle, que le second n'est en quelque sorte que le chaînon manquant au premier pour assurer sa suprématie.

bourgeoises », il ne peut qu'imprégner tous ceux concernés par une nouvelle gestion des affaires publiques et conduire au *libéralisme politique*. Il devient alors l'essentiel pilier idéologique des opposants à l'absolutisme des monarchies de droit divin et, pourra ainsi par la suite être associé, voire identifié, à la démocratie. Assimilation qui sera pourtant contestée et combattue par un grand nombre de *libéraux politiques* qui considéreront et considèrent toujours (en s'appuyant sur thèses de Tocqueville) que cette dernière ne peut que tendre à la dictature de la majorité et des classes moyennes, et ne prônent que les valeurs suprêmes d'un *libéralisme épuré*.

Enfin, et toujours de manière concomitante, se dégage un troisième sens, prédominant de nos jours, et qui concerne tout le champ économique. C'est, dans ce cadre, assez paradoxalement, une sorte de programme de non-préceptes, l'idée, au premier abord, puérile et sottise, **qu'il suffit de ne rien faire pour que tout aille au mieux** (le libre-échange, la liberté d'entreprise et la limitation stricte des interventions gouvernementales dans l'économie). Il me semble crucial de souligner que ce « concept » (*truc* ou *machin* serait certainement plus adéquat) est le pendant direct de celui de l'« effet pervers » qui prétend qu'« à vouloir le mieux on prend le risque de produire le pire ». De fait, il n'est pas possible de l'appréhender vraiment sans en révéler la dimension foncièrement mystique.

C'est dans l'œuvre des « penseurs » post-newtonien, qui tous cherchent à construire une « physique sociale » et à établir, en symétrie de la loi de la gravitation universelle, celle qui régirait, à la source, le comportement humain qu'émergent ces « raisonnements » originels. Et, en tout premier lieu dans le texte fondateur de la pensée économique libérale d'Adam Smith, « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* » publié dès 1776. C'est à lui que tous ceux qui suivront vont attribuer le mythe de « la main invisible » et en déduiront, **d'ailleurs en tordant sa pensée**, le postulat qu'agir par égoïsme et intérêt personnel est le plus sûr moyen de contribuer à la richesse et au bien-être de tous, ce qui évidemment légitime le principe qu'en économie (pour eux il s'agit essentiellement des « lois du marché ») il est toujours préférable de s'en tenir au « laisser faire » plutôt que de tenter de réguler.

Il faut s'y arrêter un instant car nous sommes en face d'un exemple tout à fait édifiant de la déficience ou perversité intellectuelle (mais je pense que nous sommes confrontés aux deux) des théoriciens et thuriféraires du libéralisme économique. Tout d'abord le présupposé d'une condition humaine dont la seule motivation serait son égoïsme et qui serait constitutionnellement agi par ses uniques intérêts individuels ne peut manquer d'éblouir par son audace théorique car il en faut certainement une sacrée dose pour oser claironner de telles stupidités.

Comme les planètes du système solaire sont réglées par les forces gravitationnelles, le comportement humain, lui, le serait par son simple « intérêt personnel ». Sidérant ! Exit, la solidarité, la camaraderie, l'amitié, la sympathie, l'empathie, l'amour, etc., le plaisir ineffable de participer à une œuvre collective qui dépassent de loin la jouissance ratatinée de tous ceux qui ne servent que leurs tristes égoïstes intérêts. Ce dut être d'ailleurs la seule que connurent ces penseurs ridicules, infirmes émotionnels, enchaînés aux seuls tressaillements de leur « moi » étrié.

En réalité, bien qu'incontestablement le premier à avoir émis l'hypothèse d'une « main invisible », Adam Smith, lui-même, n'y voyait peut être pas qu'un bienfait pour l'humanité :
« Tout pour nous et rien pour les autres, voilà la vile maxime qui paraît avoir été, dans tous les âges, celle des maîtres de l'espèce humaine. » (Livre III de « *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* »).

Et c'est bien, peut-être, à son corps défendant qu'il soit devenu le chantre d'un capitalisme décomplexé.

Ce qui pourtant ne peut manquer de lui être attribué c'est bien l'imprégnation religieuse de son mode de pensée ; et c'est dans cette légitimité d'ordre divin, que s'engouffreront tous les ennemis du progrès social, convaincus, à juste titre, qu'il ne pouvait, lui, que remettre en question *leurs* intérêts personnels.

On le constate, l'« idéalisme libéral » est bien loin de se présenter comme un corpus d'idées homogènes dont on pourrait tirer une ligne directrice stable. De Locke et Voltaire, que l'on peut qualifier de libéraux dans les trois sens du terme et dont l'engagement progressiste est peu contestable jusqu'à Milton Friedman, infatigable missionnaire du désengagement de l'État¹¹⁵, le cheminement manque, pour le moins, d'une certaine cohérence.

A moins de considérer, et c'est la thèse ici que je défends, que le libéralisme dans sa forme la plus extrême (celle que nous subissons aujourd'hui, la « néo »...) ne soit que l'aboutissement logique d'un dévoiement initié par l'ordre bourgeois naissant au début de XIX^{ème} siècle, effrayé par une dérive révolutionnaire à même de le balayer dans son élan, et cherchant par tous les moyens à en juguler l'avènement. Car, bien que la progression chronologique de ce « mouvement réactionnaire » soit indéniablement chaotique, avec des avancées et des reculs permanents au grès des circonstances, il est également peu contestable que sa « montée en puissance » trace, avec le recul et au final, une courbe « foutrement » ascendante !

Le chamboulement qui marque le début du XIX^{ème} siècle nous est, la plupart du temps, présenté comme l'avènement de la démocratie représentative... Mais s'il est indéniable que ce processus a bien vu le jour à cette époque, il l'est également que sa mise en œuvre est bien loin d'avoir abouti à l'idéal envisagé.

Et si l'on ne peut en contester l'avancée égalitariste en regard de l'absolutisme royaliste il est quand même essentiel d'observer et d'analyser la nouvelle structure sociale, une fois la vague subversive retirée, pour juger de sa réelle progression. Alors, d'évidence, c'est bien une nouvelle classe de « possédants » qui occupe à présent le terrain et s'installe durablement face à une aristocratie sous le choc et déjà obsolète. ***Car le « capital » changement de paradigme est bien celui qui a remplacé la transmission héréditaire de la propriété par le « droit naturel » à l'exercer.*** Sauf que ce droit n'a rien d'universel et, s'il s'applique à une population bien plus nombreuse il continue, en toute sérénité, à en exclure la grande majorité. De même qu'elle sera tenue à distance de toutes prérogatives citoyennes par l'instauration, en France et dès 1791, du suffrage censitaire qui n'attribue le droit de

¹¹⁵ ..., de la privatisation et de la déréglementation, de l'affaiblissement du pouvoir syndical et plus généralement de toutes les contraintes qui pèsent sur le marché du travail, telles que l'assurance-chômage et le salaire minimum !

vote qu'aux seuls citoyens dont le total des impôts directs dépasse un certain seuil, appelé cens.

On assiste donc à la constitution d'une nouvelle classe sociale dominante qui ouvre ce nouveau siècle et qui va, comme c'est toujours le cas lorsqu'une infime partie de la population s'enrichit au détriment de l'autre pourtant majoritaire, s'évertuer à légitimer moralement sa prééminence en même temps qu'elle va déployer une énergie et des moyens considérables pour maintenir dans la précarité la base populaire qu'elle exploite, condition sine qua non de sa fortune et de ses privilèges.

Mais les stigmates réactionnaires qui hantent ces remarquables esprits (néo)conservateurs ne se limitent pas aux seuls principes théoriques. N'oublions pas qu'ils émergent à l'aube de la guerre froide et que leur genèse est directement reliée à des enjeux considérables de géostratégie internationale. ***Dès l'origine ils se sont constitués sur le postulat intangible de la supériorité morale du libéralisme face au communisme et dans la foulée en ont profité pour fusionner le premier avec la démocratie. En réalité ce qu'ils entendent par démocratie n'est en fait que l'institutionnalisation du pouvoir des classes possédantes dominantes par la légitimation des urnes. Une autocratie représentative !***

Peut-être certains se souviennent-ils encore de l'impérialisme décomplexé affiché par les USA de la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'au début des années soixante, de leur interventionnisme tous azimuts pour lutter sur tous les fronts susceptibles de céder aux sirènes communistes (Asie du sud-est, Amérique latine, mainmise sur l'Europe de l'ouest grâce au plan Marshall et en tant que sauveur de « La liberté », soutien financier et militaire sans limites aux « régimes alliés » du proche et moyen orient, etc. etc.)... ?

Pendant cette période le (néo)conservatisme est la norme et ses promoteurs n'ont, de fait, qu'à accompagner et amplifier le mouvement... Pour eux le conflit USA /URSS ne se cantonne pas à la rivalité entre deux puissances cherchant respectivement à repousser leurs limites territoriales et à étendre leur influence géostratégique... Ils se placent d'emblée en hérauts de la suprématie des valeurs fondatrices de l'Amérique sur l'ensemble de celles des autres nations (j'y viendrai un peu plus loin) et sont ainsi devenus, par évidente conséquence, des ardents patriotes. De là, c'est bien cette insupportable autant que ridicule arrogance qui va les « animer » depuis et se perpétue de nos jours !

Mais, succédant de peu à l'immense traumatisme populaire provoqué par l'assassinat de Kennedy, le fiasco de « la guerre du Vietnam », autant militaire que moral qui a poussé toute une génération à la rébellion et à l'incivisme, inattendu et considérable ébranlement du socle moral de la nation, va mettre un coup d'arrêt brutal à cette euphorie conquérante. Et du même coup, laisser le champ libre à un activisme politique contestataire, inédit depuis les années trente, mais surtout inimaginable depuis l'étouffement despotique orchestré par le maccarthysme. Peu sont ceux qui semblent avoir perçu ce qu'a pu signifier, à l'époque, pour l'oligarchie en place, l'émergence soudaine au cœur même des forces vives de la nation des préceptes idéologiques égalitaristes, anticapitalistes, et même, ultime obscénité, socialistes voire même communistes ; inattendue secousse sociale des années soixante qui voit une partie considérable de la jeunesse de l'époque rompre les digues conventionnelles de l'ordre social établi et plonger, sans retenue, dans un anarchisme existentiel païen. Vent

libérateur qui va même souffler jusqu'au vieux continent et qui ne pouvait qu'hérissier tous ces moralistes réactionnaires. ***Mais également la gouvernance de ce pays, voyant resurgir dans sa chair même tout ce qu'elle venait de combattre, à l'extérieur, avec la plus extrême détermination et violence depuis plus d'un demi-siècle !*** Alors en tant qu'idéologues influents ils reviennent au premier plan, avec pour mission, cette fois ci, d'endiguer le dévoiement idéologique au sein même de leur propre nation.

D'autant que ce « glissement vers la gauche » d'une partie importante de l'électorat (*the New Left*) va provoquer un aggiornamento d'envergure de la ligne directrice du parti démocrate (toujours prêt à se placer dans le sens du vent électoral mais cette fois ci pour un bien pitoyable résultat...) dont le point d'orgue sera la candidature de George McGovern contre Richard Nixon et qui se soldera par une défaite inédite dans le pays du bipartisme (seulement 38 % des voix contre 61 % à Nixon et 17 voix sur les 538 du Collège électoral)¹¹⁶. Il faut quand même reconnaître que McGovern avait tout d'un dangereux gauchiste :

[Il prônait la fin de l'engagement américain au Viêt Nam, la mise en place d'un revenu minimum inconditionné... Sénateur d'El Paso, il soutenait les ouvrières grévistes de Farah, qui avaient entamé une grève pour obtenir le droit de se syndiquer ainsi qu'une hausse des salaires et, cerise sur le gâteau, il voulait normaliser les relations avec Cuba... A quoi on peut encore ajouter la « discrimination positive » et puis la tolérance voire la mansuétude face aux revendications des minorités de tous bords, d'une sexualité libérée et dissidente, et même à l'usage des drogues.

Le « programme commun » des forces de Gauche (avec le parti communiste) qui finira par amener Mitterrand (sinon la gauche !) au pouvoir en France pourrait sembler, en regard, d'une grande fadeur réformiste.]

Cela montre qu'aux états unis comme ailleurs (pourtant conjecture jusque-là hautement improbable) une nouvelle génération soudainement plus consciente politiquement que la précédente, peut se trouver en suffisante position de force, pour espérer « renverser la table » et changer radicalement de paradigme. Si cette « parenthèse enchantée » a fini d'elle-même par se fracasser contre l'immuabilité d'une majorité de la population bien incapable de s'extraire du confort petit bourgeois consubstantiel à son aliénation, le contrecoup au sein du monde politique démontre également la puissance de « la réaction » en même temps que son ingéniosité stratégique. En se replongeant dans cette période il est facile de prendre la mesure de ce que représente ce « virage à gauche » du parti démocrate pour la classe dominante conservatrice et de la nécessité quasi vitale où elle se trouve, de réagir au plus vite devant une telle dégénérescence de la citoyenneté et de la morale.

L'ennemi extérieur s'est métamorphosé en ennemi intérieur !

Ainsi, avec le recul, il apparait tout à fait surprenant que McGovern ait pu faire campagne jusqu'au bout, sans être, comme Bob Kennedy à peine 4 ans plus tôt, tout simplement, physiquement éliminé. Les forces conservatrices assagies ont dû considérer qu'il était quand

¹¹⁶ Au passage il faut noter la discordance entre le vote du peuple et celui des « grands électeurs » (38 % pour un peu plus de 3 %) qui bien qu'elle puisse s'expliquer par le mode de scrutin démontre à quel point l'élection présidentielle est d'abord assujettie à l'aval de « l'aristocratie représentative »

même plus intelligent et surtout plus productif de l'utiliser pour canaliser la révolte populaire et d'organiser sa défaite plutôt qu'un troisième assassinat... ***Et puis, dans le même temps, elles ont pris conscience, du moins est-il permis de le supposer, que le libéralisme moral et politique présentant au final de trop graves dangers, il était peut-être temps de se cantonner à la seule version économique expurgée de tout ce que la liberté individuelle peut laisser craindre d'égalitarisme ainsi que la mauvaise conscience et le relativisme de mollesse sur la scène internationale, tout particulièrement face au bloc soviétique .***

J'ai lu, de ci de là, que les néoconservateurs devinrent à cette occasion de farouches anti libéraux (je parle ici du libéralisme politique bien entendu !). Je pense plutôt qu'en tant que réactionnaires patentés, ils l'ont en réalité toujours été. Ils ont bien sûr, de tous temps, été du côté du libéralisme économique conquérant, celui de « la destinée manifeste » mais ont, dans le même temps, toujours proclamé la souveraineté de la patrie sur « les droits de l'homme », cherchant dès l'origine à extirper toute valeur juridique de cet intitulé, le réduisant à celui, bien moins contraignant pour les pouvoirs en place, de simples « droits des citoyens ». Ce qui les gêne par-dessus tout est, bien évidemment, la dimension supranationale de droits universels qui implique une législation et des instances juridiques déterritorialisées. Avec leur perversité rhétorique coutumière ils se sont employés à en réfuter la validité, arguant, adossés au droit positif, que ceux de l'homme sont enracinés dans des structures politiques, sociales, culturelles, morales, ce que Bourdieu nommerait « habitus », ou, comme Jeane Kirkpatrick (importante théoricienne du mouvement) ne craint pas de l'affirmer, qui renvoie à des « schémas comportementaux stabilisés » et que ces schémas sont « inextricablement liés à l'identité » d'une communauté politique¹¹⁷.

« Un tel droit ne dépend donc que du consentement de ceux qui le reconnaissent – ce n'est pas du droit, c'est au mieux, pour reprendre l'expression de John Austin, une « moralité internationale positive »¹¹⁸

En renationalisant les droits de l'homme, les néoconservateurs se débarrassent (et c'est leur but essentiel !) de la perte de souveraineté qu'implique tout processus de juridicisation transnational. Et dans un double mouvement attribuent à la « démocratie libérale », en fait celle qu'ils inventent et qui n'a de démocratie que le nom, la seule légitimité à promouvoir et défendre ces droits à travers un discours moral d'appropriation. La démocratie américaine devient ainsi synonyme de justice universelle,

« Bref, une politique des droits de l'homme ne peut qu'être une politique de démocratisation » (Nicolas Guilhot)

¹¹⁷ Jeane J. Kirkpatrick, « Establishing a Viable Human Rights Policy », p. 89.

¹¹⁸ John Austin, *The Province of Jurisprudence Determined*, Indianapolis, Hackett, 1998, p. 127, 140-141.

Cette citation comme les éléments de compréhension qui précèdent sont issus d'un article remarquable de Nicolas Guilhot, « Entre juridisme et constructivisme : les droits de l'homme dans la politique étrangère américaine » consultable en ligne ici : <http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2008-1-page-113.htm>

Des 1980, dans des documents internes de l'équipe de campagne de Reagan rédigés par Charles Fairbanks, un disciple d'Allan Bloom, qui a été sous-secrétaire d'Etat aux droits de l'homme de 1982 à 1984, on trouve cette idée formulée de façon lapidaire :

« Nous avons le droit de dire : ce qui augmente la force des Etats-Unis et le respect dans lequel ils sont tenus est bon pour les droits de l'homme ».

Dans la même veine, Jeane Kirkpatrick écrit :

« [... qu'] il n'y a aucun conflit entre l'attention portée aux droits de l'homme et l'intérêt national américain comme on l'entend traditionnellement ».

Sans omettre de citer Huntington :

« Tout accroissement du pouvoir ou de l'influence des Etats-Unis dans les affaires internationales entraine généralement (...) la promotion de la liberté et des droits de l'homme ». A l'inverse, « toute victoire pour la liberté est une victoire pour l'Amérique ». (Sic !)

On peut ainsi constater encore une fois, à quel point, ces gens sont aptes à tordre tous les concepts de manière à les faire correspondre à leurs intentions. Mais au final, derrière cette malhonnêteté intellectuelle permanente, peut-on véritablement les cerner ?

Si l'on s'en tient à leur propre déclaration « leurs grands principes » pourraient se réduire à un seul, celui qui donnera son nom au « think-tank » fondé au début de l'année 1997 par [William Kristol](#) (souvenez-vous, le fils d'[Irving](#)) et Robert Kagan Le [Project for the New American Century](#) (Projet pour le Nouveau Siècle Américain, PNAC). Il s'agit

« ...de trouver et engager des moyens de prolonger au XXI^e siècle le leadership mondial des États-Unis acquis depuis la Seconde Guerre mondiale, que ce soit dans les domaines politique, économique, culturel ou militaire. »

La filiation avec le *Congrès international pour la liberté de la culture* est directe ; leur ambition a juste, ici, changé d'échelle !

« Dans un manifeste publié en 1996 ils exposaient déjà leur projet en quelques points :

- **clarté morale et hégémonie bienveillante ;**
- **empêcher l'émergence d'une puissance rivale ;**
- **fin de la « complaisance » envers les dictatures ;**
- **refus du déclin de la puissance américaine parce qu'elle est la première puissance démocratique du monde ;**
- **revalorisation de l'outil militaire pour répondre aux agressions.»** (Source

[Wikipédia](#))

Je dois avouer d'être particulièrement impressionné par le premier : Un monument d'arrogance et de prétention. Et puis l'« hégémonie bienveillante », il fallait y penser !

Surtout directement suivi par « empêcher l'émergence d'une puissance rivale » !!!

Il n'y a vraiment rien à jeter dans cette suite de préceptes tous plus infâmes les uns que les autres...Il est toujours surprenant de constater que le machisme patriotique qui en suinte par tous les pores n'ait pas, à lui seul suffit pour rejeter cette collection de dangereuses

inepties, issues d'un pays prétendument « première puissance démocratique du monde », directement dans les poubelles de l'Histoire ! Mais bien au contraire c'est à leurs succès que nous sommes confrontés et, en plus, ce n'est que la façade ...

C'est donc ici que je vais clore ce chapitre sur le « conservatisme » américain..., et je le fais par une affirmation provocante mais assumée :

De mon point de vue les (néo)conservateurs américains peuvent être vus comme le précipité idéologique, la quintessence de la turpitude morale et philosophique, qui est consubstantiel à l'émergence de cette « nation ».

Dorénavant, je me dispenserai du préfixe « néo » pour les caractériser.

J'ajoute que ce qui précède n'est que le compte rendu de mon cheminement chaotique (au jour le jour, parfois pénible, et souvent interrompu...) vers une quête incertaine de compréhension et de vérités dévoilées.

Il ne s'agit donc pas d'un argumentaire démonstratif... Il n'y a là aucune volonté préméditée de convaincre mais un simple lent et laborieux effort de compréhension au cœur d'une Histoire humaine officielle systématiquement mythifiée et mensongère et la tentative, évidemment maladroite et imparfaite, d'en faire émerger les essentiels tenants et aboutissants. En fait la forme me semble en parfaite harmonie avec cette avancée chaotique au sein d'une dépravation généralisée et, de ce fait, j'en assume pleinement le manque de rigueur sans aucun embarras, ni regrets !

C'e n'est juste qu'une tentative de changement de focale sur l'Histoire occidentale des deux derniers siècles susceptible de permettre de mieux appréhender la contemporaine et, ainsi en contextualiser sa trop évidente actuelle déliquescence. Et, en même temps (j'en suis bien trop conscient...) qu'une résistance rudimentaire, quelque peu dérisoire et pathétique contre les vents dominants...

Embrasser deux siècles d'Histoire pour en déconstruire les mythes n'est pas à la portée d'un seul individu. Mais de qui l'est-elle si ce n'est de l'humanité dans son entier, à l'improbable condition qu'elle parvienne collectivement à la conscience de sa nécessité ...!?

Alors, en attendant et avant de poursuivre, offrons nous, quand même, un tout dernier petit sursaut de combativité à l'écoute des propos (prémonitoires !) tenus par William Kristol lors d'une interview téléphonique accordée au blog néoconservateur « Drzz »¹¹⁹ en août 2008 :

« Drzz: Vous avez travaillé dans l'administration Reagan. Quel est l'état de la révolution conservatrice ?

Kristol : Vous savez, ces mouvements idéologiques surviennent une saison. A chaque fois, vous avez besoin de nouvelles idées, vous ne pouvez pas proposer les mêmes pendant vingt ou trente ans. Globalement, les conservateurs et néoconservateurs ont un bilan plutôt bon. Reagan Thatcher, même Mitterrand sur certains dossiers, ont conduit des politiques cohérentes en économie et solides en politique étrangère. Celles-ci ont plutôt bien fonctionné.

¹¹⁹ DREUZ est un site qui se présente comme « américain francophone, chrétien, pro-israélien et néoconservateur, adverse aux extrêmes¹ et au racisme ».

Nous avons mis fin à la guerre froide, uni l'Europe, l'évolution économique de ces vingt dernières années est positive, la Chine et l'Inde s'ouvrent à la mondialisation... Nos idées n'ont pas seulement réussi en théorie, mais aussi en pratique.

Je crois donc qu'elles restent totalement d'actualité.

Drzz: *En effet. Diriez-vous donc, comme Norman Podhoretz, que les meilleures années du neoconservatisme sont devant lui ?*

Kristol : *Je l'espère ! (rires) Difficile à dire. L'Histoire est imprévisible.*

Drzz : *Merci, monsieur Kristol.*

Kristol : *Tout le plaisir est pour moi. »*

Rideau ! Et fin du « détour »...

10) Le début de la fin ou la fin du début...

Quatre-vingt-dix pages ! Il m'aura donc fallu presque une centaine de pages pour commencer à cerner qui étaient ceux qui manipulaient la marionnette Bush Junior et, surtout, par quoi étaient-ils eux-mêmes animés... Et c'est bien sous l'éclairage de ce que nous savons à présent de leur corpus idéologique et de son intimité de souche avec celui des hommes qui ont fondé ce « nouveau monde » qu'il devient pertinent et judicieux d'observer le cours des événements qui ont « ouvert » ce début de millénaire.

Ils ont fait élire (très mal, parce qu'en trichant !) un simple d'esprit, sûrs il est vrai, ainsi d'en régenter tous les actes, mais se trouvent à peine quelques mois après cette élection dans une impasse décisionnelle. Comment mettre en œuvre leur programme (celui du manifeste de 1996 susnommé) avec une telle baudruche comme vitrine !?

Pour ceux qui se souviennent encore de son « aura » de l'époque reprenons point par point leurs ambitions du manifeste de 1996, en les lui attribuant :

- *clarté morale et hégémonie bienveillante ;*
- *empêcher l'émergence d'une puissance rivale ;*
- *fin de la « complaisance » envers les dictatures ;*
- *refus du déclin de la puissance américaine parce qu'elle est la première puissance démocratique du monde ;*
- *revalorisation de l'outil militaire pour répondre aux agressions*

Du plus haut comique, en effet,...à part pour eux, c'est sûr!

A moins..., à moins qu'ils l'aient d'emblée choisi pour exécuter le scénario qu'ils avaient déjà en tête depuis fort longtemps, car celui-là nécessitait, de toute évidence, un « idiot utile » de très grande envergure. Cette interrogation-là n'a que bien peu de chance d'être un jour élucidée et elle n'a d'ailleurs que bien peu d'importance au regard de ce qu'ils ont osé accomplir. Mais comme il est certain que, dans cette affaire, l'improvisation ne fut pas de mise, la pire hypothèse n'a aucune raison d'être écartée

Quoiqu'il en soit, les conditions idéales, la nécessité et l'opportunité d'agir rapidement se trouvaient finalement réunies et ils l'ont fait ! Dans leurs cerveaux aussi pervertis que fêlés la manipulation des esprits à grande échelle est depuis toujours une constante prioritaire mais l'arrogance victorieuse de Kristol ci-dessus montre à quel point ils se sont progressivement perçus comme intouchables et ont acquis une confiance en eux-mêmes et une audace sans limites... De leur officielle origine (le début des années cinquante) à ce jour ils ont toujours agi en sous-main, n'ayant qu'un accès limité aux leviers de commande même s'il est facile de percevoir leur influence grandissante et son caractère déterminant. Mais cette fois-ci, **ils sont** réellement au pouvoir !

Les plus éminents (des visibles...je ne les connais pas tous) se nomment *Dick Cheney* (vice-président mais en réalité c'est lui qui dirige) puis *Donald Rumsfeld* (Secrétaire à la Défense) mais surtout Paul Wolfowitz (secrétaire « adjoint » à la Défense mais en fait celui qui pense) et Richard Perle (lui préside « [*the Defense Policy Board*](#) », un organisme consultatif d'une trentaine d'experts qui conseille le Pentagone sur les grandes orientations stratégiques). On les nomme « les deux faucons noirs de George W. Bush ». Tous sont les artisans fondateurs du « Project for the New

American Century » (Projet pour le nouveau siècle américain), très explicitement destiné à organiser l'hégémonie américaine sur le monde pour le nouveau siècle...Il faut juste leur ajouter Jeb Bush, le frère de « W. » et Robert Kagan, « le » théoricien de l'unilatéralisme américain. Mais ne nous y trompons pas ! Tous ces hommes n'agissent pas pour leur propre compte...Ils ne sont (comme d'ailleurs, on l'a vu, cela a toujours été le cas de la gouvernance politique américaine) que la tête de pont des puissances financières et économiques, essentiels moteurs de l'empire.

Confrontés directement et de plein fouet à l'idée de la conspiration et puisqu'exprimer sa simple éventualité est dorénavant suffisant pour discréditer son auteur, avant d'en explorer l'évidente réalité, une nouvelle incise s'impose ...

a) Conspirationnisme ou censure ?

Il serait bien simpliste et grossier de prétendre qu'il existe une organisation rassemblant quelques dizaines, voire centaines, de personnes même les plus influentes qu'elles soient) se réunissant plus ou moins secrètement afin de décider (on a du mal à imaginer comment ?) des grandes orientations du monde, d'en établir la « feuille de route » et d'en planifier les actions décisives...Puis d'en assurer le suivi, au jour le jour, puisque, quels que soient les pouvoirs et les ambitions des humains sur le réel, la maîtrise de ce dernier leur est, par essence, inaccessible. Il n'en demeure pas moins que les « puissants » de ce monde s'organisent régulièrement des rencontres « au sommet », « en toute discrétion », avec des participants « triés sur le volet » au cours desquelles il est difficile de ne pas penser que se prennent des décisions dont les répercussions pourront modifier l'existence de millions de personnes, voire celle de l'humanité entière et dont on peut avoir quelques doutes sur leurs légitimités démocratiques...

Je n'en citerai que deux exemples, les plus connus, et s'en m'y attarder, tant l'évidence de l'entre soi des castes dominantes en suite de toute part, et s'avère la meilleure preuve du pouvoir occulte mais bien réel qui s'y entretient et s'y coordonne :

Le forum de Davos et *La conférence annuelle de Bilderberg*.

D'autre part, nous avons vu, que dans certaines circonstances et pour un objectif bien précis et limité, quelques personnes sélectionnées peuvent se réunir autour d'une table et fomenter un plan d'action apte à changer le cours de l'Histoire (cf. ci-dessus la « réunion » de Jekyll Island dont la réalité et les conséquences ne sont en rien contestables).

Alors, si affirmer et vouloir prouver l'existence d'une société secrète en mesure de diriger le monde apparait d'une totale idiotie, en déduire que les dominants agissent dans la plus grande transparence et sans concertation serait, en écho, d'une niaiserie à toute épreuve. Mais on voit bien que c'est en s'appuyant sur l'inanité de la première hypothèse que se défendent et se protègent les manipulateurs officiels, tous bardés de leurs titres universitaires, de leurs positions dans la hiérarchie des consortiums industriels ou de leurs mandats électifs nationaux.

En fait lorsque l'on veut parler d'interventionnisme manipulateur sous-jacent et concerté à l'échelle planétaire il faut bien se garder de chercher, d'envisager, au final ***d'inventer***, un

organisme sectaire tentaculaire et transhistorique,¹²⁰ ce qui reviendrait d'emblée à plonger dans le sophisme de la cause unique, un réductionnisme explicatif totalement inapte (c'est un truisme) à rendre compte de la complexité des interactions humaines. Attribuer à un secteur particulier de l'univers économique et social (quelle qu'en soit l'importance comme par exemple le financier) ou bien (et là c'est une dérive fascisante) à la fallacieuse origine raciale d'une catégorie d'humains (au hasard, par exemple, les juifs...) ou, encore mieux, associer les deux ne peut être, du point de vue de la logique, d'abord et avant tout, que la manifestation d'une flagrante absurdité. Et pourtant cela fonctionne ! Parce que, avec le recul, il est assez facile de voir que, dans la configuration actuelle, tous les acteurs principaux y ont intérêt. Autant ceux qui en sont les victimes, que ceux qui les désignent mais surtout ceux pour qui cette interprétation rudimentaire et crédule du réel sert de couverture et leur permet de discréditer par analogie toute tentative de dévoilement de leurs épouvantables stratégies, pourtant cette fois-ci, bien tangibles.

D'ailleurs une fois les forfaits accomplis et recouverts par le passage du temps, leurs factualités fait très souvent consensus dans les manuels d'Histoire, sous condition, bien entendu, qu'elles puissent s'intégrer dans les récits nationaux sans en remettre en question la légitimité. Pour ce faire il suffit la plupart du temps de leur attribuer une finalité humanitaire et « bienveillante » (protection des peuples opprimés, rétablissement des libertés fondamentales et démocratiques, défense de la paix mondiale, etc. etc.) ou de les justifier par la nécessité de protéger les valeurs morales essentielles de la nation.

Quant aux autres, celles dont la révélation ne pourrait manquer d'ébranler l'ordre établi, il est alors par contre impossible d'en parler sans s'exposer au qualificatif de « négationniste », créé et réservé dans un premier temps aux contestataires de la véracité du génocide mis en œuvre contre les Juifs par l'Allemagne nazie, mais qui depuis, par extension, s'applique dorénavant à tous ceux qui osent mettre en doute les versions officielles et médiatisées des grands événements récents de l'Histoire contemporaine. En quelque sorte le révisionnisme historique (ce que tout historien digne de ce nom se doit de pratiquer en permanence)¹²¹ se voit progressivement assimilé à une activité suspecte et, voire même, condamnable, si ce n'est encore juridiquement (mais cela viendra...), au moins certainement du point de vue moral.

Ceci posé revenons-en à l'« entourage » de Busch Junior et à ce début de présidence pour le moins légèrement calamiteux... Il est temps de reprendre la main sur ce pouvoir fraîchement acquis et qui semble leur échapper, ou peut-être, bien plutôt, celui de mettre en œuvre le plan machiavélique qu'ils méditent et mûrissent depuis des années pour renverser, une bonne fois pour toute, la table du côté de leurs intérêts et surtout de ceux qui les

¹²⁰ Il faut ici bien évidemment citer le plus célèbre d'entre eux, à l'origine du prétendu complot judéo-maçonnique dont la « preuve » se trouverait dans le document intitulé « *Les Protocoles des Sages de Sion* », parfois surtitrés « Programme juif de conquête du monde »

¹²¹ « une démarche critique consistant à réviser de manière rationnelle certaines opinions couramment admises en Histoire, que ce soit par le grand public (le plus souvent), ou même par des historiens de profession non spécialistes de la période ou du domaine d'études considéré. Il se fonde sur un apport d'informations nouvelles, un réexamen des sources et propose une nouvelle interprétation (une réécriture) de l'*Histoire*. »

soutiennent en coulisses (la finance, le conglomérat militaro-industriel, les grands consortiums privés des ressources énergétiques, minières et naturelles, tous affiliés et interdépendants dans l'organisation du libéralisme économique planétaire).

Jusqu'à présent, et si l'on peut le dire ainsi, ils n'ont fait que tordre la réalité, pervertir les idées, utiliser l'existant et le dévoyer à leurs fins, affiner et épurer tout l'arsenal de propagande classique (médias, culture, etc.), promouvoir les régimes politiques qui les servent et déstabiliser ceux qui entravent leur marche en avant, museler par tous les moyens (meurtres compris) toutes les oppositions, etc. etc.

Mais là, en ce mois de septembre 2001, ils vont franchir un cap décisif et, (c'est bien ce qui est le plus consternant !) ils vont réussir... ***Ils vont, de toutes pièces, fabriquer l'Histoire !***

Même seize ans plus tard l'écrire demeure une épreuve transgressive, ***tant son inconcevabilité continue d'exercer une sorte de limite quasi infranchissable à sa révélation.***

Mais cela, bien sûr, en amont, était prévu et représentait certainement leur meilleure protection.

Ils ont donc planifié, organisé, mis en œuvre et perpétré la destruction des tours du World Trade Center, les « Twins Towers » (en fait trois avec le WCT7) symbole de la puissance américaine aux yeux du monde et orchestré (ce qui fut le plus déterminant mais le plus facile !) la médiatisation de « l'événement » à l'échelle planétaire. Une fois amorcé par l'envoi des premières vidéos aux médias mainstream, prélude à priori incontestable de la « version officielle » à venir, il n'y avait plus qu'à laisser se propager tranquillement l'ensevelissement de la logique en même temps que, suite à l'effondrement des tours, la nuée apocalyptique des décombres envahissait tout Manhattan et se répercutait et « s'implémentait » en quelques heures via des images sidérantes au fin fond des cerveaux de plusieurs **milliards** de personnes.

Pour tout individu doté d'un minimum de connaissances scientifiques et de capacité logique il est irréfutable que l'effondrement des **trois** bâtiments **sur eux-mêmes** ne peut s'expliquer que par la procédure dite de « démolition contrôlée » et que l'encastrement de deux hypothétiques avions de ligne aux sommets de seulement deux d'entre elles ne pouvait en aucun cas produire de tels effets¹²². Comme il est inutile de chercher à convaincre tous ceux qui n'ont pas (pour de multiples et diverses raisons) la capacité de réfléchir par eux-mêmes (ou qui ne peuvent supporter psychiquement les implications d'une telle révélation) cette première et essentielle incohérence avérée est ici largement suffisante pour ne pas trop s'attarder d'avantage. Et puis toutes les preuves irréfutables qui démontrent scientifiquement la simple impossibilité physique du scénario qui nous a été asséné sont toujours accessibles, à celle ou celui qui veut en prendre connaissance... Elles ont été produites et mise à disposition du plus grand nombre par des associations citoyennes regroupant l'ensemble des secteurs professionnels concernés (ingénieurs, architectes, pilotes, universitaires, militaires, etc.)... Il suffit par exemple et en tout premier lieu de consulter le site reopen911 et tout particulièrement le film réalisé par Massimo Mazzucco

¹²² D'évidence lorsqu'il s'agit du WC7 qui n'a été percuté par rien du tout !

"11-Septembre, le nouveau Pearl Harbor" pour découvrir « le reste » de cette impensable forfaiture.

Or si ce travail d'analyse et d'enquête a été et est toujours indispensable à toute la partie de la population mondiale qui ne s'est pas totalement laissée abuser, il n'a pas abouti (comme le nom du site le réclame) à changer le « cours de l'Histoire ». Ainsi il ne sert à rien de s'épuiser à démontrer l'irrationalité, voire même l'absurdité de la version officielle mais, bien plutôt de comprendre et d'analyser l'impossibilité structurelle de faire émerger la vérité à un niveau de conscience collective suffisant pour qu'il puisse nous extraire du pseudo-réel duquel nous sommes depuis lors prisonniers. C'est bien l'origine du fameux **univers de post-vérité** (sa divulgation médiatique récente n'est rien d'autre que son processus de normalisation à l'œuvre) dont, depuis, l'hégémonie ne cesse de s'étendre, comme à l'époque ces grises ténèbres poussiéreuses envahissaient New York, sur tous les continents et au sein de toutes les sphères d'influences de la globalisation marchande. Il faut prendre conscience, tout d'abord, que cette limite au dévoilement a **nécessairement** été au centre des préoccupations stratégiques des cerveaux fêlés qui ont fomenté cette infamie (c'est bien là que les propos de Karl Rove acquièrent toute leur signification !) Car il n'est pas concevable que les véritables planificateurs de la destruction des **trois** tours du WCT n'aient pas prévu et élaboré en amont,

[de par la conception même de « l'opération » impliquant des avions de ligne les percutant dans des conditions de vol insoutenables (vitesses, altitudes, trajectoires), du type d'effondrement planifié incompatible avec les impacts, l'absence d'avion pour le WCT-7, etc., etc. soit donc, quels que soient la finesse et le soin de son exécution, **sa faiblesse logique**],

...une stratégie pour rendre, à postériori, irrécusable le « storytelling » à faire « avaler » à la population mondiale afin de verrouiller toutes les contestations qui, inmanquablement, allaient survenir.

b) Pourquoi sont-ils intouchables ?

Les tous premiers éléments tactiques et protecteurs ont pour noms « effet de sidération » et « pouvoir de l'image vidéo ». Il faut l'avoir vécu « en direct », en fait par écran interposé, pour bien se rendre compte qu'il était alors totalement impossible de prendre la distance nécessaire pour analyser lucidement ce à quoi, chacun d'entre nous, seul ou en groupe, étions confrontés. Nous assistions, médusés, à une sorte de film catastrophe dont nous étions pourtant persuadés qu'il était une représentation fidèle de ce qui se passait en réalité. Les avions s'encastraient dans les tours en explosant et puis, subséquentement et presque simultanément les deux tours s'effondraient. Le questionnement sur la relation de cause à effet n'avait aucune place pour exister. Et, bien sûr, le matraquage visuel s'est poursuivi pendant les semaines suivantes... De surcroît comme l'annonce officielle d'un attentat organisé par Al-Qaïda et Ben Laden (**qui a toujours nié toute implication et n'a jamais été inculpé par les autorités américaines**) est immédiatement venu se superposer aux images, le tout relayé et cautionné par l'ensemble des mass-médias, il est assez facile de percevoir les difficultés à mettre en œuvre la moindre controverse d'envergure.

Et puis de toute évidence l'analyse critique, qui ne pouvait quand même manquer de survenir, prendrait du temps, beaucoup trop de temps, pendant lequel les actions gouvernementales consécutives et depuis fort longtemps préméditées et programmées auraient été enclenchées et seraient dès lors irréversibles. ***Qui peut alors imaginer qu'un Etat se retire d'un conflit qu'il a lui-même déclenché en rétorsion d'une agression extérieure, « homologuée » par l'ensemble de ses Etats alliés, suite au dévoilement du fait que c'est le propre gouvernement de cet Etat qui l'a orchestré et mis à exécution !?***

Ce qui ouvre sur le second élément de couverture quasi insurmontable qui s'appuie sur l'évidence que toute preuve avérée et incontestable à même de ruiner la version officielle, implique forcément la hiérarchie gouvernementale étasunienne (directement ou indirectement ne change pratiquement rien...) et la désigne fatalement comme la principale instigatrice de cette ignominie. Ainsi, toutes ces personnes indignées et soucieuses de rassembler le maximum d'informations pour démentir, point par point et dans les moindres détails, la fiction des autorités n'ont pas perçu (mais comment l'auraient-elles pu ?) qu'au-dessus des faits, eux objectivement contestables, se situait la « Structure Etatique », elle, par essence, inamovible. Pour le dire autrement, parvenir à dévoiler le mensonge, reviendrait à provoquer l'effondrement général du pouvoir institutionnel américain et par là même, celui ou plutôt ceux (la finance, l'industrie, l'énergie et le militaire) dont l'influence concertée le régit en sous-main. Qui peut penser lucidement qu'une telle éventualité est de l'ordre du possible ? Cela aboutirait nécessairement à remettre en question l'ordre mondial, celui qu'il a été décidé de produire et contrôler, en tant qu'empire, depuis à présent plus d'un siècle, lorsque le gouvernement de l'époque (W Wilson) fut fermement mandé de s'immiscer dans la première guerre mondiale !

Cette simple prise de distance permet alors facilement de se rendre compte du déséquilibre gigantesque qui sépare les contestants de ceux qui ont décidé du passage à l'acte. Pour ces derniers, le seul véritable problème a peut être finalement été celui d'oser ... Je ne parle pas, évidemment, de vaincre, par anticipation, le tourment moral que pourrait occasionner l'assassinat cynique de quelques milliers de « bons américains » en plein cœur de New York, ou celui bien pire encore, d'engager en suivant, toute la nation américaine dans une série de conflits internationaux, dont la légitimité serait construite sur un des pires mensonges de l'Histoire humaine... !!!

Non, bien sûr, de tout cela il y a fort longtemps qu'ils en ont l'habitude et que depuis le génocide des amérindiens ils sont persuadés d'en être absouts, convaincus depuis la nuit des temps d'être une émanation divine sur cette terre à conquérir et à civiliser, de n'être en toute gloire que les simples exécutants de leur « *Manifest Destiny* »!

Si le doute les avait effleurés, ce n'aurait pu être que celui qui envahit l'esprit de tous ceux qui planifient un exploit technique de grande envergure et craignent toujours le petit grain de sable susceptible de ruiner en quelques secondes toute la minutie de l'entreprise. Je me risque même à penser que cette inquiétude fut des plus minimes car, au fond ce qui comptait vraiment ce n'était pas que toute l'opération soit parfaite dans tous ses détails (et elle fut très loin de l'être !) mais simplement que l'ensemble donne l'illusion de la cohérence.

Peu importe que les deux tours se soient effondrées sur elles-mêmes en parfaite contradiction avec les lois fondamentales de la physique, tant pis s'il a fallu démolir le WC7 (qui contenait tout un étage d'archives de la CIA) en le faisant imploser, **tout seul**, sans qu'aucun élément logique vienne étayer son effondrement « naturel », peu importe si la vitesse (enregistrée officiellement) des avions avant leur impact dans les tours ne leur permettaient même pas de se maintenir en vol à cette altitude sans risquer des dommages structurels irréversibles et donc encore moins d'être pilotés par des néophytes aussi précisément vers leurs cibles, tant pis si l'avion de ligne qui a percé d'un trou parfaitement circulaire les sept enceintes du Pentagone comme seul aurait pu le faire un missile, s'y est certainement faufilé en repliant ses ailes après avoir volé plusieurs centaines de mètres au raz du sol en dépit de toutes les lois de l'aéronautique, peu importe que le crash du vol 93 (un Boeing 757-200) n'ait produit, aux environs de la petite ville de Shanksville en Pennsylvanie, qu'un étrange cratère sans aucune trace probante de pièces identifiables de l'avion et de son contenu (carlingue, moteurs, bagages, restes humains, etc.) et même sans résidus de kérosène dans le sol (juste un trou des morceaux éparses et de petites tailles et de la terre calcinée)¹²³, tant pis, tant pis, tant pis... !

La liste de ces irrationalités couvre des pages et des pages et le plus étonnant est que chacune d'entre elle est, **en soi**, suffisante pour discréditer la totalité de la version officielle. Nous ne sommes pas confrontés à de simples indices susceptibles de susciter notre perplexité mais, à chaque fois, d'une preuve incontestable que ce qui nous a été raconté ne peut être qu'un pur mensonge.

Il faut donc se rendre à l'évidence... Ils savaient à l'avance que ce scénario ne résisterait pas à une investigation objective et que le seul moyen d'en faire une incontestable vérité était de la produire et de la verrouiller comme telle, en amont... ! Cela n'apparaîtra comme un illogisme que pour ceux qui n'ont qu'une faible idée de la puissance de propagande concentrée entre les mains de ces « acteurs de l'Histoire ». Je fais ici référence aux études et théories de manipulation de l'opinion publique (universitaires ou secrètes) et surtout à la maîtrise des outils de production de l'information-image et de sa divulgation, de nos jours, aussi instantanée que mondialisée. En fait, il ne s'est jamais agi de produire une réalité événementielle en mesure d'étayer et de correspondre, point par point, au « storytelling » gouvernemental,¹²⁴ puisqu'ils étaient persuadés, à juste titre, que la diffusion planétaire et maîtrisée de ce dernier suffirait, à elle seule, à en assurer la validité.

Il leur a effectivement suffi d'avoir préparé et livré au plus vite la « version officielle » d'une attaque terroriste fomentée par Al-Qaïda contre les centres vitaux de la nation américaine, présentée immédiatement comme une déclaration de guerre, et dans la foulée, d'appeler

¹²³ Ici pour ceux qui veulent en savoir un peu plus : <http://www.reopen911.info/News/2013/04/06/shanksville-en-pennsylvanie-le-site-dun-crash-davion-sans-avion-12/>

¹²⁴ Comment d'ailleurs eut-il été possible de le faire tant la fable originelle du commando djihadiste **armés de cutters** détournant quatre avions simultanément pour les diriger vers des cibles les plus névralgiques (New York, Pentagone, white House) de la plus grande puissance militaire du monde sans que son système de défense aérien hyper sophistiqué ne soit alerté assez tôt pour pouvoir intervenir et détruire, en vol, cette menace, est dès le début aussi grotesque qu'extravagante...

l'ensemble de la population et de ses représentants, à faire front dans un vaste élan patriotique pour se venger de cette « ignoble » agression¹²⁵ pour ensevelir (en quelques heures à peine !) toute réelle possibilité de questionnement objectif de l'événement en soi et de son absurdité scientifique patente !

La mémoire historique, si elle existait, nous enseignerait qu'une fois le processus guerrier enclenché rien ne peut l'arrêter et que son emballement est fatalement proportionnel à l'intensité symbolique de son événement déclencheur; de même que cette dernière détermine l'ampleur et le degré de violence de la riposte et, surtout, permet d'en légitimer, à coup sûr, la démesure.

Pourquoi ne nous souvenons-nous pas que l'attaque sur « Pearl Harbour » par l'aviation japonaise le **7 décembre 1941** a permis au gouvernement présidé par **Franklin Roosevelt** de plébisciter l'entrée en guerre des Etats Unis contre le Japon (donc de s'immiscer dans une guerre mondiale, ce à quoi une grande majorité des américains étaient jusque-là hostiles) et l'a « autorisé » quatre ans plus tard (juillet/août 1945), absout à posteriori par un esprit de vengeance et de revanche manifeste, de « lâcher » deux bombes atomiques sur les populations civiles d'Hiroshima et Nagasaki ?

Il est tout à fait fascinant autant qu'accablant de constater rétrospectivement que la désignation immédiate des coupables (Al-Qaïda puis Oussama bin Laden) n'a eu, dans un premier temps, pour seule source que la simple déclaration gouvernementale, sans qu'aucune preuve sérieuse ne soit fournie permettant d'en accréditer la vérité. Alors que, tout laissait à penser, que l'organisation d'une attaque d'une telle envergure, contre et sur le territoire de la première puissance militaire mondiale ne pouvait être « l'œuvre » d'une seule poignée de ressortissants étrangers, débarqués depuis peu sur le sol américain et de surcroît repérés par le FBI, à peine capables pour quelques-uns d'entre eux de faire décoller et atterrir un Cessna (petit avion de tourisme monomoteur à quatre places, construit par la société Cessna depuis 1955) après seulement quelques heures d'apprentissage... et qui cependant vont être présentés comme capables de détourner **simultanément** quatre appareils de lignes et, à l'exception du vol 93, d'atteindre des objectifs avec une précision et dans des conditions qu'aucun pilote (même les plus expérimentés) ne considère encore aujourd'hui comme un exploit envisageable. Et, pourtant, forts d'un soutien inconditionnel des leurs alliés, entériné par les résolutions du Conseil de sécurité adoptées les 12 et 28 septembre 2001,¹²⁶ les EU vont immédiatement

¹²⁵ Le 11 septembre 2001 à 20 h 30 –le président Bush s'adresse à la nation et déclare : « *Les attentats terroristes peuvent secouer les fondations de nos immeubles les plus hauts, mais ils ne peuvent pas ébranler les fondations de l'Amérique. Ces attaques brisent l'acier, mais ne peuvent entamer l'acier de la détermination américaine.* »

¹²⁶ Les résolutions du Conseil de sécurité adoptées les 12 et 28 septembre 2001 qui s'appuient sur l'article 5 du traité de l'Atlantique-Nord qui a donné naissance à l'Otan en 1949, stipule : « *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles, survenant en Europe ou en Amérique du Nord, sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence, elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la*

« déclarer la guerre aux Talibans » considérés comme la base arrière d'Oussama bin Laden, envahir l'Afghanistan d'où il est censé avoir tout organisé et où il se terre désormais ...
*Une des toutes premières raisons du choix de l'Afghanistan est bien évidemment le pétrole, le gaz et des pipelines autour de la Mer Caspienne*¹²⁷. Si le second objectif, celui-ci officiel, est, d'une manière plus générale, d'engager et de se porter à la tête du combat mondial contre le Terrorisme « War on Terrorism », « War on Terror » ou « Global War on Terror », avec le recul, c'est à présent une évidence, le dessein réel aura bien été de changer radicalement le cours de l'Histoire du monde en tant qu'empire, et porté par un élan patriotique revancharde et au nom d'une sécurité intérieure profanée, de déclencher une nouvelle offensive impérialiste.

11) Les guerres en suivant...

Avant de plonger dans l'historique des turpitudes « néoconservatrices », je m'étais arrêté à la première guerre d'Irak, dont l'abominable bilan humain, à peine dix ans passés, ne semble avoir laissé que peu de traces dans les consciences.

Cette fois-ci ce sont Donald Rumsfeld et Tommy Franks qui sont à la manœuvre pour élaborer ce nouveau plan d'attaque contre l'Irak. C'est le « plan d'opération 1003V », qui est une « évolution » du plan de guerre de la première guerre du Golfe. Comme *ils* ont un grand sens de l'humour¹²⁸ *ils* le nommeront Operation Iraqi Freedom (en français « opération liberté irakienne »).

Ils viennent de créer de toute pièce le terrorisme international globalisé et engager le monde entier dans une lutte sans merci contre cette chimère censée menacer les fondements mêmes de nos sociétés démocratiques et *ils* vont s'engouffrer dans la faille historique qu'*ils* viennent d'enfanter.

Le « Projet pour le Nouveau Siècle Américain » est enfin sur les rails et *ils* en appliquent le programme à la lettre :

D'abord « la clarté morale et l'hégémonie bienveillante » avec, suite à la « Croisade contre le terrorisme » décrétée le 7 octobre 2001, l'apparition lors du Message sur l'état de l'Union de

Charte des Nations unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique-Nord.» Lors de son cinquantième anniversaire, l'Otan avait estimé que le terrorisme «constitue une grave menace pour la paix, la sécurité et la stabilité, et peut mettre en danger l'intégrité territoriale des Etats».

¹²⁷ « Afin de transporter le pétrole et le gaz depuis le côté est de la Mer Caspienne vers des marchés prometteurs au Pakistan et en Inde, un projet de construction de pipelines traversant l'Afghanistan avait été étudié. Les Etats-Unis entendaient obtenir la maîtrise sur ce pipeline stratégique via l'entreprise UNOCAL, mais lorsque celle-ci n'y parvenait pas, les Etats-Unis finirent par préparer une guerre. Au moment où les militaires étaient prêts à attaquer, et qu'il ne manquait plus qu'un prétexte pour l'invasion, les événements du 11 septembre 2001 tombaient à pic. Les Etats-Unis pouvaient attaquer l'Afghanistan avec le support du Congrès, de la population et du reste du monde. Bush a menti sur les vraies raisons et « Opération 11 septembre » s'avère un crime presque parfait. » Extrait d'un article de Rudo De Ruijter Afghanistan: « 5 ans après le début de la guerre retour sur les causes » Mondialisation.ca, 31 octobre 2006

¹²⁸ Dans un communiqué du 24 mars 2003, le porte-parole de la Maison-Blanche Ari Fleischer parle d'« Operation Iraqi Liberation ». Rapidement, des journalistes se rendent compte que son acronyme est « OIL » (soit « pétrole » en français) et elle a ensuite été renommée « Operation Iraqi Freedom ».

janvier 2002 de la rhétorique de « l’Axe du mal » (resucée sans grande originalité des « forces du mal » de Reagan) qui désigne désormais les pays accusés d’avoir aidé Ben Laden et les islamistes en général, c’est-à-dire l’Irak, l’Iran et, étrangement, la Corée du Nord (les tensions en ce début août 2017 sont peut-être en train d’éclairer cette bizarrerie... !?): « *Les Etats comme ceux-là, et leurs alliés terroristes, constituent un axe du mal, s’armant pour menacer la paix du monde* ». ¹²⁹

Suivront, nous n’allons pas manquer de le voir, « la fin de la *complaisance* envers les dictatures » sans oublier « la revalorisation de l’outil militaire pour répondre aux agressions »

Ce qui étonne peut être le plus, 15 ans plus tard, à la lecture de ce discours ¹³⁰ c’est l’acquiescement unanime à un tel simplisme, à ses évidents fondements religieux d’un autre âge, en un mot à l’absurdité foncière qui s’en dégage à tout instant. Mais bien sûr, à présent que nous savons que nous écoutons parler un pompier pyromane, que cet homme qui s’adresse à la nation américaine comme au(x) reste(s) du monde est à la tête d’un gouvernement qui a lui-même fomenté l’attentat dont il déplore les victimes et auxquelles il vient promettre justice, vengeance et réparation, c’est surtout une irrépressible nausée qui nous submerge et nous laisse anéanti... Nous touchons là au substrat idéologique de toute cette perversité, l’acmé finalement atteint de la capacité du pouvoir profond à renverser (au sens propre de « mettre à l’envers ») et de ce fait d’anéantir **toutes** les valeurs humanistes dont il est censé être le garant aux seules fins de ses abjects et dérisoires petits intérêts de classe aussi mercantiles que bornés.

Et il faut être solidement ancré dans la « non-croyance » pour ne pas se laisser aller, à y voir justement, la manifestation du « mal absolu » !

C’est donc adossés à cette dépravation morale qu’ils vont poursuivre et accomplir leur entreprise de piraterie du monde et tenter de la légitimer par « **la fin de la complaisance envers les dictatures** » ! Trois viennent d’être désignées par la marionnette Bush : l’Iran, l’Irak et la petite dernière, la Corée du Nord (eh bien oui, pourquoi pas !?). « S’occuper » de la première est tentant mais c’est vraiment un gros morceau même si le lobby sioniste en ferait bien évidemment son premier choix ; quant à la Corée du Nord, dont la présence sur cette liste laisse pour le moins perplexe, la présence du tigre Chinois dans son dos a de quoi freiner tranquillement toute ardeur belliqueuse intempestive... Reste donc l’Irak !

¹²⁹ « Our second goal is to prevent regimes that sponsor terror from threatening America or our friends and allies with weapons of mass destruction. [...] But we know their true nature. North Korea is a regime arming with missiles and weapons of mass destruction, while starving its citizens. Iran aggressively pursues these weapons and exports terror, while an unelected few repress the Iranian people’s hope for freedom. Iraq continues to flaunt its hostility toward America and to support terror. The Iraqi regime has plotted to develop anthrax, and nerve gas, and nuclear weapons for over a decade. [...]. **States like these, and their terrorist allies, constitute an axis of evil, arming to threaten the peace of the world. By seeking weapons of mass destruction, these regimes pose a grave and growing danger. They could provide these arms to terrorists, giving them the means to match their hatred. They could attack our allies or attempt to blackmail the United States. In any of these cases, the price of indifference would be catastrophic.** »

George W. Bush Discours sur l’état de l’Union, le 29 janvier 2002

¹³⁰ Très étrangement je ne l’ai trouvé en version intégrale qu’ici : <http://www.voltairenet.org/article9261.html>

Evidemment ! D'ailleurs c'est prévu, depuis longtemps ! Et puis en Irak, ils y ont déjà été et n'en sont jamais partis...

« Bien que les combats pour l'Operation Iraqi Freedom aient véritablement commencé le 17 mars 2003, les préparatifs ont débuté le 1er mars 1991, au lendemain de la fin de l'Operation Desert Storm (17 janvier 1991 - 28 février 1991). L'Operation Iraqi Freedom marque le dernier chapitre d'une implication continue des États-Unis dans le golfe Persique depuis vingt ans, avec notamment la présence continue de troupes américaines et britanniques sur le territoire irakien dans le cadre des opérations suivantes:

Opération Southern Watch (août 1992- mars 2003)

Opération Provider Comfort (avril 1991 - décembre 1996)

Opération Desert Strike (septembre 1996)

Opération Noether Watch (décembre 1996 - mars 2003)

Opération Désert Tunder (février - décembre 1998)

Opération Desert Fox (décembre 1998)

Opération Southern Focus (juin 2002 - mars 2003).

La sécurité nationale américaine est directement concernée par la stabilité et la prospérité de la région du Golfe Persique. Dans cette optique, les États-Unis ont mis en œuvre les différents éléments du pouvoir national (diplomatie, information, action militaire et économie) en vue de cet objectif. Du renforcement des sanctions et des inspections internationales, à la protection des Kurdes et des Musulmans, en réponse aux violations des zones interdites de survol (no fly-zones), l'option militaire a été un élément central de la politique américaine contre l'Irak depuis la fin de l'Operation Desert Storm. Sans les fruits de 12 ans d'efforts et d'implication dans le golfe, l'OIF aurait été impossible à mettre en mouvement. » ([Source Wikipédia](#))

Et pour causes ! Le pétrole et la privatisation mercantile de la guerre,

[A ce sujet, il faut rappeler que Dick Cheney, lui-même, en a été un des tous premiers profiteurs (engrangeant à cette occasion des sommes hallucinantes) et que ce fait, en soi, devrait être largement suffisant pour prouver à quel point ce gouvernement était foncièrement corrompu, mais aussi, et c'est là le plus grave, qu'il n'existe aux EU aucun contre-pouvoir pour dénoncer une telle turpitude. Que le vice-président de ce pays puisse s'enrichir (le terme est bien faible) grâce à un conflit militaire dont il est un des principaux concepteurs (inventeurs est plus juste) et que cette extrême crapulerie soit avalisée par l'ensemble des institutions gouvernementales et juridiques apparaît tout bonnement impensable, et pourtant...¹³¹]

¹³¹ D'après une analyse du Financial Times, des entreprises privées, spécialisées dans différents domaines de logistique et de sécurité, ont reçu quelques 138 milliards de dollars grâce à de juteux contrats.

Des entreprises privées américaines, mais également étrangères, ont littéralement profité de cette manne d'argent public, dont la somme astronomique devait servir tant à la reconstruction, qu'aux mesures de sécurité et de logistique... , des escortes diplomatiques au papier toilette.

Le Financial Times souligne, sans surprise, qu'une entreprise a beaucoup bénéficié de ces contrats publics : KBR, une filiale de Haliburton, la célèbre firme dirigée par le vice-président de George W. Bush, Dick Cheney. 39,5 milliards de dollars en quelques dix années : KBR reçut le plus gros morceau des contrats.

..., suivi du « marché de la reconstruction »¹³² sont toutes des finalités premières évidentes mais au-dessus et les englobant, apparaît surtout la volonté de maîtrise de cette zone d'influence, le positionnement « géostratégique » d'une puissance impérialiste à nouveau pleinement décomplexée. Il suffit de regarder une carte pour s'en convaincre immédiatement et peut être même, en un seul coup d'œil, entrapercevoir, que la soi-disant complexité du monde peut se réduire à une simple partie de *jeu de go*, il est vrai singulièrement compliquée, par le nombre important et mal défini de joueurs et de leur véritables identités...



Pour la section qui nous occupe, une fois bien situé l'Afghanistan et relu attentivement le discours déjà victorieux de Bush le 22 janvier 2002,

*«... le Pentagone, a formé une grande coalition, capturé, arrêté et mis hors d'état de nuire des milliers de terroristes, détruit des camps d'entraînement de terroristes en Afghanistan, sauvé un peuple de la famine et libéré un pays d'une oppression brutale. **Le drapeau américain flotte de nouveau au-dessus de notre ambassade à Kaboul.** Les terroristes qui occupaient l'Afghanistan occupent maintenant des cellules à Guantanamo, et les chefs des terroristes qui incitaient leurs adeptes à sacrifier leur vie s'enfuient pour sauver la leur. **Les Etats-Unis et l'Afghanistan sont maintenant alliés contre le terrorisme** - nous allons*

"Des milliards de dollars provenant de l'argent des contribuables américains ont été dépensés ces dernières années pour des projets qui furent peu, ou pas du tout utiles à la réussite de notre mission militaire", explique Claire McCaskill, une sénatrice démocrate à la base de la sévérité accrue face à ce genre de contrats.

Un rapport de la Commission sur les contrats en temps de guerre, datant de 2011, estime par ailleurs à 60 milliards de dollars la somme d'argent public disparue dans des mauvais versements ou dans la fraude.

Plus d'un an après le retrait des troupes américaines d'Irak, 14 000 contractants se trouvent encore dans le pays, parmi lesquels 5500 gardes de sécurité.

¹³² Pour l'exemple les sociétés de BTP états-uniennes se sont partagées le gros du pactole : 5,3 milliards de dollars pour Parsons, 1,03 milliards pour Bechtel...la société DynCorp, chargée d'entraîner la police irakienne, a reçu 1,9 milliards la société de surveillance aérienne, Transatlantic traders, a reçu 5 milliards

*coopérer pour reconstruire ce pays - et ce soir nous souhaitons la bienvenue au président par intérim de l'Afghanistan libéré : M. Hamid Karzaï. La dernière fois que nous étions réunis dans cet hémicycle, les mères et les filles de l'Afghanistan étaient captives chez elles ; il leur était interdit de travailler ou de faire des études. **Aujourd'hui, les femmes sont libres et elles font partie du nouveau gouvernement de l'Afghanistan.** Nous souhaitons aussi la bienvenue à la nouvelle ministre des affaires féminines, Mme Sima Samar. C'est grâce à l'esprit du peuple afghan, à la détermination de notre coalition et à la puissance de l'armée des Etats-Unis que nous avons réalisé ces progrès. »*

..., il n'est pas si difficile d'entrevoir le scénario en court. Envahir l'Irak après l'Afghanistan permet d'encercler l'Iran et, au tout premier chef, de contrôler militairement l'ensemble du Golfe Persique en y installant à demeure des troupes alliées et leurs bases militaires. L'Arabie Saoudite au sud, partenaire indéfectible du clan Busch, et la Turquie au Nord (membre de l'OTAN depuis 1952 et allié traditionnel des États-Unis) servent de bouclier à Israël en lui permettant de gérer les « tensions » locales (Liban, Syrie, Jordanie) dans un enclos relativement bien protégé.

Et puis un empire se doit de marquer son territoire, d'affirmer sa puissance et, si nécessaire, l'unilatéralisme souverain de ses décisions, soit en l'occurrence son leadership au sein de l'ONU et de son Conseil de sécurité. Et ce « petit détail » sera quand même source de légères difficultés ! Car, voilà, sous quel prétexte crédible et légitime déclencher les hostilités ?

Ils vont trouver cela un peu long et pénible mais finiront par faire accepter cette inimaginable nouvelle félonie, dont on peine à admettre qu'elle a pu être avalisée et finalement « mise en œuvre » sans autre résistance officielle que quelques tergiversations diplomatiques alors qu'elle a provoqué d'immenses manifestations d'opposition dans tous les pays impliqués, tout particulièrement en Europe où 70 à 90 % des populations y étaient farouchement opposées ...

Et pour réussir qu'ont-ils fait ? Eh bien, en toute suite logique, continué à tordre la réalité, voire même à l'inventer. C'est le fameux épisode des « armes de destructions massives » (nucléaires, chimiques, biologiques, etc.) que Saddam Hussein s'est soit disant ingénié à produire en cachette et que « le gros méchant » projetait d'utiliser à tout va dans tous les pays occidentaux.

Tenter de rendre compte de ce moment historique avec le recul des quinze années écoulées est à la fois étrange, déroutant car tellement invraisemblable...

Rappelons que l'Irak est un pays qui vient de subir deux guerres particulièrement destructives en moins de vingt ans (effroyable bilan en pertes humaines, infrastructures démantelées, épidémies, chaos social, etc... j'en ai déjà suffisamment parlé au début de ce texte) et, on vient de le voir, qui est sous contrôle militaire occidental depuis « la fin » de la dernière... Mais peu importe, n'est-ce pas !?

Tout commence avec « un rapport de la CIA d'octobre 2002 intitulé « Iraq's Weapons of Mass Destruction Programs » qui affirme que depuis la fin des inspections de 1998 et en violation des résolutions et des restrictions des Nations unies, l'Irak a maintenu ses projets d'armes chimiques, a poursuivi le développement et la production de missiles et a investi bien plus encore dans les armes biologiques. La plupart des experts estiment que l'Irak a reconstitué son programme d'armes nucléaires et la production d'agents chimiques (gaz VX, sarin, moutarde, ...) » Srce : [Wikipédia](https://fr.wikipedia.org/wiki/Armes_de_destruction_massives)

Mais quelques voix suffisamment importantes s'élèvent pour venir contester ce qui apparaît déjà comme propagande et manipulation orchestrées par la Maison Blanche. Comme je ne tiens pas à m'étendre sur cette rocambolesque magouille je vais faire court et concis... Ils insistent et font état d'un rapport britannique qui stipule que l'Irak tente de se fournir en uranium dans des pays africains...

Mais, pas de chance, celui qui est chargé (Joseph C. Wilson, ancien diplomate) de l'enquête sur l'uranium nigérian dont aurait pu se servir Saddam pour son programme nucléaire déclare, in fine **qu'il n'a rien trouvé !** ("[What I Didn't Find in Africa](#)")¹³³. Cela lui vaudra d'être victime avec sa femme d'une opération de rétorsion particulièrement scandaleuse concoctée par la CIA, qui fera la une des médias, mais qu'il n'est pas interdit de considérer comme un simple contre-feu ! ([L'affaire Plame-Wilson](#)).

Mais, qu'à cela ne tienne, rien ne les arrêtera !

Comme nous accédons ici à la partie dévoilée de la fourberie il n'est pas utile d'en faire un autre compte rendu que la version aujourd'hui admise par tous, sans pour autant d'ailleurs qu'elle n'ait permis, en aucune manière, de mettre tous ces gens sur le banc des accusés...

Voici donc in extenso l'article que Wikipédia consacre à cette affaire :

« [Armes de destruction massive en Irak: La position américaine](#) »

« Le 5 février 2003, Colin Powell reçoit le discours rédigé par [Lewis Libby](#), directeur du cabinet du vice-président Richard Cheney. En découvrant le contenu douteux du document, Colin Powell s'écrit « Je ne vais pas lire cela. C'est de la m... ». Cependant, il passe quand même devant le Conseil de sécurité des Nations unies pour tenter de dévoiler les preuves des activités illicites du régime baasiste. Il fait défiler des dessins de camions présentés comme des prototypes de [laboratoire mobile de recherche biologique](#) (sur la base de faux renseignements de « [Curveball](#) », ingénieur chimiste irakien à l'origine d'une des plus grandes supercherries de l'Histoire du renseignement), fait passer des photos satellites pour des usines d'armes chimiques et des bunkers et présente finalement un flacon de poudre blanche : de l'anthrax.

12) Les aveux !

Durant la guerre d'Irak en mars 2003, l'inspecteur de l'ONU [Hans Blix](#)¹³⁴ indique qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massives en Irak. Les inspections américaines menées pendant la guerre s'accordent pour dire que l'Irak avait abandonné son programme nucléaire, chimique et biologique après 1991¹³⁵ bien que des résidus d'armes chimiques aient été trouvés en revanche au nord de Bagdad.

Le dossier cité par Colin Powell avait été fourni par l'administration de *Tony Blair*, qui reconnaîtra le 7 février 2003 des "gaffes" dans le dossier. Dès le 8 février, les journaux

¹³³ « Si mes informations ont été considérées comme inexactes, je comprends (je serais alors intéressé de savoir pourquoi). Si, cependant, mes informations ont été ignorées parce qu'elles ne correspondaient pas à des idées préconçues sur l'Irak, alors on peut légitimement faire valoir que nous sommes entrés en guerre sous de faux prétextes »

¹³⁴ [Transcript of Blix's remarks \[archive\]](#), CNN, 27 janvier 2003

¹³⁵ [Iraq Survey Group Final Report \[archive\]](#), GlobalSecurity.org

anglais identifient les vrais auteurs du rapport comme étant les services de communication de Downing Street et la pauvreté des sources utilisées par ces derniers (plagiat universitaire et sources suspectes...) ¹³⁶.

Jane Harman, élue démocrate de Californie, souligne que la propagande des ADM irakiens est « *la plus grande manœuvre d'intoxication de tous les temps* ». Un groupe d'anciens experts de la CIA et du département d'état dénonce que les renseignements avaient « *déjà été faussés pour des raisons politiques, mais jamais de façon aussi systématique pour tromper nos représentants élus afin d'autoriser une guerre* ».

Paul Wolfowitz, le numéro deux du département de la défense, a reconnu le mensonge d'état, en avouant que « *nous nous sommes entendus sur un point, a-t-il précisé, les armes de destruction massive, parce que c'était le seul argument sur lequel tout le monde pouvait tomber d'accord* » (sic !) ¹³⁷.

Colin Powell exprimera deux ans plus tard son « amertume » : interrogé sur ABC, il explique que cette présentation, en grande partie fausse, fait « tache » dans sa carrière. En 2011, Colin Powell demandera à la CIA et au Pentagone des explications sur les fausses informations qui lui furent communiquées en 2003 ! (Cocasse, non ?)

Pourtant cela ne marche toujours pas... Les négociations devant les Nations unies pour tenter de trouver une solution pacifique au « problème irakien » s'enlisent. Eh bien qu'une coalition des forces armées emmenée par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie et « soutenue » par 48 autres pays soit déjà « à pied d'œuvre » et prête à intervenir, la France, la Russie et la Chine, toutes trois membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, menacent d'utiliser leur droit de veto pour bloquer in extrémis le processus. Il est à noter que les motivations de ces trois-là sont bien éloignées de toute position morale... Les deux derniers, bien évidemment, s'opposent farouchement à une ambition de conquête territoriale et de main mise sur les ressources pétrolières adjacentes qui empiète largement sur leurs propres emprises sur cette région du monde ; quant à la France, elle n'est pas dupe de l'offensive en cours contre la cohésion Européenne, orchestrée de toute évidence par Washington, via Londres et Madrid !...Il faudrait être bien naïf pour croire à la spontanéité d'une déclaration de soutien, aussi bien coordonnée et émanant, de plus, des principaux pays atlantistes du « vieux continent », l'Angleterre et l'Espagne en tête. ¹³⁸

Chirac et Villepin entrevoient l'opportunité de renforcer l'influence française au sein de l'UE, en s'appuyant sur l'Allemagne dont la population est particulièrement hostile à tout interventionnisme, d'essayer de préserver le peu qu'il reste d'indépendance de la communauté Européenne face au « grand frère américain », tout en tentant de protéger les intérêts

¹³⁶ [Downing St admits blunder on Iraq dossier \[archive\]](#), Michael White, Ewen MacAskill et Richard Norton-Taylor, *The Guardian*, 8 février 2003

¹³⁷ [Mensonges d'Etat du Monde diplomatique \[archive\]](#)

¹³⁸ Le 30 janvier 2003 est rendue publique une « lettre » de huit pays d'Europe pour un front uni face à l'Irak, suivi le 5 février 2003 d'une déclaration officielle des mêmes, dite du groupe de Vilnius. Leurs dirigeants y appellent à l'unité avec les États-Unis sur la crise irakienne. Les signataires sont : Vaclav Havel, République tchèque; Jose Maria Aznar, Espagne; José-Manuel Duro Barroso, Portugal; Silvio Berlusconi, Italie; Tony Blair, Grande-Bretagne; Peter Medgyessy, Hongrie; Leszek Miller, Pologne; Anders Fogh Rasmussen, Danemark.

économiques français, loin d'être négligeables, dans cette région, tout particulièrement en Irak.¹³⁹ Et pour tous les deux de s'offrir, en prime, un petit bout de statue Gaullienne, toujours bonne à prendre sur le plan électoral...

[C'est d'ailleurs au final tout ce qui reste de positif de cette médiocre rébellion, puisqu'elle « forcera » (en apparence) les EU à contourner l'aval de l'ONU, ce qui, à bien y réfléchir, faisait certainement aussi partie des objectifs à atteindre puisque les conservateurs américains n'ont jamais accepté que leurs actions soient bridées en quoi que ce soit par une instance supranationale et ont toujours œuvrés à en minimiser le champ d'action. Somme toute la « résistance » Française n'a fait que leur offrir un prétexte (et des alliés) pour bafouer en toute tranquillité le droit international et, de ce fait, en affaiblir considérablement la portée. Reste à ajouter que cette « indocilité » ne sera pas pardonnée aux Français qui auront à subir French bashing particulièrement féroce et de longue durée (tensions diplomatiques et culturelles, railleries sur l'armée française, boycott¹⁴⁰, etc.). Ce à quoi il ne faut pas manquer d'ajouter la rétorsion financière qu'exigera l'administration Bush à la fin des hostilités et à laquelle Chirac finira par céder au début de son second mandat et coûtera à la France la modique somme de 5,5 milliards de dollars (4 milliards d'euros).]¹⁴¹

Eh bien voilà, c'est fait ! Ils ont amplement réussi leur forfait et rien n'a pu s'y opposer... En moins de trois ans le monde semble avoir basculé dans une nouvelle ère, même si de mon point de vue, il ne s'agit que de la hausse d'un échelon, jusque-là jamais atteint, dans un processus à l'œuvre depuis l'entrée en guerre des USA en 1917 sur l'ancien continent !

13) Le nouveau millénaire

Ce qui apparaît le plus ahurissant, si l'on parvient, bien sûr, à se mettre hors d'atteinte du discours dominant sans cesse relayé et conforté par les médias nous abreuvant jusqu'à plus soif de paroles « autorisées », expertes et pourtant, toutes, toujours plus partiales et tendancieuses les unes que les autres, c'est bien que cette histoire, ce « storytelling » si peu crédible, autant dans son ensemble que dans chacun de ses détails, ait pu s'épanouir de la sorte et n'ait rencontré, au final, aucune réelle et sérieuse contestation.

¹³⁹ « Depuis la mise en application du programme de l'ONU " pétrole contre nourriture ", en 1996, la France est le premier fournisseur de l'Irak. En 2001, les entreprises tricolores assuraient près de 14 % de ses importations, pour quelque 660 millions de dollars. Un chiffre en augmentation constante puisqu'il n'atteignait que 216 millions en 1997. » Extrait d'un article de L'Expansion du 26 février 2003 : « L'Irak, terre de contrats français » de Thierry Gadault et Gilles Tanguy

¹⁴⁰ Des médias américains conservateurs ont largement contribué à faire passer l'idée que les touristes américains couraient un risque pour leur sécurité à aller en France, en raison de l'antiaméricanisme supposé des Français et des possibles représailles contre les touristes. Le nombre de visiteurs américains a ainsi plongé de 80 % dans la première moitié de 2003 comparé à la même période en 2002

¹⁴¹ Srce : Rue89, le 11 octobre 2010 « Le « non » à la guerre en Irak a coûté 4 milliards à la France »

Pourtant les mensonges sont constants, patents, flagrants, indubitables, avérés (tous les synonymes s'y appliquent) et même, nous venons de le constater, in fine, officialisés.

Et c'est là certainement que réside la grande nouveauté... La capacité des pouvoirs néolibéraux, autant prééminents que sous-jacents, à produire ex nihilo les prémices historiques aptes à favoriser leurs desseins voraces.

jusqu'ici *ils* n'avaient fait qu'utiliser les événements, en les « trafiquant » bien sûr, en les falsifiant, les tripatouillant de mille et une manières, pour leur faire dire ce qu'*ils* désiraient qu'*ils* manifestent, qu'*ils* symbolisent, afin d'en tirer les conséquences aptes à légitimer leurs actions préméditées, celles qui n'attendaient que l'opportunité de leur mise en œuvre.

Il est vrai que cette pratique fut et demeure courante, usuelle, ordinaire, en quelque sorte « allant de soi », pour toute personne ou groupe, en volonté de transformer le monde, s'arrogeant le droit de manipuler la réalité, soutenus par leurs convictions de détenir une parcelle de vérité ou pire sa totalité et, assurés ainsi d'une légitimité morale à toute épreuve. Elle n'est tristement pas l'apanage de tous ceux qui n'ont pour seul dessein que la simple satisfaction de leurs désirs intimes et il est facile de constater que c'est aussi, bien souvent, au nom du bien commun que ce sont commises d'inadmissibles perversités. Mais c'est également ainsi que *l'idée (l'idéologie)*, a pu être, tout au cours du XXème siècle, lentement mais sûrement dénigrée, diffamée, vilipendée, pour finir discréditée et synonyme de malfeasance, en soi.

Et pourtant, comment oser renvoyer dos à dos les deux ambitions contraires, antagonistes par essence, celle de ceux, minoritaires, qui manipulent la vie pour en privilégier leur seule et unique jouissance égotiste avec celle de toute cette autre humanité qui s'est éveillée à cette conscience nouvelle et subversive qu'il ne peut y avoir d'harmonie et de joie que dans le partage, la solidarité, la réciprocité et que l'égalité de principe à la naissance (à l'instar de la mort inéluctable et commune pour chacun d'entre nous) devrait être le fondement premier de notre existence sur cette terre?

Il est absurde et donc inadmissible d'assimiler, pour au final confondre, le corpus idéologique à l'origine du fascisme/nazisme avec celui qui fonde la pensée communiste ou/et anarchiste.

Le premier est par essence une tyrannie, un totalitarisme préconstitué et prémédité qui trompe et manipule les populations pour en obtenir le plébiscite. ***Il n'existe pas de mouvement social qui spontanément et librement s'organise avec pour unique objectif d'introniser un « führer » ou tout autre despote pour ensuite s'y soumettre corps et âmes.*** Toute l'histoire des dictatures et de leurs avènements, si elle n'était pas partielle et orientée, devrait être à même de le prouver. En tant qu'emblématique exemple, suffisant à lui seul, à déconstruire le mythe, il est clair que le triomphe du « National-Socialisme » en Allemagne (janvier 1933) n'est en rien l'émanation d'une volonté populaire émancipée mais bien au contraire le résultat d'une immonde manipulation des consciences, orchestrée et financée par les puissances occidentales, pour faire obstruction à l'alarmant essor du Socialisme (l'authentique), celui qui « menace » de « recouvrir » toute l'Europe occidentale, intolérable probabilité pour l'ordre capitaliste dominant de l'époque. Il en ira de même en Italie et en Espagne..., voire en France, non... !?

Si le second aboutira, c'est incontestable, dans de très nombreux cas, à des régimes politiques autocratiques et totalitaires, dont la violence et l'inhumanité n'ont rien à envier

aux précédents (Staline, Mao, Pol Pot, etc.) il ne devrait pas être si difficile, en faisant preuve d'un peu d'honnêteté intellectuelle et de « révisionnisme historique » en son sens noble, de démontrer que l'avènement de ces tyrannies-là est directement consécutif aux dévoiements de leurs prémices théoriques marxistes, et, de fait, en parfaite contradiction avec elles ! Car c'est bien là aussi par les mêmes méthodes d'endoctrinement des esprits, après avoir éliminé de manière expéditive et sanglante toutes les oppositions au sein des instances dirigeantes autant que dans la population civile, que les « gagnants » ont assis leurs pouvoirs et constitué des oligarchies ou « Nomenklatura »¹⁴² aptes à leur garantir une pérennité sans faille.

A contrario, lorsque, par extraordinaire, un régime politique issu d'un véritable soulèvement populaire s'est instauré en cohérence avec les aspirations de ce dernier, force est de constater que sa longévité s'est avérée des plus médiocres.

De la deuxième République Espagnole des années 30 à la révolution Chilienne de 1970 à 1973 les exemples abondent et il faut faire preuve d'une solide perversité d'analyse pour refuser d'y voir une grande similitude dans leurs sanglants écrasements.

Car, dans tous ces cas, à l'opposé de ce que l'on veut nous faire croire, ce ne sont pas la faiblesse, la défaillance ou l'incohérence des nouveaux modèles sociaux émergents qui expliquent leur échec mais bien l'interventionnisme criminel des puissances économiques ainsi contestées autant dans leurs intérêts locaux qu'en tant qu'architectes et promoteurs du paradigme dominant. (cf. chapitre suivant)

D'autre part, si l'utilisation massive de l'endoctrinement par le mensonge est indéniablement similaire dans les deux formes de tyrannies précitées, en déduire qu'elles sont au final de même nature et doivent être combattues avec la même vigueur n'est en réalité que la production d'une contre vérité particulièrement vicieuse mais il faut bien le reconnaître, terriblement efficace. Ceux qui se souviennent encore du début de ce texte ne manqueront pas d'y reconnaître l'essentiel pilier théorique du mouvement néoconservateur à ses débuts (juste « après-guerre ») qui a permis, en les associant, d'amalgamer antifascisme et anticommunisme et d'élever ainsi la « démocratie libérale » au rang de premier et unique régime politique respectueux des libertés et droits individuels. On peut y voir sans peine le fondement moral de l'« Hégémonie bienveillante » à venir, de même que l'immense puissance d'aliénation des esprits qu'offre aux USA l'idée reçue, devenue norme, que toute tentative de progrès social planifié par l'Etat ne peut être que le début d'un irréversible glissement vers l'« enfer » communiste. Tout dernièrement la lutte politique féroce qui conduisit à l'avortement de l'« Obamacare », suivi de l'empressement de la « nouvelle » administration à anéantir l'embryon qui, malgré tout, avait pu être sauvé, montre à quel point ce dogme est toujours d'actualité et devrait aider à me donner crédit.

Si d'évidence, le mensonge d'Etat et la manipulation des consciences ne sont en rien une invention de l'« establishment » américain, le survol de son Histoire depuis ses origines et tout particulièrement au cours du siècle dernier me semble permettre d'affirmer sans crainte qu'il a su

¹⁴² Il s'agissait initialement de listes de noms de « camarades dignes de la confiance du Parti », donc susceptibles de se voir confier des responsabilités et les avantages qui les accompagnent

les faire « évoluer » à un degré de raffinement jamais atteint en même temps qu'il en décuplait leur efficacité.

Bien que ce qui précède soit bien loin de rendre compte de manière exhaustive de l'ampleur des méfaits de cet impérialisme souterrain, je le trouve largement suffisant pour étayer cette imputation et, au final, c'est bien à chacun d'entre nous, une fois le voile soulevé, d'accepter de prendre conscience de l'omniprésence majeure de l'influence diplomatique (et militaire) américaine (on pourrait plutôt dire « diplomatico-militaire »), qu'elle soit subacente ou officielle, en tout lieu et toute situation de tension géostratégique susceptibles de favoriser ou d'attenter à ses prérogatives.

[Il serait également de toute première urgence, pour tous ceux, déjà suffisamment lucides, qui voudraient réellement se « désintoxiquer » d'une prégnance culturelle endémique, subie la plupart du temps à leur insu, d'examiner avec recul et détachement le système de valeurs « modernes » qui régit nos émotions, même les plus intimes et d'ainsi prendre la mesure du degré de notre aliénation inconsciente à cet « American Dream » toujours bien vivant même si beaucoup n'hésitent pas, par ailleurs, en toute ignorante condescendance, à le mépriser ostensiblement.¹⁴³]

14) « Il y a deux manières de conquérir et d'asservir une nation, l'une est par les armes, l'autre par la dette » (John Adams, deuxième président de l'Union entre 1797 et 1801 et l'un des Pères fondateurs des États-Unis.)

Pour instruire ce qui précède, je voudrais, ici, citer et m'attarder un moment sur un ouvrage « *Les Confessions d'un assassin financier* » (en saluant le courage de son auteur *John Perkins*) qui jette une lumière terriblement crue et révélatrice sur les méthodes utilisées par la « gouvernance américaine » pour soumettre les pays qu'elle souhaite assujettir.

L'extrait qui suit de sa préface est d'abord explicite du titre et ouvre également sans détour sur le contenu du livre :

« Les assassins financiers sont des professionnels grassement payés qui escroquent des milliards de dollars à divers pays du globe. Ils dirigent l'argent de la Banque mondiale, de l'Agence américaine du développement international (US Agency for International

¹⁴³ Il suffit en fait dans un premier temps de s'apercevoir que l'ensemble des outils (ou prothèses) technologiques qui nous sont devenus, en quelques années, totalement indispensables nous proviennent pour leur conception (et pour la grande majorité pour leur contenus) des « avancées » technologiques de l'ingénierie américaine (Silicon Valley, mais pas que...), qu'une proportion de plus en plus grande d'entre nous finissent par adhérer à « l'idée » (peut-on décemment utiliser ce vocable ?) que le peu qui subsiste de notre modèle social solidaire est en passe d'être balayé sous le prétexte (le plus fallacieux qu'il soit !) de « libérer » les entreprises (et la création d'emplois) en les « soulageant » de toute ces contraintes fiscales et administratives passéistes qui brident leur « compétitivité », et que la question de la « liberté » et « l'autonomie » dans notre rapport au travail vient d'enfin trouver sa solution : l'Ubérisation !!!

Il n'est pas interdit, non plus, de passer au crible la « nourriture » culturelle que nous ingurgitons à grands coups de blockbusters et surtout de « Séries », nouvel eldorado de l'industrie culturelle américaine, qui nous sont même présentés, comme le nouvel espace de création artistique audiovisuel, voir même celui où la psychologie, la sociologie et la philosophie sont le plus fécondes....

Development – USAID) et d'autres organisations « humanitaires » vers les coffres de grandes compagnies et vers les poches de quelques familles riches qui contrôlent les ressources naturelles de la planète. Leurs armes principales: les rapports financiers frauduleux, les élections truquées, les pots-de-vin, l'extorsion, le sexe et le meurtre. Ils jouent un jeu vieux comme le monde, mais qui a atteint des proportions terrifiantes en cette époque de mondialisation.

Je sais très bien de quoi je parle... car j'ai été moi-même un assassin financier. »

Pour Perkins tout commença par une rencontre avec [Graham Greene](#) au Panama, qui l'encouragea à écrire un livre... En 1980, suite à une importante prise de conscience et une dépression nerveuse, il démissionna et commença à écrire. D'abord rédigé sous forme de reportage dénonciateur l'ouvrage sera refusé par toutes les maisons d'édition. Après deux décennies d'hésitations, de menaces et de tentatives de corruption le livre finit par sortir sous une forme autobiographique romancée, édité par [Berrett-Koehler Publishers](#) et obtint un considérable succès¹⁴⁴. Il semble avoir été étonnamment épargné par les chiens de garde anti-conspirationniste/complotiste..., peut-être n'est-ce que parce que la véracité de ses affirmations est difficilement contestable et qu'à trop le harceler on prenait le risque d'augmenter considérablement l'impact de ses révélations...

Il fut très tôt recruté par la NSA vers qui il s'était tourné pour, paradoxalement, se soustraire au recrutement pour la guerre du Vietnam, mais « bifurqua » vers les « Peace Corps » qui lui offraient la même échappatoire. Envoyé en Equateur il fut contacté et embauché par Chas. T. Main Inc. (MAIN), une société d'ingénierie Américaine, spécialisée dans la production d'électricité - principalement l'énergie hydroélectrique. Il est alors « pris en main » par une « consultante spéciale », qu'il désigne sous le nom de « Claudine Martin » et qui a pour tâche de le « former » comme « assassin financier »...

« Claudine me dit que mon travail comportait deux objectifs principaux. Premièrement, je devrais justifier d'énormes prêts internationaux dont l'argent serait redirigé vers MAIN et d'autres compagnies américaines (comme Bechtel, [Haliburton](#), Stone & Webster et Brown & Root) par le biais de grands projets de construction et d'ingénierie. Deuxièmement, je devrais mener à la banqueroute les Etats qui recevraient ces prêts (après qu'ils auraient payé MAIN et les autres entreprises américaines, évidemment), de sorte qu'ils seraient à jamais redevables à leurs créanciers et constitueraient donc des cibles faciles quand nous aurions besoin d'obtenir leurs faveurs sous la forme de bases militaires, de votes aux Nations unies ou de l'accès au pétrole et à d'autres ressources naturelles. »

La vision du monde de Perkins, qui rejoint la mienne en de nombreux points s'appuie sur le concept de « corporatocratie » qu'il définit ainsi :

« Ils ne sont pas élus, ils ne remplissent pas de mandats, ils ne rendent de comptes à personne et, au sommet de cette corporatocratie, vous ne pouvez distinguer si la personne

¹⁴⁴ Les Confessions d'un assassin financier fut durant 40 semaines dans la liste des meilleures ventes du New York Times. L'ouvrage a déjà été traduit en 12 langues et le sera bientôt en 16 langues à travers le monde.

travaille pour une société précise ou pour le gouvernement, car ils font toujours un mouvement de va-et-vient. »

[...]

« Ce vrai gouvernement est invisible la plupart du temps. Son principe fondamental est de maximiser les profits sans considérer le coût social et environnemental. »

[...]

« Dans leur quête d'un empire mondial, les multinationales, les banques et les gouvernements (dénommés collectivement « corporatocratie ») utilisent leur pouvoir financier et politique pour s'assurer que nos écoles, nos entreprises et nos médias soutiennent leur idée fallacieuse et son corollaire. Ils nous ont conduits au point où notre culture globale est devenue une machine monstrueuse qui requiert sans cesse davantage de carburant et d'entretien, tant et si bien qu'elle finira par consommer tout ce qui existe et qu'elle devra ensuite se dévorer elle-même. »

[...]

« Des gens reçoivent un salaire scandaleux pour servir le système. S'ils échouent, des hommes de main moins gentils, les chacals, entrent en scène. S'ils échouent également, les militaires prennent le relais. »

Enfin sa réponse à toute accusation de « conspirationnisme » mérite une toute grande attention...

« La « corporatocratie » n'est pas une conspiration, mais ses membres partagent réellement les mêmes valeurs et les mêmes buts. L'une des fonctions les plus importantes de cette coalition est de perpétuer, d'étendre sans cesse et de renforcer le système. La vie de ceux qui ont « réussi », ainsi que tout leur attirail (leurs maisons, leurs yachts et leurs jets personnels), nous est présentée comme un modèle nous incitant à consommer sans interruption. On ne manque pas une occasion de nous convaincre qu'acheter des biens est un devoir civique, que le pillage de la planète est bon pour l'économie et qu'il sert donc nos intérêts. »

Une nouvelle édition, augmentée de 15 nouveaux chapitres, met à jour l'histoire des assassins économiques qui sont désormais à l'œuvre aussi aux États-Unis et en Europe. Ces nouveaux chapitres occupent plus de 100 pages où sont identifiés les « assassins économiques » d'aujourd'hui et où l'on trouve une chronologie détaillée de leurs activités.

Enfin, pour les réfractaires à la lecture voici le lien vers une vidéo dans laquelle Perkins, lui-même, résume son ouvrage (<https://www.youtube.com/watch?v=3wszOnyMr1M>)

Bien que ce livre, au demeurant extrêmement bien documenté, ne puisse, ne serait-ce que par sa forme romanesque, être présenté comme une preuve, il ne peut qu'ébranler les pré-acquis de tout esprit un tant soit peu logique et ouvert ; même de ceux qui, à l'occasion de cette lecture, découvriront l'ampleur de la turpitude cynique qui planifie et administre la sous couche du mythe consumériste lénifiant dont l'ensemble de tous les médias nous imbibent sans relâche et la plupart du temps à notre insu... A vous de juger !

A présent, il semble nécessaire de comparer l'énormité, l'au-delà de tout scandale, de ce que ce texte expose au grand jour dès 2006 (il y a donc déjà plus de dix ans) à son absence totale d'effet

sur « le cours des choses » pour mesurer à quel point l'assujettissement du monde à l'ordre dominant est quasi parfait et sa possible déstabilisation, par la dénonciation, une puéride chimère. C'est d'ailleurs la seule critique qu'il me semble pouvoir et devoir être faite à John Perkins... Avoir cru (peut-être ?) que son témoignage pourrait susciter une indignation, voire une révolte suffisante des populations et même (pourquoi pas ?) des « élites » intellectuelles américaines, comme de tous les autres pays « profiteurs », pour que ces abominables « pratiques », aux effets dévastateurs sur des millions de personnes et dont l'amoralité conceptuelle annihile toute espérance, soient mises au banc des accusés tant elles relèvent, d'évidence, de la qualification de crimes contre l'humanité... Or il est trop facile d'observer que rien de tel ne s'est produit, qu'aucun tressaillement de mauvaise conscience d'une ampleur suffisante pour ne serait-ce qu'ébranler la citadelle n'a vu le jour ! Et même, démoralisant paradoxe, ce n'est que le succès éditorial (mercantile) de l'ouvrage qui en est le principal, voire l'unique résultat tangible. Ceci permet peut-être également de mieux comprendre pourquoi Perkins est encore de ce monde... Et puis, fort de cette exemplarité, pourquoi *ils* ne jugent plus à chaque fois indispensable, ni même profitable de tenter d'« effacer » radicalement les preuves ou traces de leurs méfaits !? ***Ils semblent avoir progressivement appris que l'ampleur de leurs manipulations était certainement, en elle-même, leur meilleure garantie d'immunité.***

Toute intrigue ou machination de faible portée, impliquant un nombre réduit de personnes, s'expose fatalement à la menace d'une toujours possible, pour ne pas dire probable, trahison de l'un ou de plusieurs des protagonistes ou bien sûr, également à la présence d'un témoin inopportun. Et quelles qu'en soient les ramifications institutionnelles protectrices, il est toujours envisageable qu'une révélation bien étayée soit suffisante pour déclencher une enquête policière et judiciaire à même d'aboutir à une lourde condamnation publique. Il est donc aisé de présumer que **tout** est alors mis en œuvre pour entraver cette éventualité et que l'« élimination » des preuves s'avère d'une urgente priorité. L'industrie américaine du cinéma, regorge de ce type de scénario qui tous gavent l'imaginaire des spectateurs depuis plusieurs générations tout en les accoutumant à des dénouements majoritairement des plus édifiants... Et qui, in fine, enracine l'idée que quelles que soient les turpitudes inhérentes au modèle politique et social de ce « merveilleux » pays des libertés que sont les Etats Unis d'Amérique, il sera toujours à même de produire les antidotes à la corruption qui altère sa pureté originelle, et dont est, ontologiquement, seule responsable notre nature humaine dépravée !

Alors au-delà de l'abomination et de la perfidie ainsi exposées au grand jour il faudra bien un jour s'interroger sur cet étrange phénomène d'apathie collective, de l'impuissance à agir où la population se trouve reléguée lorsqu'elle est confrontée à des scélératesses dont le champ d'action dépasse l'entendement ?

D'autant que depuis l'« expérience » de Perkins et la rédaction de son témoignage « *ils* » ont, nous venons de le voir, allégrement changé d'échelle dans leurs capacités et compétences à « produire » l'Histoire dont « *ils* » ont besoin, sans que cette inimaginable (jusqu'alors...) « progression » n'ait en rien altérée leur quiétude...

15) Ils ?

C'est bien là, l'interrogation qui court tout au long de ce texte... Celle d'ailleurs, à laquelle, plus ou moins consciemment, je tente d'amener des éléments de réponses depuis son tout début. A ce stade de mes réflexions je réalise qu'il est temps de l'affronter de face, que demeurer dans une désignation théorique aussi vague qu'imprécise (les banques et la finance, les conglomérats industriels, le complexe militaro industriel, l'oligarchie politique, les néoconservateurs, etc., etc.) est bien trop insuffisant et lacunaire pour offrir une vue d'ensemble cohérente et explicite de la dérive suicidaire d'une humanité en passe de subir un effondrement généralisé ...

Mais, avant de s'attaquer à ce « ils » il est indispensable de se demander ce qui les distingue du « nous ». Non pas dans une intentionnalité métaphysique (quoique à terme inéluctable...) mais dans le simple et premier objectif de réfléchir à la légitimité de la dissociation que présuppose cette dénomination. A savoir, peut-on affirmer qu'il existe deux types d'humanité, ou, mieux dit, deux manières essentielles et fondamentalement opposées, d'être « humain » ? Ou bien, devons-nous accepter l'idée que, de par sa « nature », l'« homme moderne compétitif et dominant » est le produit conforme et inéluctable d'un implacable processus d'« évolution » et de sélection ? Soit, dit plus crument, que la dépravation morale des classes dirigeantes mondiales doit être vue comme la conséquence logique de nos déficiences intellectuelles en tant qu'espèce, donc reconnaître, qu'en toute hypothèse, nous ne serions qu'un « cul de sac évolutif » dont l'extinction serait souhaitable dans les plus brefs délais !

Je suppose qu'un lecteur parvenu jusqu'à ces mots devrait déjà avoir une idée assez précise de mon positionnement dans cette controverse ... Mais, dans ce moment un peu particulier de ce travail d'écriture, il m'apparaît primordial de pousser la réflexion à ses limites logiques et voir ce qu'il en sort ...

Et d'abord peut-on affirmer objectivement qu'il est possible d'utiliser un « ils » pour désigner un ensemble hétérogène d'individus, mâles et femelles (mais en grande majorité mâles...), dont le dénominateur commun serait l'ambition de contrôler le reste de l'humanité ? Posée ainsi, la question ne souffre aucune tergiversation sur l'obtention d'une réponse pleinement affirmative. Il semble même que l'on puisse considérer que l'Histoire, du moins celle écrite et telle qu'elle nous est enseignée (compte tenu, bien évidemment, qu'elle ne représente qu'un infime moment de la présence des humanoïdes sur cette terre), nous en fournit un récit ininterrompu.

Des chefs tribaux des origines aux tyrans sanguinaires modernes, des premiers chamans à la toute-puissance papale et des inventeurs de la prébende et des royautés aux banquiers d'affaires, la volonté d'assujettissement de la majorité par une petite minorité comme essentiel moteur des organisations politiques sociales ne peut être mise en doute.

L'existence d'une classe dominante dans tous les secteurs cruciaux de ce que l'on nomme un peu facilement « civilisation » est une constante historique.

Mais doit-on en déduire immédiatement que son émergence est -comment dire ?- « naturelle » ? Qu'elle procède d'une sorte de sélection élitiste, seuls les plus adaptés et performants accédant aux statuts sociaux précités mais tous, en réalité, désirant obtenir ces postes de pouvoirs

institués ? *Un Darwinisme social implacable, recouvrant l'ensemble des populations, aliénation essentialiste d'une humanité soumise à ses instincts et donc à la loi du plus fort et qui légitime ainsi, de fait, l'exploitation de l'homme par l'homme puisque ce dernier est ontologiquement (et*

ne peut donc que demeurer) un prédateur. Ceci ne manquera pas de faire écho avec un des piliers de l'idéologie néolibérale dont j'ai déjà parlé plus haut : la prééminence de « l'intérêt personnel » comme essentielle motivation humaine.

Il s'agit, ni plus ni moins, que d'une version adoucie de la lutte pour la survie (un des plus bas instincts de l'animalité) bien curieusement placée au sommet des motivations humaines, tout particulièrement par des idéologues qui par ailleurs considèrent que l'Homme est d'essence divine, ce qui devrait l'exclure de toute ascendante bestialité. Mais d'eux il n'y a bien sûr à attendre aucune espèce de cohérence et d'honnêteté de pensée !

Enfin peu importe puisque, pour ce qui nous occupe, l'existence du « ils » s'en trouve parfaitement validée et, très ironiquement, par ceux-là même ainsi désignés puisque ce sont eux qui revendiquent et assument « naturellement » leur distinction du reste de la multitude.

De ce point de vue il est assez facile d'interpréter les révolutions bourgeoises de la fin du XVIIIème siècle comme un simple changement de paradigme quant à la légitimation de l'attribution du pouvoir de domination. Une sorte de passage de relais entre celle d'ordre divin à celle issue de la Nature... Ce qui, au fond, nonobstant le changement de catégorie sociale régnante, n'a abouti (le résultat est aujourd'hui, sous nos yeux !) qu'à la prorogation de l'hégémonie prédatrice d'une infime partie de l'humanité au préjudice de sa majorité.

Le « ils » ainsi défini permet soudainement de mieux identifier les « acteurs » de notre histoire « en marche » et surtout de leur attribuer les responsabilités réelles qui en découlent. Car, et c'est bien là la grande innovation politique qui a accompagné le remplacement des monarchies colonisatrices par des Etats parlementaristes, les « peuples » ont été progressivement instrumentalisés pour venir légitimer leurs maîtres par les urnes. Afin d'endiguer et de canaliser leurs saines révoltes face à ce « nouvel » ordre établi, (simple prolongement de l'ancien mieux adapté aux transformations économiques et sociales induites par l'extraordinaire essor technologique de la fin du XVIIIème et du début du XIXème siècle) et leurs menaçantes aspirations à un monde égalitariste, « ils » ont graduellement détourné l'idée démocratique (celle qui dit un peu naïvement que c'est le peuple qui doit gouverner et qu'il doit le faire pour ses intérêts en tant que peuple) vers une forme de gouvernance dite « représentative » dont les « élus » sont censés être (et surtout présentés comme...) une « émanation » incontestable de la volonté citoyenne. Pour tous ceux qui gardent les yeux ouverts il peut apparaître extravagant que cette mystification, à l'œuvre depuis plus de deux siècles, perdure et soit même en passe de devenir le modèle politique hégémonique sur cette planète. Seules quelques timides « insoumissions » ont vu dernièrement le jour dans les vieux pays européens (certainement le fruit d'une meilleure et plus longue mémoire historique collective) mais jusqu'à présent ont toujours facilement été endiguées par l'exhibition, habilement orchestrée et médiatisée, du risque du pire ou par l'instauration d'un pouvoir autocratique. La dernière élection en date dans ce triste pays de France montre bien à quel point le stratagème est encore d'une grande et belle efficacité... (cf. ci-dessous)

De surcroît (c'est là une de ses grandes pernicieuses caractéristiques) ce système représentatif offre l'immense avantage de brouiller la ligne de démarcation entre dominants et dominés, frontière jusque-là intangible, revendiquée et moralement assumée par tous ceux qu'elle différenciait et distinguait du « commun ».

[En écrivant cette phrase et son dernier mot je prends soudain conscience du saisissant éclairage historique qu'offre, parfois et de manière inattendue, le langage en soi.

N'est-il pas remarquable que le substantif « commun » en tant que désignation du « reste du monde » par ceux qui s'en croient et s'en prétendent dissociés ouvre sur (et définit) à leur insu et bien au-delà de leur mépris de classe, ce que devrait être l'essentiel principe d'une humanité civilisée, la mise en « commun » c'est-à-dire le « communisme » !]

Cette apparente perméabilité, progressivement instaurée en quelques décennies, entre les possédants et ceux qu'« ils » aliènent pour l'être, est sans conteste la méthode la plus subtile et la plus efficace dont «ils» pouvaient rêver. «Ils» n'ont même pas eu à l'inventer puisque ce sont les situations « révolutionnaires » qui en ont elles-mêmes jeté les bases. Il leur a suffi de les détourner à leur profit. Il est vrai que ce ne fut pas sans difficultés tant «ils» étaient convaincus de leur supériorité « naturelle » et de leur droit à soumettre le « vulgum pecus » par leur seule « violence légitime ». Il fallut les persuader que le vote des inférieurs, bien loin de les écarter du pouvoir, ne ferait qu'en assurer leur légitimité.

Cela pris donc du temps car ce n'est pas, dans leur ensemble, la clairvoyance qui les caractérise le mieux. Mais nulle catégorie sociale, pas même la leur, ne peut être totalement dépourvue d'esprits « brillants », suffisamment persuasifs et aptes à convaincre, même les plus obtus, qu'un prétendu renoncement peut aboutir à l'obtention d'un plus grand profit.

A chercher dans l'histoire Française récente un exemple emblématique de cette sorte de personnage retors et d'un parfait cynisme, on ne peut manquer de buter sur [Adolphe Thiers](#) auquel le récit national a dressé une imposante et majestueuse statue ([article de Wikipédia](#) à mettre en parallèle à celui du lien précédent... !). L'historien [Henri Guillemin](#) (qualifié d'« iconoclaste » et de « pamphlétaire » par ses détracteurs ce qui ne peut d'emblée, qu'évidemment augmenter son crédit...) lui a consacré une de ses fameuses [conférences télévisées](#) dans laquelle il rend compte du raisonnement stratégique de Thiers pour convaincre les royalistes de l'époque d'accepter le suffrage universel. Le voici ...

« Un système Monarchique est moins fort que le système républicain pour faire tenir tranquilles les pauvres gens. Pourquoi ? Parce que quand c'est le roi qui parle on peut toujours mettre en cause la volonté royale, on pourrait dire que c'est un homme qui ne veut pas que nous améliorions notre situation. Tandis que s'il y a une révolte, une révolte de pauvres, sous la République, c'est à dire sous le régime du suffrage universel, l'autorité qui va contraindre ces gens à rentrer dans leur tanière, elle, s'appelle comment ? Elle s'appelle « Volonté nationale ». Du moment qu'il y a suffrage universel, que le suffrage universel s'est prononcé, que nous avons avec l'assemblée ce que l'on appelle la Volonté de la Nation, cette Volonté de la Nation qui est en fait la volonté de notables, est autrement forte qu'une simple volonté royale pour faire tenir tranquilles les misérables. La République est une manière de coincer les pauvres, bien meilleure selon monsieur Thiers, que ne l'était la Monarchie. »

La conférence dans son entier est visible sur le site des Archives de la Radiotélévision Suisse ([RTS](#)) ici : <https://www.rts.ch/archives/tv/culture/dossiers-de-l-histoire/3448488-qui-est-thiers-.html>

Limpide, non...? Et puis tellement d'actualité, n'est-il pas ?

Une fois le principe validé, entériné et devenu norme « ils » ne pouvaient manquer de chercher à l'

« améliorer » et depuis le peaufinage n'a plus cessé. Sous Thiers, il ne s'agissait en fait que de parer le régime monarchique d'un costume tout neuf et si séduisant, celui de la République. Mais très vite « ils » ont vu poindre un second effet bénéfique, dont « ils » ont eu quelques difficultés, dans un premier temps à évaluer la portée et qui les a même parfois inquiétés, mais qu'« ils » maîtrisent aujourd'hui à la perfection. C'est la disparition graduelle mais irréversible de l'absolue « étanchéité », pourtant jusque-là constitutive, entre les nantis et les démunis. La noblesse, de fait, n'y a pas résisté et a, peu à peu, « dégénéré » laissant, dans le ressentiment et l'aigreur, la place aux nouveaux riches, à cette bourgeoisie (affairiste, commerçante puis industrielle) opulente et vulgaire qu'« ils » avaient, depuis toujours, exécrée et écrasée de leur plus hautain mépris. Mais pour cette dernière, qui compose aujourd'hui l'essentiel des troupes du « ils », le profit allait être considérable. Il ne s'agissait plus pour elle de séparer strictement la fortune de l'indigence mais d'enraciner leur domination sur tous ceux qu'il leur est nécessaire d'exploiter mais de chercher à étouffer, à la source, toutes les tentatives de révolte que tout assujettissement ne peut manquer de susciter. Une fois les serfs remplacés par les citoyens (il n'a pas fallu si longtemps que cela !) leur absorption et leur implication consentante dans le nouveau « système » pouvaient laisser raisonnablement espérer sa perpétuation sans réelles limites temporelles. La structure de l'ordre établi contemporain devrait permettre d'apprécier la réussite éclatante de la stratégie...

Bien sûr le « parcours » fut parfois chaotique et il fallût (et il faut encore..) bien souvent refaire appel « aux bonnes vieilles méthodes », surtout lorsque cette citoyenneté consentie et passive se veut soudainement revendicatrice et turbulente...Mais face à ça, « ils » ont toujours su faire, et sans états d'âme...

Evidemment, « ils » ont dû aussi parfois « composer », lâcher du lest en attendant que les esprits échauffés perdent en température et que le quotidien de la survie par le travail aliéné ramène chacun dans sa « boîte ». Et puis, « la société de consommation », de « soi-disant abondance » sous-tendu par l'idée incroyablement stupide de l'accession au bonheur par « l'avoir » a fini, grâce au décervelage télévisuel, à produire « la masse » que tout système totalitaire nécessite pour perdurer...Mais au final, force est de constater, que, bon gré mal gré, à condition d'observer à une distance suffisante qui permette de gommer les aspérités de la courbe, la progression du modèle politique représentatif « libéral » n'a cessé et ne cesse d'accélérer son hégémonie potentielle et se présente toujours plus, de même qu'il est perçu, comme l'idéal de liberté insurpassable.

C'est cette « évolution » dont a surgi le « ils » (bien plus, en fait, que de leurs conscientes stratégies) qui aujourd'hui, nous « occupe » (au double sens du terme)...C'est elle qui en a, lentement mais fermement, délimité les contours, ouvert les portes d'accès et fortifié l'ensemble, défini les codes de reconnaissance et mis en place les parcours initiatiques, établi en toute perfide discrétion le corpus idéologique apte à éclairer leur route et à définir leurs objectifs à court terme (le long ne les intéresse que s'il concerne leur maintien au pouvoir !) puis leur a appris le maniement du double langage, leur a enseigné de proche en proche que la « vérité » était une denrée éphémère et tellement relative qu'il était certainement préférable de l'abandonner en route, à un détail près : juste son contenu, pas l'enveloppe ! Car celle-ci, une fois bien nettoyée de tout résidu subversif, et manipulée savamment par quelques mains expertes, elles-mêmes sous

contrôle, pouvait devenir l'ultime instrument d'asservissement, le saint graal de la domestication des masses. Aujourd'hui, nous y sommes et cela a pour nom, la « **post-vérité** » !

Il s'en suit qu' « ils » ne sont donc plus physiquement identifiables en tant que corps social homogène constitué... ***C'est progressivement devenu un conglomérat d'ambitions individuelles réunies et fédérées au sein de corporations institutionnalisées, autonomes mais interdépendantes (système bancaire, consortiums commerciaux et industriels supranationaux plus l'ensemble du « corps politique»¹⁴⁵) toutes reliées, bien que de manière concurrentielle, par leur évidente collusion d'intérêts.***

Si un certain nombre de personnalités (politiques ou/et affairistes) émergent de ce magma et accèdent à la notoriété, voire la célébrité, cette « reconnaissance » publique n'atteste en rien de leurs réels pouvoirs d'appareils décideurs. Elles servent, bien au contraire, la plupart du temps de masques ou de simples truchements entre les populations et les véritables instances décisionnaires.

Par ailleurs même si celles-ci, en dernière analyse, agissent toutes guidées par le même credo de rentabilité et d'optimisation de la production donc du profit, la diversité de leurs spécificités et de leur champ d'action, autant que la « compétitivité » comme moteur du modèle auquel elles se réfèrent toutes, leur interdisent, c'est un truisme, toute potentielle coalition globale. ***Ce qui annihile immédiatement l'idée qu'elles puissent concocter, à l'unisson, une conspiration planétaire sans pour autant exclure toutes celles que chaque partie du « ils », en tant qu'acteurs séparés de l'Histoire, se doit de fomenter en interne ne serait-ce que pour maintenir son rang ou même, peut être amenée, unilatéralement, à décider sur une échelle plus vaste, si elle y entrevoit de substantiels intérêts.***

Car il ne faut pas faire preuve d'une grande lucidité pour se rendre compte que ce qui ne peut se faire au « niveau supérieur » de l'ensemble (« étage » dont l'existence m'apparaît même très douteuse...) ne peut que s'opérer en permanence dans les couches inférieures.

Le capitalisme, comme toute structure hiérarchisée, mais en plus, de par sa nature même, fournit l'optimal substrat à la genèse et la prolifération de toutes les alliances, complicités, trahisons, complots et conspirations possibles et imaginables. Que ses thuriféraires, depuis son avènement et malgré le dévoilement constant de ses turpitudes multiples et avérées, aient réussi à lui bâtir une façade de probité et de justice dépasse l'entendement, à moins de l'analyser comme le simple et juste résultat de leur extrême habileté à la désinformation et à la propagande. Il faut bien reconnaître qu'étiqueter pour les discréditer tous ceux qui s'emploient à dévoiler et à dénoncer leurs manigances du nom même de leurs méfaits mérite bien de figurer au panthéon des prouesses de perversité rhétorique.... En fait cette ultime ingéniosité n'est que l'aboutissement d'une très longue pratique puisque la dissimulation de la turpitude des classes dirigeantes est d'une absolue nécessité depuis ses origines !

Bien qu'il soit par exemple de notoriété publique qu'une grande partie de la caste dominante américaine du siècle dernier, issue de l'immigration massive du vieux continent, tienne

¹⁴⁵ Concept qui recouvre l'ensemble des institutions politiques étatiques (exécutives, législatives, juridiques) auxquelles il faut ajouter toutes les structures et sous-structures à visée électorales (partis, idéologues, médias, etc.) sans oublier bien sûr, les institutions supranationales (européennes et mondiales) et les ONG...

essentiellement son pouvoir de par son intense porosité avec le gangstérisme mafieux (le clan Kennedy en atteste au-delà de toute retenue) le « storytelling » national est parvenu, sans grande difficultés à métamorphoser cette engeance malfaisante et corrompue en intègres figures héroïques et légendaires. Et cette mystification peut se résumer en une seule formule magique : « The self made man ».

Il est certainement possible de reconstruire toute l'idéologie libérale juste à partir de ce méprisable et dérisoire « noyau dur »... Du colon inculte, avide d'enrichissement rapide à l'avènement d'un « Trump » à la Maison Blanche, le raccourci n'est peut-être pas si osé, ni si hasardeux ...!? Le mythe de l'individu parti de rien et obtenant tout, construit autour de l'Histoire édifiante de *John Davison Rockefeller* pourrait être ironiquement perçu comme une sorte de virus idéologique, inoculé à tout individu posant le pied sur le sol américain ou déjà présent, à l'état latent, dans ses gènes et qui, depuis, a contaminé l'entière planète. Mais, si j'y fais référence dans ce chapitre c'est surtout parce qu'il vient corroborer une des principales idées que je viens d'y exposer. Celle qui affirme qu'un des principaux facteurs de réussite du nouveau modèle de domination, celui qui a remplacé les autocraties régaliennes, réside dans l'abrogation apparente de la frontière symbolique qui délimitait jusque-là l'enclos de la richesse et du pouvoir.

Promouvoir le fantasme d'une possible accession au sommet de la pyramide sociale du seul fait de ses propres talents et surtout d'une inaltérable volonté est, il faut bien le reconnaître, une formidable mystification dont le succès ne fait que croître, depuis son élaboration.

Et peu importe que toute la réalité sociologique permette à tout moment de la démentir, d'en dévoiler l'irréalité patente et que même chacun d'entre nous puisse, dans son expérience personnelle, en constater l'inanité... Il s'agit d'une croyance fondée sur l'espoir d'une vie meilleure, une sorte de transposition de la promesse du paradis, sans être obligé de mourir pour y avoir accès et même, cerise sur le gâteau, sans se contraindre à d'imbéciles préceptes moraux, comme l'honnêteté, la franchise et l'amour de son prochain... !

Ainsi il n'est peut-être pas si stupide d'observer le capitalisme comme un simple système religieux contrôlé par une *ploutocratie* planétaire fondée sur la croyance que l'accession à la richesse est une simple question de volonté et que cette dernière est l'essentiel marchepied au pouvoir politique... Approfondisse qui voudra !

Ce qui m'intéresse ici c'est cette apparente dissolution du cloisonnement étanche entre riches et pauvres, dominants et dominés. Car c'est bien cette illusion, ce mirage sans cesse proposé aux « laissés-pour-compte », que le libéralisme économique instille insidieusement dans les esprits de ses sujets captifs pour mieux leur faire tolérer, voire réussir, à ensevelir les souffrances et la désespérance de leur condition d'humains aliénés (au deux sens du terme, mais dois-je le préciser ?). Ce subterfuge est un summum de perversité... Il autorise d'une main de promouvoir ce totalitarisme social¹⁴⁶ en tant que démocratie («... le pire des systèmes, à l'exclusion de tous les autres... ») et permet, de l'autre, et dans un même mouvement, d'occulter presque parfaitement l'existence du « ils » !

Il est un exemple extraordinairement parlant qui illustre ce qui précède :

¹⁴⁶ Système politico-économique cherchant à imposer son mode de pensée considéré comme le seul possible.

Huit personnes (la liste est ici)¹⁴⁷, **tous des hommes**, sont aujourd'hui, en 2017, considérés comme les plus riches du monde et leur fortune cumulée est équivalente à ce que « possèdent », tous ensembles, 3,6 milliards d'individus (la moitié de la population mondiale) répertoriés comme les plus démunis.

Au-delà de l'indécence des chiffres (parfois dénoncée) il serait peut être utile d'en extraire, une bonne fois pour toute, la réelle signification... A savoir la constatation irréfutable et la plus crue qu'il soit d'une irréductible partition dans l'ordre social de notre monde. Et de prendre conscience, qu'à l'inverse de ce qu'« ils » réussissent à faire croire, elle n'est que le prolongement modernisé d'un état de fait qui règne sur terre depuis les premières royautés et les premiers empires. Ces gens ne sont d'évidence pas des pharaons et comme je l'ai dit plus haut ne représentent que la partie visible d'une structure dominante dont « ils » n'ont même pas les rênes... Mais leur simple existence publique devrait être largement suffisante pour nous dessiller et abolir définitivement le mythe démocratique.

Pourtant, contre toute attente, ces « personnalités » qui ne devraient susciter que fureur ou mépris, sont placés au pinacle des modèles de réussite et jouissent, au moins pour certains (Gates, Zuckerberg) d'une admiration publique sans limite. Quant aux autres, que personne ne connaît, il me semble assez clair que leur illégitimité est tranquillement masquée par la notoriété flamboyante des premiers, ou bien par celle de « stars » du champ médiatique ou sportif, symboles absolus de réussite, peu contestée. Car celle d'ordre économique, comme primordial critère de reconnaissance sociale, a finalement détruit toutes les autres valeurs morales qui jusqu'à peu, y étaient toujours attachées. Ces « ils » sont bien là, sous nos « yeux grands fermés », preuves vivantes d'une abjecte obscénité morale, étalage cinglant de la duplicité d'une organisation sociale se revendiquant hautement « civilisée » alors qu'elle n'exhale que la quintessence de la subordination par l'endoctrinement des consciences!

Parvenir à faire croire aux inférieurs qu'« ils » ne le sont que du seul fait de leur responsabilité, rigoureuse réciprocité de l'apologie du « self made man », et que les « possédants » ne sont que des « entrepreneurs » ayant réussi.

Cette captation de sens concernant la vitalité créatrice de l'être humain opérée par l'idéologie capitaliste est sans doute une de ses plus belles conquêtes langagière...

[Elle fut théorisée par Joseph Schumpeter, économiste ambivalent (d'abord considéré orthodoxe pour finir hérétique) du début du XXème siècle, et place « l'entrepreneur » en tant qu'« homme de l'innovation » au cœur du modèle capitaliste

« L'entrepreneur est un homme dont les horizons économiques sont vastes et dont l'énergie est suffisante pour bousculer la propension à la routine et réaliser des innovations ».

¹⁴⁷ 1) Bill Gates : américain, fondateur de Microsoft (75 milliards de dollars)

2) Amancio Ortega : espagnol, fondateur d'Inditex qui détient la chaîne de prêt-à-porter Zara (67 m^{ds})

3) Warren Buffet : américain, PDG et premier actionnaire de Berkshire Hathaway (60,8 m^{ds})

4) Carlos Slim Helu : mexicain, propriétaire de Grupo Carso (50 m^{ds})

5) Jeff Bezos : américain, fondateur, président et directeur général d'Amazon (45,2 m^{ds})

6) Mark Zuckerberg : américain, président, directeur général et cofondateur de Facebook (44,6 m^{ds})

7) Larry Ellison : américain, cofondateur et PDG d'Oracle (43,6 m^{ds})

8) Michael Bloomberg : américain, fondateur, propriétaire et PDG de Bloomberg LP (40 m^{ds})

Son importance dans le modelage des consciences est peut être essentielle tant elle a permis de restreindre une des essentielles facultés humaines (sa curiosité inventive, son appétence pour l'inconnu, sa propension désintéressée à vouloir comprendre, en fait, ce qui le définissait le mieux !) au si trivial, et pourtant de nos jours quasi-hégémonique, « esprit d'entreprise ».

Cette normalisation du comportement individuel rabaissé à la « réalisation de soi » par l' « entrepreneuriat » (de nos jours l' « auto-entrepreneur ») m'apparaît comme une des pires régressions culturelles que l'humanité contemporaine est en train de subir !

Mais pour en devenir conscient il faudrait la percevoir comme la manifestation la plus éclatante de l'imprégnation du modèle néolibéral au plus profond de notre subconscient collectif et, aussi, comme la pièce maîtresse de son irrépensible déploiement. Or, ceux-là même, dont on pourrait attendre la plus grande résistance et le rôle d'éclaireurs en sont, soit directement les entremetteurs, ou par nécessité et/ou inconscience de simples assujettis...

Pour s'en convaincre un tant soit peu il suffirait de constater, d'admettre que, depuis quelques décennies, la grande majorité des acteurs du champ universitaire (sciences humaines, mais aussi sciences dites « dures ») ainsi que ceux du champ artistique (littérature, musique, cinéma, théâtre, arts plastiques, etc.) progressivement entérinent (ou se soumettent), dans leurs quêtes d'existence et de reconnaissance légitimes, aux dictats du marché de la techno-science comme à ceux de l' « industrie » culturelle et endossent servilement des codes langagiers et comportementaux éculés, jusque-là circonscrits à l'univers desséché de l'entreprise. Mais là aussi le faux-semblant qu'offre « la réussite » efface paisiblement toutes les réticences...

Seuls ceux qui n'attendent aucune reconnaissance, aucune position sociale, qui parlent et agissent, relégués, mais ainsi protégés par un anonymat libérateur, sont en position de réellement exprimer quelques bribes de vérités sur notre monde. Certains penseront qu'il en a toujours été ainsi... Pour ma part je perçois une « nouveauté » importante dans ce processus d'autocensure contemporain qui le distingue singulièrement de l'antérieur. Elle réside dans les modalités hautement insidieuses de sa propagation dans tous les domaines intellectuels liés à la connaissance, celles qui ont réussi à la rendre quasiment imperceptible à la grande majorité de ceux qui la pratiquent au quotidien en toute candide ignorance.¹⁴⁸

Ce n'est peut-être somme toute qu'un autre dégât collatéral provoqué par l'entreprise systématique de brouillage des frontières idéologiques engagée dès la fin du XVIIIème siècle en viscérale réaction aux grandes premières poussées révolutionnaires et qui se poursuit et s'affine « admirablement » depuis.¹⁴⁹

D'une certaine manière, je m'en rends compte après coup, tout ce texte peut se voir comme une tentative de dévoilement et de déconstruction de cette aliénation du sens de notre existence humaine par l'élaboration et l'installation méthodiques d'entraves et d'obstacles de tous ordres, aptes à endiguer le moindre progrès vers un égalitarisme social.

Alors, pourquoi ne pas clore ce chapitre qui vise à identifier le « ils » par cette définition ci :

¹⁴⁸ J'ai déjà abordé ce sujet dans un texte antérieur auquel je renvoie ici : [Penser n'est pas croire !](#)

¹⁴⁹ Je ne peux que renvoyer encore ici à un livre essentiel sur ce sujet et déjà cité : « Deux cents ans de rhétorique réactionnaire : le cas de l'effet pervers » Albert O. Hirschman

Désignons-les donc comme tous ceux qui, profiteurs cyniques et dégénérés d'un ordre social qu' « ils » ont eux-mêmes établi, s'organisent et agissent en toute lucidité pour le développer, le perpétuer et contrecarrer par tous les moyens possibles (les inventant même au fur et à mesure) toutes formes de résistance à leur hégémonie !

Il s'en trouve partout, dans toutes les sphères dites de pouvoir, les officielles comme les occultes, les « honnêtes » comme les scélérates mais, d'évidence, « ils » ne sont jamais réunis en groupe homogène et structuré. Il est possible de les voir comme le « pur », l'« idéal » aboutissement de cette « philosophie » abâtardie, d'une rare crétinerie conceptuelle, à savoir celle qui prône la réalisation de soi par soi, le « self made man » !

Bien qu'esseulés par essence « ils » doivent bien sûr s'associer par nécessité, chaque fois que l'ampleur de leurs intérêts et projets privés dépasse leur capacité individuelle et les force à s'organiser en « bandes » ou plus précisément en « cliques », seuls termes adéquats pour décrire leurs obligations réciproques. Coalitions de circonstance, où n'existe ni confiance, ni solidarité, et dont la durée est uniquement proportionnelle à l'objectif à atteindre...

En fait c'est l'idée du réseau qui surgit alors et me semble la plus apte, sinon à les identifier du moins à en délimiter leurs contours, et ce, de par sa définition même :

« Organisation clandestine constituée d'un certain nombre de personnes en relation directe ou indirecte les unes avec les autres. »

Le « mafieux », bien évidemment arrive tout en haut de la liste... Son entremêlement notoire avec les instances politiques, financières, industrielles et même religieuses est, **plus que jamais**, une réalité contemporaine non contestée mais dont l'omni présence souterraine ne perce que très rarement la surface et toujours de manière très circonscrite et localisée.

Mais aussi ce que l'on nomme pudiquement les « réseaux d'influence » dont l'importance, dans tous les domaines sensibles n'a cessé de croître depuis un demi-siècle. Si les « carnets d'adresses » et l'entregent ne sont en rien une nouveauté il n'est pas très difficile de percevoir que l'évolution technologique des communications mondialisées (elles-mêmes en « réseau ») en a démultiplié prodigieusement l'efficacité.

Les lobbies, autre grand ensemble, dont la seule définition devrait également suffire amplement, si nous étions en démocratie, à instantanément les prohiber :

« Groupement, organisation ou association défendant des intérêts financiers, politiques ou professionnels, en exerçant des pressions sur les milieux parlementaires ou des milieux influents, notamment les organes de presse. »

Sans oublier (comment le pourrait-on ?) les réseaux d'espionnage et de renseignements, pierre angulaire du dessein de contrôle généralisé du réseau (encore un !) des communications et de l'expression, donc de sa liberté...

Sans viser à l'exhaustivité, j'y ajouterai celui des grands cabinets internationaux d'avocats d'affaire dont la perméabilité avec le champ politique est depuis deux ou trois décennies devenue une

sorte de litote, au point que l'Etat est en passe d'en devenir un prolongement, voire un simple instrument de validation des stratégies néolibérales des grands consortiums mondialisés.¹⁵⁰ Ce concept de « réseau », en tant que *modus operandi*, apparaît donc, de mon point de vue, l'indispensable outil d'analyse qui permette d'appréhender et de comprendre le processus de liaison et de connivence entre toutes les structures agissantes au sein de l'empire néolibéral sans pour autant les considérer comme un tout pyramidale ment hiérarchisé. L'extraordinaire, sur ce sujet, et le plus révélateur se niche pourtant ostensiblement dans le sens initial du terme, qui s'il n'était si méconnu, devrait sonner depuis fort longtemps comme une alarme à nos oreilles...

Issu du latin *retis* (au pluriel *retes*) il a donné le mot *rets*, parfois de nos jours encore utilisé (« prendre quelqu'un dans ses rets », le faire tomber dans un piège). Car dès son origine le terme signifie tout simplement : filet pour prendre des oiseaux, des poissons, du gibier (sic !). D'ailleurs au sens figuré ou métaphorique il a eu très vite pour définition :
« Ensemble de tout ce qui peut emprisonner l'homme, entraver sa liberté, menacer sa personnalité. Réseau d'interdits, d'obligations. »

Or, sa soudaine « modernité » est venue lui conférer en quelques années une positivité de sens tout à fait inédite (réseaux informatique, internet, sociaux, etc.) qui ne peut manquer de servir tous ceux qui en usent à des fins, bien moins estimables.

En se mettant un instant à la place (autant que cela est supportable... !) de ceux qui cherchent sans cesse des moyens de manipulation, de propagande et d'assujettissement des masses comment penser qu'« ils » aient pu ignorer à la fois ce sens premier et cette opportunité des temps présents? Je ne les soupçonne pourtant pas d'en être les inventeurs... A mon avis, « ils » ne le sont d'ailleurs pas si souvent, inventeurs ! La plupart du temps « ils » se contentent de détourner, dévoyer, utiliser, corrompre toute « nouveauté », de quel qu'ordre qu'elle soit, sujette à freiner leur expansion et, bien sûr, soutiennent et promeuvent tout ce qui les sert. Alors, leur compétence au maniement des « réseaux », sorte de savoir indissociable et fondateur de leurs « activités », n'a pu que s'immerger avec délectation dans cette nouvelle donne technologique comme dans une sorte de bain de jouvence dont « ils » sont ressortis pleinement galvanisés.

Il semble possible d'avancer l'idée que la principale originalité de la caste oligarchique actuelle se trouve dans sa non-localisation physique et temporelle et dans son osmose délibérée avec le système qu'elle génère et qui la produit. Ce que lui autorise la multiplicité des « réseaux secondaires » qu'elle est en mesure d'orienter et de superviser grâce à celui qui globalement la constitue. Ce dernier pourrait être nommé « réseau profond » ou « supra-réseau », en tant qu'élargissement et affinement de la notion d'« Etat profond », concept qui m'a toujours paru manquer de pertinence à l'échelle mondiale puisque nous sommes ici, confrontés à un contournement ou/et à un phagocytage des institutions étatiques bien plus qu'à leurs

¹⁵⁰ Pour ceux qui voudraient se faire une idée plus précise je conseille la lecture de « Sphère publique, intérêts privés, Enquête sur un grand brouillage » par Pierre France, Antoine Vauchez.... [Ici](#) un podcast d'une interview des deux auteurs sur France culture.

pervertissements de l'intérieur engendrant une sorte d'Etat dans l'Etat.¹⁵¹ Cette dernière conception est néanmoins bien plus appropriée, si l'on se limite à l'Histoire des Etats Unis d'Amérique, pour qui l'emprise des réseaux d'influence « libéraux » (en fait industriels et financiers soit capitalistes) est, dès l'origine, consubstantielle à l'organisation des pouvoirs. Je pense, de ce fait, tout à fait justifié de considérer l'establishment américain comme le laboratoire où se sont élaborés, expérimentés et affinés tous les procédés et manipulations qu'il a, en suivant et en toute logique impérialiste, décidé de mettre en œuvre sur toute la surface du globe. Une grande partie de tout ce qui précède, si j'ai été assez clair, devrait ici prendre tout son sens.

Bien que cette formulation puisse apparaître abstraite, il n'est pas si difficile d'en observer l'objectivité dans la réalité événementielle de ce début de millénaire... Il suffit de la garder en tête comme grille de lecture et d'interprétation des faits en écartant, bien sûr, d'emblée celle qui nous est fournie par les mass-médias .

16) Un instructif exemple... Comment un jeune et modeste énarque, etc...?

Tout récemment, un examen, un peu plus sérieux que celui fourni par les politologues de service, des tenants et aboutissants de l'élection présidentielle française nous en offre une superbe illustration. A condition de poser immédiatement la première et essentielle question à laquelle, à ma connaissance, aucun « analyste » n'a apporté une réponse satisfaisante :

Comment un parfait inconnu il y a à peine deux ans, autant de la population que du « monde politique » dont les seules qualifications et notoriété furent d'avoir été *banquier d'affaire* chez Rothschild (associé-gérant, excusez du peu !) puis repéré et parrainé par Alain Minc et Jacques Attali pour être ensuite propulsé, en quelques mois, secrétaire général adjoint au cabinet de François Hollande en 2012 puis ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique en 2014, comment donc cet encore jeune homme a-t-il réussi, par la seule force de son *immense pouvoir de séduction* et de son *exceptionnelle intelligence*, a finalement accéder à *la fonction suprême* !?

Il faut quand même faire preuve d'une très grande crédulité pour se laisser berné par cette fable. Car en prenant un minimum de distance les véritables enjeux deviennent facilement perceptibles... Une fois ignorées les ubuesque péripéties qui jalonnent cette année post-électorale censée « démocratiquement désigner » le « candidat » du second tour devant

¹⁵¹ Je constate que je ne fais ici que rejoindre et prolonger, sans l'avoir connue préalablement, l'analyse de [Peter Dale Scott](#), (professeur émérite de littérature anglaise à l'Université de Berkeley (Californie) et l'un des principaux auteurs et chercheurs en matière de « Parapolitique » ou de ce qu'il appelle la « *Politique profonde* »)...

Dans un entretien accordé en juin 2011 au magazine [Diplomatie](#), il explique que l'influence du supramonde s'exerce sur le gouvernement des États-Unis à travers un milieu confidentiel et restreint qu'il appelle « État profond ». Il précise: « ***Ce [que j'] appelle « État profond » aux États-Unis n'est pas une institution formelle, ni une équipe secrète, mais plutôt un cercle de contacts de haut niveau, souvent personnels, où le pouvoir politique est susceptible d'être dirigé par des gens très riches [...]. J'appelle ces gens, dont la plupart se connaît un minimum sans nécessairement avoir les mêmes intérêts, le « supramonde ». Le résultat de leur influence, à travers le milieu de l'État profond, est ce que j'appelle la « politique profonde », [caractérisée par] des événements non expliqués, tels que l'assassinat du Président Kennedy et le Watergate.*** ».

« affronter » la « représentante » de l'extrême droite française (les « » s'imposent partout) ***puisque cette dernière est pressentie (ou programmée ?) pour être du « duel » final***, il ne reste plus qu'à analyser cette fin de partie. Car en réalité tout est orchestré autour de ce vieux subterfuge, tellement éculé mais toujours tellement efficace :

Forcer une population, amplement désabusée et trop consciente de l'inutilité de l'acte, à, quand même, aller voter, en fabriquant artificiellement, par un matraquage médiatique frénétique, un croque-mitaine (féminin pour l'occasion), attractif pour une minorité (parce qu'apparemment transgressif) et totalement répulsif pour tous les autres.

Ainsi d'une part « booster » le taux de participation (en amenant aux urnes tous ceux qui, sans cette « présence », se seraient abstenus, ...et cela fait du monde !) condition sine qua non de la légitimité de cette mascarade et de l'autre, obtenir une majorité des plus confortable pour l'immanquable « élu » à venir, confronté à un artificiel pantin, structurellement dans l'incapacité de recueillir une majorité d'électeurs pour le (la) porter au pouvoir ; ce qui offre l'énorme avantage pour le « gagnant » de s'extraire de l'ambivalence, peu propice aux « réformes », qu'implique un « score » gauche-droite trop serré (50/50 à un chouia près).

Alors ceci posé tentons d'appréhender l'équation du point de vue des agents du « réseau profond »... La France, depuis toujours, s'avère un pays difficile à soumettre à l'ordre libéral mondial. Par-delà le « problème » local que rencontrent tous les grands acteurs économiques qui s'intéressent au « marché hexagonal » (désagréable prurit contestataire générant des grèves incessantes, des « nuits-debout », des ZAD, etc.) « ils » aimeraient bien, une bonne fois pour toute, se débarrasser de la symbolique exemplaire d'une nation résistante et surtout de ce « foutu » clivage Gauche / Droite qui, malgré tous les coups de boutoir qu'il subit depuis des décennies, toutes les trahisons et l'intense matraquage idéologique tendant à démontrer son obsolescence, ne cesse de renaître de ses cendres, et même dernièrement, c'est un comble, semble avoir retrouvé un regain considérable de vitalité !

Alors comment faire ? Continuer avec les vieilles badernes enkystées qui règnent au sein de partis politiques surannés et totalement discrédités n'est plus de mise... D'autant que leur impéritie chronique et leur consternante médiocrité a fini, assez subitement et contre toute attente, par faire naître une nouvelle force politique iconoclaste, dont déjà le nom ne peut que les inquiéter légèrement (« Les Insoumis ») et, pire encore, voilà-t-il pas que dans la foulée, surgit à leur tête un leader-tribun bien au-dessus du lot (JL Mélenchon).

Et là d'un coup survient un véritable danger... Pas celui, inventé de tout pièce, que serait « l'avènement du fascisme » en France mais bien plutôt l'accession d'un réel pouvoir politique subversif aux commandes de l'Etat. Bien sûr, si cela se produisaient, « ils » trouveraient bien la parade (« ils » viennent de le faire en Grèce !) mais le contexte n'est pas bon (trop d'incertitudes, de situations non réellement maîtrisées et d'exemplarités évidentes de leurs manipulations qui discréditent et fragilisent de surcroît le « projet Européen »). Par contre le capharnaüm électoral que provoque la dislocation des deux grands partis (PS et LR) s'annonce comme une opportunité à ne pas manquer... « Ils » l'ont d'ailleurs anticipée, voire favorisée (le « Pénélope Gate » est loin d'avoir livré tous ses secrets et l'option Fillon (piètre décalque de Sarkozy) ne pouvait à terme qu'accentuer les tensions sociales et le repli identitaire, ce qui ne leur convenait guère...).

Ce qu' « ils » ont immédiatement perçu, c'est l'aubaine que leur offre la confusion des idées répercutée par le tumulte médiatique, brouillage des consciences dont ils sont maîtres en la matière. Alors « ils » ont « inventé » Macron, archétype du profil de dirigeant mis en place successivement en Europe occidentale au cours des dernières décennies (Schröder en Allemagne, Blair en Angleterre, Renzi en Italie). Jeunes, séduisants, issus de la gauche mais néolibéraux jusqu'à la moelle, suffisamment ambitieux et doués de la duplicité nécessaire pour dissimuler toutes les trahisons dont ils sont porteurs derrière une rhétorique flamboyante et un dynamisme des plus excitants.

Le « pion » est donc poussé en avant-scène en ce début 2015 (l'association « La Gauche Libre » est déclarée le 1^{er} mars 2015 à Paris), un test à suivre ...

Et « ça marche ! » C'est peut-être de là, qui sait, dont provient le nom public du mouvement (« En marche ! ») que prolonge l'officialisation de L'« Association pour le renouvellement de la vie politique » (ARVP) en janvier 2016 et dans le même élan l'association de financement du parti "Association pour le renouvellement de la vie politique" (AFRVP).

L'extraordinaire succès de cette dernière valide, à lui seul, tout ce qui précède. L'origine des fonds (au moins pour une large partie) n'est même plus vraiment dissimulée et son dévoilement sera sans notables effets. Il est vrai que ce n'est que « Mediapart » qui s'en offusque et une fois le « nouveau » président intronisé. Pourtant il y aurait bien là matière à renverser la table... Lisez et jugez-en !

« Macron Leaks »: les secrets d'une levée de fonds hors norme

*« Pour financer sa campagne, Emmanuel Macron a réussi à mobiliser près de 13 millions d'euros de dons en un temps record. Loin de l'image cultivée par « En Marche ! » d'une campagne aussi spontanée que populaire, un puissant réseau de banquiers d'affaires a discrètement ouvert ses carnets d'adresses au [futur]*nouveau président. » * (C'est moi qui rajoute !)*

L'argent dans les caisses, la promotion médiatique assurée¹⁵² et des sondages sans cesse à la hausse, tout roule ! Manque le Parti..., car il en faut quand même un pour fédérer, rassembler, constituer un réservoir officiel de militants, et de futurs potentiels candidats aux législatives qu'il faudra gagner en suivant. On va appeler ça : « La République en marche ! » (Abrégée en REM ou LREM, voire LRM, on ne sait pas trop mais on avisera)..., ça « claque » et c'est raccord ! Et puis on garde « Association pour le renouvellement de la vie politique » comme intitulé et profession de foi. Pourvu que « Le Renouveau » y figure en place centrale, c'est l'essentiel ! Pour ce qui est du programme c'est plus flou... Parlons plutôt de « Valeurs » ! Plus noble, moins engageant et surtout bien plus fédérateur :

« Le rejet de toute forme de conservatisme, une adhésion proclamée au progressisme, l'attachement à l'Union européenne, l'adaptation économique de la France à la mondialisation et l'engagement de moraliser et moderniser la vie politique »

Ce sont les trois soulignées qui comptent, même si qualifier de « Valeurs » cette succession de poncifs laisse un peu rêveur... Il est vrai que la polysémie du terme autorise une grande marge d'interprétation. Les deux premières, bizarrement redondantes entre elles et comme un écho du

¹⁵² Bouygues, Xavier Niel, Dassault, Bernard Arnault, Bolloré, Pierre Bergé, Patrick Drahi, François Pinault, Matthieu Pigasse et Lagardère, dix milliardaires qui détiennent les capitaux de l'ensemble des médias français

slogan de campagne, indiquent quand même clairement, au-delà de leur vacuité première, « le sens de la marche » : « En avant pour le grand bond en arrière ! » (Un salut reconnaissant à François Béranger ...Comprenne qui pourra !).

La seconde pourrait plutôt se formuler ainsi : Nous allons tout faire (et plus si nécessaire) pour que l'UE libérale retrouve de l'attractivité pour toutes ces tristes populations désabusées qui ne comprennent pas qu'*Elle* ne veut que leur bien et qu'ils subissent juste les effets d'une phase (c'est vrai un peu pénible !) de « destruction créatrice » (mirifique concept de Joseph Schumpeter, encore lui...) mais que très vite (enfin pas tout de suite mais, promis, dans pas longtemps...) le monde merveilleux de tous les possibles va « s'offrir » à elles, ... heu,... pardon..., elles pourront « se les offrir », à condition bien sûr de bien se soumettre à toutes nos recommandations, heu,...plutôt contraintes, oui c'est cela,... à notre bienveillante oppression ! Et c'est là qu'intervient, notre quatrième « valeur », « l'adaptation économique de la France à la mondialisation », le cœur du réacteur ! Nous vous l'avions bien dit, nous sommes transparents...car là, nous annonçons vraiment la couleur...

Comment allons-nous réaliser tout cela !? Sans heurts, sans violences, sans conflits ? Eh bien en expliquant à ce « merveilleux peuple de France » qui ne demande qu'à s'assembler dans un bel élan de solidarité entrepreneuriale que les notions de « Droite » et de « Gauche » sont révolues, obsolètes, anachroniques, archaïques... ! Qu'il est temps de jeter aux oubliettes de l'Histoire cette vieille lutte surannée et improductive, cette « lutte des classes » de triste mémoire, à présent sans plus aucun objet,...puisque'il n'y en plus, de classe ! Nous sommes tous égaux à présent... Riches, pauvres quelle importance !? Comment les pauvres pourraient-ils avoir la moindre chance de devenir riches s'il n'y en avait pas déjà quelques-uns qui, soutenus par leur seule admirable volonté, avaient réussi et montré la voie ? Et qui, comble de générosité, n'offraient pas à leurs « suivants » leur aide précieuse en leur donnant la possibilité de « marnier » pour eux afin de « marcher » vaillamment dans leurs pas tout tracés...

Alors, à votre avis, qui est derrière tout cela ? Eh bien oui, toujours les mêmes, enfin leur descendance... Leur objectif les démasque ! Détruire la « Gauche », anéantir à jamais ces idées « contre-nature » d'une potentielle égalité de par la simple naissance, sans tenir compte des races et de la supériorité de droit divin de La Blanche, des origines sociales et du patrimoine acquis par ceux qui l'ont « mérité » ; et puis également celle, totalement inepte, qui supposerait que les humains soient ontologiquement empathiques et solidaires envers leurs semblables (cf. ci-dessous) alors que **toute** l'Histoire (la leur !) démontre que « l'homme a toujours été un loup pour l'homme ». Et enfin cette « Liberté pour tous », toujours brandie comme un drapeau, qui prône l'insoumission, le rejet des maîtres, des chefs, des patrons, des leaders, de toutes ces catégories d'individus supérieurs, sans lesquels la civilisation s'effondrerait en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire : L'Anarchie !!!

Mais voilà, ils ont créé Macron et les Macronien/nes ... Il faut reconnaître que c'est une de leur plus belles réussites, du moins jusque-là ! (fin mai 2017)... Bien évidemment, de nombreux arriérés, des faibles d'esprit ou même d'ignobles malfaisants vont tenter de les salir. Faire émerger leurs sombres petits calculs, leurs manipulations souterraines, leurs perpétuels mensonges, leur inhérente turpitude et finir pas les traiter d'abominables crétins... Alors, de tout cela, nous pourrions tenter de les disculper en proposant ceci :

« Ils » ne seraient que le produit ultime d'une relation corrompue de l'humanité au monde, à un moment crucial de son Histoire, celui qui vit l'émergence de l'idée, et de la possibilité qui en suivit, de son appropriation. Il est de moins en moins contestable que le processus de sédentarisation peut être considéré comme le générateur de « la mentalité du possédant », de l'apparition (allez, risquons-nous !) d'une nouvelle catégorie anthropologique, l' « Homo Dominus », à qui nous « devons » la division sociale du travail et la constitution d'une élite, uniquement motivée par ses intérêts et ses rivalités.

Or, à rebours de la fable d'un homme préhistorique ontologiquement violent et prédateur, uniquement préoccupé par sa seule survie la paléoanthropologie moderne tend à accumuler les preuves d'une toute autre Histoire. Un excellent article du Monde Diplomatique datant de juillet 2015 dont je ne peux qu'en recommander l'attentive lecture, en témoigne avec précision et rigueur (« [Déconstruire le mythe d'une préhistoire sauvage et belliqueuse](#) » de [Marylène Patou-Mathis](#)) dont voici quelques extraits éclairants:

« L'image de l'homme préhistorique violent et guerrier résulte d'une construction savante élaborée par les anthropologues évolutionnistes et les préhistoriens du XIXe siècle et du début du XXe siècle. Elle a été gravée dans les esprits à la faveur du présupposé selon lequel l'humanité aurait connu une évolution progressive et unilinéaire. Dès la reconnaissance des hommes préhistoriques, en 1863, on a rapproché leur physique et leurs comportements de ceux des grands singes, gorilles et chimpanzés. Pour certains savants, cet « homme tertiaire » représentait le chaînon manquant entre la « race d'homme inférieur » et le singe. Puis la théorie dite « des migrations », apparue dans les années 1880, a soutenu que la succession des cultures préhistoriques résultait du remplacement de populations installées sur un territoire par d'autres ; elle a enraciné la conviction que la guerre de conquête avait toujours existé. »

...« Cette « sauvagerie intérieure » ne serait-elle pas en réalité, comme le suggère l'épistémologue et anthropologue Raymond Corbey, une « construction mentale imaginaire influencée par les idéologies du XIXe siècle comme le racisme ou l'eugénisme » ?

... « Plusieurs études en neurosciences affirment que le comportement violent n'est pas génétiquement déterminé. Même s'il est conditionné par certaines structures cognitives, le milieu familial et le contexte socioculturel jouent un rôle important dans sa genèse. En outre, de nombreux travaux, tant en sociologie ou en neurosciences qu'en préhistoire, mettent en évidence le fait que l'être humain serait naturellement empathique. C'est l'empathie, voire l'altruisme, qui aurait été le catalyseur de l'humanisation. »

... « Ainsi, la « sauvagerie » des préhistoriques ne serait qu'un mythe forgé au cours de la seconde moitié du XIXe siècle pour renforcer le concept de « civilisation » et le discours sur les progrès accomplis depuis les origines. [...] Comme le montrent les données archéologiques, la compassion et l'entraide, ainsi que la coopération et la solidarité, plus que la compétition et l'agressivité, ont probablement été des facteurs-clés dans la réussite évolutive de notre espèce. »

La contradiction avec l'idée fondatrice du libéralisme qui prétend que notre « nature humaine » nous contraint à n'agir qu'en fonction de nos intérêts égoïstes ne peut que sauter aux yeux. C'est le constat que nos falsificateurs de l'Histoire n'ont pas hésité, non plus, à s'en prendre à celle de

nos origines. A la décharge des anthropologues évolutionnistes et des préhistoriens du XIXe siècle et du début du XXe siècle, il faut reconnaître qu'il était des plus « normale » de projeter sur ce passé si vaste et si peu documenté, le modèle social de leur époque en le considérant comme le sommet d'une évolution linéaire. Ce qui avait de plus comme suprême avantage de le légitimer moralement, par défaut... ***En effet si la « nature » nous a « fait » agressifs et compétitifs en quoi pouvons-nous être tenus responsables de notre immoralité ?***

Ce n'est, en fait, que par notre capacité à modérer nos instincts, que nous pouvons et devons-nous revendiquer « civilisés ». Et le christianisme acquiert subitement tous son sens et son rôle : La turpitude est génétique et seule la crainte de l'Enfer peut nous en sauver !

Alors oui, c'est vrai, cette mise en perspective les explique, mais elle ne les justifie en rien puisque c'est bien eux (ceux qui composent cette caste de dominants) qui depuis notre apparition ont falsifié, dévoyé, perverti, dénaturé la connaissance, l'intelligence de notre condition humaine pour légaliser et normaliser leur supériorité.

Mais, peut-être, à l'échelle de l'Histoire de l'humanité (plus de deux millions d'années) l'imposture de leur hégémonie (quelques milliers tout au plus) devrait être envisagée comme ridiculement courte et ouvrir sur un éventuel bouleversement suite à l'extinction massive de leur espèce. Il est malheureusement à craindre et même probable qu'« ils » entraînent la nôtre dans leur élan!

17) Le « système »...

Reste à comprendre la nature du « liant », ce qui fait que ceux qui participent, devraient savoir, se font complices, et pour la plupart à leur insu... ?

A y regarder de près, le procédé en lui-même est des plus simples et des plus connus... C'est celui, pour une grande part à l'origine des classes dominantes des Etats Unis, calqué sur le pouvoir mafieux, et qui consiste à organiser et commettre le crime pour ensuite s'imposer comme solide mais bien sûr unique protecteur. Lorsqu'il est, en quelque sorte, « transparent » pour les deux parties, bien que demeurant secret pour l'entourage, il a pour nom *racket* ou *extorsion*. Pour la structure qui nous occupe apparaît quand même une subtilité notable qui force l'admiration et, peut-être également, à inventer un nouveau verbe et son nom dérivé. Car en l'occurrence le « racketteur » bien que conscient de son pouvoir de coercition ne se considère pas comme tel et ses « gains » demeurent occultes. Mais pour mieux comprendre il faut encore se hisser d'un cran pour obtenir une vue d'ensemble et s'extraire de l'idée que nous avons à faire à un impérialisme classique, étatique. Le processus de domination qui englobe notre monde n'est plus généré par une puissance territoriale... Il s'est progressivement détaché de ses pays fondateurs et est devenu transfrontalier ! C'est l'évidence médiatiquement rabâchée de la « mondialisation » qui pourtant ne nous dit rien, ou si peu et de manière parcellaire, de ce qui se joue en substance derrière cette vague et générique appellation. J'ai tenté un peu plus haut d'en définir la composante humaine et son modèle relationnel fondés sur la collusion d'intérêts tout en écartant l'idée d'une conspiration pyramidale, et même d'une connivence de tous les « acteurs » puisqu'ils sont par essence compétitifs et donc rivaux. J'ai émis l'hypothèse d'une architecture en réseaux d'influence et de pouvoir imbriqués, aptes à générer des points de convergence décisionnels en fonction des

situations à gérer. C'est ce que je nomme le « réseau profond » sans pour autant l'assimiler à un lieu de pouvoirs incarnés où se déciderait le futur de notre monde.

L'analogie avec l'infrastructure informatique qui régit aujourd'hui la totalité des activités technoscientifiques de nos sociétés dite « modernes », c'est-à-dire pratiquement l'ensemble des activités humaines ne peut qu'immédiatement sauter aux yeux tout en nous plongeant aussitôt dans une grande perplexité puisque, hormis quelques cerveaux « hyper connectés » (et même pour eux j'en doute...) les nôtres ont les plus grandes difficultés à le concevoir dans son entier et à s'en figurer la complexité. Elle permet cependant d'appréhender peut être plus facilement l'idée d'interdépendance qui sous-tend de telles organisations de communications ou/et de relations et leur offre une fantastique souplesse d'adaptation et de réactivité. Jusqu'à il y a peu un « ordinateur », en tant qu'entité isolée, pouvait être décrit comme une simple « machine à compter », sans finalité. Sa multiplicité en croissance exponentielle et son inter connectivité recouvrant progressivement, sous forme de « toile », la totalité de la planète en a radicalement changé le statut, comme elle en a également profondément modifié les caractéristiques initiales, au point qu'il ne me semble plus possible de considérer ces « objets reliés » (dont celui que j'utilise, en cet instant même, pour faire apparaître des signes sur un écran et pour accéder presque instantanément aux informations dont j'ai besoin...) qui conditionnent à présent notre quotidienneté comme totalement dépourvus d'intentionnalité. Sans se laisser abuser par la promesse illusoire et aberrante de l'avènement d'une intelligence dite « artificielle », l'« évolution » technique de ces machines les rend progressivement de plus en plus autonomes, tout particulièrement dans le domaine de leur maintenance. ***Ce qui en terme de finalité peut se traduire par la maximisation de toutes les ressources dont elles sont dotées pour perdurer face à toute atteintes à leur intégrité.*** Bien que de prime abord il puisse apparaître osé d'établir une corrélation entre cette architecture ubiquiste de flux de données numériques et le système global de pouvoirs qui règle (ou dérègle !) le cours de l'Histoire humaine il se pourrait que cette comparaison nous offre une clé essentielle de compréhension.

D'abord parce que, d'évidence, ces deux modèles s'interpénètrent au point d'être pleinement interdépendants et qu'ensuite il n'est sans doute pas illégitime de s'interroger sur ce qui détermine, en priorité, les objectifs du second et d'en arriver très vite à l'hypothèse que c'est, in fine, là aussi, sa prorogation.

Car si la quête et l'optimisation des profits en est, sans conteste, son suprême moteur interne il ne m'apparaît pas apte, à lui seul, à maintenir l'intégrité de la structure puisque le gain maximum ne peut se réaliser que par la prédation du semblable, à l'intérieur d'un espace de concurrence féroce et destructeur. Il est vrai que le processus de concentration phénoménale des richesses auquel nous assistons peut être analysé comme le signe avant-coureur de son proche effondrement (« par le haut », pourrait-on dire !). Mais celui-ci étant, quoiqu'il advienne, inéluctable par manque de ressources minières et d'énergies disponibles (par le bas, cette fois-ci !) et, son entendement toujours repoussé par des « élites » dirigeantes aveuglées par un extravagant déni de réalité consensuel, ce n'est donc certainement pas dans la lucidité des « acteurs » qu'il faut chercher l'explication du comment cette structure parvient à perdurer.

Serait-il donc alors si téméraire d'envisager que le plus puissant des déterminants qui « agit », à leur insu, les individus qui composent la matière humaine du « système » soit, tout simplement, justement sa propre pérennité?

Comme, bien que l'analogie soit imparfaite, les couples qui « décident » de procréer ne sont pas conscients d'être « agi » par la nécessité de l'espèce, en tant qu'espèce, à se reproduire, l'ensemble des « acteurs » qui participent à (et profitent de) l'hégémonie du libéralisme économique ne perçoivent certainement pas en quoi chacun d'entre eux est indispensable à sa maintenance.

Eh bien, à cette question qu'ils ne se posent pas, me vient cette immédiate réponse : ***L' « allant de soi » de leur état de dominant !*** Leur non-interrogation morale sur l'inégalité flagrante de leur positionnement social,... en fait, le même déni éthique que celui qui a toujours permis à toute « noblesse », toute oligarchie de sang ou/et de droit divin, de s'affranchir en « leur âme et conscience », de tout remords et du moindre sentiment de culpabilité envers tous ceux dont, par naissance, ils étaient « naturellement » distincts et qu'ils pouvaient donc ainsi soumettre en toute validité.

Mais alors, comme de nos jours le lignage a perdu quelque peu de sa suffisance et surtout de son autorité sur autrui, comment les « prééminents » modernes parviennent-ils à auto-justifier leur état ? Et là également surgit une réponse, somme toute, assez évidente :

La « croyance » indéfectible d'être détenteur du « vrai », d'être par leurs compétences partagées et « scientifiquement » étayées les seuls à comprendre la « nature » humaine profonde dans toute sa noirceur et, par là même, d'être à même d'en canaliser l'ontologique vilénie et rendre ainsi ce monde, par essence imparfait, quand même « presque » vivable (au moins pour eux !) Ce qui en réalité n'est au fond qu'une outrecuidante arrogance de classe peut même aller jusqu'à prendre, à leurs propres yeux, l'apparence d'un dévouement protecteur, une « hégémonie bienveillante » sans laquelle l'humanité sombrerait dans la barbarie.

Il est ainsi assez facile de mesurer ce qu'un tel positionnement hiérarchique peut autoriser, en termes de manipulations des masses, puisqu'au final elles ne servent qu'à les protéger d'elles-mêmes. Et même lorsque ces manœuvres occultes n'ont pour autre objectif, non dissimulable, que de renforcer la structure dominante, donc l'asservissement des populations, ceux qui en sont les artisans ponctuels peuvent tranquillement s'absoudre de toute malfaisance puisqu'en toute créance ils sont persuadés d'œuvrer à pérenniser le « Bien » contre les assauts incessants du « Mal ». Peu importe donc les moyens et leur perversité, peu importe le nombre de victimes et les atrocités commises, peu importe l'immoralité subalterne et conjoncturelle puisqu'une conscience supérieure guide leurs pas et justifie leurs actes. ***Ainsi les « ils » qui décident, adossés à la croyance immuable en leur supériorité, ne peuvent qu'adhérer sans prise de distance à tout agissement « nécessaire » à la préservation de l'ordre établi.***

18) Dénouement

Enfin j'y suis !

Lorsqu'il y a maintenant plus de deux ans j'ai aligné les premiers mots de ce texte, je n'avais aucune idée de l'ampleur de la tâche à laquelle je me contraignais. L'aurais-je soupçonné que des réflexes salutaires face aux difficultés et au danger psychique m'auraient certainement stoppé net et fait immédiatement renoncer.

L'assassinat, implacable et froidement exécuté, de l'ensemble de la rédaction de Charlie Hebdo, semblait surgir d'une zone énigmatique de notre Histoire contemporaine, de l'inimaginable sous nos cieux... Pourtant ce type d'abomination ne nous était pas inconnu, loin s'en faut... Les mass-médias audiovisuels nous avaient depuis fort longtemps saturés de scènes de meurtres en tout genre sans nous préserver des pires détails horribles et n'ont, en rien, depuis, cessé de le faire. Mais celles-là provenaient d'« ailleurs », d'un ailleurs de surcroît peu ou mal défini et ne concernant, pour la grande majorité du « public », que des populations, elles-mêmes, difficilement identifiables et surtout interchangeables. Et puis, la plupart du temps ce ne sont que des anonymes, des victimes innocentes certes mais qui ne comptent que par leur nombre, sans grande valeur symbolique.

Et, pour le coup, en ce début janvier 2015, cette dernière était « grandiose » ! Pour l'envisager lucidement, il aurait fallu, bien sûr, partir de là. Or, je l'ai déjà décrit au tout début, c'est une toute autre Histoire qui nous a été, en toute conformité médiatique et politique, immédiatement servie et qui nous a entraînés là où nous sommes aujourd'hui.

Il faudrait, à l'avenir, édicter une règle d'analyse pour cette sorte d'événements :

Plus leur portée symbolique est élevée, plus il faut nous en méfier, et s'interroger en priorité sur qui va en profiter... !

En l'occurrence, d'entrée médiatiquement amplifiée et exacerbée à l'envi, son instrumentalisation politique empressée aurait dû bien plus nous renseigner sur sa réelle signification que le descriptif détaillé du modus operandi et de la désignation, immédiate et avant toute enquête objective, des présumés meurtriers. De même que toutes les déclarations « spontanées » tendant à en affirmer l'« évidente » parenté avec le 11 septembre 2001 et n'ayant pour seule finalité que d'en intensifier la dramaturgie et d'en dissimuler les radicales discordances, auraient dû nous orienter vers les véritables éléments de comparaison à prendre en considération...

[Sans y revenir plus longuement rappelons le professionnalisme des exécutants, leur sang-froid, la déclaration publique et médiatisée de leur appartenance djihadiste, l'ostensible abandon de leurs pièces d'identité, la présence, non démentie, des forces militaires d'intervention du Mossad sur le sol français et leur implication dans l'assaut du supermarché kascher, etc., etc.]

Et puis, l'effet de sidération retombé, le scénario bien huilé de l'appel à la mobilisation générale de la nation contre cette « barbarie » inadmissible sur notre sol, le décret officiel de l'état d'urgence (reconduit dernièrement par Macron au moins jusqu'en novembre prochain... et, à présent, en passe d'être « constitutionnalisé » !) et « la déclaration de guerre contre le terrorisme », aussi rationnellement inepte qu'émotionnellement efficace. En fait un « Patriot act » à la française...

Mais, 30 mois et deux cents pages plus tard, le brouillard s'est dissipé et la crudité de la scène de meurtre a cédé la place à un théâtre d'ombres bien plus lugubre et accablant.

Lorsque, en cette fin d'année 2001, « l'establishment » scélérat qui gravite autour du pantin Bush improvise et déclare « le terrorisme » comme « l'ennemi prioritaire » de la Nation Américaine il semblait n'avoir d'autres objectifs que de légitimer ses offensives militaires à venir contre l'Afghanistan, l'Irak (et plus si nécessaire...). Peu importait l'inanité sémantique de l'association des termes (*guerre / terrorisme*) puisque la puissance évocatrice de chacun d'entre eux suffit à la dissimuler. Car, si chercher à identifier l'objective causalité de ce type de passage à l'acte fait sens, déclarer la guerre à un concept pourrait s'apparenter, au premier abord, chez ceux qui en prennent l'initiative, un degré d'idiotie partagée peu commune. Comme d'évidence il n'en est rien, ce qui est encore plus affligeant c'est bien que cette inepte proclamation vengeresse à la face du monde ait pu se déployer sans la moindre résistance et ait même été unanimement accueillie et soutenue par tous les « alliés » de cette Nation, soudainement devenue une victime « innocente » de la plus infâme agression « imaginable » qu'il soit ! La faiblesse théorique d'un prétexte qui aurait pu (dû) être violemment critiqué et contesté ne suscitant finalement qu'approbation et soutien, sinon enthousiaste, au moins globalement favorable, ses auteurs n'ont pu manquer d'être confortés quant au second volet de leur stratégie, l'immense potentielle manipulateur à venir. Si entreprendre une sorte de croisade sans merci contre « les terroristes » a immédiatement permis, grâce à un amalgame des plus spécieux, de décréter des pays entiers (du simple fait qu'ils étaient soupçonnés de les abriter...) comme ennemis de la nation américaine puis de les attaquer militairement et d'envahir et d'occuper leur territoire fut une incontestable réussite du point de vue des véritables objectifs, il ne pouvait être qu'évident, dès le début de cette « entreprise », que cette « méthode » allait rapidement rencontrer quelques limites et ne pourrait pas se reproduire indéfiniment.

De fait, même avec le peu de recul que représente une quinzaine d'années, la duplicité et la fourberie de ces « opérations » militaires ne peuvent aujourd'hui que s'exposer au grand jour, d'autant que les conséquences dévastatrices et calamiteuses « sur le terrain » sont devenues indissimulables et en totale incohérence avec l'affichage d'une intention salvatrice et bienveillante à l'égard des populations :

« Mettre fin à la tyrannie et à l'obscurantisme religieux en instaurant des « régimes démocratiques » garants des droits et des libertés de tout un chacun ». (Sic !)

De rire celui qui pourra ...

Pourtant l'inventaire officiel de ce désastre reste à faire et il faudrait être bien naïf pour, ne serait-ce qu'envisager, qu'il puisse prochainement voir le jour ! Bien au contraire c'est bien une sorte de « fuite en avant » à laquelle nous sommes confrontés depuis, celle qu'autorise la normalisation de l'insoutenable par ***l'attribution des causes aux conséquences***, stratégie autant perverse et paradoxale qu'éminemment efficace (dont, j'espère, la récurrence, au sein des gouvernances étasuniennes depuis leurs origines, est visible tout au long de ces pages) et qui peut être considérée comme l'estampille de cette engeance, une sorte de sceau de leur infamie.

Il faut être un atlantiste inconditionnel, ou intégralement asservi aux dictats médiatiques (ou même les deux) pour ne pas constater que cette prétendue stratégie d'éradication du « terrorisme » n'a eu pour seuls effets notables que d'en provoquer la recrudescence et surtout

de le faire surgir brutalement au sein même d'une partie du monde jusque-là exemptée, l'*Europe occidentale*.¹⁵³

Une chronologie et quelques chiffres éloquentes :¹⁵⁴

1980–1989 : « seulement » 6 attentats essentiellement reliés aux conflits multiples consécutifs à l' « implantation » de l'Etat d'Israël en Palestine sous l'égide des Etats Unis (en l'occurrence avec le Liban et l'Iran.

1990–1999 : **9** attentats dont **1** en France

2000–2009 : **44** attentats dont **40** après le 11 septembre 2001 et **2** en Europe (Pays bas et Royaume Uni)

2010 -2017 : **236** attentats dont **29** en Europe (19 en France, **3** au Royaume Uni et en Allemagne, **2** en Belgique, **1** en Suède et **1** au Danemark) **2** au Canada et **7** au Etats Unis. Avec ce taux de progression le seuil des 300 devrait être largement dépassé à la fin de la décennie !!!

La progression de la courbe est saisissante, quasi-exponentielle :

2010-2014 : **57** attentats dont **3** en Europe (**tous** en France) **2** au Canada et **2** aux EU.

2015 : **37** attentats dont **9** en Europe (**7** en France, **1** au Danemark et **1** au Royaume Uni) et **2** aux EU.

2016 : **105** attentats dont **11** en Europe (**6** en France, **3** en Allemagne, **2** en Belgique) et **toujours 2** aux EU.

2017: à ce jour fin mai **47** attentats dont **6** en Europe (**3** en France, **2** au Royaume Uni, **1** en Suède) et **1** aux EU. (A noté que ceux perpétrés en France et Angleterre l'ont été tous les **5** en pleine période électorale).

Confrontés à une telle évidence factuelle d'inefficacité et d'impéritie en regard de l'arrogante prétention des proclamations post onze-septembre on ne sait ce qui l'emporte de la fureur nauséuse ou de l'abattement sans retour. Pour le moins le constat est sans appel :

La prétendue lutte sans merci contre le terrorisme ne fait que le produire et l'intensifier!

Alors de quoi ce bellicisme mondialisé est-il le nom ? Quelle réelle stratégie se dissimule derrière cette apparente lutte du « bien » contre le « mal », de la « civilisation » face à la « barbarie » ? Peut-on prétendre à sa compréhension et surtout comment le faire à partir de soi, infime particule de vivant tourneboulée par un déferlement ininterrompu d'images, de mots, d'émotions et de raisonnements uniquement aptes à produire un surcroit de confusion ? La réponse va de soi, assurément positive, à la condition primordiale d'atteindre ou de s'aménager une zone de silence, un espace intime propre à s'isoler de cette effervescence médiatique indéchiffrable.

¹⁵³ ...« l'utilisation d'Occident avec majuscule renvoie à l'*Europe* ainsi qu'à l'Amérique du Nord et plus généralement aux membres de l'*OTAN*. C'est donc un point de vue politique et aussi culturel. Souvent utilisée dans les médias et les discours politiques pour l'opposer par exemple au pays en voie de développement, à l'*Islam* ou aux pays du *Moyen-Orient*, la notion d'Occident décrit donc l'Europe de l'*Union européenne*, le *Canada* et les *États-Unis*, présentés dans ce cas comme un monde occidental homogène, démocratique, développé et chrétien dans sa majorité. C'est une construction géopolitique et culturelle. » (cf. [wikipédia](#))

¹⁵⁴ La liste exhaustive est consultable ici [Liste d'attaques terroristes islamistes](#) ou en PDF ici !

Ainsi, cessant un moment d'être obnubilés, par une succession imprévisible et sans fin de scènes d'horreur morbides et terrifiantes, dans lesquelles chacun d'entre nous (ou quelqu'un/une de nos proches) est susceptible d'être impliqué à ***tout moment*** et ***n'importe où***, nous faisons l'effort de tenir cette hypothèse à distance, la regardant comme une simple et banale manifestation de l'impondérable auquel nos vies sont, quoiqu'il en soit, assujetties, il pourrait alors parvenir à notre conscience l'idée soudaine et son intelligible représentation, du piège dans lequel nous avons été enfermés.

Renversant le rapport de causalité il ne pourrait manquer de nous apparaître que le « profit » censément attribué aux « terroristes » s'efface dès que l'on s'approche pour en vérifier la véracité et que l'on analyse, sans affect, les objectives conséquences une fois le sang et les larmes tenues à distance ou asséchées.

Pour ce qui est des « acteurs centraux », ceux dont on ramasse la dépouille criblée de balles ou dont on rassemble les morceaux à fin d'identification une fois la bombe explosée, il est clair, limpide même, que, mis à part bien sûr, la mirobolante récompense des 72 vierges, il puisse en tirer un quelconque bénéfice à long terme et que leur destin en soit véritablement amélioré. Il est vrai que l'on nous explique que leurs « sacrifices » servent la « cause » de l'« Organisation » qui les a missionnés et sont ainsi pleinement légitimés. Mourir pour des idées n'est effectivement pas particulièrement novateur et les djihadistes n'en ont toujours en rien l'exclusivité... Combattants de Dieu ou soldats du « monde libre » s'en disputent l'apanage depuis que les humains s'assassinent allégrement au nom de leur irréfutable et conquérante morale supériorité. Plaçons donc les dans la colonne des pertes et observons la suite...

Mais là encore, au regard du bénéfice supputé, celui que les « têtes pensantes » de la mouvance terroriste internationale (Al-Qaïda, Daesh dit « Etat Islamique » ou tout autre petit chef local d'un réseau s'en réclamant...) et de leur « stratégie » à terme (court ou long, peu importe) la perplexité s'installe rapidement...

Là également il nous est dit que, par-delà l'absurdité et l'irréalisme de leur prosélytisme mortifère (convertir « l'infidèle » ou l'anéantir) l'axe stratégique du premier (Al-Qaïda) était de « nuire aux intérêts américains partout dans le monde » et celui du second (l'EI prétendu prolongement ou remplacement du premier) un peu plus élaboré, serait d'établir un Califat fondé sur les préceptes de Mahomet, selon la théologie du salafisme djihadiste.¹⁵⁵ Localement il s'agit de déstabiliser les institutions étatiques des pays musulmans proches en y répandant la terreur et le chaos (déferlement de violence extrême) puis d'« obtenir » le soutien populaire en s'imposant comme la seule alternative de sécurité, apte à rétablir tout ce que leur férocité vient de détruire. La bonne vieille recette du pompier pyromane, pas vraiment novatrice, et dont à leur insu (aux moins pour ceux qui se font « sauter »...) ils ne sont en fait que les pitoyables instruments ! A bien y regarder, son « succès » sur le terrain manque singulièrement de consistance... S'il est vrai que des groupes armés djihadistes ont réussi à s'approprier des villes entières et revendiquer le contrôle de territoires immenses (mais toujours désertiques essentiellement en Irak du nord) ils n'ont jamais

¹⁵⁵ Mouvement sunnite qui revendique le retour à l'Islam des origines, à l'application de la Charia et à l'expansion territoriale par les armes.

obtenu le consentement enthousiaste des populations qu'ils ont tout simplement assujetti par une terreur organisée :

Surveillance permanente et dénonciation, châtements exemplaires et publics (flagellation, amputation, lapidation, décapitation, etc.) à tout manquement aux règles iniques de la « charia »)... En fait tous les attrait d'un régime dictatorial et tortionnaire dont à ma connaissance tous ceux qui le subissent n'ont plus pour seul espoir que d'en être délivré.

Il est à noter que lorsqu'ils prétendent à s'exporter hors d'Irak (au Mali par exemple) la riposte internationale (pour le coup « menée » par la France et le « général » Hollande) est des plus rapides et des plus efficaces...

L'autre versant de leur action, dans le droit fil de celles d' Al-Qaïda, consiste à porter le fer à l'international en commettant le même type d'assassinats collectifs et aveugles qui lui ont antérieurement été attribués, dans quelques grandes capitales européennes, afin d'affaiblir les pouvoirs politiques et les institutions en place et surtout de les impliquer dans un conflit globalisé. Or, à l'analyse, cet objectif-là se révèle parfaitement saugrenu ! Une « croisade » mondialisée étant contre eux, d'ores et déjà en cours et décrétée bien antérieurement à leur émergence sur la scène géopolitique et médiatique est-il particulièrement judicieux, stratégiquement parlant, de la part des « têtes pensantes » de ce prétendu Etat Islamique ou Califat, de renforcer les motivations de tous ces états à s'unifier pour les anéantir ? Doit-on chercher à attirer l'attention sur soi alors que l'on est déjà l'objet de toutes les condamnations et de tous les anathèmes... !? D'autant, qu'encore une fois à l'opposé du but souhaité et revendiqué, aucun de ces massacres, aussi abominables soient-ils, n'a eu l'effet escompté. ***Un minimum de mémoire historique suffit pour savoir que les institutions étatiques (quelles qu'elles soient) et par-dessus tout, les nations dont elles sont l'émanation, ne peuvent qu'être renforcées par toute agression extérieure, toute menace à leur cohésion !*** Au point, bien évidemment (et là, l'Histoire également l'enseigne sans détours) à ne pas hésiter un seul instant à en fomenter artificiellement l'existence...

Bien que l'impact émotionnel sur les populations soit considérable il faut ne rien connaître de la froideur étatique (la « réelle politique ») pour penser un seul instant que les gouvernants puissent agir sous d'autres influences que celles que leur dictent leurs propres intérêts ainsi que ceux de l'Etat dont ils se prétendent les garants. De leur point de vue cynique, quelques dizaines voire centaines de victimes, ne sont qu'une situation de crise à gérer dont ils ne peuvent manquer immédiatement d'envisager et de mettre en œuvre, l'évident « profit politique » à en tirer (cf. le comportement d'Hollande après l'assassinat de la rédaction de Charlie Hebdo décrypté au début de ce texte). Il est clair qu'en aucun cas la structure étatique ne s'en trouve ébranlée mais bien à l'inverse, qu'elle ne peut manquer de s'en nourrir pour se renforcer.

Alors pour résumer quel est donc l'état des lieux ?

D'un côté une déclaration de guerre généralisée et mondialisée contre un simple concept, aujourd'hui fédérant, directement ou indirectement, la quasi-totalité des pays adhérents aux Nations Unies, mais dont le nombre de manifestations objectives (les attentats !) ne fait que décupler d'année en année, ce qui devrait, en toute logique, en démontrer, pour le moins, la totale inefficacité sinon son ineptie avérée.

Et de l'autre une « organisation » se définissant comme les instances dirigeantes d'un « mouvement » terroriste (d'une nébuleuse, voire d'un « logo », serait plus approprié) dont les

effectifs varient selon les diverses et multiples estimations entre 20 000 et 200 000 hommes (l'imprécision en dit plus long que les nombres !) et qui a pour ambition de convertir, d'assujettir le reste de l'humanité à des préceptes religieux aussi anachroniques qu'arriérés quitte à anéantir au passage tous les réfractaires.

Dit autrement, le complexe militaro-industriel planétaire, capable, on vient de le voir, d'engendrer quinze années de guerres ininterrompues (Afghanistan, Irak, Lybie, Syrie, etc.) dont la taille du coût humain et financier est devenu insondable (plusieurs *millions* de morts et aux dernières estimations 5000 milliards de dollars dilapidés¹⁵⁶) mais dont la puissance d'intervention sur le terrain est en rapport et a pu être pleinement « observée » et démontrée, ce pouvoir-là, donc, serait mis en échec par quelques milliers d'individus plus ou moins bien coordonnés et contrôlés (à ce que l'on nous dit, relativement bien localisés et dont on connaît parfaitement bien les dirigeants, les déjà assassinés comme les survivants toujours en poste¹⁵⁷) mais dont ils seraient impossible de venir à bout !?

Ainsi émerge progressivement cet implacable questionnement :

Qu'est-ce qui différencie foncièrement les djihadistes qui assassinent froidement et aveuglement leurs semblables, des participants à une « cellule de crise » au plus haut sommet de la gouvernance américaine qui décident et planifient la destruction, sur leur sol, des emblèmes de leur puissance en faisant fi de tous « dégâts » humains collatéraux ?

Si les premiers peuvent le faire au nom de leur foi et moralement être protégés par elle (en général dans l'au-delà !), les seconds peuvent considérer qu'ils agissent, en leur âme et conscience, au service de l'intérêt suprême de leur nation (dont il est nécessaire de renforcer sans cesse la suprématie, quels que soient les moyens à utiliser) puisque elle est fondée et guidée, depuis ses origines par sa « Destinée manifeste » ; celle qui a permis et permet encore à ses générations successives d'habitants de légitimer « de droit divin », l'infâme spoliation du territoire qu'elles occupent et qui réactivée comme jamais par la gouvernance Bush, justifie l'invasion manu militari de tous ceux dans lesquels elle juge nécessaire de protéger « La Civilisation » menacée et d'instaurer (ou de rétablir) « La Démocratie » (sic !).

Pour ma part, je ne perçois donc, dans leurs motivations essentielles, aucune discordance. Nous sommes dans les deux cas confrontés à deux théismes, aussi dogmatiques et absurdes l'un que l'autre, et de surcroît parfaitement symétriques. En fait ce qui distingue, ces deux parties l'une de l'autre, n'est pas d'ordre moral mais basement matériel et politique...

D'abord la phénoménale disproportion de ressources dont disposent chacune d'entre elles (quelques gangs pourvus de kalachnikovs face à la plus puissante armée du monde) puis surtout le contraste saisissant des puissances politiques (à l'échelle de la planète) soit disant en présence l'une de l'autre... En réalité tout face à presque rien ! Et je ne m'avance pas beaucoup à prédire que lorsque leur « importance » dépassera localement un certain seuil tolérable (comme en Irak,

¹⁵⁶ Un rapport de *l'université Brown* datant de juin 2014 (<https://news.brown.edu/articles/2014/06/costsofwar>) lève sans équivoque le voile sur le coût (financier et humain) de cette période guerrière toujours en cours. Il est possible d'en consulter un résumé en français ici : <https://www.wsws.org/fr/articles/2016/sep2016/pers-s15.shtml>

¹⁵⁷ (cf. le chapitre « *Organisation et commandement* » de l'article de Wikipédia *État islamique (organisation)*)

par exemple) leur éradication systématique ne manquera pas d'être planifiée, mise en œuvre et promptement exécutée !

Ne faut-il pas faire preuve d'une immense crédulité ou d'une malhonnêteté intellectuelle confondante pour adhérer à cette fable ? A moins bien sûr de participer à la produire et à la divulguer... Ou bien encore peut être de se sentir écrasé à l'avance par ce qu'impliquerait le fait d'en douter ? Car, comme face à l'imposture pourtant flagrante de la version officielle de l'effondrement des tours, l'esprit soudain se dérobe et refuse de tirer les conséquences de ce qu'il pressent, notre entendement se brouille lorsqu'il faut envisager ce que dissimulerait le « terrorisme djihadiste » considéré comme une simple façade. Et pourtant ! C'est bien en reliant lucidement (sans pathos) ces deux moments historiques que se trouve notre seule chance de comprendre ce à quoi nous sommes réellement confrontés.

Revenons donc à l'origine de tout... Ce moment de basculement dévastateur dans une nouvelle époque historique, ce schisme civilisationnel dont l'humanité ne se relèvera peut être jamais ... !

Quelques rappels...et mises en perspectives !

En ce tout début de XXIème siècle, on vient de le voir, seulement une quinzaine d'attentats revendiqués djihadistes ont été perpétrés dans le monde dont un seul aux Etats Unis et celui-ci concerne (tiens donc !) déjà le World Trade Center en 1993.¹⁵⁸

[Lors du procès des auteurs présumés il a été exposé que le principal suspect Ramzi Yousef et ses acolytes (*Abdul Hakim Murad* et *Wali Khan Amin Shah*) avait été instrumentalisés par le FBI par l'intermédiaire d'un de ses « infiltrés » au sein de leur groupe, *Emad Salem*, un spécialiste reconnu de la fabrication de bombes. Ce dernier a produit lors de l'audience des enregistrements dissimulés réalisés lors de ses entretiens avec ses agents de liaison du FBI qui prouvent que l'agence de renseignement était au courant et à la manœuvre depuis le début de l'opération et qu'ils ont « laissé » le forfait s'accomplir. Salem déclara également avoir été lui-même manipulé puisque ses superviseurs lui avaient garanti que la matière explosive qu'ils lui fournissaient afin de fabriquer la bombe était inoffensive.¹⁵⁹

L'objectif souterrain semble avoir été de favoriser la promulgation (à l'étude !) d'une nouvelle législation antiterroriste délicate à faire voter par le congrès car s'attaquant de front aux droits constitutionnels et aux libertés civiles de chaque américain... Un massacre au cœur de New York ne pouvait manquer de « changer la donne »... Hélas, le maigre bilan (6 morts et 200 blessés) ne fut pas suffisant pour gagner la partie !]

D'autre part il est bon de se souvenir que l'organisation de la lutte antiterroriste aux EU date des années 70 et a pris une toute première ampleur sous l'administration Reagan face à la recrudescence d'agressions contre la présence impérialiste américaine dans de nombreuses régions du monde, afin d'y parer au mieux... Réservée jusque-là aux actes commis sur le sol américain elle va, dès lors, concerner l'ensemble du dispositif militaire et donc celui du

¹⁵⁸ Le 26 février 1993, une bombe explosa dans les parkings souterrains de la Tour Nord du World Trade Center à New York. Elle fit 6 morts et des dizaines de blessés.

¹⁵⁹ A consulter ! Une vidéo réalisée par Massimo Mazzucco (déjà cité ci-dessus pour son film documentaire sur le 11 septembre) : [*Terrorisme fabriqué par le FBI : L'attentat de 1993 au WTC*](#)

renseignement donc progressivement acquérir une importance considérable autant sur le plan stratégique que financier (l'obtention des budgets !).

« Le Pentagone s'est imposé comme le bras armé de toute politique de lutte anti-terroriste et s'est ainsi invité au partage du gâteau budgétaire confectionné dans cet objectif. Avec la disparition de l'ennemi soviétique, la doctrine LIC (Low intensity conflict) s'est fondue dans la doctrine Lake développée dès 1992. Cette dernière a plus clairement encore associé la menace terroriste à quelques Etats et notamment les Rogues States « Etats voyous » accusés de soutenir le terrorisme international. » (Extrait d'un article de Philippe Bonditti : *« L'organisation de la lutte anti-terroriste aux Etats-Unis »* très instructif sur l'évolution des structures et des dynamiques internes de l'antiterrorisme américain mais limité dans sa compréhension globale, du fait même de son cantonnement à cette analyse et de ses orthodoxes présupposés sur l'organisation des pouvoirs).

En fait, tous ces « organismes d'état » créés dans un premier temps avec une finalité défensive (protection des biens et des intérêts américains et, si possible, des personnes...) se sont progressivement transformés en machines de guerre à très haut potentiel géostratégique. Et, bien évidemment, l'effondrement du bloc soviétique en marque historiquement le point crucial d'avancement.

Mais croire, qu'en suivant la fin annoncée de la « guerre froide », allait enfin s'ouvrir un monde pacifié ne pouvait qu'effleurer des esprits naïfs et mal informés. Toutes les nations belliqueuses impliquées dans cette géostratégie conflictuelle n'ont bien entendu pas disparu avec la seule annulation du nom censé la caractériser. Derrière les façades idéologiques ou religieuses, les enjeux territoriaux ont de tous temps et en tous lieux été primordiaux ! Et lorsqu'une d'entre elles s'avère obsolète, c'est de toute urgence qu'il est nécessaire d'y suppléer ...

De là, toute les forces conservatrices et réactionnaires de l'empire n'auront de cesse de promouvoir et de mettre en œuvre ce que l'on pourrait nommer : La stratégie du « grand remplacement » !

Substituer la menace du « terrorisme international djihadiste » à celle, soudainement périmée, du communisme, soviétique ou autre peu importe, puisque qu'à court terme inéluctablement tous en passe d'être emportés par la « liberté économique » triomphante...

D'ailleurs comment imaginer que l'ensemble des dispositifs militaires et de renseignements avec toutes les entreprises industrielles qui leur sont affilié, donc les banques qui les financent et dont tous les autres dépendent et les nourrissent, puissent disparaître du simple fait que le motif primordial de leur existence n'existe plus. Il est trop facile de se rendre compte qu'aucune force politique, aussi progressiste soit-elle, n'aurait pu planifier ni même programmer une telle abrogation sans être immédiatement « détruite dans l'œuf » ! Ne serait-ce que pour pérenniser l'ensemble de ce système il fallait, au plus vite, s'inventer un nouvel ennemi à la hauteur du « disparu »... Une tâche ardue, même pour des esprits rodés aux scénarios les plus pervers et d'une aussi grande machiavélique créativité ! D'autant qu'ils ont été surpris, non de l'effondrement du système soviétique en soi auquel ils œuvraient depuis des décennies, mais par sa soudaineté et surtout par la rapidité des modifications géostratégiques qui en résultèrent dans les mois qui suivirent.

Quelques critères primordiaux émergeaient pourtant derechef ... A l'instar du précédent, il fallait, en tout premier lieu, que le nouveau péril perpétue la partition du monde en deux modèles de civilisation à priori antithétiques et que ce clivage soit de nature à concerner toutes les sociétés et toutes les cultures. Ensuite ce potentiel « adversaire » devait être à même de revêtir tous les stigmates propres à susciter l'effroi et la répulsion... et, si possible, s'affirmer suffisamment dogmatique pour légitimer tout recours à la négociation et au compromis... Et, bien entendu, il fallait que tout « l'attirail » existant puisse « l'intégrer » sans trop de modifications à sa routine paranoïaque et mortifère ! ***En particulier, pouvoir continuer à masquer la nature essentiellement prédatrice et mercantile des conflits territoriaux derrière des enjeux de morale politique manichéenne et de pure façade.***

N'est-il pas souvent dit qu'il suffit de bien poser l'équation pour que la réponse devienne aussitôt évidente !?

Il n'est donc pas bien difficile, non plus, de constater que le terrorisme djihadiste internationalisé répond parfaitement à l'ensemble de ces critères et qu'il avait l'immense avantage d'être déjà au cœur même du « dispositif » ; souvenons-nous du début des années 80 (cf. *opération cyclone*). Car, même si à l'époque son « émergence » n'était qu'une « nécessité » conjoncturelle et localisée en Afghanistan, ce sont bien eux qui l'ont créée de toutes pièces, non !?

19) Le 11 septembre 2001...

Observons froidement, en cette fin puis ce début de millénaire (et de leur point de vue !) les données, les perspectives et la conjecture. Comme à chaque fois après un double mandat démocrate le contexte politique leur est à priori favorable (l'alternance ou l'effet de balancier, peu importe le nom qu'on lui donne !). Eh bien que la médiocrité (c'est un euphémisme !) de leur candidat laisse à désirer leur détermination est suffisante pour surmonter l'obstacle. Et ce n'est pas quelques centaines de milliers de voix potentiellement manquantes qui pourraient être de nature à freiner leur élan. Nous l'avons vu et pour le coup c'est gagné ! Ils sont aux commandes... Et là, soudain, ils ont devant eux la « fenêtre de tir » idéale ... D'une pierre deux coups ! On provoque l'effondrement des tours, fort du premier attentat de 1993 déjà attribué aux djihadistes, en simulant un complot d'une envergure jusque-là inconcevable et en l'imputant aux mêmes « suppôts de Satan » et nous voilà propulsés dans l'ère que nous appelons de nos vœux depuis si longtemps :

L'accomplissement de notre « Manifest Destiny » par la mise en œuvre, enfin à notre portée, de notre « Project for the New American Century » ...

Tous les analystes politiques s'accordent à considérer le 11 septembre 2001 comme la date charnière d'une transformation radicale dans la perception collective, répandue et dominante, de l'organisation politique et sociale du monde, dans son entier.

Je pense, à l'inverse, que nous, les populations, avons été triplement leurrés par l'exécution et la propagation planétaire (au sens de propagande...) d'un « événement historique » fabriqué de toutes pièces :

Dans un premier temps pour d'une part nous faire adhérer à la « vérité » du « storytelling » officiel, immédiatement venu escamoter son intrinsèque aberration logique et de l'autre nous faire considérer « le terrorisme », cette stratégie indissociable de ceux qui l'utilisent et

du pour quoi ils le font , comme un ennemi *objectif* en soi, de plus incarné et disposant, contre toute attente, d'une capacité logistique de nuisance comparable à celle d'un Etat. Mais également, de manière plus subconsciente, engendré par cette déflagration médiatique aussi déconcertante qu'inextinguible, justement cet *évident* et irrésistible sentiment d'être témoin d'une rupture irréversible, comme il l'a été répété à l'envi et à tort, d'un changement de paradigme !

Or, à mon sens, il ne s'agissait, pour ceux qui l'ont fait, que d'inscrire dans le réel et de manière indélébile la désignation et l'identification d'un coupable, à la fois suffisamment précis et diffus, de ce à quoi ils œuvrent depuis des décennies, voire des siècles, afin de, définitivement, s'en absoudre.

Car, comment ne pas le voir, comment est-il encore possible de se convaincre que ce ne sont pas eux « les terroristes », qu'ils ne sont pas les incontestables auteurs, depuis le jour où ils ont posé le pied sur ce « nouveau monde », en toute continuité des précédentes infamies du colonialisme européen, des abominables exactions, déprédations, pillages puis de l'exploitation par la force et la terreur de tous et de toutes, aptes à servir leurs insanes mentalités d'insatiables prédateurs !? Comment, alors qu'à présent nous savons qu'au cours des quinze dernières années, ils ont « organisé » la mort de « quelques » millions de personnes et la dévastation de plusieurs pays, en fomentant des guerres parfaitement illégitimes à seule fin d'asseoir leur domination dans des régions du monde sur lesquelles ils n'ont d'autre droit que celui que leur procure leur supériorité (pour le coup indéniable) à répandre justement *La Terreur* , comment, dis-je, adhérer un seul instant à cette fable dans laquelle ils se sont présentés comme *Les innocentes Victimes* d'un immonde complot et ont immédiatement endossé la panoplie de l'international justicier, protecteur de la paix, de la liberté, etc., de toutes ces belles et nobles valeurs qui font que *naturellement* « God bless America » !?

Dans des temps lointains et si, ce qui est fort improbable, une partie de l'humanité finit par s'extraire de cet ensevelissement programmé de l'intelligence, elle pourra, peut-être, alors juger du degré d'aliénation des populations de notre époque et, surtout, de l'efficacité de la propagande de la pensée dominante au prorata de la taille de cette imposture là...

Car une fois définitivement assuré que la succession d' « attentats » qui sont censés avoir provoqué l'effondrement des **trois** bâtiments du WCT, « troué » le Pentagone et fait disparaître un avion de ligne dans le sol (ensemble de faits qui nous a été présenté comme « la déclaration de guerre du djihadisme à l'encontre des EU ») n'a pu être planifiée et exécutée que par des commandos diligentés et protégés par les plus hautes instances de la gouvernance Etasunienne, la totalité de l'Histoire qui suit , je dis bien tous les faits historiques, sans exception aucune, qui en ont résulté apparaissent, dans la lumière la plus crue qu'il soit, pour ce qu'ils sont objectivement : d'ignobles flagrantes contrevérités.

De par sa taille sans précédent, le mensonge qui enveloppe les événements survenus le 11 septembre 2001 s'est déployé sur l'humanité tout entière, renversant sur son passage toutes les valeurs qui la fondent et ne laissant derrière lui que ruines de la connaissance et du discernement !

Ainsi, le « terrorisme » et le combat à mener pour, si ce n'est l'éradiquer du moins le contenir, sont devenus « La Priorité » de tous les gouvernements « concernés » et même (il est assez facile

de le prévoir), à court ou moyen terme, de l'intégralité de ceux qui font partie ou se réclament de la « communauté internationale », terminologie pour le moins ambiguë, que Noam Chomsky éclaire d'une phrase des plus pertinentes :

« Lorsque le terme communauté internationale est utilisé en Occident, la communauté internationale désigne les États-Unis et quiconque va dans son sens. Si le monde, la majorité du monde, s'oppose, ils ne font juste pas partie de la communauté internationale. » [The Crimes of 'Intcom'](#), Site officiel de Noam Chomsky

Donc en l'occurrence, l'ensemble des États membres de l'Organisation des Nations unies (c'est-à-dire tous les pays représentés à l'Assemblée générale) ce qui signifie la quasi-totalité de la planète, à quelques exceptions près ! ([ici...](#))

A regarder de loin et en toute impartialité, il faut bien reconnaître que ce ramassis d'« abominables » ne peut manquer de susciter une certaine admiration et mérite, pour le moins, quelques *salves* d'applaudissement à défaut de celles, plus funestes, que l'on pourrait leur souhaiter ! Avoir su réactiver la « monstruosité talibane », créée pratiquement ex nihilo par eux-mêmes dans les années 80 pour enliser l'Union Soviétique dans le borborygme Afghan puis négligemment donnée en héritage aux populations locales en guise de cadeau d'adieu relève, c'est incontestable, d'un exceptionnel savoir-faire...

En effet, imaginer, une vingtaine d'années plus tard, que le chaos engendré localement pouvait servir de point de départ à une stratégie d'insécurisation généralisée des populations à l'échelle planétaire pour ensuite s'instaurer leader prophylactique de la « peste » disséminée et entretenue par leurs « soins » ne peut être salué que comme du « grand art »...Chapeau bas, messieurs !

Nous sommes toujours surpris bien que, depuis le temps, leur capacité à recycler leurs turpitudes pour en produire de toutes nouvelles, toujours bien supérieures aux anciennes, ne devrait plus du tout susciter notre étonnement.

Enfin, à leur décharge, l'occasion était trop belle... Toute cette talentueuse « main d'œuvre » sous influence, suffisamment aliénée et encadrée par les services secrets de tous bords pour être instrumentalisée à la demande, en fonction du terrain d'opération choisi, et, pour la partie la plus « conditionnée » n'aspirant qu'à se sacrifier au nom de « La Cause » (enfin celle pour laquelle ils « croient » le faire !) ne pouvait certainement pas être ignorée.

C'est vrai que dans les premiers temps il n'y a eu qu'à laisser faire... Des fanatiques armés jusqu'aux dents qui se considèrent à juste titre trahis n'ont dans la plupart des cas comme essentiel objectif que d'exprimer leur gratitude ou/et leur frustration par quelques coups d'éclat aussi dérisoires que meurtriers bien que manquant quelque peu de discernement.

Peu importe puisque ce qui compte réellement c'est le climat d'insécurité qu'ils génèrent ! Mais très vite, dans la nouvelle donne géostratégique laissée derrière l'effondrement du bloc soviétique, leur « utilité » ne pouvait manquer d'apparaître comme un formidable atout et leur manipulation, une formalité !

Il faudrait, de ce point de vue, décrypter, au cas par cas, la vingtaine d'attentats commis pendant les deux décennies qui précèdent l'entrée dans le nouveau millénaire, labour pour moi, évidemment, hors de portée. D'autant qu'à partir de 2002, « ils » vont passer à la vitesse

supérieure (pas loin de 300 dûment répertoriés à ce jour) et que donc le « travail » exhaustif à accomplir nécessiterait plusieurs années.

Alors, pour s'extirper de la prophétie de Karl Rowe (les journalistes commentent et les « intellectuels » prennent position pour ou contre) donc de l'annihilation de la réflexion par le flot d'informations en continu, je ne connais qu'une seule attitude apte à trouver du sens :

Observer et analyser le présent pour y repérer les essentielles modifications provoquées au cours de la période concernée (soit, en l'occurrence, les seize dernières années) par l'apparition et l'irrésistible progression de la lutte internationale contre le terrorisme et tout particulièrement les « gains » qu'en ont tiré l'impérialisme américain et ses alliés, simples bras armés de l'économie (mercantile et capitaliste) libérale.

Et, effectivement, tout devient plus net et les contours s'affinent...

Si, à la fin du siècle dernier, pléthore d'intellectuels venaient, en avant-scène, nous prédire la fin de l'hégémonie des Etats Unis, leurs rangs devraient singulièrement diminuer (il reste encore quelques attardés...) car, qu'on le reconnaisse ou non, il faut bien constater que leur « leadership » a retrouvé de belles couleurs et que le début de la mue coïncide bien, avec celle de Busch Junior (ancien alcoolique) en chef de guerre rutilant. Et que, depuis, leur interventionnisme, direct ou indirect, contre « les ennemis de la démocratie » dans tous les pays de leur choix, suspectés d'en être les soutiens ou les commanditaires, il ne cesse de s'amplifier au même rythme d'ailleurs que les ralliements sous leur « étendard » (sans ignorer non plus quelques notables relégations) ...

[Tout dernièrement, en ce début juin 2017, le Qatar s'est vu mise au banc et ostracisé, alors que l'Arabie Saoudite, a retrouvé, « tout naturellement » le chemin de la Maison Blanche après quelques années de purgatoire Obamiennes /pour mémoire les deux ont été et sont toujours parmi les pourvoyeurs primordiaux du financement et de l'existence même des réseaux terroristes...]

Un autre avantage, considérable pour la gouvernance américaine, est d'avoir ainsi restauré sa stature morale, son « hégémonie bienveillante », quand même sérieusement écorné par la révélation publique, et même l'« aveu », des scandaleuses falsifications qui ont servis à justifier leur guerre d'Irak. Ces dernières venant bien évidemment conforter l'indéniable défiance qu'a éprouvé et éprouve encore une grande partie de la population mondiale (et même américaine / plus de 40%) à l'égard de la version officielle sur le « déroulé » des attentats du 11 septembre.

[A ce sujet il faut noter que seul le verrouillage des mass-médias et l'omerta imposée dans tous les champs institutionnels et politiques (et ce dans la totalité de la « communauté internationale » avec quelques variations à la marge...) a pu endiguer un dévoilement « normalement » inévitable. Je dis « normalement », car, même en ignorant le champ politique dont il n'y a rien à attendre en termes de sincérité, une presse libre, des journalistes non inféodés et des intellectuels plus soucieux de la vérité que de leur carrière n'auraient pu que se solidariser pour faire éclater le mensonge. Même si, en quelque sorte et paradoxalement, leur défaillance patente, à elle seule, devrait être assez probante pour le faire !]

En constatant que cette nation est en train de réussir à s'instaurer porte drapeau et porte glaive d'une « bataille » planétaire engagée contre une « abomination » dont elle est la primordiale

initiatrice, il est nécessaire de se secouer violement pour ne pas être submergé par un sentiment de suffocation. Car c'est bien la quasi impossibilité à concevoir qu'il existe des êtres humains derrière une telle stratégie qui est certainement leur ultime et meilleure couverture. Ce n'est donc que cuirassés face à leur infamie et en détaillant les « profits » qu'« ils » en tirent que l'ampleur de cette forfaiture finalement fait sens.

Il devient alors possible de remarquer une autre « utilité » du terrorisme international qui devrait être évidente et qui pourtant demeure dans l'ombre... Et celle-ci pour le coup sied à l'ensemble des nations prédatrices car elle leur permet de s'affronter indirectement pour la maîtrise des « zones d'influences » sans qu'apparaisse au grand jour leurs sous-jacents desseins de protection ou conquête territoriales (cf. chapitre éponyme).

Alors si, l'on considère les « zones de combat » situées dans l'espace géographique que les occidentaux nomment en tout arrogance ethnocentriste « Le Proche et le Moyen-Orient » et dans lequel « ils » s'affrontent sans interruption notable depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et si on prend la peine d'en passer les prétendus enjeux actuels au filtre de ce qui précède c'est bien une toute autre réalité qui émerge, de fait bien moins confuse que celle qu'en offre le récit diffusé au jour le jour par le « mainstream » informationnel qui, lui, ne peut que décourager toute entreprise d'intelligibilité.

a) La Syrie

... Sans m'y attarder (car comme ci-dessus pour le décryptage des attentats, il faudrait y consacrer une vie...) prenons quand même, puisqu'il est, comme il est dit, au « cœur de l'actualité », l'exemple du « conflit syrien », en cours depuis 2011. Tous ceux à qui il reste un peu de mémoire se souviennent que tout a commencé très *pacifiquement* par une série de manifestations pour réclamer « La Démocratie » en opposition au régime autocratique baasiste sous la tutelle de Bachar el-Assad.

[Le Parti Baath ou « Parti socialiste de la résurrection arabe » qui prétend combiner le *socialisme arabe* et le *nationalisme panarabe* est à l'origine de deux dictatures assez similaires en Irak et en Syrie. On y retrouve cet amalgame de la religion islamiste et du national-socialisme (de triste mémoire !) qui a fait et continue de faire les beaux jours de la plupart des tyrannies qui sévissent autour du Golfe Persique. Conception de l'organisation des pouvoirs dans cette région que tout politologue « sérieux » traiterait, bien évidemment avec grand mépris, de simpliste et grossière mais qui présente le gros avantage de s'appliquer parfaitement à chaque situation, et d'en offrir une vision épurée de toutes les scories contextuelles, une sorte de théorème universel de géostratégie internationale apte, au moins pour un instant, à nous extraire de l'imbroglio régnant au raz du sol...]

Ce soulèvement populaire syrien, partie prenante de tous ceux en passe d'ébranler l'ensemble des dictatures longeant le sud du bassin méditerranéen (ce que les occidentaux ont nommé « Printemps arabe » et dont ils ont fait mine de se réjouir) a là, pour le coup, été immédiatement réprimé brutalement et a généré (c'est ce qu'il nous est dit !) une rébellion armée.

[Le bilan politique et social de cette « révolte des peuples », saluée à l'époque comme une considérable percée des droits de l'homme au sein du monde Arabe, s'avère, à peine sept ans plus tard, en réalité et du point de vue de l'émancipation des populations concernées, totalement négatif. Quelques tyrans ont été renversés puis, derechef, remplacés grâce à des coups d'Etats, les processus électoraux obtenus de haute lutte ont tous aboutis à des gouvernements islamistes réactionnaires (et que l'on ne vienne pas me parler de la Tunisie en pleine redistribution des pouvoirs personnels qui ne pourra mener à très court terme qu'à un nouvel Etat despotique, autocratique ou islamique, ou les deux !) et, puis les autres ont été ensevelis par la guerre civile et le chaos consécutif.]

Mais pour revenir spécifiquement à la Syrie, il faudrait, un jour que l'on m'explique comment des manifestants pacifiques, militairement réprimés, se transforment, spontanément et en quelques semaines, en combattants armés, capables de s'organiser et de résister au pouvoir étatique militaire qui vient de les mater ? Et, en tout premier lieu, qui fournit les armes ? Et qui finance la logistique ?

En l'occurrence, ce que l'on constate c'est la création, hors frontières syriennes, d'instances politiques d' « opposition » (le Conseil national syrien (CNS) en 2011 puis la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (CNFOR) en 2012) et, sur le terrain, d'un rassemblement disparate de forces militaires rebelles (L'Armée syrienne libre (ASL) formé le 29 juillet 2011) qui regroupe pas moins de cinquante factions dont l'homogénéité procède du « vœux pieux »... (Ils seront d'ailleurs rapidement supplantés dès 2013 par des brigades islamistes salafistes, essentiellement soutenues et financées par le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Pakistan et même la Turquie).

Quant aux forces politiques, leur instrumentalisation par divers acteurs de la « communauté occidentale » n'est, excepté les journalistes, un secret pour personne !

Le CNS, qui a vu le jour à Istanbul, est considéré comme étant financé par (au choix !) la Libye, le Qatar, les Emirats Arabes Unis et la France, par ailleurs soupçonné d'avoir été « activé » bien avant le début du conflit, par, de nouveau, la France et/ou les Etats Unis, mais aurait également été « concocté » par le Qatar et ne serait composé « que d'exilés ayant peu de contacts avec les militants sur le terrain », pour finalement n'être, éventuellement, qu'une façade qui dissimulerait l'entrisme des « Frères musulmans », eux-mêmes également financés par le Qatar et les pétromonarchies du Golfe...Pouf, pouf ! On respire un grand coup et on y retourne...Car cela ne s'arrête pas là...Oh que non ! Voici la liste de ce que Wikipédia nomme pudiquement, les « acteurs internationaux » :

L'Iran, la Russie, la Turquie, les Etats Unis bien sûr, l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Emirats Arabes unis, Israël, la France, l'Egypte sans oublier le rôle de la ligue Arabe, de l'Union Européenne et des Nations Unies. Et l'on nous parle de guerre civile... Plutôt guerre mondiale, non !?

On pourrait à présent détailler, à l'instar de tous les « politologues autorisés », l'empreinte et l'importance de chacun d'entre eux et bavasser jusqu'à plus soif sur leurs interrelations, en affichant, bien entendu au passage, notre profonde connaissance des arcanes de l'historicité de cette région du monde en même temps que celle de la culture coranique dans

son ensemble. Il serait également possible de s'embourber dans la description du déroulement du conflit et chercher pour chaque étape, à mettre au jour quel est le pire responsable des pires atrocités commises à l'encontre des innocents civils (enfants de préférence) et/ou des pires tortures et massacres perpétrés sur les prisonniers. Mais le seul procédé analytique apte à nous faire comprendre ce à quoi nous avons réellement affaire est bien, comme à l'accoutumée, de prendre le recul nécessaire pour obtenir une vue d'ensemble et l'indispensable enchaînement historique des faits. Il est alors assez facile de réduire le nombre d' « acteurs » ci-dessus répertoriés à seulement deux pièces maîtresses (plus ou moins soutenues ou trahies par les autres) du jeu d'échec en cours. Car qui s'affronte en priorité par Syrie interposée si ce ne sont la Russie et les Etats Unis et vice versa ? Il suffit d'examiner les 15 résolutions du conseil de sécurité votées depuis 2011 et de constater que les 8 plus contraignantes ont été rejetées par la Russie bloquant ainsi toute sortie de crise par le haut.¹⁶⁰

Comme au bon vieux temps de la guerre froide ce sont bien ces deux pouvoirs-là qui se jaugent et se font face sur cette terre stratégiquement essentielle pour eux deux. Toujours cette sempiternelle belligérance souterraine pour le contrôle des territoires frontaliers jouxtant ces deux « blocs » d'Est et d'Ouest... Et pour l'admettre il faut bien encore faire un peu d'Histoire...

b) La Russie, aujourd'hui...

Si la disparition du régime soviétique en a modifié le modus operandi elle n'en a, en rien atténué vraiment l'intensité (bien au contraire) et les zones d'influence en jeu sont bien grossièrement toujours les mêmes (l'Europe de l'Est bien sûr et un peu plus au sud tous les pays qui bloquent l'accès de la nouvelle « Fédération Russe » d'abord à la mer Caspienne et à la mer Noire puis au bassin méditerranéen).

Si du point de vue occidental, cette dernière sous l'appellation commune de « Russie » nous est en général présentée comme un Etat Nation similaire aux nôtres, la réalité en est tout autre.

Je voudrais citer ici un passage d'un excellent article intitulé : *Les frontières russes entre effets d'héritages et nouvelles polarités* , auteurs David Teurtrie, Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO, Paris), avec une contribution de J. Radvanyi qui, en quelques lignes éclairent parfaitement la situation :

« La Russie hérite des frontières de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), l'une des quinze républiques fédérées constitutives de l'ex-Union Soviétique. Ces frontières ont subi de très nombreux redécoupages au gré des priorités politiques de l'ère soviétique. Ainsi, les frontières de la nouvelle Russie ne correspondent ni à un précédent historique (pas de retour à une quelconque situation

¹⁶⁰ si 6 l'ont été également par la Chine ce n'est qu'au nom du principe de non-ingérence qu'elle défend systématiquement en toute occasion ne tolérant aucune immixtion étrangère dans ses affaires intérieures et dans le but évident de faire de la Russie son obligé et puis ce conflit qui « occupe » l'ensemble de ses concurrents n'a certainement rien pour lui déplaire en lui laissant les mains libres pour vaquer à ces propres petites turpitudes... !

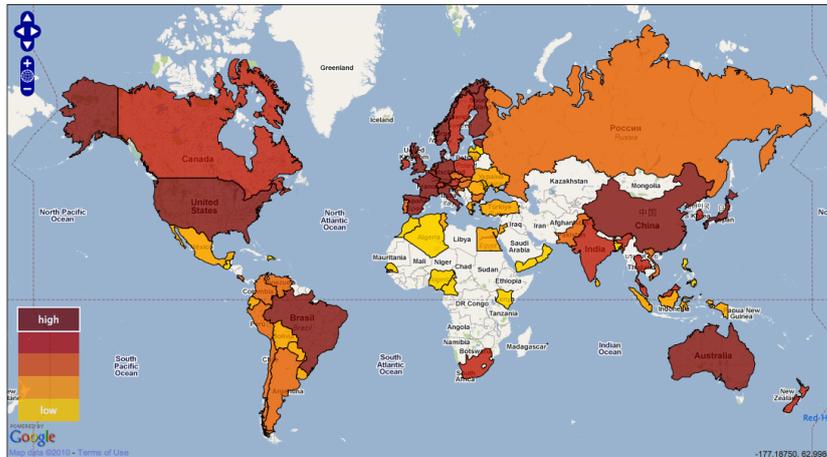
pré-soviétique), ni à la répartition de la population russe au sein de l'ex-URSS. Des régions majoritairement peuplées de Russes appartiennent désormais à des États indépendants (Crimée, régions septentrionales du Kazakhstan...) et la Russie inclut d'importantes régions non-russes (Nord-Caucase...). En 1991, environ 25 millions de Russes se retrouvent en dehors des frontières de la Fédération de Russie, tandis que les minorités ethniques forment environ 20% de la population totale du nouvel État »

Dans ces conditions, comment unifier territoire et nation ? L'alternative est simple bien qu'aussi brutale dans les deux cas : rapatrier les Russes « exogènes » à l'intérieur des nouvelles frontières ou annexer les territoires peuplés par eux ! Si la première option apparaît bien illusoire et irréaliste la seconde, on le voit, n'a pas manqué d'attrait pour l'autocrate Poutine puisqu'il a même débuté sa « carrière » par l'orchestration de la seconde guerre en Tchétchénie justifiée par la vague d'attentats qui a frappé Moscou en 1999 et qui fut attribuée aux Tchétchènes. Cette forfaiture, antérieure de quelques mois à celle commise à New York, et parfois nommée le 11 septembre russe, fut médiatiquement « effacée » par l'ampleur de la seconde, ce qui lui offrit ainsi une zone d'ombre des plus opportunes.¹⁶¹ Néanmoins la similitude de stratégies est patente de même que leurs conséquences délétères sur le terrain et pour les populations. Mais, malgré ces apparents fiascos avérés il est facile de constater que l'objectif réel (le renforcement du pouvoir des maîtres du Kremlin (Elsine pour la première invasion et Poutine pour la seconde) a parfaitement été atteint puisque l'autocratie Poutinienne est depuis lors bien en place (17 ans !) et paraît quasiment inamovible...

Comment, encore une fois, éviter d'admettre que l'instrumentalisation du terrorisme est une pratique constante des gouvernances contemporaines et que rien n'est compréhensible, hors ce pré-acquis ! Pour le coup, c'est bien « portée » par cette magnifique « réussite » sur le plan intérieur, par la réactivation du sentiment de fierté impériale déchu, que la nouvelle « nomenklatura » s'est engouffrée dans la voie ainsi dégagée. Un coup d'œil rapide à une carte de géopolitique permet immédiatement de prendre la mesure des puissances territoriales en présence et de l'importance, même réduite, de ce que demeure celle de la « Russie », nous sensibilise un peu mieux aux fondements culturels de l'« âme Russe » et nous aide à évaluer à sa juste mesure l'extraordinaire levier politique qu'offre sa flatterie...

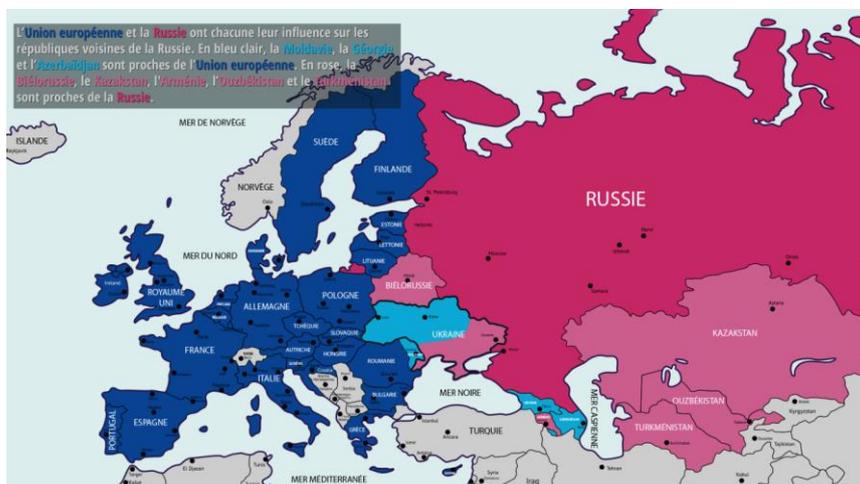
¹⁶¹ Détail des plus cocasses, l'implication directe du chef actuel du Kremlin a été étayée par un ouvrage paru aux Etats-Unis en 2012 « [Les attentats de Moscou de septembre 1999 : enquête sur les actes terroristes en Russie à l'aube de l'ère Poutine](#) » du « spécialiste de la Russie » John B. Dunlop ! On connaît la capacité des américains à dévoiler les turpitudes d'autrui pour mieux dissimuler les leurs, mais là, il faut bien avouer, qu'ils se sont surpassés. Enfin quelles que soient les arrières pensées que l'on puisse sans crainte attribuer à l'auteur on ne voit pas pourquoi Poutine n'aurait pas utilisé la stratégie de la fausse bannière (du false flag) grillant ainsi de quelques mois la politesse au gouvernement américain (Faut-il rappeler qu'après avoir été « recruteur » au KGB il a été nommé en juillet 1998, directeur du FSB (la nouvelle version) jusqu'à sa nomination de président du gouvernement en août 1999 ... C'est donc peu dire qu'il est expert en la matière !

Jugez-en ! Un peu plus de 17 millions de km², 11,5 % de la surface totale des terres émergées, presque 2 fois la superficie du Canada, des EU et de la Chine (respectivement 6,7% et 6,4% pour les deux derniers) et 25 fois celle de la France...



Même si elle agit depuis de manière bien plus « diplomatique », c'est à dire (c'est bien ce que le terme réellement signifie !) tout simplement masquée. Ce qui n'est somme toute, il est essentiel de l'affirmer, que manigances symétriques à celles que le « camp d'en face » s'est empressé de mettre en œuvre, le mur de Berlin à peine effondré. L'entreprise systématique d'intégration des ex-républiques soviétiques au bloc libéral est difficilement contestable même si, comme de coutume, elle s'est faite bien à l'abri derrière l'impérieuse (et ô combien légitime !) aspiration des peuples à la « démocratie » et à la « liberté »... Mais là également, à l'instar des duperies dont ont été victimes ceux du « printemps arabe », le résultat s'avère fort éloigné des espérances un instant caressées. Les convulsions Ukrainiennes en attestent sans aucune réserve !

Là aussi une simple lecture de carte est suffisamment parlante pour nous montrer à quel point la situation est potentiellement explosive... Comment avoir pu imaginer qu'un ancien empire humilié, diminué mais peuplé de 146 millions d'habitants et disposant toujours de ressources énergétiques (donc financières) considérables puisse tolérer le grignotage méthodique de son influence dans toutes ses anciennes républiques tampons à sa « nouvelle » frontière ouest ?



Et comment croire à la seule spontanéité d'une révolte populaire (pourtant dans un premier temps certainement authentique) pour expliquer l'ampleur des mouvements contestataires de la « Révolution orange ». Si l'« élection » présidentielle de novembre 2004 désignant Viktor Ianoukovytch, d'évidence « truquée » par le puissant clan de Donetsk emmené par l'oligarque Rinat Akhmetov (tous deux pro-russes et ouvertement soutenus par Poutine) en est l'indéniable élément déclencheur, leur amplitude et leur durée ne peuvent s'expliquer que par un appui aussi immédiat que préexistant des États Unis et de ses alliés.

[« Depuis 1991, les États-Unis financent des groupes politiques pro-européens en Ukraine par l'intermédiaire d'ONG comme la Fondation Carnegie. La diplomate américaine Victoria Nuland, représentante du Bureau des affaires européennes et eurasiennes à Washington, indique que ce financement a dépassé 5 milliards de dollars entre 1991 (date de l'indépendance de l'Ukraine) et 2013. » (cf. Wikipédia)]

La « crise » Ukrainienne doit être vue comme la réactualisation du sempiternel dépeçage par les mêmes rapaces dominants d'un de leur territoire limitrophe, accompagné de l'intolérable dislocation mortifère de son Histoire humaine. Rien de bien neuf depuis l'abominable morcellement concocté à Yalta, solde provisoire de la seconde guerre mondiale, qui a généré, au cours des soixante-dix ans qui nous en séparent, une succession ininterrompue de « cas » similaires !

Si l'annexion de la Crimée, prenant les occidentaux de court, a pu s'« opérer » sans trop de ravages meurtriers, le « partage » inéluctable (et déjà en cours...) de l'Ukraine s'annonce des plus périlleux ! Risquer une analogie avec la tectonique des plaques me semble apte à rendre compte du champ de forces contraires actuellement à l'œuvre et laisse aisément envisager ce qui risque d'advenir...

C'est donc sous l'éclairage de ce « dossier » concomitant qu'il nous faut ré-envisager le Syrien, convaincus depuis trop longtemps que les « tensions » géostratégiques sont toujours multipolaires. Il faudrait bien entendu y ajouter l'Iranien, troisième « cible », il faut le rappeler, du planning belliciste des EU post 11 septembre !

Mais la position de la Syrie est bien trop centrale (nord/sud et Est/Ouest) pour pouvoir y intervenir directement sans immédiatement déclencher une conflagration incontrôlable, en fait rien moins qu'une troisième guerre mondiale... Et pour l'instant, les « grands malades mentaux » en situation d'en prendre quand même le risque, semblent toujours hésiter. Ce qui, en attendant, fait du territoire Syrien un immense champ de bataille où les deux principaux belligérants se gardent bien de poser le pied et n'y interfèrent publiquement qu'à titre de soutiens politiques mais surtout et d'abord, pour d'« altruistes » raisons morales et humanitaires ! Pendant qu'au cœur de ce « grand jeu », le « terrorisme » est instrumentalisé tous azimuts pour servir d'arme, de prétexte ou de justification à tous les belligérants au point de rendre ce champ de bataille parfaitement illisible puisqu'en surface, totalement incohérent. Mais qu'à cela ne tienne puisque la complexité apparente tient lieu de paravent et occulte toute analyse sérieuse des véritables enjeux.

De manière emblématique et suffisante pour révéler la perfidie des protagonistes et leur commune perversité voici deux exemples factuels :

- 1) Après le déclenchement du soulèvement populaire syrien, le régime d'Assad a libéré en juin 2011, des centaines d'opposants dont certains sont à l'origine, début de 2012, du... Front Al-Nosra (mouvement armé islamiste en Syrie) et ont permis la jonction avec « l'État islamique d'Irak » autrement dit « l'Al-Qaïda Irakien »... Et oui, il existe un « Al-Qaïda » pour chaque occasion !
- 2) Il est aujourd'hui difficilement contestable que l' « Attentat de Ghouta » (bombardement au gaz sarin¹¹) du 21 août 2013, attribué à Bachar el Assad par l'ONU ait, en réalité, été opération sous fausse bannière appuyée par les États-Unis... Assassiner des enfants syriens puis diffuser et relayer les vidéos des petits cadavres afin de légitimer une intervention militaire « humanitaire »... L'imagination des « scénaristes » du Pentagone est sans limite, n'est-elle pas !?

En cette fin d'année 2017, c'est la « guerre » menée contre Daesh qui sert de paravent au dépeçage du territoire Syrien. Au nom de la lutte contre le terrorisme djihadiste c'est bien un des pires terrorismes d'Etat qui s'est abattu sur les populations civiles et qui tend à anéantir systématiquement par des persécutions abominables toute velléité de résistance ou d'insoumission. Alors le seul questionnement qui vaille serait de savoir **pourquoi** cet Occident qui s'indigne si fort et dénonce à longueur de reportage et de révélations cet effroyable régime politique, s'empresse depuis si longtemps de le maintenir au pouvoir !? Toutes les autres péripéties qui jalonnent l'Histoire récente de ces populations prises en otage et persécutées jusqu'à la nausée mériteraient, bien évidemment, d'être pareillement décryptées... Mais je n'en ai pas l'énergie et, de plus, n'en ressens aucunement la nécessité. Détailler la teneur de ce cloaque ne fait qu'altérer notre aptitude à une analyse critique distancée (c'est bien là où se perdent tous les commentateurs, même les plus honnêtes ...) et me conforte à m'en dispenser.

Il me semble suffisamment clair que dans ces « chaudrons » Syrien et Ukrainien, tous deux en ébullition, jusqu'à présent encore contrôlée, se trouvent à présent rassemblés tous les ingrédients suffisants et nécessaires pour envisager un débordement ultime et ainsi autoriser chacun des deux essentiels protagonistes à s'adosser, comme au bon vieux temps, à la doctrine dite « Equilibre de la terreur » (aussi justement nommée « destruction mutuelle assurée ») afin de gagner en avantages jusqu'à l'extrême limite, avant l'ultime déflagration. Alors que dans le même temps, tous les « occidentaux », uniquement préoccupés par le maintien de leur confort matériel et cantonnés dans leur rôle de simples observateurs impuissants des infamies en cours, ne se considèrent pas réellement concernés par celles à venir... Pour eux, jusque-là épargnés, cette menace-là est abstraite et ils ne réclament qu'une seule chose : qu'elle le demeure !

Ils n'en perçoivent et ne s'inquiètent que des conséquences périphériques (l'afflux de réfugiés et le risque amplifié d'attentats) et ainsi cautionnent et se soumettent volontairement aux politiques sécuritaires qui leur ôtent progressivement et en toute légitimité, l'essentiel de leurs droits fondamentaux de citoyens, libres et égaux...

Prophète, surtout de malheur, ne me sied guère et je m'accroche, autant que faire se peut, au bienfaisant proverbe qui dit que « le pire n'est jamais sûr » ! Et puis le concevoir ne le fait en rien advenir alors que le déni de réalité est rarement bénéfique... Alors qui vivra, verra... !

21) La censure rampante

Mais, pour l'instant et ce qui nous occupe ici, en vue de clore ce chapitre des « avantages » que l'internationalisation du terrorisme offre sans réserve à la dominance mondiale, je ne peux omettre le plus inestimable d'entre eux et sans aucun doute celui qui est le mieux dissimulé...

En effet ce qui a été engendré par l'entérinement journalistique et politique de la version « officielle » mensongère concernant le déroulé et les auteurs des attentats du 11/9 par l'ensemble du monde dit « libre » est, somme toute, bien plus redoutable que la forfaiture initiale. Car il s'agit ni plus ni moins que de l'enclenchement d'une tentative planifiée d'annihilation, à l'échelle planétaire, de la liberté d'expression et de l'esprit critique! Cette « post-vérité » devenue norme, référence historique institutionnalisée donc incontestable, désigne et stigmatise de fait tous ceux qui la dénie, ou même ne font qu'en douter comme des potentiels ennemis de l'ordre mondial ainsi établi. Ils sont ainsi catalogués de conspirationnistes (cf. ci-dessus « Conspirationnisme ou censure ») et à l'aide de la rhétorique corrompue d'un certain nombre d'« intellectuels » et de « journalistes » (chiens de garde des médias) traités de « négationnistes », voire même parfois d'antisémites.¹⁶²

Ainsi, puisqu'aujourd'hui, tout attentat criminel présentant les caractéristiques permettant de l'assimiler à une action terroriste est, sur le champ et par filiation direct avec ceux du 9/11, attribué à « l'organisation Etat Islamique » (bien souvent avant que cette dernière ne la revendique et même parfois sans qu'elle le fasse !) il n'est plus possible d'émettre le moindre questionnement sur ses tenants et aboutissants, sans être immédiatement discrédité, injurié et finalement réduit au silence... De là à envisager que ceux qui s'y risquent soient, à court terme, eux-mêmes considérés comme « terroristes » en puissance, poursuivis puis condamnés (voire pire...) ne nécessite pas de grandes dispositions logiques.

« Le terrorisme » est devenu une réalité intangible qui structure nos mentalités, une menace permanente pour la sécurité des citoyens, une redoutable atteinte aux fondements même de nos démocraties, un fléau contre lequel seule une nation unie est en mesure de résister... ! C'est un mot qui, dès qu'il est prononcé, neutralise toute parole dissidente, force tous les intervenants médiatiques à se soumettre et à relayer en cœur toutes les déclarations officielles, quelles qu'en soient les imprécisions ou même la fausseté avérée et à valider ainsi le discours dominant sans la moindre prise de distance. Afin d'en prendre la mesure il suffit d'en envisager un qui oserait tenir, ne serait-ce que les prémices ou l'ébauche de ce que j'affirme ici (et cela, quels que soient sa notoriété et son statut) et d'en imaginer les conséquences immédiates pour sa crédibilité et sa carrière... !?

¹⁶² Réalisé par le journaliste belge [Olivier Taymans](#), le documentaire « [Epouvantails, autruches et perroquets, 10 ans de journalisme après le 11 septembre](#) », décrypte avec une prophylactique pertinence cette désinformation nauséabonde organisée en toute bienséance par les mass-médias officiels afin de contrer pour les discréditer, la moindre controverse autour des attentats !

Les populations sont ainsi captives du même processus d'égarement programmé que celui qui a permis de faire accepter les incohérences des événements du 9/11, par saturation des esprits d'une charge émotionnelle horrifique et par assujettissement (conscient ou non) de l'ensemble des acteurs du champ journalistique et politique au storytelling ambiant.

Si ce processus d'auto régulation, interne aux mass-médias et devenu norme depuis le 9/11, donne pleinement satisfaction puisqu'il n'y a pas de meilleurs menteurs que ceux qui croient diffuser la vérité, il reste encore un espace informatif, rebelle et réfractaire, dont l'incidence ne peut être négligée et qu'il devient urgent de juguler...

22) Internet !

Et là aussi, la rhétorique de la lutte contre le terrorisme s'avère pleinement adéquate...

Puisqu'il nous est dit qu'une des armes essentielles des djihadistes résiderait dans leur maîtrise des moyens de communications modernes (Internet, réseaux sociaux, vidéos en ligne, etc.) en leur offrant une internationale caisse de résonance et une méthode de recrutement d'une grande efficacité, ces derniers doivent être « épurés » et font d'ores et déjà l'objet d'une volonté affichée de régulation drastique, voire de censure assumée.

Et peu importe si cette affirmation procède plus de la mystification collective, en fait plus de la propagande que de la réalité, que la médiatisation des horreurs perpétrées par ces « fous de dieux » les discrédite bien plus qu'elle ne les rend attractifs et qu'au final elle ne serve les intérêts de ceux qui veulent nous effrayer plutôt que de ceux qui voudraient nous convertir, peu importe, dis-je, puisque cette post-vérité là est suffisamment instillée dans les esprits pour ne plus risquer d'être un tant soit peu contestée ni même simplement questionnée...

Et c'est, comment en douter, une belle opportunité à saisir... Relier le risque terroriste à la liberté d'expression non régulée qui « sévit » sur le net !

La volonté de légiférer est en gestation et ne saurait tarder d'aboutir... Je n'en prendrais pour exemple que le discours de François Hollande le 27 janvier 2015 au Mémorial de la Shoah (le lieu ne pouvait pas être mieux choisi !) dans lequel il amalgame « tranquillement » « théoriciens du complot » et antisémitisme allant même jusqu'à faire sourdre le premier du second...

« [L'antisémitisme] entretient les théories du complot qui se diffusent sans limite. Théories du complot qui ont, dans le passé, conduit déjà au pire » (...) « [La] réponse, c'est de prendre conscience que les thèses complotistes prennent leur diffusion par Internet et les réseaux sociaux. Or, nous devons nous souvenir que c'est d'abord par le verbe que s'est préparée l'extermination. Nous devons agir au niveau européen, et même international, pour qu'un cadre juridique puisse être défini, et que les plateformes Internet qui gèrent les réseaux sociaux soient mises devant leurs responsabilités, et que des sanctions soient prononcées en cas de manquement »

Mais en réalité de quoi parle-t-on ? Derrière l'inflexibilité affichée dans le but d'éradiquer la propagande djihadiste quelle est la véritable cible ? En quoi est-il besoin de l'associer aussi insidieusement et sans aucun discernement avec l'ensemble des thèses dissidentes et dénonciatrices du storytelling ambiant et de stigmatiser ceux qui les soutiennent, comme, en

vrac, tous des « conspirationnistes » ? En voici la définition qu'en donne, sans rire, la Fondation Jean-Jaurès:

« [C'est une] mouvance hétéroclite, fortement intriquée avec la mouvance négationniste, et où se côtoient admirateurs d'Hugo Chavez et inconditionnels de Vladimir Poutine. Un milieu interlope que composent anciens militants de gauche ou d'extrême gauche, ex-"Indignés", souverainistes, nationaux-révolutionnaires, ultranationalistes, nostalgiques du IIIe Reich, militants anti-vaccination, partisans du tirage au sort, révisionnistes du 11-Septembre, antisionistes, afrocentristes, survivalistes, adeptes des "médecines alternatives", agents d'influence du régime iranien, bacharistes, intégristes catholiques ou islamistes » (sic !)

Ce serait ridicule si nous n'en percevions l'enjeu... Car c'est bien de la normalisation d'un espace de liberté inédit et jusqu'à présent incontrôlable qui aujourd'hui émerge au grand jour ... ! Cette manœuvre n'est, bien sûr, en rien une nouveauté car il y déjà fort longtemps que l'

« assainissement » est en chantier, même si sa progression insidieuse a permis de l'imposer sans à-coups. Il est donc plus juste de la regarder comme une tentative d'achèvement d'un processus déjà largement entamé.

Mais pour s'en rendre compte il faut, comme toujours, refaire un peu d'histoire et, prenant quelques distances avec l'Internet de 2017 faire ressurgir ce qu'hier à peine, encore il était ...

Par son irrésistible expansion comme outil de communication, mais surtout d'expression individualisée « hors cadre », l'ordinateur personnel brusquement relié au World Wide Web, et doté de ses autres applications (le courrier électronique, la messagerie instantanée, et le partage de fichiers en pair à pair) est très vite apparu d'abord, bien évidemment comme un formidable « booster » de l'économie libérale mais aussi très vite, à court terme, comme un danger majeur pour les pouvoirs en place ...

Cette « offre » soudaine (à peine deux décennies !) d'un accès libre et gratuit à la quasi-totalité des connaissances disponibles et à des informations potentiellement moins formatées et moins conditionnées que celles diffusées par les mass-médias aurait dû (pu) devenir l'avancée technologique « accidentelle » susceptible de modifier le cours de l'histoire humaine ! Car non content de permettre en quelques clics à tout un chacun d'accéder à et de consulter, à partir de ses propres choix et sans avoir à se déplacer, l'ensemble des savoirs (sciences, philosophie, littérature, arts, etc.) disponibles et accumulés depuis nos origines, cet extraordinaire appareillage d'une machine et d'un espace/temps virtuel permet à son utilisateur d'y intervenir par toute une série de procédés (sites web, emails, messagerie instantanés, blogs, réseaux sociaux, partage de fichiers, etc.) et donc ainsi d'y exprimer ses propres opinions et d'y contester celles qu'il juge, moralement ou idéologiquement, inexacts. Sans faire preuve d'une grande imagination il est assez facile de se faire une idée du modèle social qui aurait pu en éclore, celui où chaque être humain disposant brusquement bien qu'inopinément, d'un « instrument » apte à le libérer de toute subordination, se retrouvait, du même élan, en mesure d'interférer et de s'affirmer en tant qu'individu singulier, dans tous les secteurs de sa vie relationnelle, économique et politique. Or cette civilisation-là a un nom : Anarchie ! Celui qui signifie réellement, une fois balayé sa connotation calomniatrice préméditée l'associant au désordre, tout simplement ceci :

« Terme, issu du grec ἀναρχία / anarkhia, composé de an, préfixe privatif : absence de, et arkhê, pouvoir, hiérarchie, commandement, qui désigne l'état d'un milieu social sans gouvernement, la situation d'une société où il n'existe pas de chef, pas d'autorité unique, autrement dit où chaque sujet ne peut prétendre à un pouvoir sur l'autre. » (cf. [Wikipédia](#))

Mais voilà ! Quel que soit le potentiel révolutionnaire d'une découverte scientifique ou/et technique elle ne peut être qu'assujettie au contexte politique et économique où elle voit le jour (celles d'Einstein, le pacifiste, ont abouti à Hiroshima et Nagasaki !). L'outil informatique dérivé de l'invention des concepts d' « hypertexte » et d' « hyperliens »¹⁶³ créés en 1965 par [Ted Nelson](#) n'est, et reste au final, qu'un outil dont la manière de l'utiliser est déterminante quant à ses effets induits sur le monde.

Or, tout ce texte tend à le démontrer, la capacité de dévoiement de toute innovation à ses propres fins par le système économique marchand est sans limite et force est de constater, que cette nouveauté-ci, malgré la rapidité et l'imprévisibilité de son apparition, n'a pas échappé à la règle... S'il reste vrai que la première décennie de son avènement public (celle en gros de ce début de millénaire) a pu laisser croire qu'un « débordement » restait envisageable ce ne fut, en réalité, que le laps de temps nécessaire et suffisant pour que les structures politiques, industrielles et commerciales s'adaptent et s'organisent pour s'en « approprier » tous les « bénéfices ». Comme dans la même période la majorité des utilisateurs, à l'exception d'une partie infime d'entre eux (parce que clairvoyants et aux compétences promptement acquises), balbutiait laborieusement sur les claviers tout en étant précautionneusement tenu à l'écart des principes de base des machines, le risque d'emballement fut sans grande peine maîtrisé et le potentiel subversif aisément circonscrit.

Ensuite, une fois le germe du commerce en ligne largement inoculé par le biais de quelques « plateformes » dominantes, il a suffi de laisser faire pour aboutir tranquillement au résultat, à présent, sous nos yeux. Le Web, dorénavant, n'est plus qu'une inexhaustible vitrine où la totalité de la production humaine, quelle qu'en soit la nature, s'expose et s'en trouve ainsi réduite à de la vulgaire marchandise.

La dominance de quelques « géants du web » souvent désignés par l'acronyme GAFAM, (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), récemment renforcée par l'émergence de « plateformes » d'« offres de services » ([Ubérisation](#)) devrait être suffisamment illustrative pour déciller la majorité d'entre nous et susciter un rejet collectif de grande envergure mais pourtant on ne peut qu'observer l'exact phénomène opposé. Leur emploi comme leur expansion sont exponentiels ! Leur omniprésence combinée à leur incontournableité leur assure depuis des années des taux de

¹⁶³ Un hypertexte est un document ou un ensemble de documents contenant des unités d'information liées entre elles par des hyperliens. Ce système permet à l'utilisateur d'aller directement à l'unité qui l'intéresse, à son gré, d'une façon non linéaire. Le terme, créé en 1965 par Ted Nelson, désignait, dans les premières années, un champ de recherche d'orientation littéraire fonctionnant sur un système fermé. En parallèle, les grandes industries commencent à définir un langage de balisage standardisé (GML / SGML) afin de gérer leurs documents sur un ordinateur central. C'est cette technologie que retiendra Tim Berners-Lee pour relier entre elles les ressources de l'Internet dans le World Wide Web.

croissance à deux chiffres avec des bénéfices astronomiques, qui offrent même financièrement aux plus prépondérantes des budgets largement au-dessus de certains états !

Alors, pour quelque uns comme moi, qui ont encore assez de mémoire pour se souvenir du web « non mercantile » et de ce qu'étaient les « moteurs de recherche » d'il y a une quinzaine d'années, de leur diversité et de leur pertinence combinées, la « régression Googlienne » est patente. De fait, de nos jours, ce monstre orwellien serait bien mieux caractérisé par l'appellation « moteur de réponses à visée commerciale ». Il est vrai que « moteur de recherche » n'a jamais spécifié de laquelle !?

Il est aussi un second phénomène de régulation, pour le coup parfaitement invisible pour le commun des utilisateurs et qui pourtant s'avère à l'insu général d'une redoutable efficacité. Il est tout simplement généré par l'évolution technologique et les progrès faramineux à la fois en termes de miniaturisation autant qu'en augmentation de capacité des objets connectés.

L'obsolescence programmée des ordinateurs de bureaux au profit des « tablettes » et autres « Smartphones » a paisiblement soustrait du savoir-faire de chacun toute aptitude réelle à une connaissance profonde autant qu'à une maîtrise technique de l'outil. Autrement dit, aujourd'hui, il n'est pratiquement plus possible, pour le commun des mortels, d'être, dans le rapport à l'informatique, autre chose qu'un simple usager, totalement tributaire d'un modèle de fonctionnement dont il ne perçoit plus que la surface et qui le guide bien plus qu'il ne croit le décider. Comme à cela s'ajoute un « profilage » indécidable, permanent et enregistré de sa situation économique, sa santé, ses préférences personnelles, ses intérêts, sa fiabilité, son comportement voire même son rendement au travail, sa localisation ou ses déplacements (la liste s'allonge chaque jour...) et vu que cette violation de son intimité lui est « vendue » comme une amélioration indispensable de son mode de vie et de sa sécurité, il est certainement trop tard pour qu'il se rende compte qu'il vient de basculer, en toute inconscience et le sourire aux lèvres, dans le monde du « Grand frère » !

Pourtant, bien que la réussite de ce fourvoiement de masse, concomitant et même consubstantiel au déploiement de l'économie libérale mondialisée puisse se constater chez l'ensemble des populations consuméristes, il n'en reste pas moins, à la marge, un « espace » toujours extrêmement difficile à normer puisqu'encore adossé à l'autonomie fondatrice et intrinsèque du web. Celui où il reste toujours possible de consulter un savoir encyclopédique non expurgé, des informations non officielles, d'y divulguer une pensée foncièrement dissidente, des dossiers confidentiels voire « classés secret-défense » et qui s'en trouvent ainsi relayés. Bien qu'au final il ne concerne et ne rassemble qu'une infime partie de la population mondiale (essentiellement les classes éduquées et rebelles à l'ordre établi des sociétés occidentales) sa capacité subversive peut s'avérer dévastatrice et sérieusement menacer, au moins en mesure d'ébranler l'édifice. Les contre-expertises du déroulé des événements du 11 septembre 2001 qui furent mises en ligne dans les semaines qui suivirent en sont certainement le plus probant exemple. Bien qu'elles n'aient pas suffi à déconstruire pleinement l'infamie et à faire obstacle à la planification guerrière subséquente elles furent et demeurent une indéfectible faille dans l'édification de cet inimaginable mensonge ! Est-il donc si difficile d'en déduire et de mettre au grand jour l'essentielle raison de leur précipitation et de leur acharnement à combattre les « conspirationnistes » ?

Et, conséquemment de comprendre pourquoi il leur faut à présent aller jusqu'au bout et, une bonne fois pour toute, « finir le job » !?

L'organisation méthodique du discrédit d'Internet est une constante des médias sous contrôle mais n'a bien sûr que très peu d'impact pour tous ceux qui déjà ne les consultent plus. Il est donc indispensable, à court ou moyen terme, d'en administrer l'épuration. Et c'est bien ce que la « lutte contre le terrorisme » est en passe d'autoriser. L'offensive s'organise autour de deux grands axes... D'une part légiférer et pénaliser, de manière suffisamment imprécise, tous propos (écrits, vidéos, conférences, etc.) tenus sur le web pouvant être assimilés à de la propagande terroriste (du « complotisme négationniste » à l'antisémitisme, le champ est large !) et parallèlement (et c'est certainement là le plus grave et le moins visible) « responsabiliser » les « diffuseurs » afin de les contraindre, eux-mêmes, à repérer puis tamiser « le bon grain de l'ivraie ».

La « communication » publique de cette manœuvre par les principales entreprises du secteur (Facebook, Microsoft, Twitter et You Tube/Google) est à présent pleinement en cours depuis plusieurs mois. Dès décembre 2016 par l'annonce d'un partenariat mondial pour lutter contre les contenus à « caractère terroriste » puis récemment par la création d'un « Forum mondial contre le terrorisme » ([Global Internet Forum to Counter Terrorism](#)), initiative dont [le Monde.fr avec l'AFP](#) rendent compte en ces termes :

« Ce Forum va rechercher des solutions technologiques pour détecter les contenus faisant l'apologie du terrorisme, mais aussi pour améliorer les moyens de les retirer d'Internet.

[Il] vient « formaliser et structurer les axes de collaboration existants ou à venir entre nos entreprises », précise un communiqué commun.

« En travaillant ensemble, en partageant les meilleurs outils technologiques et organisationnels élaborés par chacune de nos entreprises, nous pouvons avoir un meilleur impact sur la menace que constitue le contenu terroriste en ligne »

Cette structure pourra aussi collaborer avec des start-up, « des groupes issus de la société civile, des universitaires, des gouvernements et des organisations, comme l'Union européenne et les Nations unies », relèvent les quatre partenaires.

Les actions du Forum vont se concentrer sur les solutions technologiques – notamment l'apprentissage des machines (« machine learning ») pour détecter ces contenus, la recherche pour améliorer les moyens de retirer les contenus problématiques et élaborer des contre-discours –, et le partage de connaissances entre les entreprises et les organismes participants.».

Mais cette mascarade médiatique n'est au fond que le dévoilement partiel et l'officialisation d'une stratégie de contrôle global du nouvel « espace » d'influence généré par le déploiement des connaissances et des technologies de communication liées au domaine informatique. Car celle-ci, bien loin d'être récente, s'avère, si l'on creuse un peu, en être, dès ses origines, foncièrement inséparable...

Depuis quelques années les « accords dits secrets » entre les principaux acteurs du web et les services secrets américains ne le sont plus que pour les naïfs et les ignorants.

Le 17 juin 2013, Edward Snowden répondant en direct aux lecteurs du [Guardian](#) affirmait sans détour ceci : «*Le FBI, la NSA et la CIA peuvent obtenir tout ce qu'ils veulent*»

Interrogé « sur les données informatiques accessibles par les services de renseignement américain » voici sa réponse:

"Davantage de détails suivront sur la manière dont la NSA a un accès direct [aux serveurs d'AOL, Dropbox, Facebook, Google, You Tube, Microsoft, Skype, Pal tank et Yahoo!]. Mais d'une manière générale, la réalité est la suivante : si la NSA, le FBI, la CIA, le DIA [Defense Intelligence Agency] et d'autres veulent interroger des bases de données brutes de renseignement électronique, ils peuvent 'entrer' et obtenir ce qu'ils veulent. Numéros de téléphones, mails, identifiants, numéro unique d'un téléphone portable [numéro IMEI]... Tout ça, c'est pareil. Les restrictions portées à cet accès sont de nature politique, et non technique ; elles peuvent changer à tout moment. En plus de ça, les protocoles d'accès sont superficiels, incomplets et facilement falsifiables avec de fausses justifications. Pour les seuls renseignements britanniques [GCHQ], 5 % seulement des requêtes émises le sont avec un protocole d'accès vérifié."

Et il était « de la maison »... ! Pourtant il ne semble lui même pas au courant de tout... Poursuivant mes investigations je suis « tombé » sur une enquête menée par [Nafeez Ahmed](#), journaliste, politologue britannique d'origine bangladaise, également rédacteur au journal The Guardian, dont les révélations, étayées, devraient suffire à déclencher un scandale de portée internationale mais qui, peu relayées, ne serviront qu'à conforter des gens comme moi. Ses investigations, concentrées sur les origines de Google, en font exploser le mythe, celui d'une « entreprise de technologie amicale, branchée, facile d'utilisation qui s'est élevée vers la prééminence à travers une combinaison de talent, de chance, et de véritable innovation. » (Ahmed dixit). Je renvoie, bien évidemment, au texte original, « [Comment la CIA crée Google](#) »¹⁶⁴ lui seul apte à convaincre de la véracité des faits exposés et n'en propose ici qu'un résumé à travers quelques morceaux choisis ([...]), mais largement suffisant pour susciter le désir (ou peut être l'aversion) d'en apprendre encore plus...

[« En 1999, la CIA créa sa propre firme d'investissements à capital-risque, « In-Q-Tel », pour financer des startups prometteuses à même de créer des technologies utiles aux agences de renseignement. Mais l'inspiration pour In-Q-Tel est venue plus tôt, lorsque le Pentagone mit sur pied sa propre unité du secteur privé. Connue sous le nom de « Highlands Forum » (forum des « hautes terres », ndlr), ce réseau privé a dressé un pont entre le Pentagone et les puissantes élites US hors du corps militaire depuis le milieu des années 1990. Malgré des changements d'administrations civiles, le réseau autour du Highlands Forum a réussi avec de plus en plus de succès à dominer la politique de défense aux USA. »...

... « Le magazine New Scientist a comparé le Highlands Forum à des réunions d'élites telles que « Davos, Ditchley et Aspen », le décrivant comme « beaucoup moins connu, mais... sans doute un club de discussion tout aussi important ». Les réunions classiques du Forum rassemblent « des personnes innovantes pour envisager des interactions entre la politique et la technologie. Ses plus grands succès ont été dans le développement de la guerre hi-tech à partir d'un réseau [électronique] »...

... Il se décrit lui-même comme « une firme de capital-risque intellectuel » doté d'une « vaste expérience dans le soutien aux entreprises, organisations et dirigeants gouvernementaux ».

¹⁶⁴ Ici en fichier PDF créé par mes soins, peu confiant sur la pérennité de son accès libre en ligne...

La firme fournit une « large gamme de services, dont: la prévision stratégique, la création de scénario et de simulation (gaming...) pour les marchés mondiaux en expansion », ainsi que dans « le travail avec le client pour la construction de stratégies d'exécution ». « The Highlands Group Inc. » (Sic !)...

...Guerre de l'information

Le Highlands Forum a servi de « pont d'influence » dans les deux sens: d'une part, pour le réseau fantôme d'entreprises privées afin d'influencer la formulation de la politique des opérations d'espionnage pour tout le renseignement militaire US; et d'autre part, pour le Pentagone afin d'influencer ce qui se fait dans le secteur privé. **Il n'y en a pas de preuve plus claire que le rôle véritablement instrumental du Forum dans l'incubation de l'idée de la surveillance de masse comme mécanisme pour dominer l'information à une échelle mondiale...**

... Aux alentours de 1994, le Highlands Group fut fondé,..., en tant que projet officiel du Pentagone, par la décision du Ministre de la Défense de l'époque sous Bill Clinton, William Perry,..., le groupe allait fonctionner en tant que « laboratoire d'idées » du Pentagone. Selon Government Executive, des experts en technologie militaire et de l'information se sont rassemblés pour la première réunion du Forum « pour songer aux impacts de l'IT (information technology) et de la mondialisation sur les États-Unis et l'art de mener la guerre. Comment Internet et d'autres technologies émergentes allaient-ils changer le monde? » La réunion aida à implanter l'idée de « guerre centrée sur des réseaux » dans les esprits des « plus grands penseurs militaires de la nation »...

...Google: engendré par le Pentagone

En 1994 – la même année que la fondation du Highlands Forum sous les auspices de l'OSD, de l'ONA et de DARPA – deux jeunes étudiants doctorants de l'Université de Stanford, Sergey Brin et Larry Page, réalisèrent leur percée sur la première application automatisée de recherche et de classement de pages sur le web. Cette application demeure le composant central de ce qui allait devenir le service de recherche de Google. Brin et Page avaient accompli leur travail avec le financement de la Digital Library Initiative (DLI, Initiative de Librairie Numérique, ndlr), un programme multi-agences de la National Science Foundation (NSF), la NASA et DARPA...

...Mais ce n'est qu'un versant de l'histoire.

Pendant tout le temps du développement du moteur de recherches, Sergey Brin rendait régulièrement et directement compte à deux personnes qui n'étaient pas du tout de la faculté de Stanford: le Dr. Bhavani Thuraisingham et le Dr. Rick Steinheiser.

Les deux étaient les représentants d'un programme sensible de la communauté de l'espionnage US sur la sécurité de l'information et sur l'extraction de données...

... À l'époque, Thuraisingham était chef de recherche pour la gestion des données et de l'information à MITRE, où elle dirigeait les efforts d'une équipe de recherche et de développement pour la NSA, la CIA, le Laboratoire de Recherche de l'US Air Force, ainsi que le Space and Naval Warfare Systems Command (Commandement des Systèmes de Guerre Navals et Spatiaux, ndlr) de l'US Army (SPAWAR) et le Communications and Electronic Command (CECOM)...

... Dans un article de l'Université du Texas, elle joint une copie d'un résumé du programme MDDS ¹⁶⁵présenté au « Symposium Annuel de la Communauté du Renseignement » en 1995 qui révèle que les sponsors principaux du programme MDDS étaient trois agences: la NSA, le Bureau de Recherche & Développement de la CIA, et le Community Management Staff (CMS, Personnel de Gestion de la Communauté, ndlr) de la communauté du renseignement qui opère sous les ordres du Director of Central Intelligence. Les administrateurs du programme, qui ont fourni autour de 3 à 4 millions de dollars par an pendant 3 à 4 ans, ont été identifiés comme étant Hal Curran (NSA), Robert Kluttz (CMS), le Dr. Claudia Pierce (NSA), le Dr. Rick Steinheiser (ORD – qui signifie Bureau de Recherche & Développement de la CIA, Office of Research & Development), et le Dr. Thuraisingham elle-même...

... Le récit de Thuraisingham démontre donc que le programme CIA-NSA-MDDS a non seulement financé Brin pendant tout son travail avec Larry Page au développement de Google, mais que des représentants haut placés dans le renseignement US dont un officiel de la CIA supervisaient l'évolution de Google lors de cette phase précédant son lancement, jusqu'à ce que l'entreprise soit prête à être officiellement fondée. Google, donc, a pu voir le jour par le biais d'une quantité « conséquente » de financement de départ et de supervision par le Pentagone: nommément la CIA, la NSA, et DARPA...

... Le résumé du MDDS publié en ligne à l'Université du Texas confirme que le raisonnement derrière ce projet conjoint CIA-NSA était de « **fournir un capital d'amorçage pour développer des technologies de gestion des données à haut risque et à haut rendement** », y compris des technologies pour « **exprimer des requêtes, naviguer et filtrer; traiter les transactions; accès, méthodes et indexation; gestion des métadonnées et modelage des données; et intégration de bases de données hétérogènes; ainsi que le développement d'architectures appropriées.** »

La vision ultime du programme était de « **prévoir pour l'accès sans accroc à/et la fusion de quantités massives de données, d'informations et de connaissances dans un environnement hétérogène en temps réel** » à l'usage du Pentagone, de la communauté de l'espionnage et potentiellement à travers tout le service public...

... En 1997, révèle Thuraisingham, peu de temps avant que Google devienne une entreprise à part entière et alors qu'elle supervisait toujours le développement de son logiciel de moteur de recherche à Stanford, ses pensées se tournèrent vers les applications du programme MDDS en termes de sécurité nationale. Dans les remerciements pour son livre, « *Web Data Mining and Applications in Business Intelligence and Counter-Terrorism* » (Extraction de Données sur le Web et Applications en Renseignement Commercial et en Contre-terrorisme, 2003, ndlr), Thuraisingham écrit qu'elle et « **le Dr. Rick Steinheiser de la CIA ont commencé des discussions avec la Defense Advanced Research Projects Agency sur l'application de l'extraction de données dans le cadre du contre-terrorisme,** » une idée qui résulta

¹⁶⁵ Dans les années 1990, elle travaillait pour la MITRE Corp; une entreprise de défense majeure aux USA, où elle dirigeait l'initiative dénommée « Massive Digital Data Systems » (Systèmes Massifs de Données Numériques, ndlr), un projet sponsorisé par la NSA, la CIA et le Director of Central Intelligence (directeur du renseignement central, ndlr) dans le but de générer des recherches innovantes dans la technologie de l'information.

directement du programme MDDS et qui finançait Google, en partie. « Ces discussions évoluèrent éventuellement vers le programme actuel EELD (Evidence Extraction and Link Detection, Extraction de Preuves et Détection de Liens, ndlr) à DARPA. »...

... Après l'incorporation de Google, l'entreprise reçut \$25 millions de capitaux propres en 1999, apportés par Sequoia Capital et Kleiner Perkins Caufield & Byers. Selon Homeland Security Today (La Sécurité du Territoire Aujourd'hui, ndlr), « Un certain nombre de start-ups financées par Sequoia ont signé des contrats avec le Ministère de la Défense, surtout après le 11 septembre 2001 où Mark Kvamme de Sequoia rencontra le Ministre de la Défense Donald Rumsfeld pour discuter de l'application de technologies émergentes dans la conduite des guerres et le recueil d'informations ». De façon similaire, Kleiner Perkins avait développé « une relation étroite » avec In-Q-Tel, la firme de capital-risque de la CIA qui finance des start-ups « pour faire progresser les technologies de valeur prioritaire » aux yeux de la communauté de l'espionnage...

... En d'autres termes, dès sa conception, Google a été incubé, nourri et financé par des intérêts qui étaient directement affiliés ou étroitement alignés avec la communauté US de l'espionnage, dont beaucoup étaient intégrés au Highlands Forum du Pentagone...

Aujourd'hui,

...Google et le Pentagone

En 2003, Google commença à customiser son moteur de recherche sous contrat spécial avec la CIA pour son Bureau de Gestion Intelink, « supervisant des intranets top-secrets, secrets et sensibles mais déclassifiés pour la CIA et d'autres agences de la communauté du renseignement, » selon Homeland Security Today. Cette année-là, le financement de la CIA était « discrètement » canalisé à travers la National Science Foundation vers des projets pouvant aider à créer « de nouvelles aptitudes pour combattre le terrorisme à travers l'usage de technologies avancées ».

L'année suivante, Google acheta la firme Keyhole, qui avait à l'origine été financée par In-Q-Tel. Se servant de Keyhole, Google commença à développer le logiciel de cartographie satellitaire avancée derrière Google Earth. L'ancienne directrice de DARPA et co-présidente du Highlands Forum Anita Jones était au conseil d'administration d'In-Q-Tel à ce moment-là, et y demeure encore aujourd'hui...

... En 2010, Google signa un contrat sans appel d'offres avec l'agence sœur de la NSA, la National Geospatial-Intelligence Agency (NGA, Agence Nationale de Renseignement Geospatial, ndlr). Le contrat consistait à utiliser Google Earth pour des services de visualisation pour la NGA...

... Le Highlands Forum lui-même a utilisé la construction de relations informelles dans de tels réseaux privés pour réunir les secteurs de la défense et de l'industrie, permettant la fusion d'intérêts corporatistes et militaires en étendant l'appareil de surveillance dissimulé au nom de la sécurité nationale. Le pouvoir manié par le réseau fantôme représenté au Forum peut, cependant, être au mieux évalué par son impact pendant la durée des administrations Bush, quand il a joué un rôle direct pour rédiger littéralement les stratégies et les doctrines motivant les efforts US pour réussir la supériorité de l'information ...

...Et ainsi nous avons bouclé la boucle. Des programmes d'extraction de données comme ExecuteLocus et d'autres qui lui sont liés, qui furent développés tout au long de cette période, ont apparemment posé les fondations des nouveaux programmes de la NSA qui seront éventuellement dévoilés par Edward Snowden...

... Grâce à lui, maintenant nous savons aussi que le système d'exploitation XKeyscore d' « Intelligence de Réseau Numérique » de la NSA était conçu pour permettre aux analystes non seulement de fouiller de telles bases de données d'Internet que celles des emails, des discussions en ligne et des historiques de navigation, mais aussi les services téléphoniques, la piste audio des téléphones mobiles, les transactions financières et les communications mondiales des transports aériens – grosso modo la totalité de la grille mondiale de télécommunications. SAIC, le partenaire du Highlands Forum y a joué, parmi d'autres entreprises, un rôle de premier plan en produisant et en administrant XKeyscore de la NSA, et fut récemment mis en cause dans le hack par la NSA du réseau privé Tor »]

Cette nouvelle plongée dans les tréfonds et la préméditation de ce qui nous submerge sous couvert de modernité, aussi accablante soit-elle, finalement ne m'étonne guère... Bien qu'elle ouvre sur des abîmes jusque-là insoupçonnés, elle ne vient qu'en point d'orgue conforter mon jugement et éclairer encore plus crument le machiavélisme assumé, normalisé, qui règne en maître au cœur de ce système de gouvernance.

De manière inattendue et paradoxale, Nafeez Ahmed, conclut cette enquête sur une note optimiste en s'appuyant sur le fait qu'il a pu quand même la réaliser, puisque toutes les références qu'il cite sont accessibles en ligne, et la rendre publique. Il va même jusqu'à affirmer ceci :

« La dernière folle initiative en date du Pentagone pour dominer le monde à travers le contrôle de l'information et des technologies de celle-ci n'est pas un signe de la nature toute-puissante du réseau de l'ombre, mais plutôt un symptôme de sa désespérance éperdue de freiner l'accélération de son déclin hégémonique. »

A contrario et malgré la pertinence de son travail, je pense qu'il n'a pas perçu (ou refuse de voir) un phénomène essentiel qui surplombe et enserre toutes les tentatives de dévoilement (même réussies) et en annihile tous les effets espérés... J'y ai déjà précédemment fait allusion mais son importance supporte aisément la redite. Si la révélation des turpitudes fomentées par les castes dominantes était sujette à modifier, dans son essence, le court de l'histoire il y a fort longtemps que ce monde aurait dû se bonifier, même s'il est clair que celui qui s'attelle à cette tâche puise le plus souvent son énergie dans la croyance de son utilité. S'il est vrai que parfois l'émergence de certaines vérités enfouies provoque quelques rides à la surface de l'actualité et fasse sauter quelques « fusibles », le « substrat » d'où elles proviennent n'en est jamais réellement affecté. Et pour ce qui nous occupe ici, je veux dire la perversité idéologique consubstantielle aux forces de domination de l'économie capitaliste libérale, il est flagrant que ce « savoir » y est parfaitement intégré. La vertu déculpabilisante de l'*aveu*, si bien utilisé dans la religion chrétienne pour absoudre le *fauteur* de ses *péchés*, ne pouvait être ignoré par tous ses esprits retors et son exploitation politique demeurer inexplorée. A l'inverse des régimes autocratiques, et des despotes qui les dirigent, pour lesquels la reconnaissance de la faute vaudrait renoncement au pouvoir, les « dits » démocratiques peuvent, à condition bien évidemment de ne pas en abuser, y recourir, en toute quiétude. Cela leur sert même, et c'est un comble, de démonstration et de preuve de

« transparence démocratique » ! Si les Etats du « vieux continent », toujours « empêtrés » dans des problématiques de cohérence morale et également confrontés à des populations d'évidence plus avisées, restent encore réticents à user de ce type de subterfuge, ceux du « nouveau » l'ont, par contre, hissé au rang du grand art. Que ce soit en tant que Présidents incriminés (et confondus) de mensonges, de corruption, d'immoralité et autres « anodines » turpitudes ou comme gouvernements, dans leurs entiers, impliqués ouvertement dans des manœuvres scélérates tous azimuts... Les preuves surabondent !

Ainsi posée, la subordination cyniquement programmée de l'industrie numérique naissante et du strict contrôle de son évolution par financements interposés issus (globalement...) de la « Communauté du renseignement des États-Unis » (*United States Intelligence Community*) apparaîtrait, à postériori, comme amplement justifiée... Simple et clairvoyante anticipation d'une extrême menace non encore identifiée mais, « grâce à Dieu », prévisible dont il deviendrait bon de considérer, à présent, les initiateurs comme des héros. Œuvrer pour le salut et la protection de la Nation a de tout temps (enfin ceux des Etats...) permis de justifier et même de glorifier les pires infamies et tout tend à prouver qu'il en est toujours de même aujourd'hui ! ***La seule différence notable, mais elle est immense, réside dans la phénoménale capacité, acquise au fil des siècles par les dominants de toutes espèces, à dissimuler leurs véritables objectifs derrière une perversité rhétorique de plus en plus élaborée, socle idéologique d'une propagande elle-même parfaitement maîtrisée et, ensuite, normalisée par des mass-médias, consciemment ou non asservis et, en quelque sorte, « naturellement » affidés.***

Est-il si ardu, de nos jours d'en percevoir la flagrante démonstration ne serait-ce qu'à travers son extrême efficacité ... ? ***N'est-ce pas elle qui inhibe l'idée que le dévoilement progressif (officiel ou même issu de l'insoumission) de la mise sous surveillance de l'ensemble de la population mondiale, à présent légitimée par la « menace terroriste », procède d'une stratégie de normalisation d'un modèle social jusque-là inconcevable, de soumission volontaire à un état de coercition généralisé, à une sorte de « fascisme bienveillant » ?***

Ne permet-elle pas même d'en considérer les divulgateurs comme, au mieux d'affligeants paranoïaques ou au pire comme de dangereux révisionnistes, de toute urgence, à museler ? Dans un avenir bien trop proche les premiers pourraient ainsi être voués aux institutions psychiatriques et les seconds aux pénitenciers... Pour moi, le choix n'est peut-être pas encore fait ... Et puis, de nos jours, un texte n'est plus, en soi, une réelle menace pour l'ordre établi ! La « sécurité des personnes » et surtout « celle des biens » sont au cœur du processus législatif de tous les pays occidentaux et, d'évidence, en tant qu'incontestables principes.

Comme concepts ils ont « naturellement » induits celui de « dangerosité » qui a lui-même ouvert sur une infinité de motifs et surtout de prétextes propices à l'instauration, en douceur, d'une société de contrôle généralisé... Sa caractéristique essentielle est d'être invisible à ceux qui la subissent puisqu'ils en sont à leur insu les principaux producteurs.

La vie, enseignée, donc vécue, comme une succession ininterrompue de dangers à éviter est génératrice d'une classe dirigeante qui se doit d'être protectrice et ne peut déroger, du moins en apparence, à cet impératif. Or, le paradoxe est sans mesure, l'essentiel de son action, tout particulièrement depuis l'avènement de l'ère industrielle, engendre et multiplie les risques dont, par ailleurs, elle prétend nous garantir. Et pourtant, bien loin d'en affaiblir les pouvoirs, tout se

passé comme si cela les renforçait, comme si, toujours plus menacés par les conséquences délétères d'un système économique dévastateur, la promesse réitérée et mensongère d'une amélioration à venir suffisait, au moins pour un moment, à apaiser les craintes. Au même titre que celle du paradis post mortem délivre, pour ceux qui y croient, des affres que provoque la conscience de leur mort inéluctable et chaque jour un peu plus proche. Et de la même manière que les ordres religieux ont très vite su utiliser cette mystification pour édifier et proroger la domination de ses élites il est assez facile de constater que la puissance séculaire n'a eu aucun état d'âme à lui emboîter le pas et depuis le temps, ne s'est interdit, en rien, d'en « améliorer » considérablement l'efficacité.

Sans s'attarder, cela nécessiterait plus qu'un chapitre, il est nécessaire, pour ce qui nous occupe ici, de souligner un élément déterminant de ce « figolage » qui, dans les années qui viennent, devrait prendre une position centrale, dans le processus d'aliénation des masses en cours. Ce sont les idées de « prévoyance », d'anticipation du péril, d'« assurance » sur l'avenir...

[Il est facile de voir immédiatement à quel point la marchandisation s'en est immédiatement emparée, faisant, comme souvent, office de précurseur en la matière. Moyennant des « primes » au prorata du risque encouru il est aujourd'hui possible d'« assurer » pratiquement tout contre pratiquement tout. Il ne s'agit bien évidemment que de compensations financières ou de remplacement et qui ne font évidemment la fortune que de ceux qui en gèrent les bénéfices¹⁶⁶. Ces « assurances » sont même devenues pour beaucoup d'entre elles (surtout celles qui concernent le grand nombre) tout simplement obligatoires... Il est aujourd'hui « pratiquement » impossible d'habiter, de travailler, de se déplacer, de se soigner, d'enfanter,... sans y souscrire. Mais pour ces « assureurs », qui ne s'apparentent en rien à des mutuelles ou à une « sécurité sociale » égalitariste, qui en sont même l'exacte antithèse, il s'agit avant tout de maximiser les profits soit de minimiser les dépenses et donc, en quelque sorte de « s'assurer », eux-mêmes. S'il leur importe peu de réduire les risques ils sont par contre très soucieux de les anticiper et ils ont ainsi ouvert la voie, sans d'ailleurs nécessairement le vouloir, vers un système social sécuritaire impliquant l'instauration progressive mais systématique d'une « surveillance » permanente et continue, de tous et même de soi !]¹⁶⁷

Lorsqu'il s'agit de faire face à des actions terroristes, toutes celles qui ont « réussi » le prouvent, leur imprévisibilité est patente, je dirais même qu'elle leur est consubstantielle, puisqu'anticipées elles n'auraient pu avoir lieu. A moins bien sûr que ceux qui savaient/savent n'aient eu intérêt à laisser faire...

Si une personne ou un groupe, suffisamment déterminés (prêts à mourir !) et ne dépendant que de leur propre décision, décident de commettre un meurtre de masse il n'existe aucun moyen de le prévoir donc de l'empêcher. Comme d'autre part les auteurs de ces atrocités s'autodétruisent

¹⁶⁶ Il n'est pas anodin de noter que la majorité des banques de guichet sont à présent des compagnies d'assurance et vice-versa !

¹⁶⁷ Deux brefs exemples parmi tant d'autres : La vidéosurveillance qui se généralise et se normalise et la prolifération des « applications » dédiées à la santé directement reliées à l'individu qui les porte sur lui.

sciemment par leur exécution, il ne demeure personne à juger, personne à condamner. La justice, au moins ses institutions, sont, du coup, sans objet... Le crime est, en quelque sorte, parfait ! Mais, pour les instances dirigeantes, dans la nécessité de « communiquer » en réponse à cette menace imparable, qu'elles en soient les instigatrices ou simplement les relais inconscients ou complices, c'est soit un objectif, soit une aubaine qui leur offre la possibilité de renforcer leurs « appareils répressifs d'État » (police, tribunaux, armée, prison et toutes les administrations afférentes) au nom de la protection des personnes et même, de la manière la plus cynique qu'il soit, de celui de la défense et du maintien de leurs « libertés fondamentales ». Puisque l'action punitive de la justice d'État, même la plus extrême, n'est dans ce cas et d'évidence, en rien dissuasive, la seule parade, en apparence logique, serait de détecter la préméditation avant le passage à l'acte, afin de neutraliser le criminel potentiel en amont de son crime à venir.

Outre son absurdité intrinsèque, autant sur le plan physique que philosophique, puisqu'il se heurte de plein fouet à notre irréductible incapacité à prédire infailliblement le futur, un tel projet renverse (au sens propre comme au figuré) l'assise même de tout rendu de justice qui ne peut intervenir qu'à posteriori d'un délit dûment établi et la désignation d'un coupable bénéficiant à priori d'une « présomption d'innocence ». En réalité, ce sont les idées mêmes d'impartialité et d'indépendance de la justice qui s'effondrent pour laisser place à un pouvoir discrétionnaire de condamnation et d'enfermement, hors de tout contrôle !

Si, sans illico contredire ce qui précède, il est bien sûr impossible de prévoir la réussite d'un tel « programme », en nier la réalité des prémices procède, par contre, d'un parfait aveuglement ou d'une collaboration sans réserve.

En premier lieu, parce que depuis 16 ans nous en avons une manifestation des plus emblématiques et des plus probantes, sans que, pour autant, en soient perçues et dénoncées les véritables implications ni la considérable altération ainsi produite au cœur même de la juridiction internationale, tout particulièrement ceux afférents aux Conventions de Genève. Il s'agit, bien évidemment, du « [Camp de détention Guantánamo](#) » dont un seul chiffre officiel le caractérisant suffit pour en démontrer l'incontestable exemplarité :

95 % des détenus, ne l'ont été (ou ne le sont toujours) que sur le seul motif qu'ils représentaient (représentent encore...) une « menace pour les intérêts américains » en raison de leur affiliation supposée à la mouvance islamiste, sans qu'il n'ait jamais été établis contre eux le moindre « chef d'accusation ».

Focalisés par le détournement d'attention qu'a constitué la dénomination de « combattants illégaux » comme justification d'une procédure judiciaire d'exception, la Cour suprême des États-Unis, comme la « Communauté internationale » ont lâchement cantonné leurs misérables et timides « contestations » sur cet aspect tout à fait secondaire, se tenant le plus loin possible du centre de l'essentiel saccage législatif en cours.

Que l'intention, voire son simple soupçon, puisse autoriser un Etat à enfermer, sans autre forme de procès, des êtres humains, de par la seule qualification supposée et spécifique des délits ou crimes qu'ils pourraient envisager de commettre, revient à faire table rase de plusieurs siècles de droits humains acquis... Et que cette infâme régression ait été avalisée par le silence complice de la majorité des gouvernements se revendiquant de « La Démocratie » devrait suffire à nous montrer,

à quel point, nos sociétés sont irrémédiablement perverties et corrompues ! Et nous n'en sommes qu'au début ... !

Comment ne pas voir que le caractère délictueux de l'intention couplé à la surveillance de masse ouvre sur un « univers concentrationnaire » en regard duquel l'anticipation d'Orwell fait figure d'amuse-gueule ? Mais je dois être paranoïaque...

23) Lois d'exceptions

Et puis, en second lieu mais dans le même mouvement, les populations de l'ensemble des pays de la « Communauté Internationale » ont été soumises aux nouvelles « législations antiterroristes », toutes instaurées autoritairement, sans véritables débats démocratiques, puisqu'en temps de guerre « La protection de la Nation » prime sur toute autre considération et la nécessité de son « Union » face à la menace ne peut s'accommoder de tergiversations idéologiques et/ou philosophiques.

L'« USA Patriot Act », « Loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme » (sic !) en est, bien évidemment, l'« opération » législative primordiale, celle de qui dérivent toutes les autres et, en réalité, in fine, les encadre. Bien sûr, comme il est toujours d'usage de le faire pour tenter d'en atténuer l'irrégularité constitutionnelle inhérente, ces lois sont affublées du qualificatif « d'exceptions », faux-semblant d'anthologie, que leurs renouvellements systématiques démasquent périodiquement.

Il suffit, par ailleurs, d'en exposer les « axes » pour prendre la mesure de la substantielle rupture perpétrée à l'encontre des primordiales valeurs démocratiques :

- «... 1) Augmenter la sécurité intérieure contre le terrorisme
 2) Procédures augmentées de surveillance
 3) Réduction du blanchiment d'argent international et Lois de financement anti-terroriste de 2001
 4) Protection des frontières
 5) Enlèvement des obstacles sur l'investigation dans le terrorisme
 6) Aide aux victimes du terrorisme, des officiers de sécurité publique et des familles
 7) Partage accru des informations pour la protection d'infrastructures critiques
 8) Renforcement de la législation pénale contre le terrorisme
 9) Amélioration du renseignement »

Cinq sur neuf (soulignés) concernent, et augmentent insolemment, les possibilités « légales » de collecte et de partage d'informations et de surveillance discrétionnaire ; de plus chaque libellé pourrait servir de référence pour toute formulation en quête de flou et d'imprécision. Que cette liste, aussi sommaire que schématique, puisse, comme texte de loi, avoir été validée par l'ensemble des institutions juridiques et politiques de cette nation peut paraître hallucinant. En réalité, il faut y voir la manifestation épurée de ce qui se joue à la lisière du champ opérationnel de la souveraineté étatique circonscrite, « en principes », par les « Règles » de l'Etat de Droit. Ce « no man's land » juridique où, quand « les circonstances le nécessitent », se révèle au grand jour, la nature foncièrement autocratique de l'Etat..., et où ceux qui en sont les garants (et, brutalement non plus du Droit) nomment et décrètent des « Etats d'exceptions » qu'ils peuvent préciser en Etats d'urgence ou de guerre en s'appuyant sur des lois qu'ils ont eux-mêmes concoctées!

Mais au fait, en théorie, de quoi sont-elles le nom ?

Il est un homme, Carl Schmitt¹⁶⁸, juriste officiel et idéologue du III^e Reich (excusez du peu !) à qui on en doit la « théorie » (la « normalisation juridique » serait bien plus adéquat mais, il faut bien le reconnaître dans un « style » tout à fait remarquable...) commise dans un livre dont le titre, de mon point de vue une parfaite antinomie, devrait d'emblée dissuader tout esprit logique et éclairé ("Théologie politique", Ed : Gallimard, 1988). En voici un extrait des plus édifiants :

« Tout ordre, y compris l'ordre juridique, repose sur une décision et non pas sur une norme »

« Lorsque des conflits éclatent au sein de l'Etat, qui tranchera le conflit? Au nom de quelles règles non écrites? Dans les cas extrêmes, si l'ordre est suspendu dans sa totalité, le droit recule, mais l'Etat subsiste. Il n'existe pas de norme qu'on puisse appliquer à un chaos. A la place de l'ordre juridique qui se suspend soi-même, l'ordre qui s'instaure n'est pas l'état de droit. C'est une décision "absolue" (d'une absolue pureté) qui échappe à toute formulation générale et se justifie par l'autoconservation de l'Etat. Un souverain est mis en place, seul capable de décider si la situation normale est revenue. En attendant, il garantit la situation dans sa totalité. Il n'a pas le monopole de la coercition ni de la domination, mais il a celui de la décision. En situation d'exception, l'autorité démontre que, pour créer le droit, il n'est nul besoin d'être dans son bon droit. La loi ne dit pas à qui elle confère autorité. Ce qui est déterminant ici n'est pas la causalité (par exemple sociologique) ni la psychologie de la décision, mais sa position à l'égard du droit. »

Ici, point de démonstration ni d'argumentations, mais la seule affirmation, ex nihilo (en fait directement issue d'une ascendance divine !) de la souveraineté de l'Etat, soit, en substance, du pouvoir dominant, dans tous les cas où il est (ou risque d'être) mis en danger ! C'est cette « capacité », ce mépris insolent de toute probité intellectuelle, qui lui valut, sans aucun doute la place de choix qu'il occupa au sein des gouvernements nazis.

Dès les années 20 son travail de sape théorique de la Constitution de la République de Weimar lui a ouvert les portes de la reconnaissance officielle et l'a introduit dans les cercles gouvernementaux de l'époque. Il fut nommé professeur de Droit (Bonn et Berlin) et s'afficha comme l'apologiste de la « démocratie plébiscitaire » et le penseur de la « dictature politique légitime ». En parfaite cohérence avec le texte précité il prônait l'idée que la situation politique d'exception où se trouve enlisée la République de Weimar la forçait, pour perdurer, à introniser un homme fort, condition sine qua non d'un État fort. Voilà pour ce qui est de son apport à la légitimité du coup d'Etat..., ce qu'il dissimule derrière le postulat (par définition non démontrable) de la « primauté du Politique sur le Droit ». Et personne, ou si peu, ne s'interroge sur la validité théorique d'une telle proclamation alors qu'en terme de

¹⁶⁸ ...que l'on considère avec Leo Strauss (à juste titre !) comme les idéologues dans lesquels les tous premiers néoconservateurs ont puisé une grande partie de leur idéologie nauséabonde.

rigoureuse logique elle ne repose que sur du vent. Par contre, il est assez facile de se rendre compte qu'à l'époque, elle correspondait parfaitement à l'attente d'une classe politique et économique, de moins en moins confiante dans la capacité de la *République de Weimar* à endiguer l'avancée communiste à ses portes. Et qu'il était temps de penser et d'organiser son remplacement... En parfait intellectuel opportuniste, ce qui n'altère pas totalement la « sincérité » de sa pensée, Schmitt a su, très intelligemment, se glisser dans l'entrebâillement. Ce pragmatisme intéressé ne peut manquer de renvoyer, en le préfigurant, à l'attitude similaire des jeunes universitaires newyorkais des années trente qui furent à l'origine de mouvement néoconservateur, en amalgamant anti communisme et antifascisme, afin de diluer et d'anéantir le premier dans le second. La constante se retrouve dans la perversité de la rhétorique que viennent homologuer les récompenses (de notoriété et financières) qu'octroie immédiatement le pouvoir, ainsi conforté, à ses auteurs. Ce qui ne manque pas d'étonner, c'est que Schmitt soit, encore de nos jours, considéré comme « un penseur original et référentiel de philosophie politique » et que sa collaboration active au Nazisme, non contestable et non contestée, ne l'ait pas totalement discrédité, en tant que personne bien sûr, mais surtout en tant que « penseur »... !? Une immersion rapide dans son « œuvre », agrémentée de quelques citations, même décontextualisées, devrait pourtant suffire à, définitivement, le rejeter dans les poubelles nauséuses de l'Histoire ... Le « libéralisme » (il parle ici du libéralisme politique, bien évidemment...) n'était pour Schmitt rien d'autre que de l'indécision organisée. Il prétendait que la constitution de Weimar, affaiblissait l'État du fait qu'elle le neutralisait et l'empêchait d'affronter la naissance de la « démocratie de masse ». Ce « concept », en lui-même, le définit déjà :

« Son être est le débat, l'imprécision toujours en attente, avec l'espoir que l'explication définitive, le combat sanglant décisif peut être évité dans un débat parlementaire et éternellement remis par une discussion perpétuelle »

Mais lorsqu'il s'agit du libéralisme économique le ton change du tout au tout, car, là s'il défend toujours la prééminence de l'État ce n'est qu'à condition (et en toute contradiction avec sa vision d'un État omnipotent) qu'elle garantisse et repose sur une « économie libre » :

« C'est toujours la même chose : seul un État fort peut dépolitiser, seul un État fort peut disposer de façon ouverte et efficace ; que des affaires précises, comme la circulation ou la radio, soient comme ses étagères et administrées comme telles, et que les autres affaires qui appartiennent au domaine économique auto-administré et tout le reste soit abandonné à la libre économie »¹⁶⁹

Là, c'est vrai, comme il dit : « C'est [bien] toujours la même chose » ! Et c'est d'ailleurs là que l'on sait, que l'on reconnaît sans détour, à qui on a à faire ! Que l'on perçoit aisément la séduction qu'il opérât sur de notables néoconservateurs, en particulier sur des « faucons » tels que Paul Wolfowitz ou Dick Cheney.

D'autant que c'est le rapport « ami-ennemi » qui fonde sa théorie politique simpliste que l'on retrouve au cœur des « exhortations Buschienne », qu'il agrmente, de par sa croyance

¹⁶⁹ Starker Staat und gesunde Wirtschaft. Ein Vortrag vor Wirtschaftsführern, 1932, in: Carl Schmitt, Staat, Großraum, Nomos, 1995, S. 71 f f., hier S. 81.

comme fervent catholique, de l'impérative obligation de combattre le « mal » au nom du « bien ». Il parlera même de lutte contre l'Antéchrist... Ceci permet, sans doute, d'apprécier sa « modernité » !

Il paraît que la qualité d'une œuvre (surtout théorique) ne doit pas se juger en regard du comportement public et/ou du positionnement moral et politique de son auteur. Si effectivement l'antisémitisme affiché de Céline ne peut (et ne doit pas) servir à le rayer de la liste des écrivains remarquables ce n'est que parce qu'il s'agit uniquement de littérature, domaine qui n'a de sens qu'en toute liberté d'expression. Pour le « bonhomme » qui nous occupe ici, il en va, d'évidence, tout autrement. Lui, est un « agissant » ! De ces idées (réactionnaires au plein sens du terme) il conçoit des principes et participe activement à modifier le cours de l'Histoire. Sa contribution au régime totalitaire nazi est irréfutable, et même, pour une part non négligeable, conceptuellement décisive... Comment oser le nier ? Et puis (peu importe que ce soit par opportunisme ou conviction...) quittant le terrain protégé et dédouanant de la recherche théorique universitaire « pure » (qu'il cherchera d'ailleurs plus tard à rejoindre pour s'absoudre de ses infamies) il n'aura pas longtemps hésité à venir publiquement commenter, pour les cautionner, quelques-uns des pires méfaits de cet abominable dictature. Suite au discours d'Hitler justifiant le massacre de « la nuit des longs couteaux » (qui permettra au régime d'expurger son idéologie politique de tout contenu socialiste tout en préservant sa façade et son sigle (NSDAP) Parti national-socialiste des travailleurs allemands) il écrivit (il faut le lui reconnaître, en toute cohérence avec sa doctrine !) ceci :

« Le Führer protège le droit devant le pire des abus lorsque, face au péril, il crée le droit de façon immédiate en vertu de son pouvoir de Führer et de juge suprême. [...] Un véritable Führer est toujours également juge. [...] En réalité, l'acte accompli par le Führer était un acte de juridiction pure. Cet acte n'était pas soumis à la justice, il était lui-même la justice suprême. » (Der Führer schützt das Recht, DJZ vom 1. August 1934)

L'autre aspect de son indignité foncière, celui-ci plus difficile à sous-estimer, s'étale dans la constance de son antisémitisme viscéral couplé à la défense de la pureté de la race Aryenne.

« L'homogénéité du peuple allemand constitue ainsi la base et la condition préalable la plus indispensable pour élaborer la notion de conduite politique (politische Führung) du peuple allemand ».

« ... l'idée d'homogénéité s'imposera et dominera l'ensemble de notre droit public. Elle vaut pour la fonction publique, ainsi que pour le Barreau qui contribue par essence à la création et à la formation du droit, ainsi que pour tous les cas dans lesquels des compatriotes sont actifs dans l'administration, la justice et l'enseignement du droit » (Staat-Bewegung- Volk [État-Mouvement-Peuple], 1934, p. 42, 44 s.).

Quelques extraits de son « travail » de propagande en tant que Directeur des assises sur "La Judéité dans la science allemande du droit" (« Das Judentum in der deutschen Rechtswissenschaft / DJZ ») en octobre 1936

« Il faut que nous libérions l'esprit allemand de toutes les déviations juives »

« Après ce travail collectif de deux jours, nous sommes parvenus à un début de résultat [interdiction de citer un auteur juif, autorisation de le citer exceptionnellement avec le qualificatif "juif", B.R.] qui sauve l'honneur de notre science » (DJZ, 1936, col. 1194).

« Nous avons alors pris pleinement conscience..., que le Juif est improductif et stérile pour l'esprit allemand. Il n'a rien à nous dire, quand bien même il serait en mesure de combiner avec finesse ou d'assimiler rapidement » (DJZ, 1936, col. 1196).

« La relation de la pensée juive à l'esprit allemand est une relation parasitaire, tactique, de trafiquant ».

« Nous ne connaissons que sa mauvaise conduite à l'égard des nôtres. Celui qui une fois pour toute a compris cette vérité sait aussi ce qu'est une race » (DJZ, 1936, col. 1197).¹⁷⁰

Ainsi, le « portrait » se précise...Antidémocrate (moi je dirais fasciste...), raciste et antisémite donc xénophobe, pétri de dogmes religieux dont il cherche à faire une doctrine politique, tout concourt à le rendre idéologiquement et humainement sympathique...D'autant, qu'à un moment ou un autre, en se forçant à le lire, on finit nécessairement par tomber sur le « socle » de ses éprouvantes élucubrations...La croyance indéfectible en la malignité ontologique de l'être humain... Encore une fois, on retrouve cette même antienne fondatrice, qui depuis qu'une partie insignifiante de l'humanité s'arroge « le Droit » (elle est même, on le voit, capable de l'inventer !) de soumettre la « masse » à ses prérogatives, lui sert d'ultime justification. Si ce n'était si tragique on pourrait presque en rire... **Le pire de l'engeance humaine s'auto légitimant en accusant le meilleur de sa propre turpitude.** C'est peut-être là qu'il faut chercher l'origine de son endémique perversité !?

Mais pour en finir avec le dérisoire C. Schmitt, on ne peut que s'étonner de la controverse qui court toujours attachée à son nom... S'il reste indéniablement une figure référentielle ce ne peut être qu'en tant qu'intellectuel toxique et pernicieux. Peu d'autre autant que lui auront su aussi bien déconstruire des principes de progrès, de protection du commun contre l'accaparement des puissants, en se parant d'une rigueur légaliste.

Au regard de l'*Ordre nouveau* que la modernité instaure, déferlante de viscosités morales corrompues que rien ne semble plus en mesure d'arrêter, il m'apparaît faire figure sinon d'instigateur, du moins de prophète. Car nous sommes bien parvenus à ce stade qu'il appelait de ses vœux, où la décision politique prime le Droit, mode de gouvernance que l'on peut nommer, avec lui, « démocratie de masse », à savoir l'organisation manipulatoire du « plébiscite électoral », simple façade ripolinée derrière laquelle, ceux qui se croient les véritables décisionnaires « gèrent » la dévastation dont ils sont les principaux responsables. Et pourtant, il n'est « rien » ! Ses « idées », sa philosophie du Droit, tout ce qui constitue son « œuvre », n'est au fond que le produit de la nécessité, pour un coup d'Etat en gestation, à

¹⁷⁰ Toutes ces citations proviennent d'un article remarquable du professeur Rüthers, de l'Université de Constance, paru dans la revue *Juristenzeitung* en 1998, et conçu sous la forme d'un florilège emprunté aux périodes de Weimar, des nazis, de l'occupation et de Bonn. Il est accessible sur le site de la revue Cairn.info à l'adresse suivante :

<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-droit-constitutionnel-2002-3-page-537.htm>

se légitimer. C'est le propre de ce type de pensée (et de penseur) que de servir de creuset idéologique aux pires infamies prédatrices. Alors oui, de ce point de vue, il mérite certainement une statue, ne serait-ce que parce que sa contribution « théologico-politique » fonde notre monde actuel où l'Etat d'urgence est devenu la norme. Eh bien sûr, quant à moi Il est tellement emblématique de la perversion idéologique que j'ai tenté de mettre à jour tout au long de ces pages qu'il existe une sorte d'évidence à en terminer par lui...

Epilogue

Nous voilà donc ainsi soumis à une « gouvernance politique d'exception » dont la principale caractéristique est bien de progressivement se fondre dans la norme. En France, où il n'est plus question (ne l'a-t-il jamais été ... ?) de l'abroger, la manœuvre politique consiste, à présent, à la constitutionnaliser. Et ce type de renversement législatif, alors qu'il est, de fait, une destruction flagrante du Droit constitutionnel, ne devrait guère rencontrer d'obstacles, pour être validé. Je doute que tout ce qui précède suffise à démontrer à quel point la « stratégie du terrorisme mondialisé » a pleinement réussi et que son succès est aussi stabilisé et irréversible qu'il m'apparaît... Mais en justifiant, dans le même élan, la pénalisation de l'intention couplée à la surveillance de masse, il me semble difficilement réfutable que l'ordre néolibéral vient de s'offrir les outils décisifs à l'instauration d'un asservissement totalitaire, cautionné, en toute soumission volontaire, par l'assentiment de la grande majorité des populations. Celui qui lui permettra, à court terme, de déceler, d'identifier et de criminaliser, en toute légalité, toute dissidence susceptible de porter atteinte à son intégrité.

Si le confort, tout relatif, dont jouissent toujours les minorités, encore lucides et contestatrices, au sein des sociétés occidentales tend à réfuter cette sombre vision ce n'est qu'en parvenant à ignorer la fragilité sur laquelle il repose. Et faire fi des processus de domestication de toutes espèces de résistance, pourtant pleinement à l'œuvre hors de leurs frontières protectrices, mais pourtant si proches. L'écrasement systématique de **toutes** les espérances issues de **tous** les soulèvements populaires survenus dans l'ensemble des régions limitrophes des grandes lignes de partage du monde (Nord/Sud et Est/Ouest), d'ores et déjà rejeté dans un passé lointain, devrait pourtant suffire à déciller même les moins clairvoyants. Comment avoir si vite oublié que l'émergence en Grèce d'une rébellion capable d'instaurer une gouvernance hétérodoxe et scissionniste envers la doxa européenne en a précipité, en quelques mois, l'économique asphyxie ? Et encore tout récemment, l'étouffement brutal du vent de liberté qui soufflait sur la Turquie, légitimé par un pseudo coup d'état organisé d'évidence contre lui-même par un médiocre despote un instant menacé auquel personne de censé n'aurait dû accorder le moindre crédit, mais qui est cependant depuis « tranquillement » avalisé par la « communauté européenne » en échange d'un rôle ignoble de garde frontière, n'est-il pas une autre preuve irréfutable de l'« avancement des travaux »... ? Erdogan comme Bachar el Assad ne doivent leur longévité qu'à l'assentiment et au soutien de ceux à qui ils profitent et ce simple truisme devrait suffire en soi (mais comme tant d'autres que j'ai déjà exposés tout au long de ce texte) à pulvériser les façades démocratiques de ceux qui réellement nous gouvernent. Mais, in fine, l'inefficacité de ces dévoilements vient tristement corroborer la validité de mes cogitations... Bien qu'une partie non

négligeable de l'humanité s'acharne à lutter courageusement pied à pied sur tous les fronts de l'ensevelissement qui nous menace, elle ne parvient pas, certainement par manque de conscience collective de son ampleur et de sa profondeur, à extraire et identifier, hors de cette confusion apparente (organisée et généralisée) son principal mobile.

Celui qui se manifeste, pourtant d'évidence, dans la volonté d'une infime partie de l'humanité de s'approprier la totalité des richesses disponibles à la surface de cette terre et qui devrait être perçu comme le primordial paramètre comportemental de notre affaissement civilisationnel...

Cette engeance est en passe, de nos jours, d'accéder au stade ultime de la prédation puisqu'elle est parvenue à « transmuier », de manière systématique et exhaustive, toutes les activités qui constituent notre existence en matière à profit. Et à présent, forte de ce socle établi, elle tente d'organiser l'extinction progressive et exhaustive de l'hétérodoxie...

Peut-être n'y parviendra-t-elle pas ! La résistance à l'asservissement, aussi ténue soit-elle, est peut-être irréductible...Et puis, ne serait-ce que parce que la « post-civilisation » qu'elle promet ne peut qu'aboutir à un implacable autant que global effondrement, voire à l'extinction pur et simple de notre espèce !

En attendant, la normalisation de ces implacables processus, la propagande permanente de leur « allant de soi », génère, à l'insu de chaque être humain, une flétrissure irréversible de son potentiel d'« être vivant » ! En magnifiant « l'avoir », en l'idéalisant jusqu'à l'identifier à « l'être », ce que nous sommes (devrions être !) en nos consciences lentement s'estompe, puis définitivement s'éteint...

Le 28 septembre 2017

Singulier.eu

Requête...

Depuis plus de six ans, sur ce site, je publie mes textes en libre accès sans autre retour que les statistiques de fréquentation que me fournissent les « outils Google ». Et de ces résultats je peux présumer qu'un nombre conséquent de personnes lisent sans doute ce que j'écris.

N'ayant aucun goût aux « débats » ou/et polémiques, la plupart du temps stériles, que génèrent les commentaires en ligne je me suis bien gardé d'en offrir la possibilité.

Mais, bien que défendant l'idée que seul le texte compte, je dois bien admettre que je ne suis pas indemne du besoin de satisfécit... Alors rattrapé par un lourd sentiment d'inutilité je me risque aujourd'hui à solliciter quelques mots d'encouragement, tout particulièrement à ceux, s'il y en a, qui ont été jusqu'au bout de mes textes les plus longs.

Par avance merci !

Email: contact@singulier.eu

Le 9 décembre 2018

Singulier.eu



[Retour](#)